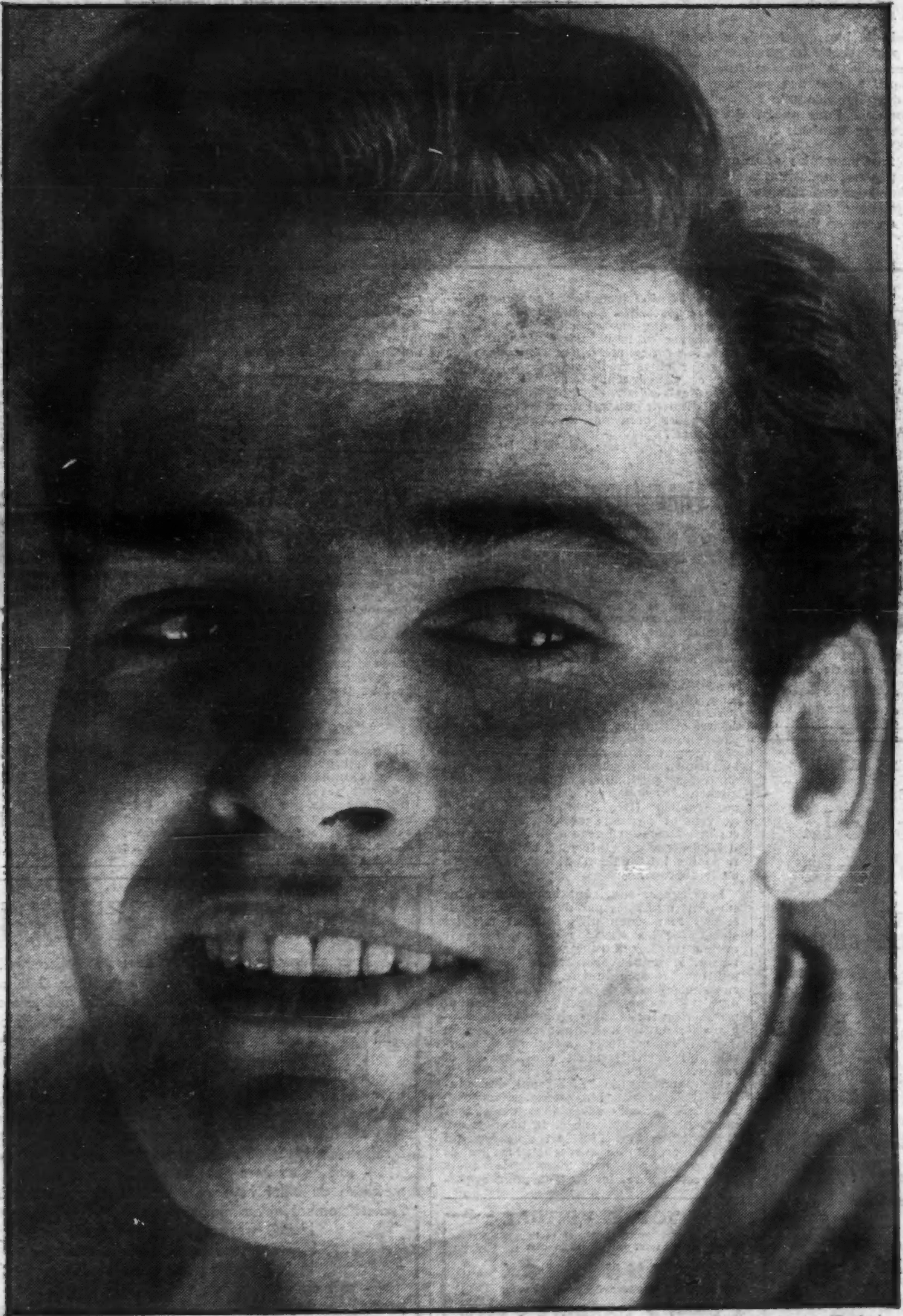
L'EXPRESS

INSTITUT FRANÇAIS DU ROYAUME-UNI
BIBLIOTHÈQUE
0828

5 DECEMBRE 1957. — N° 337 100 FR. ALGERIE, TUNISIE, MAROC: 100 FR.

EXCLUSIF : *Le document de l'année*

• *Rapport national sur la jeunesse*



(Rapho.)

LA NOUVELLE VAGUE

« Faute de pouvoir faire demi-tour il faut aller de l'avant. » (Marco Polo.)

★ ★ ★ ★ ★

La lettre de « L'Express »

DANS les vitrines de la jeunesse, tous les modèles sont exposés. Françoise Sagan et Maurice Audin, Jaïc Domergue et l'aspirant Maillot, Brigitte Bardot et les JS d'Angers, Léone Mezurat et ses bourreaux.

Il ne faut pas sous-estimer le poids de ceux qui se trouvent en vitrine ; ils traduisent toujours la vérité collective d'un groupe. Mais d'un groupe seulement qui, pour actif qu'il soit, ne saurait incarner plus que le groupe voisin le visage d'une génération.

Derrière, il y a les réserves de la nation, les stocks. Huit millions de Français nés après 1927 et avant 1939. Chacun d'eux ne représente rien, ou pas grand-chose. Un électeur en puissance. Une voix. Un homme, « ce miracle sans importance ». Rien. Pourtant, ensemble, ils vont construire ou détruire l'avenir, susciter ou refuser des chefs dignes ou indignes, transformer ou perpétuer la société. Rien ne se fera sans eux, rien ne se fera contre eux.

« La société a cela de bon que les âges s'y mêlent et que l'expérience y peut avertir les passions », écrit Alain. Mais de quelles passions la jeunesse française est-elle animée ? Et d'abord, a-t-elle des passions, ou souffre-t-elle au contraire d'en être démunie ? Est-elle engagée ? Dans quoi ? Disponible ? Pour quoi ? Quel est le point de sonorité où vibrera ce tambour ?

A ces questions fondamentales pour qui s'intéresse à l'avenir du pays et, plus modestement, à celui de ses propres enfants, chacun a une réponse prête, selon qu'il entend flatter la jeunesse ou se consoler de n'en plus faire partie, l'annexer ou se donner la commodité de la mépriser.

Aucun terme générique ne fait l'objet de plus d'abus, dans les discours officiels comme dans les imprécations familiales. La « belle jeunesse » des hommes publics en représentation, chacun sait qu'elle devient « bonne pour l'échafaud » sitôt que les mêmes ont à examiner en privé ses carnets de notes, ses dépenses hebdomadaires... ou ses idées.

QUI est-elle ? Hier personne n'avait le droit ni les moyens de le dire. Aujourd'hui, grâce au travail considérable accompli, à la demande de « L'Express », par l'Institut Français d'Opinion Publique, il existe, pour la première fois, une radiographie exacte de la jeunesse française, telle qu'elle apparaît en 1957.

C'est ce document capital, ce « moment » de la physionomie nationale que nous livrons cette semaine au public dans la forme que lui ont donnée les spécialistes — enquêteurs et sociologues — en nous abstenant volontairement de tout commentaire qui pourrait en brouiller l'image clinique.

Il n'existe malheureusement aucun moyen de comparaison avec l'état d'esprit des générations précédentes, ni même de la jeunesse de 1945, un tel travail n'ayant encore jamais été réalisé en France. Il aurait seul autorisé le « De mon temps... » qui ne manquera pas de sauter à l'esprit des plus de 30 ans.

D'ailleurs, qu'importe le passé ! Voici le présent, fugitif, mouvant, et perfectible comme la jeunesse elle-même.

Françoise Giroud.

Une chance à saisir

Le même jour nous parviennent de deux côtés du monde, des avertissements qui ne peuvent pas ne pas être entendus. D'Orient, c'est la voix de l'U.R.S.S. qui appelle à l'union des pays et des partis communistes pour un assaut suprême contre l'Occident. De l'autre, c'est celle du nouvel Etat marocain qui, faisant lui-même le sacrifice d'une partie de sa souveraineté, propose à la France de reconstruire cette communauté franco-africaine qui peut être la clef de voûte de l'Occident.

Ceci peut être la réponse à cela.

Ces deux cris, l'un de menace, l'autre d'espérance et de sagesse, retentissent en même temps.

Hélas ! un grand nombre de nos hommes politiques sont trop pris par leurs préoccupations personnelles, aveuglés par leurs passions, liés par leurs préjugés pour les entendre et les écouter.

On dit déjà que le « gouvernement ne serait pas disposé à donner suite à l'offre de la Tunisie et du Maroc » qu'il donne l'impression de vouloir acculer au désespoir comme d'autres gouvernements, en d'autres temps, ont déjà fait de l'Indochine.

Déjà nous avons découragé les peuples qui ont pris conscience d'eux-mêmes au sein de l'Union française. Nous avons découragé nos alliés. La chance qui nous est offerte, et que nous méritons à peine, est une chance de salut non seulement pour nous, la France, mais pour l'Europe, pour l'Afrique et pour l'Occident tout entier. Que ce gouvernement ne soit pas capable de la saisir, c'est possible.

Mais faut-il que la France soit à jamais le pays des occasions manquées ?

Perdues ?

R. DENIZE.
Paris.

Les mots pour convaincre

A la lecture du dernier discours de P.M.F. au Parlement, je dois constater une fois de plus la clairvoyance de cet homme, la logique et la loyauté des solutions qu'il propose.

J'ai essayé de faire lire de telles analyses autour de moi, de m'en servir pour convaincre. Je n'ai constaté aucune compréhension, aucun intérêt. Pourquoi ?

Certains ont refusé de lire « la prose de Mendès », d'autres m'ont rendu l'article sans l'avoir lu ; d'autres m'ont dit : « C'est de la politique » ; d'autres : « C'est très bien, mais cela ne me fera pas manger », etc. Pas un ne m'a paru ébranlé !

Voici donc les réflexions que j'ai tirées de ces attitudes : les adultes ne veulent pas s'intéresser parce qu'ils ont une idée préconçue établie depuis plus ou moins longtemps en fonction d'un idéal (rare), d'intérêts particuliers immédiats (fréquent), de slogans vides de sens mais qui frappent (très fréquent). La plupart ne veulent pas être obligés de repenser ces problèmes ou même de les penser, car il faudrait alors s'informer, réfléchir, lire, raisonner ! Et « ils n'ont pas le temps » ou le courage.

Les jeunes, eux, sont beaucoup moins souvent influencés par des intérêts particuliers mais bien plus souvent par les slogans et les « grands mots ». Dans le milieu rural, qui représente une grande masse, le jeune considère en général la politique comme inutile, néfaste et corruptrice. « Faire de la politique » signifie dans nos campagnes prendre cyniquement un métier facile nécessitant de la roublardise, du bagout, un manque absolu de toute honnêteté et de tout idéal, assurant un enrichissement considérable et rapide.

Les partisans de P.M.F. sont des « intellectuels et des idéalistes », disent les meilleurs de leurs adversaires, car il leur manque l'enthousiasme et la passion qui animent l'action, l'instinct grégaire qui groupe, créant les forces et les grands mouvements ; il leur manque les mots pour convaincre, les slogans pour acquérir l'adhésion des masses. Les partisans de P.M.F. peuvent, en somme, se représenter par une industrie possédant une technique parfaite, un personnel très compétent, mais pas de service commercial, pas de publicité.

P.-J. SONNÉ,
Arthez-de-Béarn.

Le seul remède

Humblement et en toute modestie, je voudrais vous exprimer la grande sympathie que j'éprouve à l'égard du général May, auteur d'une lettre intitulée « Ma patrie et le peuple algérien ».

Si je n'ai aucune compétence pour l'affirmer, j'ai cependant la conviction que des milliers comme moi — milieu ouvrier nord-africain — ayant lu ou entendu le contenu de sa lettre sont sensiblement touchés. Ses termes et ses paroles non seulement aident les uns pour être plus forts que les événements, même avec de grands sacrifices matériels et de grands efforts politiques, mais désarment aussi l'intransigeance des autres et sensibilisent les âmes si dures soient-elles.

Le seul remède efficace c'est de regagner la confiance et de reconquérir les cœurs par tous les moyens.

UN JEUNE MUSULMAN.

29.000 fr. par mois

Il semble que, dans votre esprit, le salaire minimum perçu en France par les fonctionnaires et ouvriers des petites catégories se situe autour de 30.000 fr. Un lecteur note, par exemple, les 32.000 fr. de début à un postier. En réalité, c'est ce que je gagne tout juste, moi, bachelier. En réalité, une multitude de travailleurs français gagnent entre 22.000 fr. et 26.000 fr. Ma femme, aide-radiologiste d'hôpital, responsable de son service pendant une semaine sur trois, spécialisée dans la conduite d'appareils qu'il faut bien savoir manier, perçoit la somme de 29.000 fr. après six ans de travail.

Maurice CHARPENTREAU,
La Roche-sur-Yon.

Parmi les plus défavorisés

En tant qu'agent des P. T. T., je constate que l'Etat ne tient pas ses engagements. Notre déclassement s'accentue ; ainsi, pour les techniciens, la différence de salaires avec le secteur privé atteint de 40 à 50 %. Aussi les jeunes ne restent pas. Le statut des fonctionnaires est tombé dans l'oubli et les parités ne sont plus respectées. Nous sommes parmi les fonctionnaires les plus défavorisés. Cependant, les P. T. T. réalisent des bénéfices, et leur personnel a autant de rendement que dans le privé. (...)

La liberté de conscience et d'expression est une réalité en France ; par contre, la liberté économique est le privilège des industriels, des commerçants et des paysans. Si cette dernière ne peut pas être accordée à tous, qu'elle soit supprimée pour tous. Actuellement, le gain dépend pour une large part d'une question de système. D'où une épreuve de force, d'où l'injustice et l'agitation sociale qui en découlent.

M. BILLIAT,
Paris.

Je ne suis pas chrétienne

Dans l'article de « L'Express » consacré à « La Nouvelle Réforme », votre collaborateur me cite comme « chrétienne ». Cette épithète, certes, n'a rien de péjoratif, mais rien ne la justifie, non plus, en ce qui me concerne.

J'ai été membre du parti communiste de 1942 à 1949. Je l'ai quitté parce que je n'étais pas d'accord avec lui sur un certain nombre de questions importantes : affaire yougoslave, affaire Lyssenko, jdanovisme, etc. Je m'en suis expliquée alors dans « Combat » et je n'ai rien publié depuis qui pût faire croire à ma « conversion ».

Christianisme et marxisme sont deux explications contradictoires du monde. Les chrétiens et les marxistes peuvent se retrouver côte-à-côte dans des moments historiques précis : dans la Résistance, par exemple, ou, aujourd'hui, contre la torture et la guerre d'Algérie.

Or je suis marxiste dans la mesure où l'on ne considère pas le marxisme comme une vérité révélée, ni comme un dogme, mais où on le tient pour une méthode de recherche toujours valable. C'est dans cette perspective que je crois pouvoir collaborer à « La Nouvelle Réforme ».

EDITH THOMAS,
Paris.

La nouvelle vague jugera

Votre critique littéraire de « La Reine de Césarée » de R. Brasillach qualifie de « sanglante erreur judiciaire » — est-ce bien les mots qui conviennent ? — le jugement qui a fait de l'auteur un « martyr ». Que sont alors tous les frères et sœurs d'Anne Frank ?

J'essaye d'être objective, bien que j'appartienne à la catégorie des « chers imbéciles » qui ont connu les camps de concentration créés par les amis de Brasillach.

Interdire sa pièce ? Non. La présenter au contraire sans *aucune* coupure serait mieux.

Peut-être aurait-on pu attendre que l'ancienne vague, celle des camps, ait disparu — ce qui ne sera pas long. Alors la nouvelle vague jugera si la valeur littéraire l'emporte sur la valeur humaine.

J. LETOURNEAU,
Angers.

(Suite du courrier page 43.)

DANS LE NOUVEAU NUMERO
DES
Cahiers de la République

- Un éditorial de *P. MENDES FRANCE*
- La conquête de l'espace... par ***
- Economie américaine 1957 :
  1. Diagnostic et perspectives *par Jean RIBOUD*
  2. L'inflation ou son fantôme ? *par Bernard CAZES*
- Après Bamako :
  1. Obstacles à surmonter *par G. LISETTE*
  2. Problèmes constitutionnels *par Oreste ROSENFELD*
- U.R.S.S. septembre 1957 par *Georges BORIS*

En vente dès cette semaine
Abonnement 1 an : 1.250 fr. (métropole)
1.500 fr. (étranger)
3, rue des Pyramides - PARIS
Chèques postaux : Paris 13.693.09

VOTRE VOITURE
votre femme et vous
serez les bienvenus chez
BRUNSWICK
62, boulevard de Strasbourg
GRAND PARKING PRIVE
dans l'immeuble

Tirage des I.P.R.
Raymond Séguin
10, r. du Faub.-Montmartre.
PARIS
Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

EMPRUNT ÉQUIPEMENT DE LA S.N.C.F.

Pour assurer le financement de ses investissements (modernisation, électrification, etc.) la S.N.C.F. procède, à partir du 2 décembre 1957, à l'émission d'un emprunt d'un montant nominal de 20 milliards en :
BONS INDEXES de 10.000 francs à 20 ans garantis par l'Etat et nets d'impôts
Intérêts : 5 1/2 % minimum - Prix de remboursement minimum progressif
Les caractéristiques détaillées de ces Bons sont les suivantes :
INTERET : payable le 15 décembre de chaque année, en espèces, pour un montant égal à 56 fois le prix de base kilométrique du billet voyageurs 2e classe en vigueur à la date d'échéance de l'intérêt et, au minimum, à 550 fr.
REMBOURSEMENT : le 15 décembre de chacune des années 1963 à 1977 à raison de 1/15e du nombre des Bons émis et par voie de tirage au sort :
- soit en espèces pour un montant égal à 1.500 fois le prix de base kilométrique du billet voyageurs 2e classe en vigueur à la date d'échéance de l'amortissement et au minimum à :
11.000 francs pour chacune des années 1963 à 1967
11.500 francs pour chacune des années 1968 à 1972
12.000 francs pour chacune des années 1973 à 1977
- soit en coupons de voyage gratuit, valables un an et dont la valeur procure un avantage d'au moins 5 % sur le montant payé en espèces.
Prix d'émission : 10.000 francs par Bon souscrit payable intégralement au moment de la souscription.
Les souscriptions sont reçues aux guichets habituels (banques, comptables du Trésor, bureaux de poste, gares, etc...).
L'émission pourra être close sans préavis.
(Notice parue au B.A.L.O. du 2 décembre 1957).

5 DECEMBRE 1957

L'EXPRESS

5e ANNEE. — N° 337

CETTE SEMAINE :

- PAGE 4 — Notes politiques
- PAGE 5 — Le dessin de Jean Effel
- PAGE 6 — Au Forum : Duverger Philip
- PAGE 7 — Michelet intervient
- PAGE 8 — Accidents : Le rôle de la fatigue
- PAGE 9 — L'histoire du lieutenant Rahmani
- PAGES 10, 11, 12, 13 — P.M.F. : « Ne répondez pas : non ». Bidault : « Ne dites pas : si... ».
- PAGE 14 — Notes de l'étranger
- PAGE 15 — L'article de Bevan
- PAGE 16 — Problèmes américains
- PAGE 17 — Problèmes russes
- PAGE 18 — Université Médecine Presse Radio - T.V.
- Pages 19 à 25 — RAPPORT NATIONAL SUR LA JEUNESSE
- PAGE 28 — Sciences : Nouveautés
- PAGE 29 — Les Arts
- PAGE 30 — Théâtre : La critique de R. Kanters
- PAGE 31 — Le jazz et la danse
- PAGE 32 — Cinéma : La critique de J.-P. Vivet
- PAGE 33 — L'article de M. Saillet sur Gide
- PAGES 34 ET 35 — Vailland Butor
- PAGE 36 — Sartre et la peinture
- PAGES 37 A 40 — Une sélection de cadeaux
- PAGES 41 ET 42 — Madame Express
- PAGE 43 — Courrier Mots croisés
- PAGE 44 — Le Bloc - notes de F. Mauriac

LES AFFAIRES FRANÇAISES

LA NATION

L'inflation, ça fait mal

DANS leur quotidien habituel, mercredi matin, les Français ont pu lire, à la fois le très long catalogue des nouvelles augmentations de prix sur les produits qu'ils consomment tous les jours (viande, pain, sucre, gaz, électricité, journaux, train, métro, etc.) et les déclarations du nouveau ministre des Finances annonçant, selon une formule heureuse et incontestable, « *qu'un chapitre de l'histoire des prix était clos* ». A chaque ministre son chapitre.

M. Pflimlin, d'ailleurs, n'a pas employé un langage trop définitif. Il a dit : « *Il serait erroné de penser que la conjoncture à venir doit être inéluctablement orientée dans le sens de la hausse. En dehors des hausses saisonnières, l'action gouvernementale s'attachera à défendre énergiquement le pouvoir d'achat de la population.* »

Rien, en effet, n'est « inéluctable ». Il se trouvera seulement que les prix continueront de monter ; mais on pourra considérer que ce n'était pas « fatal ». Et si le pouvoir d'achat continue de diminuer, chaque mois — comme c'est le cas — ce sera en dépit de l'action « énergique » des pouvoirs publics.

Deux victoires

Tout cela revient à dire que le gouvernement est faible, beaucoup plus faible que la réalité économique. Il n'a pas les moyens politiques de la maîtriser.

La semaine dernière, le président du Conseil (ancien ministre des Finances) et le ministre des Finances (futur président du Conseil), l'un et l'autre très avertis du déséquilibre implacable entre les dépenses et la production en France, exigeaient plus de 200 milliards de « coupures » dans les budgets des différents ministères. Comme M. Gaillard, au mois de juillet, en exigeait pour 600 milliards. Les deux principales victimes de ces « coupures » étaient la Défense nationale et l'Education nationale, parce que ce sont les deux plus gros budgets de l'Etat (1.300 milliards pour l'Armée, 450 milliards pour l'Education).

Mais mardi soir, en sortant du Conseil interministériel qui devait « arbitrer » entre les exigences des uns et des autres, M. Chaban-Delmas (Défense) avait obtenu que son sacrifice devienne purement symbolique, à 5 milliards. Et M. Billères (Education) avait refusé toute coupure.

L'un et l'autre avaient remporté une « victoire » dont ils pouvaient, en toute sincérité, être fiers. L'un représentait les impératifs militaires, et aucune considération mercantile ne doit passer devant. L'autre représentait la formation des jeunes, et l'avenir.

« *Nous sommes pris à la gorge,* a dit M. Billères, *par la rentrée scolaire... Diminuer maintenant nos crédits, c'est renoncer à l'instruction obligatoire en France.* »

M. Chaban-Delmas n'a rien eu à déclarer, ni à démontrer. Il sait que la Défense nationale, de toute manière, dépense ce qu'elle entend dépenser.

(Agip.)

M. René Billères
L'arbitre n'est pas celui qu'on croit.

C'est le seul département ministériel où les dépenses engagées ne sont pas contrôlées. On présente la facture *après.* Et non seulement les abattements promis par M. André Morice en juillet, à M. Gaillard, n'ont pas été réalisés, mais les crédits antérieurs ont encore été dépassés.

L'arbitrage

Seulement, s'il n'y a pas de président du Conseil, ni de majorité à l'Assemblée, pour « arbitrer », l'arbitrage se fait tout de même.

M. Billères maintient ses crédits. Mais combien d'écoles va-t-il construire avec les crédits ainsi « maintenus » ? Combien de tonnes d'acier et combien de tonnes de ciment va-t-il pouvoir payer, pour ses écoles, avec l'argent qu'on inscrit, pour lui, au budget ? Très exactement ce que les hausses de prix voudront bien lui laisser acheter. Et si, comme il est « inéluctable » au rythme actuel, les prix ont encore augmenté de 20 % d'ici la fin de l'année prochaine, M. Billères n'aura construit que quatre écoles au lieu de cinq, et il aura diminué d'autant les traitements de ses professeurs et de ses instituteurs.

Ainsi l'arbitrage se fera, et même très brutalement. L'inflation, ce n'est pas un mot. L'inflation, c'est très réel, et cela fait très mal. Mais, politiquement parlant, cela a un grand avantage : c'est anonyme.

Dans le cycle meurtrier de l'inflation — qui ampute le pouvoir d'achat, dilue la monnaie, détruit la propriété, appauvrit les plus pauvres, enrichit les spéculateurs, empoisonne la nation et sape ses bases morales — tout se passe en douceur pour les responsables politiques qui ne jouent entre eux qu'avec des chiffres théoriques.

Il y a seulement, de temps à autre, cette étape douloureuse, parce qu'il faut mettre un nom sur elle, qui est la dévaluation.

PARLEMENT

La majorité secrète

● ***Il y a une majorité de députés qui veulent « autre chose » en Algérie. Mais comment faire ?***

« S*I l'Assemblée devait se prononcer au scrutin secret sur la politique algérienne, il y aurait une majorité pour la négociation.* »

Cet aveu était fait dans les couloirs du Palais-Bourbon, à mi-voix, par un député qui siège au centre et pense à droite, dix minutes à peine après le vote de la loi-cadre.

Ce député fait partie des 269 qui venaient de déposer dans l'urne un bulletin blanc. Il avait ainsi accordé sa confiance à un gouvernement qui repoussait l'offre de médiation maroco-tunisienne et réduisait les chances d'une solution négociée du conflit algérien.

M. Maurice Deixonne, porte-parole de la S.F.I.O., a voté, aussi, lui qui affirmait le matin même « *attacher la plus grande importance* » à la proposition de Rabat et de Tunis. Comme M. Fernand Bouxom, porte-parole du M.R.P., qui proclamait deux heures avant le scrutin que la loi-cadre était « dépassée » et qu'il convenait de répondre « *non par un refus nuancé, mais une acceptation nuancée* » à « *certains porteurs de bons offices* ».

Au scrutin secret, comment ces hommes, et ceux qui les avaient mandatés pour parler en leur nom, se seraient-ils exprimés ? Et même plusieurs membres du gouvernement n'auraient-ils pas manqué à l'appel, y compris peut-être M. Félix Gaillard ?

Conseils M.R.P.

Au Conseil des ministres qui précéda immédiatement le débat, M. Pierre Pflimlin conseilla la prudence, comme il l'avait fait au moment de l'affaire des livraisons d'armes anglo-américaines à la Tunisie :

— *Les intérêts du roi du Maroc,* dit le ministre des Finances, *coïncident avec ceux de la France. Il faut le comprendre.*

Et ce fut un autre représentant du M.R.P., M. Robert Lecourt, qui enchaîna :

— *On ne claque pas la porte au nez des Marocains...*

Les ministres républicains-populaires, qui représentent aujourd'hui « l'aile gauche » du gouvernement, trouvèrent peu d'écho. Leurs collègues préfèrent évoluer sur le terrain, plus favorable à la dissimulation des pensées, de la politique internationale.

Mais, en fin de compte, la politique de M. Robert Lacoste ne trouva, pour la soutenir fermement, que son auteur et les deux autres ministres socialistes présents : MM. Max Lejeune et Gérard Jaquet. Néanmoins, aux yeux du public, cette politique a triomphé au gouvernement comme au Parlement.

De la même manière, c'est-à-dire avec aussi peu de conviction, mais avec beaucoup d'affirmations, avaient été défendues la guerre d'Indochine,

(*Suite en page* 5.) →

Les affaires françaises

CORRESPONDANCES EXPRESS

OFFICIEL : UNE BOMBE « A » FRANÇAISE

● Le gouvernement français a fait connaître officiellement au gouvernement américain sa décision de construire des armes atomiques.

Cette décision ne sera pas annoncée publiquement. Bien qu'un nombre assez élevé de techniciens et de membres de l'administration aient été mis au courant aux différents stades de l'exécution du projet, on considère qu'il n'est pas nécessaire actuellement de rompre le secret : en effet, il est toujours possible de revenir sur la décision prise puisque le programme actuellement en cours peut encore être réorienté vers la recherche pacifique. Cependant ordre a été donné d'accélérer au maximum les études et les travaux nécessaires à la fabrication de la bombe.

La décision du gouvernement français sera utilisée au cours de la réunion du Conseil Atlantique en décembre comme « carte diplomatique », pour obtenir des autorités américaines le partage des secrets atomiques et la mise à disposition de la France d'armes nucléaires.

M. LACOSTE JUGE UN PROCUREUR

● Le procureur de la République d'Alger est un magistrat intègre qui n'accepte aucun « accommodement » avec la justice. M. Robert Lacoste rencontre parfois des difficultés avec lui dans l'application des « pouvoirs spéciaux ».

Pour résumer la situation, le ministre de l'Algérie a, finalement, eu ce mot : « Rien à faire ; c'est une conscience ».

M. QUEUILLE RETARDE LA « FUSION » DU CENTRE

● L'Assemblée peut adopter dans quelques jours la proposition de M. Barrachin fixant à 28 membres l'effectif des groupes parlementaires. Cette modification du règlement de l'Assemblée priverait les petites formations de représentation dans les commissions ou à la conférence des présidents, laquelle dirige en fait les travaux de l'Assemblée.

Or huit groupes se trouvent dans ce cas : les progressistes, l'U.D.S.R., le R.D.A., le R.G.R., les radicaux dissidents, les républicains-sociaux, les indépendants d'outre-mer et les paysans (groupe Antier).

Les progressistes seraient ainsi poussés à la fusion avec le P.C., les I.O.M. contraints de se transformer en M.R.P., les paysans mis dans les bras des poujadistes. A moins que le chiffre des députés « non inscrits » ne s'enfle considérablement.

Pour les autres groupes du centre, le problème se pose différemment. Deux fois déjà, la réunion — prévue par M. Jean-Paul David — de l'U.D.S.R., du R.D.A., du R.G.R. et des radicaux dissidents a été renvoyée. C'est M. Henri Queuille qui freine le mouvement ; il n'a pas perdu l'espoir d'une réunification du parti radical. L'ancien président du Conseil a demandé qu'on attende le prochain Comité exécutif de son parti (dissident) prévu pour le 7 décembre.

A la vérité, certains leaders — par exemple MM. Pleven et Mitterrand — ne souhaitent un rassemblement que s'il ne laisse pas en dehors les radicaux valoisiens, ou du moins s'il se fait avec leur accord.

Personne enfin ne sollicite les républicains-sociaux. Si la proposition Barrachin est adoptée, les amis politiques de M. Soustelle n'auront le choix qu'entre deux solutions : rejoindre les formations du centre pour opérer la fusion ou éclater en plusieurs fractions, chacune allant rejoindre le parti de son choix.

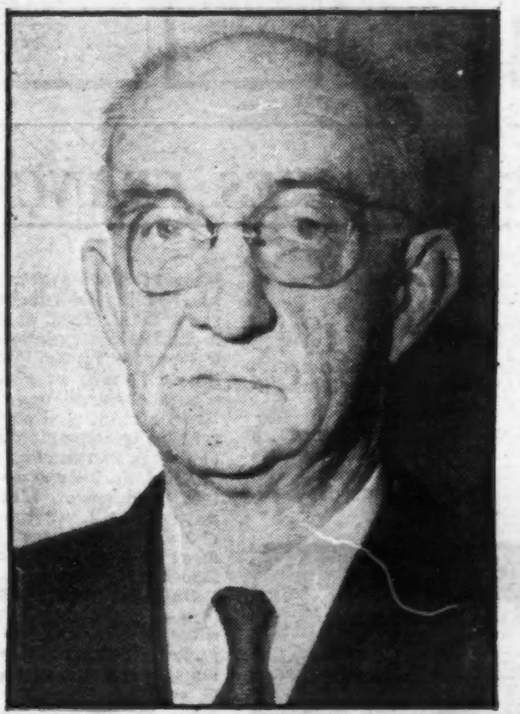
LES RAPPORTS CACHES : « RIEN DANS L'IMMEDIAT »

● Les rapports de la Commission de Sauvegarde causent de graves soucis au président du Conseil. De plus en plus nombreux sont ceux qui, au Parlement, en demandent la publication. Ce fut le cas, en particulier, la semaine dernière, d'une délégation officielle du groupe socialiste conduite par son président, M. Maurice Deixonne.

M. Félix Gaillard répondit qu'il ne pouvait envisager, « dans l'immédiat », de rendre publics les documents. Il a ajouté qu'il se proposait de convoquer les rapporteurs pour leur demander « s'ils maintiennent intégralement les termes de leurs rapports ».

Déjà sollicité, M. Daure, recteur de l'Académie de Caen (dont le rapport traite de l'affaire Audin), a fait savoir que, souffrant, il ne pouvait se rendre à l'invitation du président du Conseil.

Le groupe socialiste, qui devait se réunir mardi pour enregistrer le refus de M. Gaillard et en tirer les conclusions, a renvoyé sa séance à jeudi, les membres de la délégation étant absents.



(Keystone.)

LE RECTEUR PIERRE DAURE
Une convocation inutile.

ALGÉRIE : "situation périlleuse"

Demain

Le quart d'heure de Ramadier

LE MYTHE SAGAN

LA TUNISIE à l'heure du socialisme

• L'ESPAGNE emprisonne les poètes

• LE GHANA Etat-test africain

L'U.N.E.F. école de la démocratie

LA « UNE » DE « DEMAIN »
Une épreuve féconde.

La question sera en tout cas soulevée à une prochaine réunion ministérielle, par M. Robert Lecourt. En qualité de Garde des Sceaux, le leader M.R.P. est en train de prendre connaissance des rapports. Il a annoncé à ses amis politiques qu'il interviendrait pour demander qu'un « coup de frein » soit donné aux méthodes actuelles de répression.

LA FIN DE L'HEBDOMADAIRE SOCIALISTE « DEMAIN »

● L'hebdomadaire « Demain », créé le 15 décembre 1955, a publié cette semaine son dernier numéro.

Fondé par deux militants socialistes, très proches de M. Guy Mollet (le docteur Jacques Robin et M. André Ferrat) il fut considéré, dès le départ, comme l'organe des socialistes « européens ». M. Gérard Jaquet, ministre de l'Information du gouvernement Mollet et actuel ministre de la France d'Outre-Mer, en était même personnellement actionnaire.

Mais assez vite l'équipe de rédaction de « Demain » a dû renoncer à soutenir les positions officielles de la direction socialiste sur l'Algérie. Dès les premiers témoignages des rappelés, « Demain », encouragé par de nombreux militants socialistes, prit une position très nette. Ses campagnes eurent une influence certaine dans les rangs de la S.F.I.O.

Le dernier éditorial de « Demain », cette semaine, revendique, à juste titre, « la fierté d'avoir défendu le renom de la France contre ceux qui, par des procédés indignes, salissent le drapeau ».

Mais l'indépendance de l'hebdomadaire socialiste lui a coûté des appuis. Les recettes de vente et de publicité étant largement insuffisantes (tirage : 30.000 ex.), son directeur gérant, le docteur Robin, a dû en tirer les conséquences.

« Demain » a eu deux rédacteurs en chef : M. Charles Ronsac (de l'équipe de « Franc-Tireur ») et M. Jean Bloch-Michel (de l'ancienne équipe de « Combat »).

UNE SOLUTION PINAY POUR L'ALGERIE

● M. Antoine Pinay a voté la loi-cadre, mais il la désapprouve. Il préconise une autre « solution », qui lui fut inspirée par M. Voisin, animateur du mouvement « La Fédération ». Lorsque le leader modéré s'apprêtait à solliciter l'investiture, M. Voisin lui fit parvenir quelques feuillets destinés à être inclus dans la déclaration ministérielle. Les amis de M. Pinay escamotèrent le papier, qu'ils jugeaient peu sérieux. Depuis, M. Voisin est revenu à la charge et a convaincu le député de la Loire.

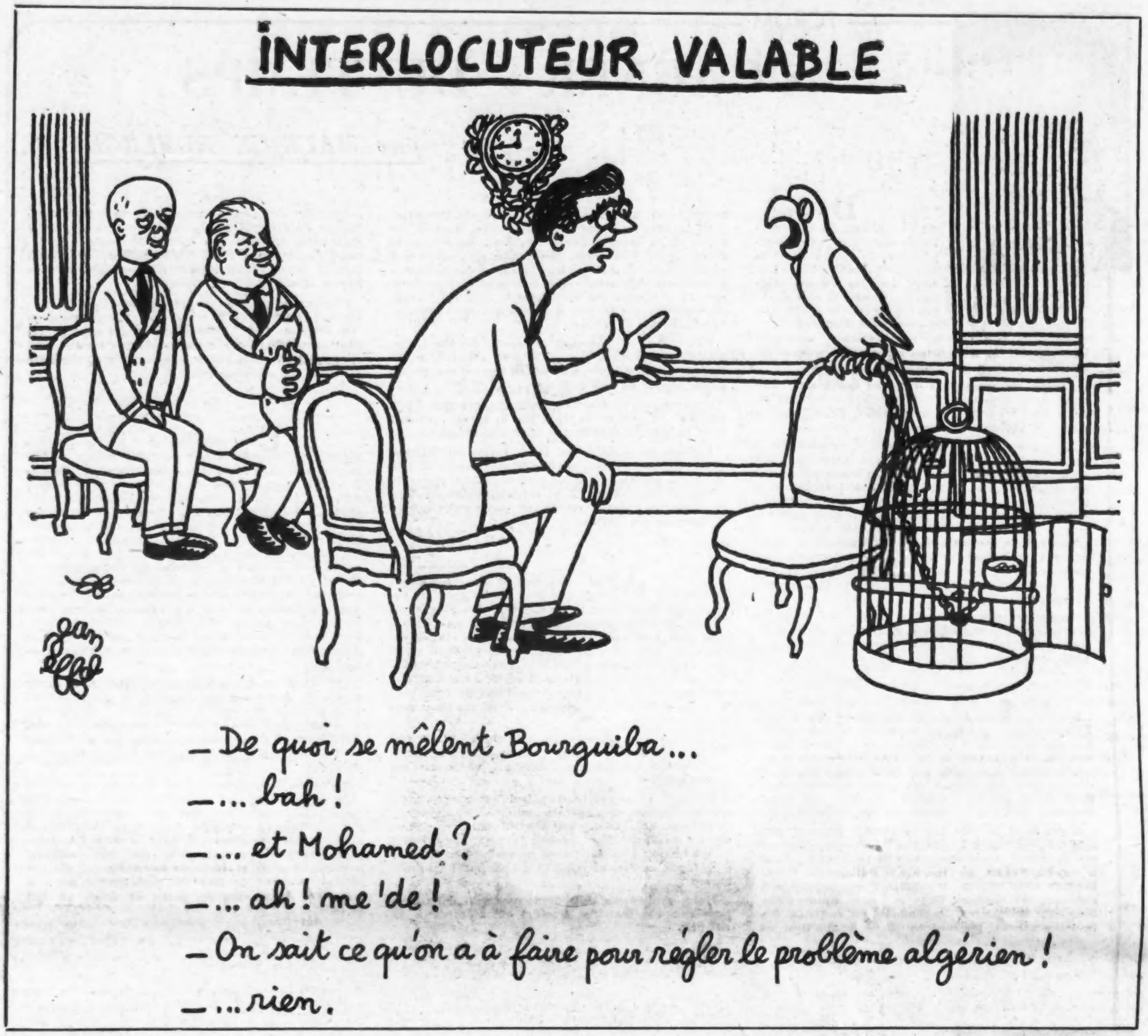
Il s'agirait de ressusciter, comme l'avait tenté le gouvernement de Vichy, les « provinces françaises », qui recevraient de larges libertés administratives. L'Algérie serait ainsi, parmi les autres, à la fois « partie intégrante de la communauté » et « autonome ».

M. DE CHEVIGNE : LA PACIFICATION EST *THEORIQUE*

● Au Conseil des ministres, M. Chaban-Delmas, ministre de la Défense nationale, a exposé que la situation militaire en Algérie s'est beaucoup améliorée. « On ne parlera bientôt plus de rébellion », a-t-il dit.

Les raisons de son optimisme ? Pour la première fois, un colonel F.L.N., Si Cherif, ancien combattant d'Indochine, s'est rallié ; selon M. Lacoste, 53.000 musulmans combattent aux côtés de l'armée française ; l'offensive saharienne du colonel Bigeard a paralysé le « plan Ouamrane » ; la pacification est totale dans les villes ; le trafic d'armes est réduit aux frontières.

M. Pierre de Chevigné, qui fut gouverneur général à Madagascar au moment du soulèvement de 1948, puis longtemps secrétaire d'Etat à la Guerre, ne partage pas l'optimisme officiel. Comme on faisait état de cette « amélioration » de la situation militaire, il répondit : « Si cela était exact, cela voudrait dire que l'on pourrait retirer 50.000 hommes engagés là-bas, puis, peu de temps après, encore 50.000, et ainsi de suite. Tant que l'on ne peut rapatrier la moindre partie de nos troupes, le succès de la pacification est purement théorique ».



(Suite de la page 3.)

la répression en Tunisie et au Maroc, jusqu'au jour où le gouvernement choisissant la négociation, l'Assemblée soulagée lui apporta un vote de confiance massif : 462 voix contre 13 sur les accords de Genève, 540 voix contre 43 sur les conventions franco-tunisiennes, 477 voix contre 140 sur la restauration du sultan du Maroc.

Sur ce dernier point, les événements avaient d'ailleurs marché à une allure record : en quelques semaines, pendant la période des vacances parlementaires, les modérés qui sonnaient le clairon en juin avaient vu M. Antoine Pinay, dont le chemin de Damas passait par Bandoeng, donner sa bénédiction au pèlerinage d'Antsirabé, à la conférence d'Aix-les-Bains, à la recherche d'un « conseil des gardiens du Trône », à la déposition de Ben Arafa, au retour de Si Mohamed ben Youssef, à la prosternation du Glaoui et aux accords de La Celle-Saint-Cloud.

Aujourd'hui, pour de nombreux parlementaires, la loi-cadre est loin d'être considérée comme une panacée.

Conscience en paix

M. Antoine Pinay, lui, ne cachait pas ses sentiments, le jour du vote :

— Cette loi-cadre ne rime à rien.

Et pourtant, la grande majorité des modérés l'a votée, y compris M. Pinay. Les plus lucides d'entre eux en expliquaient la raison — toujours dans l'intimité : en apportant leurs voix, ils ne condamnent pas la politique de force, mais ils feignent de soutenir une politique de progrès. Leur conscience de député est en paix.

Ceux-là parlent rarement ailleurs qu'en petit cercle. Ils écoutent leurs collègues réputés « mieux informés qu'eux des problèmes ». Aussi, chez les modérés, sont-ce toujours les extrémistes qui donnent de la voix : MM. Jean Legendre, Pierre Montel, Robert Bruyneel, l'ex - commissaire Dides.

« *Il sait mieux que nous.* » Cette phrase, combien de fois ne l'entend-on pas prononcer par le député « de la base » qui vient, s'il est socialiste, d'écouter M. Robert Lacoste, et s'il est de droite, d'entendre M. Jacques Soustelle.

L'ancien gouverneur général de l'Algérie est inscrit au groupe des républicains-sociaux. Que ses amis lui fassent ou non confiance, ils le suivent. L'un d'eux, M. Max Brusset, revient d'Algérie. Il est convaincu, et il le dit (en privé bien entendu) que la politique actuelle conduit à la catastrophe. Il estime également que l'offre maroco-tunisienne ne devait pas être repoussée sans « exploration ». Plusieurs députés du groupe partagent, en gros, son opinion : M. Maurice-Bokanowski, l'abbé Viallet, M. Victor Chatenay... M. Brusset se proposait d'intervenir dans le débat : M. Soustelle l'invita à n'en rien faire : il n'en fit rien.

Car la « discipline », celle des statuts ou celle des habitudes et des amitiés, présente un rude obstacle à l'expression des opinions non conformistes.

Les vœux pieux

C'est ainsi que chez les socialistes, M. Lacoste a derrière lui M. Mollet et M. Mollet a entre les mains l' « appareil ». Pourtant, de ce côté, le vent commence à tourner.

Le secrétaire général de la S.F.I.O. supportera-t-il encore longtemps que, dans les conseils de gouvernement comme à l'Assemblée, le M.R.P. tourne son parti sur sa gauche ?

Car, au M.R.P., les « libéraux » l'emportent, gagnent chaque jour du terrain, et ce sont les ministres de cette tendance qui siègent au gouvernement. L'opinion du M.R.P., ce n'est pas M. Georges Bidault, « applaudi par amitié, mais sans influence », comme dit M. Charles Barangé, mais presque tous les leaders qui l'expriment : MM. Pflimlin, Robert Schuman, Robert Lecourt, Paul Bacon, François de Menthon, Fernand Bouxom, Jean-Marie Louvel. On ne peut les citer tous.

A l'exception des poujadistes, d'un petit groupe de modérés et de quelques députés qui suivent, dans les diverses formations, MM. Robert Lacoste, André Morice, Jacques Soustelle et Georges Bidault, les parlementaires français souhaitent une solution politique, libérale, négociée, en Algérie. Mais, si l'on en juge par les déclarations publiques et les votes, ces vœux

(Suite en page 7.)

GANTS OLLA TETINES
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

HOLMES
La classe anglaise et la fantaisie italienne adaptées au bon goût français.
« Chauds et légers telles sont les qualités des pardessus qu'HOLMES a choisis pour votre confort. »
22, AV. VICTOR-HUGO - PARIS - PAS. 57-03

Un bon repas, arrosé de vins généreux, se termine par un fruit et un grand verre d'EVIAN, si pure ! si légère ! qui conserve la forme.
EVIAN
Si pure ! Si légère !

FORUM

MAURICE DUVERGER

« GAGNER » DU TEMPS

par MAURICE DUVERGER

D'UN côté, un échenillage de 207 milliards sur les dépenses budgétaires de 1958 ; de l'autre, une hausse de toute une série de prix venant augmenter encore le coût de la vie : le public se perd dans ces mesures financières que le gouvernement se garde bien de lui expliquer, parce qu'une explication sérieuse mettrait en lumière leur fragilité.

Depuis six mois, la France se débat dans une crise financière engendrée par la conjonction de deux faits : l'évolution économique d'une part, la guerre d'Algérie d'autre part.

L'expansion de notre appareil de production a aggravé un défaut de structure permanent de l'économie française : l'excédent d'importations sur les exportations. Avant 1914, les placements à l'étranger comblaient facilement la différence ; entre les deux guerres, ils l'ont fait plus malaisément ; après 1945, l'aide américaine a pris leur place. Depuis quelques années, l'heure de la vérité a sonné : d'autant plus implacablement que les progrès de notre appareil productif entraînent une consommation plus grande d'énergie fournie par l'étranger.

Importer moins, exporter plus : tels sont les remèdes. Ils postulent une diminution de la consommation intérieure d'objets importés ou susceptibles d'être exportés.

ICI se greffe l'aventure algérienne. Elle absorbe précisément beaucoup de marchandises importées ou exportables ; elle englobe aussi une part importante de la main-d'œuvre qui pourrait produire des objets exportables ou remplaçant des produits importés. C'est moins le coût budgétaire de la guerre d'Algérie qui pèse sur notre économie que son incidence sur la production.

Il est faux de dire que la France ne peut pas, à la fois, continuer la guerre d'Algérie et redresser son économie. Ce double objectif peut être atteint à condition que des sacrifices draconiens soient imposés à la nation. A condition que celle-ci soit enfermée de nouveau dans le cadre rigide d'une économie de guerre, impliquant un contrôle des investissements, un contrôle de la production, un contrôle de la distribution, un contrôle des prix.

Si la paix doit être recherchée en Algérie, ce n'est pas à cause d'impératifs économiques, mais d'impératifs politiques : parce que cette paix est seule capable de sauver les chances d'une influence française à long terme dans le Maghreb et en Afrique. Les hommes qui réclament la paix en Algérie ne sont pas des lâches, qui refusent les sacrifices impliqués par la guerre.

Les lâches se trouvent au contraire parmi les bellicistes : ce n'est pas le moindre paradoxe de la situation, que de voir les va-t-en guerre refuser de payer le prix de leur politique.

Comme les précédents, le gouvernement Félix Gaillard se trouve en face de la même option : faire la paix ou établir une économie de guerre.

Comme les précédents, il se refuse de choisir, parce que sa clientèle parlementaire veut à la fois la guerre en Algérie et les facilités d'une économie de paix en France. Les superpatriotes veulent continuer la guerre : mais avec la peau des autres et l'argent des autres.

AINSI s'expliquent les dérisoires mesures fiscales prises par M. Pflimlin (malgré les capacités et le courage du ministre des Finances). Diminuer la consommation privée par une hausse des prix qui pèse essentiellement sur la classe ouvrière, cela ne peut satisfaire le chef de parti qui rêvait de ramener le M.R.P. à ses sources sociales ; cela ne peut satisfaire le réaliste qui sait que la combativité ouvrière est en train de renaître : il ne peut ignorer qu'il amorce ainsi un processus d'inflation.

Réduire la consommation publique par 207 milliards d'économies, cela ne peut satisfaire le financier éclairé qui mesure l'incidence réelle de ces « économies ».

Freiner les recherches pétrolières au Sahara, c'est-à-dire retarder notre possibilité d'approvisionnement en énergie non payée en devises ; restreindre les crédits aux entreprises (c'est-à-dire ralentir la production globale) : cela ne va-t-il pas dans la direction exactement opposée à celle qu'il faudrait suivre ?

Notre seul espoir de redressement est dans l'expansion : ces mesures tendent directement à la ralentir.

Que dire de la mise en sommeil du plan Maspetiol en Algérie ? Concentrer les ressources sur la répression militaire, au détriment du développement économique, n'est-ce pas détruire les bases mêmes de la pacification ? N'est-ce pas nier la notion même d'Algérie française ?

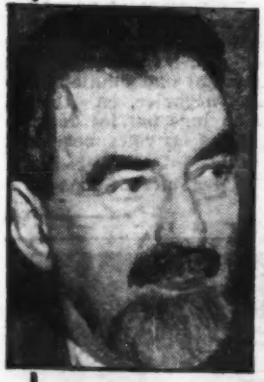
Certes, on a réduit symboliquement de 5 milliards (sur 1.300 !) le budget de l'armée : est-on convaincu que M. Chaban-Delmas est plus décidé que son prédécesseur à traduire dans les faits les économies réalisées sur le papier ? Et qu'est cette goutte d'eau dans un océan ?

ECONOMIES sur les recherches pétrolières, économies sur la construction, économies sur le plan Maspetiol, économies sur l'éducation nationale (le ministre a résisté : mais peut-il dire que les crédits sauvés sont réellement suffisants ? — Evidemment non) : c'est l'avenir même de la nation, ses possibilités de développement futur qui sont en cause. Pour « gagner » du temps, on compromet les chances du redressement. Ce gouvernement fait la politique du Catoblépas : la nation dévore par morceaux ses propres membres, pour subsister un peu plus longtemps. Ne lui jetez pas la pierre. Il ne peut pas faire autrement tant qu'il ne sera pas décidé à choisir : adapter sa politique économique à sa politique algérienne, ou adapter sa politique algérienne à sa politique économique.

Qui parle du gouvernement Gaillard ? — Il n'y a pas de gouvernement Gaillard. Il n'y a pas de gouvernement du tout. On a pu croire, cet été, que le jeune enfant prodige avait le courage des choix. Quelle erreur ! Gouverner, ce n'est pas perfectionner la tondeuse à gazon pendant les tremblements de terre.

On attend du Président du Conseil qu'il mette enfin sa majorité au pied du mur : cette chère majorité, qu'il espère convertir aux bonnes idées. Ou l'on continue la politique Lacoste en Algérie : et alors, il faut y mettre le prix, c'est-à-dire faire payer cette brave clientèle des indépendants-paysans, dont le patriotisme intransigeant n'a pas atteint jusqu'ici le cuir du portefeuille. Ou l'on maintient l'économie de paix : et alors, on fait la paix.

M. D.



ANDRÉ PHILIP

LE FASCISME A L'ASSEMBLÉE

par ANDRÉ PHILIP

LE débat sur la loi-cadre de l'Algérie, qui avait commencé par un affrontement loyal entre des conceptions politiques opposées, s'est terminé par un spectacle scandaleux rappelant les pires séances de la Chambre d'avant guerre. Le discours de Mendès France a été haché d'interruptions, d'injures, des épithètes de « traître » et même des cris « A mort » venant à diverses reprises des rangs de l'extrême droite.

Depuis la Libération, nous avions connu quelques débats houleux, mais c'est la première fois que l'on voit reparaître l'état d'esprit qui avait animé l'extrême droite au moment du ministère Blum et qui avait caractérisé la campagne de haine et de violence qui avait abouti à la mort de Salengro.

Il importe, dès maintenant, de tirer de ce triste spectacle quelques conclusions.

En premier lieu : le fascisme s'exprime de nouveau dans notre pays. Ceux qui injuriaient Mendès France représentaient le même groupe social qui, en 1936, s'efforçait de traîner Léon Blum dans la boue. Ce sont MM. Tixier-Vignancour, Dorgères et compagnie, qui hurlent aujourd'hui : « Algérie française » alors qu'ils avaient oublié ce mot d'ordre en 1940 lorsque d'autres proposaient de transporter à Alger un gouvernement capable de continuer le combat.

Ce sont les poujadistes, élus au nom de la lutte contre le contrôle fiscal et de la baisse des impôts, qui se font aujourd'hui l'expression d'un nationalisme cocardier, seul capable de compenser le complexe d'infériorité d'une petite bourgeoisie incapable de s'adapter à l'économie contemporaine. Ce sont ces mêmes couches sociales qui animaient en 1936 les campagnes de « Gringoire » et de l' « Action française ». C'est le même esprit que nous voyons maintenant réapparaître à la Chambre, en attendant de le voir de nouveau se manifester dans la rue.

MALHEUREUSEMENT, il y a quelque chose de changé. Jadis, en face de l'extrême droite déchaînée, les républicains faisaient un bloc ; les socialistes et les radicaux en particulier se soudaient autour de Léon Blum et de Salengro.

Au cours de la dernière séance, la plupart des membres responsables de l'un et l'autre parti se sont tus. Ni le Président du Conseil, ni le ministre Lacoste, ni le secrétaire général du parti socialiste ne sont intervenus pour imposer à l'extrême droite déchaînée le respect de la liberté de parole. C'était cependant, dans le parti socialiste en particulier, une tradition que de faire immédiatement bloc lorsqu'un homme, quel qu'il fût, avait à tenir tête seul au mensonge déchaîné et aux huées imbéciles.

Aujourd'hui, la gauche apparaît brisée, divisée en clans antagonistes, où les ressentiments personnels semblent avoir pris le pas sur les préoccupations de doctrine.

LA manifestation fasciste scandaleuse de la semaine dernière ne pourrait-elle pas cependant être l'occasion d'un redressement ?

Si le fascisme, aujourd'hui, relève la tête, s'il croit pouvoir tout se permettre, c'est qu'en Algérie d'abord, mais dans la métropole aussi, la dissolution de l'Etat apparaît de plus en plus manifeste, c'est que la gauche apparaît divisée et totalement impotente. Certaines méthodes utilisées en Algérie ont créé des habitudes de pensée et des habitudes de comportement qui risquent de se répandre rapidement dans la métropole. Nous risquons de voir bientôt les agressions se multiplier, les réunions sabotées ou se terminant en batailles rangées entre fascistes et communistes.

On a déjà donné l'occasion au parti communiste d'être le seul groupe compact à se manifester à la Chambre pour protester contre l'action de l'extrême droite. Nul doute qu'il saura s'en targuer dans sa propagande à travers le pays. Ce sont des luttes de ce genre, dues à l'effondrement des démocrates, qui ont peu à peu ébranlé la République de Weimar.

Il est grand temps que les républicains se ressaisissent et que, par-delà tout ce qui peut nous diviser, les véritables hommes de gauche se regroupent dans un objectif limité mais immédiat pour assurer contre tous leurs adversaires la défense des libertés républicaines aujourd'hui menacées, et sauver la République pendant qu'il en est encore temps.

A. P.

(Suite de la page 5.)

restent pieux. C'est que pèse sur les partis le « complexe de défaitisme », comme pesa lors de l'expédition de Suez le « complexe de Munich ». Le réalisme est, pour les nationalistes extrémistes, synonyme de capitulation. L'expérience ne les enseigne pas, et ils parlent haut. Par crainte et par paresse, le député moyen se tait.

Il faut attendre...

Pour contraindre ceux qui cherchent à trouver, ceux qui attendent à marcher, ceux qui empêchent à s'effacer, il faudra donc, une fois de plus, que les événements entraînent les hommes. Ces événements sont la hausse des prix, l'accroissement de la charge fiscale, les économies budgétaires. Cela, le député moyen le comprend, et beaucoup mieux que les arguments des extrémistes. Bien des modérés ont médité la phrase de Pierre Mendès France : « Si vous voulez poursuivre la politique de guerre en Algérie, consentez des sacrifices, mettez le pays en économie de guerre... »

Car la droite veut bien guerroyer, mais elle ne veut pas payer.

Mieux placés encore sont les ministres M.R.P., qui ont assumé les responsabilités économiques dans le gouvernement. Mais ils ne peuvent à eux seuls, même se sachant soutenus par leur parti, provoquer le grand tournant de la politique française : le M.R.P. est obligé de tenir compte de sa situation parlementaire, entre la S.F.I.O. et les modérés ; il ne peut non plus négliger son corps électoral, qui coïncide pour une bonne part avec celui de la droite classique. Le M.R.P. peut suivre, il peut pousser, il ne peut pas entraîner. C'est de la S.F.I.O. que les républicains-populaires guettent le signe.

Ce signe peut-il venir du prochain conseil national du parti socialiste, le 14 décembre ? M. Gaston Defferre y défendra une motion blâmant les chefs de la S.F.I.O. qu'il accuse de n'avoir pas respecté les décisions des congrès et conseils nationaux. Il rappellera en particulier cette phrase, que le secrétaire général prononçait au congrès de Toulouse :

— *Il n'existe pas de raisons valables pour justifier, sous quelque forme que ce soit, une pause sociale.*

Or le niveau de vie des travailleurs ne cesse de baisser, et le « plan » de M. Gazier, qui a refusé de rester ministre, dort dans un tiroir. Cet aspect de la politique gouvernementale en lequel M. Gaston Defferre voit une conséquence de la guerre d'Algérie, provoque un vif mécontentement chez les militants socialistes. Et si, prenant position publiquement pour la première fois, M. Alex Roubert, sénateur des Alpes-Maritimes, a accepté de contresigner la motion Defferre, c'est peut-être moins en « minoritaire » qu'en président de la commission sénatoriale des Finances qu'il a voulu se manifester.

« Augustin » s'interroge

L'option « guerre d'Algérie ou politique sociale » hante les socialistes, ce qui explique le subit intérêt qu'ils portent au coût des opérations militaires. M. Guy Mollet, rendu solidaire de M. Gaillard par ses accusateurs, connait trop bien son parti pour négliger cette évolution, sensible même dans la puissante fédération du Nord, qui lui a toujours assuré la majorité à la S.F.I.O. Aujourd'hui, les députés de ce département, comme M. Arthur Notebart, ne haussent plus les épaules, ne tournent plus les talons, quand un « minoritaire » engage avec eux une discussion sur la politique algérienne. On chuchote dans le parti qu' « Augustin » (M. Augustin Laurent, patron de la fédération du Nord) s'interroge.

Ni M. Defferre ni M. Depreux, auteur également d'une motion d'opposition, ne pensent pouvoir « décrocher » le Nord au conseil national. Mais ils espèrent étendre leur influence, et contraindre M. Guy Mollet à en tenir compte dans les rapports étroits qu'il entretient avec le gouvernement, dont on dit qu'il est ministre « *in partibus* ».

Les ministres socialistes, en tout cas (qui restèrent à leur poste parce que leur politique ne pouvait souffrir du glissement à droite de la majorité), ne représentent plus l'opinion moyenne du parti. Cette opinion, les amitiés personnelles et la rigidité de l'appareil l'empêchent encore de se manifester nettement.

La guerre ni la paix en Algérie ne peuvent être faites sans les socialistes. La S.F.I.O., et elle seule, tient tous les fils, et c'est ce qui donne tant d'importance au prochain conseil national. En optant pour la politique Lacoste, les socialistes ont obligé bien des libéraux, dans tous les partis, à faire taire leur conscience, et ils ont assumé les responsabilités que d'autres hésitaient à prendre et hésiteraient moins à abandonner. En optant pour la politique Defferre, ils rassembleraient cette majorité sur laquelle M. Guy Mollet s'appuya pendant plusieurs mois, et qui allait des communistes aux modérés. Qui alors parlait de « front populaire » ?

Les communistes ne parlent plus que de « compromis » sur l'Algérie et de « liens d'un type particulier ». Ils ne sont pas disposés à favoriser une indépendance qui pourrait amener les Américains à prendre la place des Français en Afrique du Nord. Au nom du compromis, le P. C. est prêt à voter pour un président du Conseil, quel qu'il soit, qui se déclarerait disposé à rechercher une solution négociée du conflit algérien.

Mais il suffirait que les communistes, à la suite d'un renversement de la politique de la S.F.I.O., manifestent l'intention d'opérer un rapprochement avec ce parti, pour que le M.R.P. et bon nombre de modérés et de députés du centre accourent et fassent contrepoids aux suffrages du P. C. Ce ne serait pas la première fois. La crainte du « front populaire » serait le commencement de la sagesse.

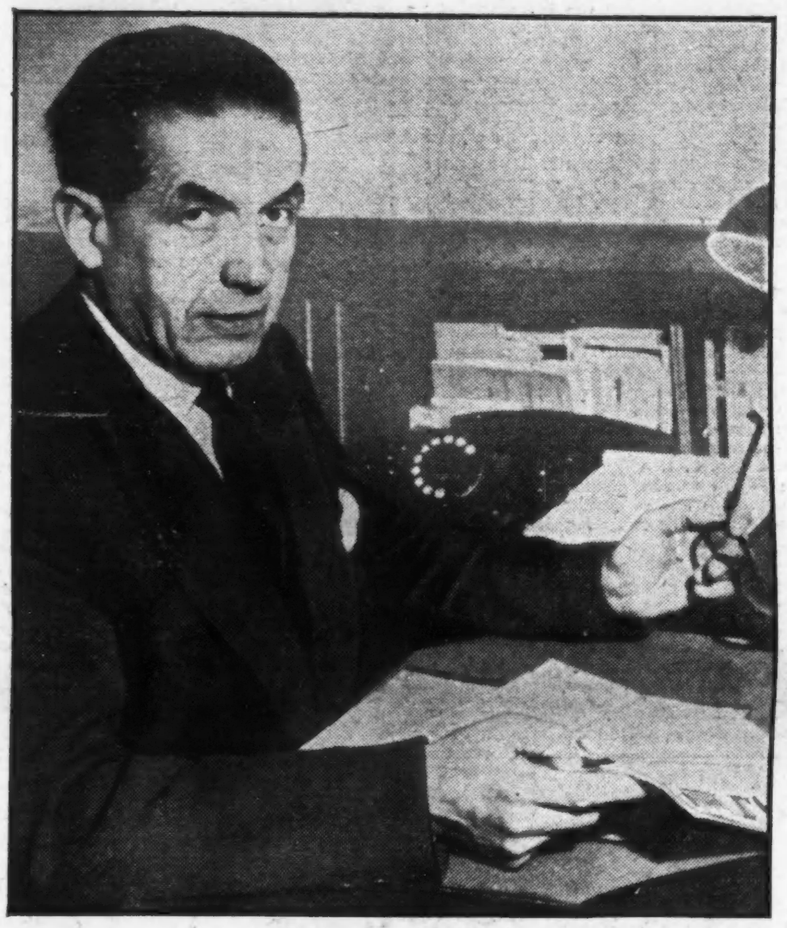
Le sort de l'Algérie dépend donc exclusivement du parti socialiste. Il ne peut continuer longtemps à déléguer, d'un côté, Robert Lacoste au gouvernement, et à réclamer, de l'autre, la publication des rapports de la Commission de Sauvegarde.

JEAN FERNIOT.

ETUDE

« Contre la guerre civile »

● *Cette guerre civile, née au-delà de la Méditerranée, va-t-elle embraser maintenant la métropole tout entière. Le gaulliste Edmond Michelet, qui le craint, lance un cri d'alarme.*



(Charpentier.)

M. EDMOND MICHELET
« Faire une paix honorable. »

« *LES rayons de nos bibliothèques voient s'aligner depuis quelques années une série assez lugubre, celle dont les seuls titres disent assez le contenu.* » Cette réflexion désabusée, Edmond Michelet, dans les premières pages du livre qu'il publie cette semaine (1), l'appuie aussitôt d'une liste impressionnante dont l'*Histoire d'une paix manquée* de Jean Sainteny, *Ma mission au Maroc* de Gilbert Grandval, *Agonie de l'Indochine* du général Navarre, *Vérités sur l'Afrique du Nord* du général Boyer de La Tour, marquent les premières étapes. Avec *Aimée et souffrante Algérie* et *Le Maghreb en feu*, M. Jacques Soustelle et le maréchal Juin ont entamé une nouvelle collection, née d'un nouveau drame. Déjà, on y trouve des pamphlets (*Contre la torture*, de Pierre-Henri Simon), des témoignages d'officiers (*Lieutenant en Algérie*, de J.-J. Servan-Schreiber ; *Malaventure en Algérie*, du colonel Barberot), des essais (*La Tragédie algérienne*, de Raymond Aron), des analyses (*L'Algérie en* 1957, de Germaine Tillion), des plaidoyers politiques (*Présence française ou abandon*, de François Mitterrand)... L'histoire s'écrit au jour le jour.

En publiant à son tour l'essai qu'il intitule *Contre la guerre civile*, Edmond Michelet n'avoue d'autre ambition que « *de faire comprendre le point de vue des protagonistes en présence, de les rapprocher s'il se peut* ».

> « *Au train où vont les choses, (la guerre civile) risque maintenant de s'étendre à la métropole. Elle peut y dépasser, et de loin, les sanglants règlements de comptes du quartier de la Chapelle, limités jusqu'ici aux seuls Français musulmans, entre affiliés du M.N.A. ou du F.L.N. Elle est attendue avec impatience, il n'en faut pas douter, par certains éléments qui croient sérieusement avoir une « revanche à prendre* ».

Ce livre est, en même temps qu'une tentative de synthèse, un cri d'alarme.

« Neuf et raisonnable »

C'est à tous ceux qui furent les compagnons de M. Michelet, aussi bien dans la lutte clandestine qu'au gouvernement, autour du général de Gaulle qu'au Sénat, que s'adresse l'analyse dont il appuie sa démonstration. De ses interlocuteurs éventuels, il écarte dès l'abord « *ces nostalgiques du nazisme, ceux qui n'ont même pas la pudeur, ni l'astuce, de camoufler aujourd'hui leur racisme virulent d'hier* », en se faisant à Paris les frénétiques défenseurs de « l'Algérie française ». En quelques lignes, il disqualifie aussi le tiers du Parlement.

> « *L'Algérie, c'est la France... Bien sûr, comment donc ! On est bien obligé de s'étonner quand on entend aujourd'hui, dominant la voix des autres, la clameur assourdissante des défaitistes de Bordeaux crier plus fort que tout le monde : « L'Algérie, c'est la France. » Ils auraient mieux fait de s'en apercevoir hier. Cela les dispenserait sans doute d'avoir aujourd'hui à distribuer des leçons de patriotisme à ceux pour qui elle n'a jamais cessé de l'être — pas même en juin 40. Surtout pas alors.* »

Edmond Michelet se fait persuasif, s'efforce de ne pas blesser et de convaincre. Il voudrait exorciser cette peur des mots explosifs — guerre, révolution, indépendance — qui a « contribué à donner à cette tragédie algérienne son aspect tantôt mensonger, tantôt absurde et toujours aberrant ». Il malmène durement au passage le « système », dont un des « princes » lui confiait l'an passé qu'il était « *tout disposé à accorder l'indépendance à l'Algérie, mais sans que cela se sache* ». Avec de grandes précautions, mais nettement, il juge fatale cette indépendance et supplie qu'on en soit conscient :

> « *L'O.N.U.*, note-t-il, *a déjà réservé dans sa collection la place du pavillon de la République algérienne (...) Tout le problème (pour l'O.N.U.) est de savoir si ce nouveau drapeau sera hissé l'an prochain ou dans deux ans. Trois ans lui semble un grand maximum. Mais personne ne met en doute qu'il le sera dans un délai relativement court.* »

La conclusion d'Edmond Michelet, fidèle à ses origines politiques, sa « *dernière chance* », c'est l'appel au général de Gaulle, seul capable, estime-t-il,

> « *de faire une paix honorable... de ne pas permettre cette victoire posthume de Hitler que serait la retraite française d'Algérie* », d'inventer « *un dénouement neuf et raisonnable* ».

P. V.-P.

(1) *Contre la guerre civile*, dans la collection « Tribune Libre », aux Editions Plon.

Une nouveauté Kalamazoo
LE MULTIVUES
Votre résolution :
Connaître le MULTIVUES, équipement technique pour vos analyses d'informations statistiques
SANS ENGAGEMENT
prenez dès aujourd'hui un rendez-vous :
AVRon 26-81
Postes 46 ou 47
51, rue Emile-Zola
MONTREUIL (Seine)

LOUEZ VOS ETOLES VISON
SAUVAGE - PASTEL - SAPHIR - RANCH
Aussi toutes FOURRURES
Mariages, galas : sans caution
Ets LAUDE - 1, rue de Paradis
PRO. 30-00 - 96-31

Pour les Fêtes de fin d'année
choisissez
votre costume parmi les modèles
exclusifs de notre
collection. Depuis 27.900 F
GARY
73, Champs-Elysées, 73
Paris - ELY. 77-76

LE ROLE DE LA FATIGUE

par HENRI DESOILLE *Professeur de Médecine du Travail à la Faculté de Paris.*

A la suite des accidents de chemins de fer qui ont fait 96 morts en 5 mois, M. Edouard Bonnefous, ministre des Transports, a annoncé une série de mesures pour renforcer la sécurité du rail. Nous avions demandé à M. Louis Armand, président de la S.N.C.F., d'engager le débat avec M. Henri Desoille, professeur de médecine du travail à la Faculté de Médecine de Paris, sur les problèmes de la sécurité. M. Louis Armand en a accepté le principe, mais considère qu'il est encore trop tôt pour rendre publiques ses conclusions sur les rapports de l'homme et de la machine. Nous publions donc seulement le point de vue de M. Desoille.

JE ne me reconnais pas compétent pour définir les causes des catastrophes récentes qui ont affligé la France : il faudrait en connaître tous les facteurs ; or je les ignore. Je ne puis donc vous répondre que d'une façon générale et uniquement du point de vue physiologique. On sait que l'homme est capable de commettre soudain des erreurs grossières résultant d'inattentions ou d'oublis qui paraissent invraisemblables, qui sont presque incompréhensibles. Chacun de nous en commet dans la vie quotidienne sans grand dommage. Mais lorsqu'une telle erreur est commise à un poste de sécurité, une catastrophe peut se produire.

Plus de signaux

Comme il est non moins certain que *la fatigue augmente les erreurs* et qu'un individu surmené se trompe plus qu'un autre, une des règles de la prévention consiste à diminuer toutes les causes de fatigue sur lesquelles on peut agir.

Les trains vont de plus en plus vite. Dans un temps donné, la distance parcourue étant plus grande, on a davantage de signaux à observer. La fréquence à laquelle ceux-ci se succèdent devient pénible pour des trains comme le Mistral. En compensation, le confort du conducteur a été amélioré et les signaux rendus plus visibles. Mais la question se pose de savoir si au total la fatigue de ce conducteur a diminué ou au contraire augmenté. Dans cette dernière hypothèse il conviendrait, évidemment, d'une part de diminuer le temps passé sur la machine et d'autre part d'assurer un meilleur repos dans l'intervalle. Très souvent le repos entre deux conduites de train est pris « hors résidence », c'est-à-dire que le conducteur séjourne dans un dépôt. Il doit confectionner son repas, laver ses gamelles, faire son lit... Tout cela est pris sur le temps de repos. Le sommeil est mauvais parce que le dortoir est situé au milieu du bruit : atelier de réparation, trains qui passent sans arrêt. *Les cheminots se plaignent de n'avoir parfois que quelques heures de mauvais sommeil* avant de remonter sur un train et d'être obligés de se doper.

J'ai sous les yeux une brochure officielle : *Activité et productivité de la S.N.C.F. en* 1955. Les chiffres que j'y lis m'inquiètent au point de vue physiologique.

Par rapport à 1938, le *trafic a fortement augmenté.* Exprimé en unités (voyageurs-kilomètres + tonnes-kilomètres) il a monté (en milliards) de 48,6 à 74,7. Cependant le *nombre de cheminots a fortement diminué :* 514 700 agents en 1938, 373 800 en 1955. De plus *le temps de travail pour chaque agent a augmenté,* passant de 1 951 heures en 1938 à 2 240 en 1955.

Le « rendement » d'un cheminot a donc fortement augmenté. Sans doute est-ce possible grâce à une amélioration de la technique. Mais n'existe-t-il pas en contrepartie un *surmenage* du personnel ?

Cheminots surmenés

Si un tel surmenage existe, il doit se traduire par une augmentation des accidents (catastrophes ferroviaires et accidents du travail) et par une augmentation de la morbidité en général. Le nombre d'accidents de chemin de fer n'est pas indiqué pour 1938. En revanche, on nous donne le *coefficient d'indisponibilité pour blessures et maladies.* Il est, pour 1 000 agents, de 28,3 en 1938 et de 37,4 en 1957. A vrai dire le nombre d'accidents *mortels* a diminué car il est passé (par million d'heures réelles de travail) de 0,268 en 1938 à 0,158 en 1955. Peut-être est-ce dû aux progrès de la chirurgie.

En tout cas, et bien que l'on puisse regretter de n'avoir qu'un coefficient d'indisponibilité aussi global, sans ventilation entre les maladies et les accidents (et les causes de ceux-ci), on peut affirmer que *l'augmentation de productivité s'est faite au prix d'une augmentation de* 32,2 % *de la morbidité des cheminots.*

Cela prouve bien que malgré les améliorations techniques, au total l'état de santé est moins bon, que les cheminots sont surmenés et qu'il y a là un facteur de catastrophes.

Notez bien qu'il est possible que la fatigue n'ait pas joué dans les dernières catastrophes. Pour avoir une opinion à cet égard, il faudrait étudier ces cas en détail et savoir quelles avaient été les conditions de travail des cheminots incriminés dans les jours et les semaines qui ont précédé les accidents. Mais de toute façon mon raisonnement est valable en général car il s'appuie sur des statistiques totales et non sur trois cas qui peuvent être aberrants. Un autre aspect du problème vient renforcer mes craintes.

(Charpentier.)
HENRI DESOILLE
Sur des statistiques.

Quand le coefficient d'indisponibilité augmente alors que les effectifs sont réduits, que se passe-t-il en pratique ?

A la S.N.C.F. on dit probablement comme partout : « Un tel est malade : tu prendras ton congé quand il sera revenu. » D'où augmentation de fatigue, trouble de la vie familiale, chance accrue d'accidents.

Quelles sont donc les mesures à prendre ?

Il en est de techniques, pour lesquelles je suis incompétent, mais en attendant une automatisation totale qui devrait supprimer les erreurs humaines et qui n'est pas encore réalisée, il faut lutter contre le surmenage.

Il faut veiller à l'observance rigoureuse des congés annuels, des repos hebdomadaires. Les repos entre deux conduites de train doivent être des repos réels, non amputés par des besognes subsidiaires qui, si elles ne comptent pas dans l'horaire réglementaire de travail, n'en sont pas moins une cause de fatigue. Il faut placer les dortoirs dans des endroits silencieux ou tout au moins les insonoriser. Dans les petites gares à trafic réduit, le travail quotidien n'est peut-être pas énorme, mais il ne faut pas oublier que si le personnel est trop réduit, des besognes multiples vont l'absorber aux heures de pointe.

En résumé, la fatigue du personnel est un facteur important d'accidents, et je souhaite que les dirigeants de la S.N.C.F. mettent tout en œuvre pour la diminuer.

H. D.

Air France Publicité ★ J. Starr

BOSTON ★ CHICAGO ★ MEXICO ★ MONTREAL ★ NEW YORK

et toute l'Amérique à votre porte !

RAPIDITÉ

Sur l'appareil long courrier le plus rapide et le plus luxueux : le Super Starliner, vous traverserez l'Atlantique sans escale, en moins de 14 heures.

FACILITÉ

Partez maintenant... profitez des conditions exceptionnelles : tarifs "excursion", réductions familles et facilités de paiement offertes par AIR FRANCE AIR CRÉDIT

ORGANISATION

Au delà de ses propres escales, Air France vous fait bénéficier de ses accords avec les Cies Américaines : Voyage entièrement payable en francs français* et correspondances assurées à l'intérieur du continent Américain.

* Sauf cas exceptionnels ou l'autorisation de l'office des changes est nécessaire.

De plus en plus de voyageurs dans le monde entier font confiance à la COMPAGNIE SPÉCIALISTE DES LONG-COURRIERS

AIR FRANCE
LE PLUS GRAND RÉSEAU DU MONDE

Pour tous renseignements et réservations adressez-vous à votre agent de voyages ou aux agences AIR FRANCE à Paris et en Province.

Super Starliner Super Starliner Super Starliner Super Starliner Super Starliner Super Starliner Super Starliner

ALGÉRIE

Le cas du lieutenant Rahmani

● *Depuis six mois, un officier français, Croix de Guerre, Légion d'honneur, est à la prison de Fresnes. Il s'appelle Abdelkader Rahmani. Son histoire vaut d'être racontée.*

LE commandant Morel, juge militaire, a reçu l'ordre, cette semaine, d'accélérer et d'activer l'instruction d'une des affaires les plus troublantes de la guerre d'Algérie. Personne ne s'y sent à l'aise : ni les juges ni les prévenus. C'est l'affaire dite des « officiers musulmans ».

Le prévenu principal est le lieutenant Rahmani. Il est interné à Fresnes depuis six mois. Chaque fois que le commandant Morel s'entretient avec Abdelkader Rahmani, il ne cherche plus à dissimuler son désarroi : « Cette affaire, dit-il, *n'est pas comme les autres.* »

En premier lieu parce que les militaires sont sensibles au physique, à la présentation ; et le lieutenant Rahmani a tout — qualités et défauts — de l'officier français. C'est un petit homme fin, sec, aux cheveux blonds et rares, à qui il ne manque que le monocle et le stick. Il parle un français impeccable, sans aucun accent. Il est à l'aise dans le jargon militaire français. Et lorsque d'aventure il emploie un mot arabe, c'est un mot francisé et l'on dirait que c'est par un goût du pittoresque auquel son origine n'a aucune part.

Dans les entretiens qu'il a avec son juge, c'est lui qui dirige la conversation. Et il est intarissable.

Il n'a aucune peine à se référer à des valeurs françaises : ce sont les siennes. Celles qu'on lui a enseignées à l'école militaire. Il invoque, à tout instant, le témoignage de personnalités françaises dont il a été l'ami ou l'interlocuteur. Parmi ces personnalités, il y a des ministres et des généraux.

Le commandant Morel est embarrassé.

Un homme nouveau

Abdelkader Rahmani est né le 15 février 1923 en Kabylie. Son père, docteur ès lettres françaises, était professeur à l'Ecole normale d'instituteurs d'Alger, officier de la Légion d'honneur et grand prix littéraire de l'Algérie en 1942.

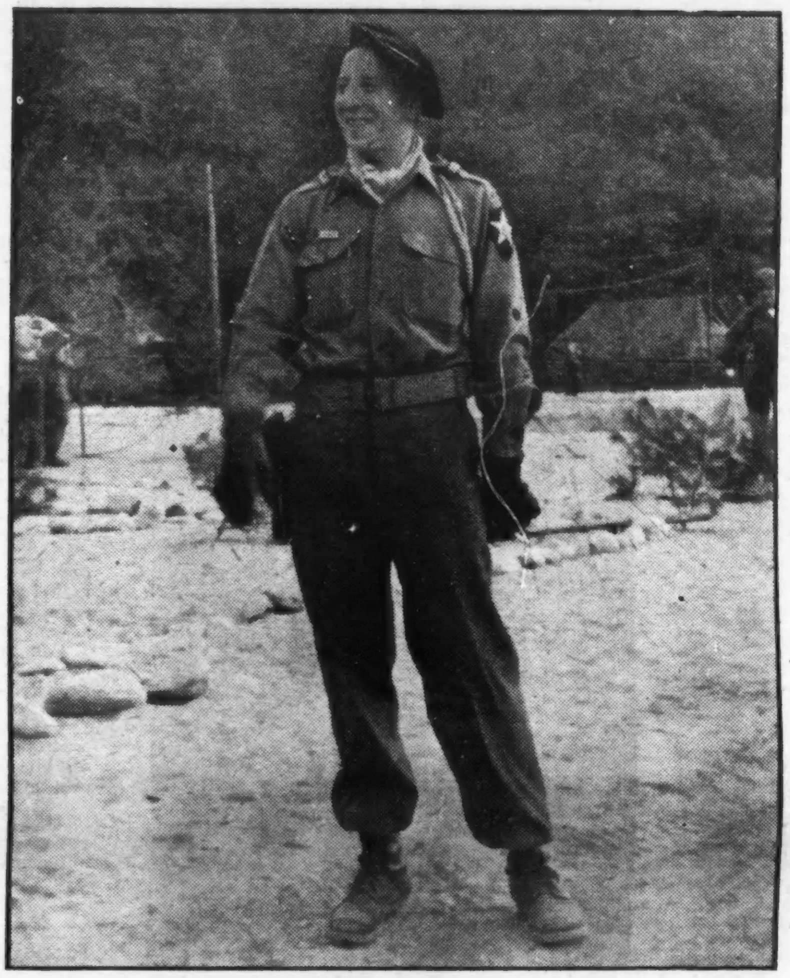
Elève aspirant en 1943, Rahmani fut promu officier en 1948, après un stage de commandement en Allemagne. Il fut affecté dans un régiment de blindés en 1950, après un stage d'application avec les Saint-Cyriens à l'Ecole de cavalerie de Saumur. En 1952, il est volontaire pour la campagne de Corée. Trois fois blessé, il reçoit la Légion d'honneur à titre militaire, la Croix de Guerre, la Médaille militaire des Nations Unies.

A son retour de Corée, il a trente ans et c'est en même temps un homme nouveau. L'expérience asiatique l'a transformé. Il a découvert l'importance des conflits raciaux et le réveil de certains peuples.

Jusque-là, il avait accepté de jouer entièrement et complètement le rôle difficile de l'officier français d'origine algérienne ; d'incarner l'aspect « réussite » de la colonisation française. Etre admis dans l'armée française et comme officier quand on est un musulman algérien, c'est tout un symbole.

C'est avoir accepté un racisme quotidien par confiance dans l'évolution du pays que l'on a choisi d'adopter. C'est avoir consenti à être traité en exception avec l'espoir qu'en prêchant d'exemple, on triomphera des préjugés. Souvent Rahmani devait entendre de la part de ses égaux des propos injurieux à l'égard des musulmans, simplement parce qu'on le prenait pour un métropolitain.

En même temps il avait les réflexes militaires du Français patriote. Il pleura de rage pour Dien-Bien-Phu, comme, il le rappelle, son père avait pleuré de rage au moment de l'armistice de 1940. Mais il voyait de plus en plus s'enfoncer dans l'erreur cette patrie qu'il avait choisie sans réticences et à son retour de Corée il se crut investi d'un rôle. Si l'on voulait vraiment sauver l'amitié franco-musulmane, alors il fallait à tout prix changer l'état d'esprit des officiers. Faire connaître l'âme musulmane dans les écoles militaires, et à partir de ce moment il offrit ses services à tous les états-majors avec lesquels il pouvait entrer en contact. Il disait : « *Je reviens de Corée, j'ai vu aussi le drame indochinois. Partout dans le monde, des hommes s'élèvent contre l'humiliation européenne. En Afrique du Nord, cela ne va pas tarder. D'autres n'accepteront pas comme moi d'être un officier méprisé, percevant une solde inférieure à celle des officiers français.* »



(Archives.)

LE LIEUTENANT RAHMANI
« *Faites confiance* », *a dit De Gaulle.*

Il fit un stage aux Hautes Etudes musulmanes de Paris, puis de 1955 à 1956 un stage au Liban, comme spécialiste militaire des affaires du Moyen-Orient.

A Beyrouth, Rahmani eut de nombreux contacts avec des Algériens exilés. Des amis de plus en plus nombreux venaient lui dire que le temps allait finir où les Algériens luttaient pacifiquement pour arracher à la France, un à un, les plus élémentaires de leurs droits ; qu'il était grave qu'on puisse s'appeler Abdelkader et ne pas savoir parler arabe ; qu'une nation algérienne allait naître avec ou contre la France qui aurait au même titre que la Tunisie et le Maroc droit de cité parmi les nations du monde. Rahmani ne se laissait pas convaincre: pour lui, accepter le divorce entre la France et l'Algérie, c'était renier toute sa vie, c'était une mutilation impossible. Mais il était alarmé : il voyait monter, puissante et décisive, la poussée de ce nationalisme qu'il avait prévu en Corée.

La lettre à l'Elysée

Depuis novembre 1954, l'insurrection algérienne avait considérablement progressé. Peu à peu, les hommes politiques modérés, les classes bourgeoises et intellectuelles, les professeurs, les avocats et les médecins avaient rejoint le F.L.N. Seuls restaient, et dans la pire des situations, les officiers algériens.

La pire des situations parce qu'en de nombreux cas, des officiers musulmans avaient pour mission de participer à des actes de répression contre leur peuple, parfois dans leur région même, sinon dans leur village. Renégats aux yeux des insurgés, voici qu'ils devenaient parfois aux yeux de leur propre famille les complices de meurtriers.

D'un autre côté, Rahmani sentait bien qu'il n'était pas possible, pour le peuple algérien, que la guerre dure indéfiniment. Le problème pour lui, c'était de faire en sorte que la France, par des actes décisifs, retrouve la confiance de la bourgeoisie musulmane qui saurait alors amener les insurgés à moins d'intransigeance.

En février dernier, sous l'impulsion du lieutenant Rahmani, cinquante-deux officiers algériens écrivirent au Président de la République française. Ils lui demandaient de comprendre leur cas de conscience. Ils adjuraient la France de se diriger :

> « *vers un règlement pacifique, afin de permettre d'engager une conversation immédiate et loyale entre les représentants des deux communautés* ».

Faute de cette solution, les cinquante-deux officiers prévenaient le Président de la République « qu'ils n'auraient plus ni les moyens ni les raisons valables pour justifier leur mission au sein de l'armée française ».

La lettre fut publiée dans la presse. Pour l'armée, compréhensible ou pas, cette lettre ne relevait que de l'indiscipline militaire. Le lieutenant Rahmani fut mis aux arrêts, puis inculpé.

Au cabinet de Guy Mollet

Mais avant cette inculpation et avant que la lettre des officiers ne fût publiée dans la presse, Rahmani avait rencontré un nombre considérable d'hommes politiques : depuis MM. Merveilleux du Vignaux à l'Elysée et Roger Duchet jusqu'à MM. Maurice Faure, Pinay, Pflimlin. A chacun, il avait tenu le même langage et il avait été chaleureusement reçu. A chacun il avait confié son projet de lettre et il avait été compris.

Il demanda alors audience au président Guy Mollet qui lui fit savoir qu'il tenait particulièrement à le recevoir. Rahmani fut reçu par l'un des principaux collaborateurs du président du Conseil.

Impressionné par le caractère amical de l'entretien, il s'enhardit à offrir ses services. Il dit que si l'on voulait des contacts pour rétablir la paix entre les deux communautés, personne n'était mieux placé que les officiers algériens qui avaient consacré leur vie à la défense du drapeau français. Le conseiller de M. Guy Mollet était attentif et encourageant. Quelques jours après, sur ordre du ministère de la Défense nationale, Rahmani était inculpé.

Il fut incarcéré à Fresnes pendant deux mois. Pendant ces deux mois, les interventions en sa faveur vinrent de toutes parts. Des généraux s'offraient à témoigner pour lui, comme le général d'Elissagaray qui avait eu Rahmani sous ses ordres. Le général Breillac, ancien commandant de la division d'Alger, le général Joubert des Ouches, adressèrent à Me Sarda, avocat de Rahmani, des témoignages de soutien chaleureux. M. Denis Forestier, secrétaire général du Syndicat national des Instituteurs, rendit alors visite au président Guy Mollet qui déclara que l'incarcération de Rahmani était due à une malheureuse initiative de M. Bourgès-Maunoury.

Rahmani fut aussitôt libéré et envoyé à Castres où il fut en fait — mais non officiellement — assigné à résidence. C'est à Castres que le lieutenant Rahmani reçut une émouvante réponse du général de Gaulle, le « remerciant de faire encore confiance à la France, puisqu'il lui faisait confiance ».

La seconde lettre

En octobre dernier, les cinquante-deux officiers signataires de la première lettre au Président de la République donnaient leur démission de l'armée française dans une seconde lettre où ils déclaraient :

> « *En huit mois, aucune solution n'a été apportée au cas de conscience que pose notre situation dramatique d'Algériens et de soldats. Bien au contraire, des arrestations, des arrêts de rigueur, des arrêts de forteresse, des emprisonnements ont été les seules réponses que nous a values notre attitude. Pour nous empêcher de nous regrouper, nous avons été dispersés dans les garnisons les plus lointaines et régulièrement les bataillons nord-africains et leurs cadres sont envoyés en Afrique du Nord pour combattre leurs frères de sang, au risque de détruire leur village natal et peut-être même de mitrailler leurs femmes et leurs enfants* (...).
>
> « *La mission d'intermédiaires que nous nous proposions de remplir et que nous avions longuement exposée au président du Conseil a été interprété comme une provocation et un signe de rébellion. Il ne nous a plus été possible pour nous défendre, devant tant d'injustices et d'incompréhension, que d'en appeler à l'opinion française en faisant publier cette lettre, ce qui nous a valu une accentuation des mesures de coercition et des brimades.* »

Après quoi cinq des cinquante-deux officiers désertèrent et rejoignirent à Tunis le F.L.N. Rahmani fut alors reconduit à Fresnes avec deux commandants, cinq capitaines et quatre lieutenants, tous titulaires de la Légion d'honneur, à titre militaire.

L'instruction de leur procès finit cette semaine, le jeudi 5 décembre.

JEAN DANIEL.

Vous recherchez un livre rare : faites une Petite Annonce dans « l'Express ». Elle aura 300.000 lecteurs

GENTLEY
TAILLEUR
PARDESSUS
exclusifs
de 19.800 f
à 38.000 f
20, AV. FRANKLIN-ROOSEVELT
ELY. 46-38

NE REPONDEZ PAS : NON !

par PIERRE MENDES FRANCE

QUAND le président de l'Assemblée natio nale donna la parole, vendredi soir, dans le grand débat parlementaire sur l'Algérie, à M. Pierre Mendès France, un vacarme se déchaîna aussitôt à l'extrême-droite de l'hémicycle. Organisé par M. Tixier-Vignancour, et devant un président d'Assemblée impuissant, ce tumulte ne cessa pas et l'on entendit même, envers l'orateur, des cris de «A mort ! » que le compte rendu du « Journal Officiel » a cru préférable de censurer. Le discours de M. Mendès France sur la paix et la guerre en Algérie était pourtant d'une telle modération qu'un adversaire politique se leva et

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Mendès France. (*Exclamations à l'extrême droite. — Bruit.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Bouyer (1), vous n'avez pas la parole. (*Interruptions à l'extrême droite.*)

Je vous rappelle à l'ordre.

M. ROGER LÉGER (1). — Envoyez M. Mendès France en Algérie !

M. JEAN BERTHOMMIER. — Quarante-trois mille électeurs nous ont donné le droit de parler dans cette enceinte.

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Berthommier (1), je vous rappelle à l'ordre.

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — Mes chers collègues, nous assistons à la fin d'un double débat...

M. JEAN BERTHOMMIER — Monsieur le président, vos rappels à l'ordre n'ont aucune importance pour moi.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous rappelle à l'ordre avec inscription au procès-verbal.

M. JEAN BERTHOMMIER. — J'espère bien que vos électeurs vous rappelleront à l'ordre. Si c'est à coups de fusil, ce sera tant pis pour vous !

Un poujadiste : *« Mendès France en Haute Cour ! »*

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — M , chers collègues, nous assistons aujourd'hui à la fin d'un double débat qui, à plus d'un moment, a dû paraître étrange aux membres de l'Assemblée comme à ceux qui l'ont suivi du dehors.

Un nombre considérable d'orateurs paraît avoir oublié le seul objet intéressant des deux projets de loi en discussion, cet objet qu'il y a trois mois, lors du débat sur le précédent projet de loi-cadre, M. Pflimlin, actuellement membre du gouvernement, avait défini, me semble-t-il, en termes excellents. M. Pflimlin s'exprimait ainsi :

« S'il s'agissait seulement de rendre plaidable le dossier de nos représentants à l'O.N.U. et de faire, au Parlement, une opération politique intérieure, la controverse sur les textes n'aurait qu'un intérêt limité. Mais il s'agit vraiment d'ouvrir une voie vers la paix. (*Mouvements à l'extrême droite.*) Le premier objectif doit être de rallier les musulmans qui, sans être nos ennemis irréductibles, sont tenus éloignés de nous par une méfiance qu'ont engendrée les erreurs du passé et terriblement aggravée les déchirements de la guerre civile. »

Et notre collègue disait encore :

« Nous devons d'abord nous préoccuper de mettre fin au drame dans lequel nous sommes présentement engagés. Tel doit être l'objet immédiat de la loi-cadre. » (*Interruptions et mouvements à l'extrême droite et à droite. — Protestations à l'extrême gauche.*)

A l'extrême gauche. — Fascistes !

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — Si M. Pflimlin a bien défini, comme je le crois, ce qui doit être notre seule préoccupation dans ce débat... (*Mouvements et bruits à l'extrême droite.*)

M. FRANÇOIS MITTERRAND. — Je demande la parole. (*Exclamations à l'extrême droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois, monsieur Mitterrand, qu'il y aurait intérêt à ne pas interrompre l'orateur.

M. FRANÇOIS MITTERRAND. — Mon intervention présente un intérêt, monsieur le président ; personnellement, je me permets de vous prier de faire observer le silence pendant qu'un de nos collègues a la parole. (*Applaudissements à l'extrême gauche et au centre. — Exclamations à l'extrême droite et à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Mitterrand, je vous remercie de venir à mon secours, mais l'observation ne s'adresse pas à moi ; elle s'adresse à ceux qui interrompent de façon scandaleuse et que j'ai rappelés à l'ordre. Je ne saurais donc l'accepter. (*Mouvements divers.*)

M. JEAN BERTHOMMIER. — Nous ferons silence quand M. Mendès France sera en Haute Cour.

(1) Membre du groupe poujadiste.

(ADP.)

PIERRE MENDÈS FRANCE
Un débat bien étrange

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Berthommier, je vous ai déjà rappelé à l'ordre. (*Bruit à l'extrême droite.*)

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. -- Mes chers collègues, si l'objet de notre débat... (*Bruit à l'extrême droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Si les interruptions ne cessent pas, je vais être obligé de rappeler systématiquement à l'ordre leurs auteurs.

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — Si l'objet du débat est bien, comme je le crois, celui que définissait M. Pflimlin, on peut se demander s'il subsiste aujourd'hui, dans cette Assemblée, à l'issue de cette discussion au cours de laquelle les propositions primitives se sont continuellement réduites, comme une peau de chagrin... (*Exclamations et rires à l'extrême droite et à droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous en prie, messieurs. Cela n'est pas tolérable.

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — ...un seul député qui croie que les textes en discussion nous conduiront à l'objectif recherché. (*Interruptions à l'extrême droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Berthommier, je vous prie de vous taire !

M. GEORGES BIDAULT. — Voulez-vous me permettre de vous interrompre, monsieur Mendès France ?

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — Je vous en prie.

M. GEORGES BIDAULT. — Je vous remercie.

J'interviens pour conjurer l'Assemblée, dans son ensemble, de permettre à l'orateur d'exprimer les pensées que chacun d'entre nous a le droit d'exprimer et de faire en sorte que si, ensuite, quelqu'un désire lui répondre, il puisse lui être répondu.

Mais si, véritablement, M. Mendès France n'a pas le droit de parler, je dois dire que personne n'aura le droit de lui répondre. (*Applaudissements au centre et à gauche. — Protestations à l'extrême droite.*)

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — Je remercie M. le président Georges Bidault de ce qu'il vient de dire.

J'ai, de nos débats, la même conception que lui et il ne doute pas qu'à sa place mon intervention aurait été semblable à la sienne. (*Applaudissements au centre et sur plusieurs bancs à gauche. — Exclamations à l'extrême droite et sur certains bancs à droite.*)

Je demande à nos collègues la permission d'aborder enfin l'objet de notre discussion et d'exprimer, d'abord, le reproche le plus grave qui, me semble-t-il, peut être adressé aux textes qui nous sont soumis et sur lesquels nous allons nous prononcer.

L'objection fondamentale, c'est que ces textes n'ont été précédés d'aucune consultation des intéressés. L'accord ni même l'avis de la population musulmane algérienne n'ont été recherchés à aucun moment, ni lors du précédent débat sur la loi-cadre ni lors du présent débat. Tout s'est passé comme si cet accord n'était pas désiré ou comme si l'on avait renoncé à l'obtenir. (...)

Ni dans la procédure suivie, ni dans les textes, ni dans les actes du gouvernement, en Algérie, dans son administration quotidienne, il n'y a eu aucune tentative pour créer un peu plus de confiance, pour aller au-devant des aspirations des Algériens, même des plus modérés, de ceux auxquels nous devrions cependant fournir des arguments pour qu'ils puissent défendre, parmi leurs coreligionnaires, la nécessité d'une réconciliation avec la France.

J'en dirai autant du contenu même des textes qui vont être votés, car ici intervient la responsabilité directe de l'Assemblée.

Toutes ces précautions, toutes ces distinctions, toutes ces habiletés trop transparentes et ces dispositions dites transitoires qui compromettent l'ensemble à elles seules fourniront, hélas ! aux plus fanatiques de nos adversaires, de nouvelles armes contre nous. (...)

Ainsi, je le crains, vous aurez, au total, travaillé contre la vraie pacification, contre les chances d'un juste règlement en Algérie. (*Bruits à l'extrême droite.*)

Un socialiste : *« Permettez-vous une question ? »*

M. LE PRÉSIDENT. — Je prie nos collègues de faire silence.

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — Certains députés et un grand nombre de Français (*Bruits à l'extrême droite.*)...

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Pelat (2), je vous rappelle à l'ordre. (*Protestations à l'extrême droite.*)

Je vous prie de vous taire.

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — Certains députés et un grand nombre de Français croient de bonne foi que les lois qui vont être votées constituent malgré tout un progrès, fût-il modeste. Hélas ! il n'en est rien et tout le monde en Algérie le sait. (...)

On parle de choc psychologique, de regain de confiance. Comment peut-on supposer que les musulmans algériens accorderont foi à des perspectives aussi incertaines, aussi lointaines, aussi nébuleuses, alors, surtout, il faut le rappeler, qu'ils ont été si souvent déçus dans le passé. (*Interruptions à l'extrême droite et à droite.*) (...)

Je suis persuadé, pour ma part, que si l'on avait appliqué correctement la loi de 1947, mis sur pied les institutions qu'elle prévoyait et si l'on s'était fidèlement inspiré de l'esprit de la loi au lieu de la violer, des progrès auraient été réalisés peu à peu, dans la paix et dans la coopération.

C'est ce fil qui a été malheureusement rompu après 1947, lorsque le statut n'a pas été appliqué, lorsque les élections ont été fraudées, lorsqu'on a fait perdre à la population toute confiance dans ce statut qu'elle avait cependant accueilli, à l'origine, avec tant d'enthousiasme et d'espoir.

C'est alors qu'on s'est condamné à l'échec et que le drame est devenu inévitable. (*Applaudissements sur plusieurs bancs à gauche.*)

M. JEAN DURROUX (3). — Me permettez-vous de

(*Suite en page 12.*)

(2) Membre du groupe poujadiste.
(3) Membre du groupe socialiste.

NE DITES PAS : SI...

par GEORGES BIDAULT

prononça, avec indignation, les paroles qu'on attendait du président de la Chambre : « Si M. Mendès France ne peut pas parler, alors, je le déclare, personne ici n'aura plus le droit de lui répondre. » C'était M. Georges Bidault qui répondit, aussitôt après, à l'intervention de M. Mendès France. Ces deux discours qui ont présenté, dans le débat, les deux politiques possibles à l'égard de l'Afrique du Nord, n'ont pas pu trouver dans la presse quotidienne l'audience souhaitable. « L'Express » en publie ici les principaux extraits tels qu'ils sont consignés au « Journal Officiel ».

M. GEORGES BIDAULT. — Je voudrais répondre aux propos de M. Mendès France que j'ai entendus et que, d'ailleurs, j'avais antérieurement médités. (*Rires.*)

Le discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée apporte au gouvernement de la République — qu'il me permette de le lui dire — au cours de négociations que celui-ci poursuit, le même genre d'appui ou, s'il le préfère, de critiques constructives dont j'ai naguère ressenti les bienfaits. (*Rires au centre.*)

Je ne me préoccupe pas de savoir si le membre du gouvernement qui en retrouvera, ou en a déjà trouvé, sur les lèvres de ceux qui le combattent, les thèmes principaux, a ressenti, du temps de Genève, tout ce qu'il ressentirait sans aucun doute aujourd'hui s'il était ici.

M. JACQUES DUCLOS. — Ce n'est pas très clair, tout cela. (*Sourires.*)

M. GEORGES BIDAULT. — M. Duclos ne comprend pas. Après tout, comme il est le seul, cela a relativement peu d'importance. (*Rires et applaudissements au centre et à droite.*)

Je me souviens seulement que le ministre des Affaires étrangères a aujourd'hui devant lui des partenaires étrangers dont les plus proches nous ont gravement déçus et je redoute qu'une fois encore il n'entende nos adversaires répéter ce qui a été dit ici. (...)

M. Mendès France a dit tout à l'heure, en ce qui concerne le projet de loi-cadre et le projet de loi électorale, beaucoup de mal des textes qui nous sont présentés. Il ne me semble pas que, parmi les adversaires les plus rigoureux, qui ne sont désormais plus ici (*l'orateur désigne l'extrême gauche*), on lui adresse des reproches plus graves que ceux que vous avez formulés en termes pourtant modérés et, même, relativement atténués. Cependant, le fond subsiste.

« M. Mendès France a beaucoup d'influence »

Dès ce soir, non seulement la Ligue arabe, mais les journaux influents s'empareront de ces griefs, les répéteront, les amplifieront. M. Pierre Mendès France a beaucoup d'influence en France et hors de France, sur certains de nos amis, en particulier sur ceux qui croient que « qui aime bien châtie bien » et que quand on a bien châtié on a assez aimé. (*Rires au centre.*)

Ils diront, après lui, que c'est un faux-semblant, que c'est une construction juridique vide et creuse, contradictoire, une manifestation d'irréalisme et une nouvelle aptitude que nous avons démontrée de notre art de duper (...).

Je voudrais dire à M. Pierre Mendès France, avec la modération que m'impose la gravité de ce débat, qu'il n'a pas le droit de taxer d'insuffisance ce texte, car celui-ci va au-delà de ses propres déclarations. Sans doute me reprochera-t-il de lui rebattre les oreilles, car je l'ai déjà fait une fois et d'autres l'ont fait après moi, mais le 12 novembre 1954, aux origines des désordres, il déclarait à cette même tribune :

« Il n'y aura, de la part du gouvernement, ni hésitation, ni atermoiement, ni demi-mesure. Il n'y aura aucun ménagement contre la sédition, aucun compromis avec elle.

« On ne transige pas lorsqu'il s'agit de défendre la paix intérieure de la nation, l'unité, l'intégrité de la République. Les départements d'Algérie constituent une partie de la République française. Il n'y a pas de sécession concevable.

« Jamais la France, aucun gouvernement, aucun Parlement français, quelles qu'en soient d'ailleurs ses tendances particulières, ne cédera sur ce principe fondamental. » (...)

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — Monsieur Bidault, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. GEORGES BIDAULT. — Volontiers.

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — Des paroles que j'ai prononcées à cette tribune en 1954 et en 1955, je ne retire rien, à une condition, c'est qu'on lise intégralement ce que j'ai dit, dont vous ne pouvez avoir perdu le souvenir.

En 1954 et au début de l'année 1955, le gouvernement que j'avais l'honneur de présider a défini une politique, celle-là même que j'ai rappelée tout à l'heure à cette tribune.

Je suis persuadé, je demeure persuadé de toutes

GEORGES BIDAULT
Des propos très médités

mes forces, que si, à l'époque, on nous avait laissé d'une part faire face à la rébellion et, d'autre part, appliquer, oh ! non pas d'audacieuses réformes, mais purement et simplement la loi, et montrer aux populations musulmanes que la République était enfin pour elles la République, je suis persuadé, dis-je, que nous n'en serions pas, aujourd'hui, où nous en sommes.

Et puisque vous évoquez, après le débat de novembre 1954, celui du 4 février 1955, je pourrais rappeler, si j'avais le *Journal officiel* sous les yeux, l'avertissement que j'adressais à l'Assemblée en lui affirmant que, si elle se détournait de la politique de fermeté, mais aussi de réformes, d'autorité de l'Etat, mais aussi de transformations justifiées et légitimes, pour se reposer uniquement sur la répression et sur la force, nous serions entraînés, petit à petit, vers ce qui s'est produit, hélas ! et dont nous voyons bien aujourd'hui les funestes conséquences.

Je ne regrette pas ce que j'ai dit en 1954 et 1955. Je regrette seulement de ne pas avoir été entendu par l'Assemblée. (*Applaudissements sur plusieurs bancs à gauche.*)

« En conséquence j'ai lu l'article premier... »

M. GEORGES BIDAULT. — Je suis fâché, je l'avoue, de ne pas être en mesure de lire dans leur intégrité les discours auxquels je fais, pour mon compte, allusion (*Sourires*), mais j'ai quelque habitude de ce qu'est un texte et de ce qu'est un contexte (...).

Il ne s'agit pas dire : « si ». Le texte qui est là et dont j'ai lu deux paragraphes — il en comprend certainement d'autres — ne dit pas : Nous maintiendrons si... Il dit : Nous maintiendrons de toute façon...

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — Nous maintiendrons et...

M. GEORGES BIDAULT. — ...et quand on dit que l'Algérie, c'est la France, on ne dit pas : C'est la France si... mais : c'est la France toujours. (*Applaudissements au centre, sur certains bancs à gauche, à droite et à l'extrême droite.*)

Ce que je voudrais dire aussi, c'est que cela engage. Que M. Pierre Mendès France me permette encore de lui indiquer qu'il écrivait au mois de mai 1957, aux secrétaires des fédérations radicales — je m'excuse d'interférer, mais cela ayant été publié, je l'ai lu et retenu — ce qui suit : « Un homme public, un parti, doivent être liés par leur parole, par leurs engagements. » (*Applaudissements sur plusieurs bancs à gauche.*)

« Pour ma part, quelles que soient les déceptions et les épreuves, je resterai fidèle à cette loi. »

En conséquence, j'ai lu l'article premier, l'article second de conformité. Je demande qu'on veuille bien continuer. (...)

La rigueur, pour chacun d'entre nous, commence par soi-même.

Je sais que l'on me dira : tout cela, la loi, les lois, c'est la politique du ventriloque.

C'est un terme brillant, élégant je ne sais, mais imagé qu'a employé un jour M. François Mitterrand. Cela veut dire que sont contées aux autres des histoires qui ne sont pas vraies ou qui ne sont pas destinées à le rester. Alors, dans ce domaine, cela suppose que l'illusion consiste à essayer de maintenir en évoluant et que le réalisme c'est aller de l'avant.

Je n'aime pas beaucoup le mot de « réalisme », je dois l'avouer. Dans une vie qui s'allonge, je l'ai toujours rencontré aux tournants des catastrophes, mais ce que je peux dire, c'est qu'il n'y a pas de pire témérité, en fixant des échéances, en formulant des perspectives, de croire qu'on gagne la maîtrise de l'instant.

Je n'ai pas grande compétence en matière de ventriloque, mais j'ai lu le discours de Carthage. Depuis ce discours, il y a un bey qui a disparu, un premier ministre qui a disparu, des assurances qui ont disparu. Il n'y a plus un seul mot qui soit resté. (*Applaudissements au centre, sur certains bancs à gauche, à droite et à l'extrême droite.*)

M. PIERRE NAUDET (1). — Et la Celle-Saint-Cloud, qu'en faites-vous ? On n'en parle plus beaucoup.

M. FRANÇOIS MITTERRAND. — Me permettez-vous de vous interrompre ?

M. GEORGES BIDAULT. — Volontiers.

M. FRANÇOIS MITTERRAND. — Il me sera donné tout à l'heure de m'exprimer à la tribune. Je ne prolongerai donc pas cette discussion par une controverse entre nous, maintenant.

Mais puisque vous venez d'évoquer le discours de Carthage qui a précédé les conventions franco-tunisiennes et puisque vous avez parlé de l'immobilité des signatures, j'aimerais savoir cependant si vous-même n'avez pas, à l'époque, c'est-à-dire le 8 juillet 1955, approuvé par votre vote favorable, les accords diplomatiques préfigurés à Carthage. (*Applaudissements sur plusieurs bancs à gauche.*)

« Vous pourrez écrire cela dans l'Humanité »

M. GEORGES BIDAULT. — Mais bien entendu ! (*Rires à l'extrême gauche.*)

Je répondrai à M. Mitterrand que je lis, hélas ! les journaux. J'y perds un peu mon temps. Depuis quelque temps je lis les articles de M. Chauveau qui m'expliquent tout cela. J'ai parfaitement compris qu'il était entendu que j'avais émis un vote favorable au discours de Carthage.

Mais puisque vous l'avez voulu, monsieur Mitterrand, je le relis :

« Au surplus, la sauvegarde de la paix dans cette région du globe qui est la nôtre exige l'unité de la défense ; de là découle aussi la nécessité d'une commune politique étrangère.

« C'est bien pourquoi vos illustres prédécesseurs... » — il s'agit de la dynastie qui a disparu

(1) Membre du groupe radical.

(*Suite en page 13, 2e colonne.*)

LE DISCOURS DE P. MENDÈS FRANCE

→

(Suite de la page 10)

vous poser une question, monsieur Mendès France ?

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — Volontiers.

M. JEAN DURROUX. — Puisque ce statut, si progressif, aurait pu éviter toutes les complications qui, en Algérie, sont intervenues par la suite, pourquoi n'a-t-on pas procédé à son application au mois de novembre 1954, lors des premiers incidents ? (*Applaudissements sur quelques bancs à gauche.*)

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — Je répondrai très clairement à cette interpellation, un peu tardive, d'un membre de mon ancienne majorité. (*Applaudissements et rires à l'extrême gauche et sur certains bancs à gauche. — Vives interruptions à droite et à l'extrême droite.*)

M. CHARLES LUSSY. — Nous vous suivions avec fidélité, monsieur Mendès France.

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — C'est parfaitement exact. Je ne l'oublierai jamais.

Un poujadiste : *« Vous allez nous embêter longtemps ? »*

Lorsque le gouvernement a eu, en novembre et en décembre 1954, à définir son attitude, il a, à cette tribune, affirmé deux choses.

Il a déclaré, en premier lieu, qu'il ne se laisserait pas déborder par l'émeute et par la violence et que les réformes et les progrès ne pouvaient être réalisés que dans l'ordre et dans la légalité.

C'est pourquoi, à l'époque, des renforts militaires ont été envoyés en Algérie. (...)

En second lieu, et dans le même instant, le gouvernement que je présidais a déclaré que des réformes, à l'initiative de la France, seraient réalisées sans retard et que les premières d'entre elles impliqueraient, bien évidemment, l'application d'une loi, d'une loi qui avait sept ans d'âge, qui n'était toujours pas entrée en vigueur et que nous nous déclarions déterminés à mettre en vigueur enfin loyalement.

C'est sur ce point particulier, je vous le rappelle, sur l'application des réformes en Algérie, et notamment du statut, que mon gouvernement a été interpellé et renversé. Ce n'est certainement pas votre faute. (*L'orateur se tourne vers la gauche.*) L'Assemblée, en 1955, n'a pas voulu que soient réalisées là-bas les réformes et que la loi de 1947 soit enfin appliquée. (*Interruptions au centre et à droite. — Bruit.*)

Je ne reviens sur ce passé que parce que l'on m'y a contraint en m'interrogeant. (*Applaudissements sur certains bancs à gauche et à l'extrême gauche.*) (...)

Mes chers collègues, je voudrais revenir maintenant à la situation de 1957 et répéter ici, dans la deuxième partie de cette intervention, que rien de valable ne pourra être fait en vue de la paix et de la sauvegarde des positions françaises en Afrique tant que vous n'aurez pas renoué un contact authentique et sincère avec la population, en rétablissant, d'abord, pour les musulmans d'Algérie, les droits civiques et politiques, dont ils sont dépouillés, en remettant en vigueur les libertés les plus élémentaires. (...)

J'ai longtemps pensé qu'une telle action interne, dont nous aurions eu l'initiative, le mérite et le bénéfice, courageusement entreprise contre l'arbitraire et la discrimination, contre les routines et les préjugés, aurait constitué une préface efficace et presque suffisante à la réconciliation et au dialogue nécessaires.

Hélas ! la situation, aujourd'hui, n'est plus la même. (...)

Les chances d'un tête-à-tête franco-algérien sont devenues moindres. Nos moyens de contacter, d'influencer la masse autochtone, de lui rendre confiance dans un régime d'équilibre dans lequel seraient sauvegardées les positions de la France en Algérie sont réduits d'autant.

C'est pourquoi, aujourd'hui, il faut chercher d'autres moyens d'essayer de mettre un terme au drame. (*Interruptions à l'extrême droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Monsieur Bouyer, je vous rappelle à l'ordre avec inscription au procès-verbal. (*Protestations à l'extrême droite.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Si vous insistez, monsieur Damasio, votre tour va venir.

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — Or, voici que se confirment des possibilités que jusqu'ici les gouvernements français ont voulu ignorer. Je fais allusion à l'appel qui nous est venu de Rabat et qui émane du gouvernement marocain et du gouvernement tunisien.

Plusieurs voix à l'extrême droite. — Vingt minutes !

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — Mes chers collègues, la cause réelle de l'intervention de ces deux gouvernements est facile à comprendre. M. le président du Conseil l'a mentionnée : la situation présente menace leur développement interne, leur stabilité politique, leur progrès économique, leur sécurité même. Ils le savent, leurs gouvernements le savent, et cela crée entre eux et nous une possibilité de conversation utile. (*Vives interruptions à l'extrême droite.*)

MME JEANNETTE PRIN (4) (*s'adressant à l'extrême droite*). — Fascistes !

M. RAYMOND GUYOT (4). — Ce sont de vraies gueules de fascistes.

M. ADRIEN SCHEIDER (5). — M. Mendès France va nous embêter encore longtemps ?

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous rappelle à l'ordre.

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — En fait, Maroc et Tunisie ont avec nous un même intérêt fondamental au rétablissement de la paix et partagent aussi, ce qui est essentiel, les mêmes inquiétudes à l'égard du chaos qui pourrait demain régner et se développer en Algérie si une solution raisonnable (qui ne peut être qu'une solution authentiquement fédérale et communautaire) ne prévalait pas rapidement.

Mais s'ils partagent avec nous cet intérêt et ces inquiétudes, nous devons comprendre les difficultés internes des jeunes gouvernements nationaux de la Tunisie et du Maroc. Leurs opinions publiques, nerveuses et passionnées, sont travaillées par des campagnes d'agitation venant du Caire ou d'ailleurs.

Les gouvernements locaux ne peuvent pas toujours résister aux mouvements passionnels de leurs populations.

De là, parfois des mesures, parfois des paroles que nous sommes unanimes à blâmer.

> **« Si vous fermez la porte, nous continuerons à dériver vers le pire »**

A cet égard, je veux, comme M. le président du Conseil, exprimer ma profonde émotion à l'égard d'une loi tunisienne récente, qui risque d'atteindre des hommes auxquels rien d'autre ne serait reproché que d'avoir été nos amis. (*Applaudissements sur certains bancs à gauche.*) Ce texte doit être rapporté.

Une voix à l'extrême droite. — Alors, pourquoi avoir rencontré Bourguiba en Suisse ?

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — Mais la meilleure manière de mettre fin aux désordres, aux violences, aux démagogies qui se produisent dans ces pays nouvellement promus à l'indépendance, c'est de faire disparaître la cause principale des colères et des fanatismes, c'est-à-dire la guerre d'Algérie, et de la faire disparaître précisément avec l'aide de ceux qui, même s'il y a entre eux et nous des divergences légitimes, ont, comme nous, besoin de la paix et aussi du maintien de la présence française en Algérie...

A droite. — Comme en Indochine !

Mendès France : *« M. de Monsabert se souviendra... »*

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — ...Car c'est l'intérêt profond de la Tunisie et du Maroc. Et leurs gouvernants le savent, même s'ils ne peuvent pas toujours le dire aussi nettement. (...)

Le F.L.N. a demandé qu'une réunion tripartite soit convoquée : Maroc, Tunisie et Algérie. Le gouvernement tunisien et le gouvernement marocain ont eu la sagesse de refuser cette réunion tripartite ; n'ont pas voulu ériger le F.L.N. en interlocuteur, ou en seul interlocuteur représentatif. La réunion qui s'est tenue à Rabat entre les deux seuls gouvernements tunisien et marocain a marqué à l'égard des positions du F.L.N. une distance, une indépendance, une liberté de jugement et de langage que vous ne pouvez pas ne pas avoir remarquées. Et la déclaration finale, rédigée en termes heureusement modérés, était destinée tout à la fois à faciliter notre accord et à donner un avertissement aux éléments algériens les plus intraitables.

Et puis, il y a eu postérieurement une autre déclaration importante. Le ministre des Affaires étrangères marocain, M. Balafrej, interrogé sur le point de savoir si le F.L.N. était le seul interlocuteur avec lequel des discussions devaient s'engager, a répondu catégoriquement qu'il n'en était rien, que tous les éléments de la population algérienne devaient avoir la possibilité de s'exprimer, de se faire entendre et que le F.L.N. n'était que l'un des éléments politiques, parmi d'autres, qui devaient jouer leur rôle dans d'éventuelles discussions.

Enfin, dernier point qui doit être mentionné dans le communiqué de Rabat. Après avoir si longtemps bloqué la conversation nécessaire par l'exigence ou la prétention à un préalable de l'indépendance, la déclaration des deux gouvernements introduit la notion différente de la souveraineté. Il y a, en effet, entre les deux termes une différence sensible.

En 1953 et 1954, discutant de la situation tunisienne, je me suis opposé, dans des débats que quelques collègues n'ont pas oubliés, au général de Monsabert, par exemple.

A droite. — Vous avez des références !

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — ...Des collègues soutenaient qu'il était impossible d'accorder l'indépendance à la Tunisie, mais admettaient la « souveraineté interne ».

On a, à cette époque, reconnu qu'il existait des degrés dans la notion de souveraineté. C'est donc que nous pouvons entamer une discussion pour préciser les objectifs et les compromis. Mais il ne faut pas opposer une fin de non-recevoir à l'appel qui nous est adressé.

J'ajoute que le communiqué même de Rabat, en parlant des conversations pouvant amener à la concrétisation de la souveraineté, sous-entend, implique une évolution, et des délais, et marque un contraste évident avec l'exigence de la reconnaissance de l'indépendance immédiate, pure et simple, cette exigence que nous avons rencontrée irréductible jusqu'ici.

M. Gaillard : *« Je dois vous interrompre... »*

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Voulez-vous me permettre de vous interrompre, monsieur Mendès France ?

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — Je vous en prie, monsieur le président du Conseil.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le président du Conseil.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Monsieur Mendès France, à ce stade de votre démonstration, je me vois dans l'obligation de vous interrompre, car l'interprétation que vous donnez du texte du communiqué publié par les gouvernements marocain et tunisien risque d'apparaître, aux yeux de l'opinion publique française, de l'Algérie comme de la métropole et aussi de l'opinion publique internationale, comme un refus injustifié de la France de tout faire pour arriver au cessez-le-feu.

J'ai sous les yeux le texte de ce communiqué. Que dit-il ? Il propose que s'engagent « des négociations qui aboutiraient à une solution juste devant amener à la concrétisation de la souveraineté du peuple algérien... ».

Sur ce mot « souveraineté », je ne me référerai pas à mon opinion personnelle, qui aurait peu de valeur, car je n'ai pas de prétentions juridiques, mais à l'avis de tous les experts juridiques en matière de droit international.

Tous affirment que les mots « souveraineté » et « indépendance » ont un sens absolument équivalent et qu'ils sont indifféremment employés dans le langage du droit international.

Et si nous pouvions avoir un doute à ce sujet, il suffirait de lire le membre de phrase qui suit presque immédiatement et qui déclare : « ...ainsi qu'à la sauvegarde des intérêts de la France et de ses ressortissants ».

Comment pourrait-on expliquer cette souveraineté qui ne serait pas une indépendance et dans laquelle le million d'habitants de l'Algérie d'origine européenne sont dès maintenant considérés comme des ressortissants de la France, ayant droit à la sauvegarde particulière de leurs intérêts ?

Que signifie cette proposition ? Elle signifie que nous devons, au départ, reconnaître l'indépendance algérienne et que les habitants d'origine européenne y sont considérés comme des étrangers.

Cela est contraire à la politique du gouvernement comme aux déclarations de ceux qui l'ont

(4) Membres du groupe communiste.

(5) Membre du groupe poujadiste.

précédé, et nous ne pouvons pas l'admettre. (*Applaudissements à l'extrême droite, à droite, au centre et sur de nombreux bancs à gauche.*)

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — Monsieur le président du Conseil... (*Interruptions à l'extrême droite et droite.*)

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — La question est grave et je demande à l'Assemblée d'écouter la réponse de M. Mendès France. (*Applaudissements sur de nombreux bancs.*)

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — Monsieur le président du conseil, j'ai déjà trop abusé de la patience de l'Assemblée et de celle du président pour entrer maintenant dans une controverse purement juridique. (*Exclamations au centre, à droite et à l'extrême droite.*)

Je dirai seulement deux choses sur ce point.

La première, c'est que nous avons, à de multiples reprises, ici même, dans dès débats auxquels vous avez assisté et participé, discuté des notions de souveraineté incomplète ou partielle, interne ou externe, ce qui prouve qu'il y avait, dans l'esprit d'un grand nombre de nos collègues, des possibilités de nuances ou de degrés en matière de souveraineté. (*Exclamations à l'extrême droite, à droite et au centre.*)

M. PAUL COSTE-FLORET (6). — Ce n'est pas une réponse !

M. MAURICE SCHUMANN (6). — Vous ne nous avez toujours pas dit ce qu'il faut entendre par souveraineté.

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — J'y viens précisément, car j'ai une deuxième observation à présenter ici : puisque les gouvernements tunisien et marocain, qui vous ont saisi de ce texte, ont substitué un vocable à un autre, pourquoi ne leur demandez-vous pas ce qu'ils ont dans l'esprit et quelle est pour eux la différence ? (*Vives exclamations à l'extrême droite. — Applaudissements à l'extrême gauche et sur quelques bancs à gauche.*) (...)

Le président : *« La séance est suspendue »*

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — Les deux gouvernements marquent des positions de départ, ils expriment évidemment non pas nos intentions, mais les leurs. (*Interruptions à l'extrême droite.*)

Nous avons aussi le droit d'avoir nos positions, différentes des leurs. De même qu'ils affirment leurs conceptions de la solution avant le début de toute conversation, de même le gouvernement français a le droit de poser ses conditions, de faire connaître son interprétation et son point de vue. (*Nouvelles interruptions à l'extrême droite.*)

C'est toujours ainsi dans une négociation internationale. Ne soyez pas surpris qu'au départ, leur attitude soit différente de la nôtre, sans quoi aucune négociation ne serait même nécessaire.

Une proposition vous a été faite, posez vos conditions, mais la seule chose que je vous demande, c'est qu'il n'y ait pas une fin de non-recevoir, un refus pur et simple, un refus de la chance de paix qui se présente peut-être. (*Interruptions et bruit à l'extrême droite.*) (...)

Si vous fermez la porte, une chance de paix risque d'être perdue et nous continuerons à dériver vers le pire, c'est-à-dire la sécession de l'Algérie et de la France, ce qu'il faut précisément éviter coûte que coûte. (...)

La loi-cadre et la loi électorale qui l'accompagne, entreprises gauches, dépourvues de tout élan et, chez certains, de toute sincérité, prétendent prolonger, derrière une façade qui ne trompera personne en Algérie, cette domination unilatérale incompatible avec les données du monde du XX[e] siècle.

Heureusement, dans ce pays, un nombre croissant de Français comprennent l'erreur de cette politique. J'espère de toutes les forces de mon patriotisme... (*Vives exclamations à l'extrême droite. — Applaudissements à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs à gauche.*)

M. MARCEL ANTHONIOZ (7). — Regardez qui vous applaudit.

M. CHARLES HERNU (8). — Monsieur le président, vous laissez insulter l'orateur. C'est scandaleux !

M. PIERRE MENDÈS FRANCE. — J'ai fait la preuve de mon patriotisme à une heure où il ne suffisait pas de paroles.

J'espère, de toutes les forces de mon patriotisme, que leur voix se fera entendre assez fort et assez tôt pour sauver, malgré tant de temps perdu, tant d'erreurs, tant de sang répandu, les chances de la réconciliation et l'avenir de la communauté franco-africaine. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs à gauche. — Exclamations à l'extrême droite.*)

Voix nombreuses à l'extrême gauche. — Le fascisme ne passera pas ! Le fascisme ne passera pas !

Voix nombreuses à l'extrême droite. — Le fascisme ne passera pas !

A droite. — Suspension !

M. LE PRÉSIDENT. — La séance est suspendue.

(6) Membre du groupe M.R.P.
(7) Membre du groupe indépendant.
(8) Membre du groupe radical.

LE DISCOURS DE G. BIDAULT

(*Suite de la page 11*)

— « ...ont tenu à ce que la France assure aussi la sécurité de votre pays et ses relations internationales, conformément au traité du Bardo ».

Et dans le rapport sur les conventions franco-tunisiennes, qui fut présenté à cette Assemblée par M. Verdier, il était précisément souligné, écrit en caractères gras — c'était même le seul point de ce long rapport qui fut imprimé d'une façon qui s'imposât au lecteur au-dessous de la moyenne (*Rires*) — que, jusqu'à présent, militairement et diplomatiquement, le traité du Bardo était toujours en vigueur et le resterait. (...)

M. GEORGES BIDAULT. — Ne soyons donc pas trop sévères pour des textes législatifs qui, j'en conviens, manquent de souffle prophétique et qui, péniblement bâtis dans l'empirisme, acceptés avec plus de résignation que d'enthousiasme...

M. JEAN-LOUIS TIXIER-VIGNANCOUR. — Comme aujourd'hui.

M. GEORGES BIDAULT. — ...n'en marquent pas moins la volonté de bâtir, à partir de la base, une société où les Français pourront, sous nos couleurs, faire, en commun, au sortir de l'épreuve, une Algérie rénovée.

Voici maintenant que se pose la question que M. le président du Conseil a tout à l'heure tranchée dans les explications qu'il nous a fournies : la médiation.

Je serai très bref, n'ayant aucun désir de concourir en aucune façon, même dans la dimension, avec aucun autre orateur. (*Rires.*)

Au sujet de la médiation, je dirai en premier lieu — comme l'ont dit tous les gouvernements qui se sont trouvés depuis l'origine en présence de ce problème — qu'il s'agit d'une affaire française, exclusivement française et qui appartient par conséquent à la souveraineté de ce pays.

> **« Il s'agit d'une affaire française exclusivement française »**

C'est une des raisons pour lesquelles je n'hésite pas à dire que la France doit faire acte de souveraineté sur un territoire qui est français et doit le rester au moment où beaucoup de gens, voisins naguère protégés ou alliés un peu intempérants... (*Exclamations et rires à l'extrême gauche.*)

M. JACQUES DUCLOS. — Il ne faut jamais parler de corde dans la maison d'un pendu !

M. GEORGES BIDAULT. — Vous pourrez écrire cela dans *l'Humanité* si vous le voulez. Je disais que, dans cette circonstance, où il y a eu livraison d'armes et où il y a eu offre d'une médiation d'anciens pays protégés, il m'apparaissait important, du point de vue de la souveraineté française, que l'Assemblée nationale fit acte de législation française sur des territoires français.

Bien sûr, cette offre d'intervention a trouvé auprès de vous des cautions importantes et j'ai même lu quelque part qu'elle était émouvante. J'ai lu aussi qu'il y avait besoin d'éclaircissement et nous avons tout à l'heure assisté à une tentative de clarification d'un problème juridique pour lequel j'avoue manquer de lumière personnelle : la différence entre la souveraineté et l'indépendance.

« C'est obscur au point d'être clair... »

Les non-juristes vous répondront sans aucune difficulté qu'il n'y en a aucune, que c'est exactement la même chose. Au surplus en langue arabe — je suis très fâché de vous le dire — je ne sais pas très bien comment cela se dit et pourrait s'interpréter. De telle sorte que c'est tellement obscur que c'est parfaitement clair. (*Rires à l'extrême gauche. — Applaudissements et rires au centre, à droite et à l'extrême droite.*) (...).

Maintenant, nous nous trouvons dans des conditions qui sont non seulement scandaleuses, mais, je dois le dire, surtout absurdes, en présence d'une loi publiée au *Journal officiel tunisien* frappant d'indignité nationale tous ceux qui ont été soit au gouvernement, soit, d'une manière pseudo-gouvernementale, dans un poste d'autorité quelconque avant le 31 juillet 1954. (...)

Pour le Maroc, dont je conviens que, quelle qu'ait été l'assimilation, pour la plus grande part, du statut juridique dans l'état précédent des choses, le comportement présent, encore que peu satisfaisant lui-même, doit être traité séparément, il est navrant pour un Français de songer que 193 Marocains qui représentent tout ce qu'a été le Maroc français dès les premiers jours, depuis les ministres en passant par les gouverneurs de province, les préfets des villes jusqu'à ceux qui représentent les docteurs de la loi, se trouvent marqués d'infamie et se voient confisquer leurs biens, tandis que lors de l'avant-dernier changement du pouvoir, j'avais veillé à ce que rien, contrairement à la tradition chérifienne, ne fût changé au statut des biens antérieurement établi.

Voilà que ces 193 hommes — deux grand-croix, cinq grands officiers, des commandeurs, des officiers, des dizaines de chevaliers de la Légion d'honneur — sont aujourd'hui ou sur les voies de l'exil, ou sur les chantiers de travaux forcés, je ne sais où, à s'interroger sur la valeur des promesses qui ont été faites au nom du gouvernement français par le premier magistrat de la République et qui concernaient la certitude de l'absence de toutes représailles au moment où un régime nouveau serait instauré au Maroc. (*Applaudissements à l'extrême droite.*)

Ce n'est pas une raison pour nous de considérer que le Maroc lui-même, à propos duquel je souhaite ne pas m'étendre davantage aujourd'hui, soit qualifié, de concert avec M. Bourguiba, pour venir régler nos affaires, alors que, si longtemps, nous avons contribué à faire que les siennes soient en ordre, grâce à quoi elles le sont encore aujourd'hui à peu près, jusqu'à présent (...).

S'il y a une chose à ne pas faire pour garder et accroître le nombre des musulmans d'Algérie qui acceptent d'encourir de graves risques personnels et familiaux, des risques physiques, c'est de garder dans le domaine des protestations énergiques ou indignées, mais, en fin de compte, dans le frigidaire diplomatique, le sort qui est fait, dans des pays que nous avons éduqués, équipés et que nous continuons à financer, à des hommes dont le seul crime est d'avoir été nos amis. (*Applaudissements au centre, à droite, sur plusieurs bancs à l'extrême droite et sur plusieurs bancs à gauche.*)

« Il faut être fidèle avec les fidèles »

Il n'y a pas d'autre règle en morale, c'est-à-dire en politique, que d'être fidèles avec les fidèles. Chaque ami de la France, que la France laisse jeter aux chiens, est un ennemi de la France avec tous les siens pour demain, pour ce soir et, s'il a été abandonné, je dis que nous avons mérité qu'il nous quitte.

Nous pouvons, nous devons acquérir des amis nouveaux, même chez ceux qui nous ont combattus. Mais il n'y a pas d'amis qu'on sache acquérir, ni là ni ailleurs, qui puissent résister au spectacle de l'abandon des vieux compagnons. (*Applaudissements au centre, à droite, à l'extrême droite et sur plusieurs bancs à gauche.*) (...)

J'en ai assez dit et peut-être trop. Heureusement que je ne suis plus professeur de géographie pour expliquer ce qui se passe sur les cartes des territoires qui furent dans la dépendance ou dans la mouvance française, cartes qui diminuent d'édition en édition ! La mesure est comble et cela doit être terminé.

On nous dit de temps en temps : « Voyons donc ! tout le monde est contre nous. Nous n'avons plus d'amis. Alignons-nous sur ceux qui nous restent et sur ceux qu'on nous propose. »

Si vous n'êtes pas de cet avis, vous êtes un nationaliste et vous chantez « cocorico ».

Comment veut-on qu'il y ait des partisans de la France à l'étranger si l'étranger a des motifs de croire que la cause de la France n'est pas défendue par la masse des Français, par l'immense majorité des Français. (*Vifs applaudissements au centre, à droite et à l'extrême droite. — Applaudissements à gauche.*)

S'il faut qu'on trouve à l'étranger, en langue française, les arguments nécessaires pour diminuer la France, si, à l'étranger comme en France, on trouve l'inspiration — ou parfois, peut-être, la complicité — comment veut-on que les autres soient avec la France si la France n'est pas avec elle-même ? (*Applaudissements au centre.*)

Emerson — puisque c'est le jour de citer un essayiste anglo-saxon — a dit : « Celui qui se tient debout pour sa propre cause, l'univers est avec lui, à ses côtés, pour défendre sa cause. »

Voilà ce que j'avais à dire à l'Assemblée nationale. (*Vifs applaudissements prolongés au centre, à droite, à l'extrême droite et sur de nombreux bancs à gauche.*)

Les affaires étrangères

CORRESPONDANCES EXPRESS

OPERATION « PAMPLEMOUSSE » : QUELQUES ACCROCS

● Le lancement du premier satellite artificiel américain était prévu pour lundi dernier lorsque les techniciens du projet « Vanguard » retardèrent de 48 heures le premier coup d'essai : la présence d'électricité statique dans le circuit électronique du deuxième étage de la fusée menaçait de dérégler son système de guidage.

Les techniciens américains reconnaissent sportivement que leur premier satellite « pamplemousse » n'a pas l'ambition de concurrencer les spoutniki russes.

Il est 45 fois plus léger que le premier spoutnik.

L'altitude moyenne de sa trajectoire est moitié moins grande.

Tiré dans le sens ouest-est, il profite de la vitesse de rotation de la Terre et survole une aire beaucoup plus réduite que les spoutniki.

Il emporte très peu d'instruments de mesure mais est, en revanche, équipé de photo-piles lui permettant d'émettre ses signaux de T.S.F. jusqu'à sa chute.

Ni la fusée « Vanguard », de 11 tonnes, ni la « Jupiter C », qui doit lancer le mois prochain un satellite perfectionné, ne permettent de juger de l'avancement des fusées militaires américaines. « Vanguard » est une fusée « civile » ; « Jupiter C » est une fusée Redstone (portée normale : 320 km), coiffée de deux étages « civils » et sans rapport avec la « Jupiter B » militaire qui est encore en cours d'achèvement.

ANGLETERRE : L'ENERGIE H DOMESTIQUEE ?

● Les chercheurs du centre atomique anglais de Harwell prépareraient actuellement, selon le « News Chronicle », un communiqué aussi bouleversant, pour la science et la technologie, que l'annonce de la première explosion atomique : ils auraient réussi à domestiquer l'énergie thermo-nucléaire.

Dans un gigantesque « tore » en verre, ils auraient obtenu, à une température de plus de 10 millions de degrés, la fusion continue et contrôlée de noyaux d'hydrogène lourd. Cette réaction de fusion, qui est à l'origine de l'énergie solaire, n'a été réalisée jusqu'ici que de manière explosive, dans les bombes H.

D'ici dix ans environ les Britanniques pensent pouvoir exploiter industriellement l'énergie de fusion, dont voici les principaux avantages :

1° La matière première nécessaire, l'hydrogène lourd, existe en quantités pratiquement illimitées dans les océans. L'extraction d'une livre revient à 70.000 francs et peut fournir autant d'énergie que 4.500 tonnes de charbon.

2° A la différence des piles à uranium, les piles à hydrogène ne produisent pas de déchets dangereux et ne présentent guère de risques d'avarie ou d'explosion.

MENACE DE 6 FEVRIER A IFNI

● Le conflit armé qui oppose les Espagnols et les Marocains à Ifni et dans le Sahara espagnol (Rio de Oro) pose des problèmes difficiles à l'Espagne.

Sur le plan extérieur, il risque de faire perdre au Caudillo le rôle — auquel il tient tant — de leader chrétien de la cause arabe. Les principaux chefs d'Etat du Moyen-Orient ont fait récemment des visites officielles à Madrid. Et l'Egypte avait même proposé à Franco de soutenir la candidature espagnole au Conseil de Sécurité si l'Espagne votait avec le bloc arabe dans l'affaire algérienne.

Avec l'accord des Américains, les Espagnols s'apprêtaient à accepter ce marché. Les incidents d'Ifni ont tout remis en question en provoquant une spectaculaire amélioration des rapports franco-espagnols et même, dans certains cas, une coopération militaire.

Les difficultés intérieures soulevées par le conflit ne sont pas moins grandes. Ifni est un petit territoire sans importance, mais le céder aux Marocains rendrait inévitable la cession de Ceuta et Melilla.

Or ces deux villes sont espagnoles depuis le XVI[e] siècle et l'armée y a d'importantes bases. Celles-ci ont à leur tête de puissants colonels qui ont averti qu'ils provoqueraient une insurrection si Madrid les abandonnait.

L'affaire d'Ifni inquiète également les Marocains. Elle met en lumière le caractère trouble de certains éléments de l'Armée de Libération Marocaine, qui échappent à l'autorité du prince Moulay Hassan, mais restent en liaison avec certains membres de l'Istiqlal et l'état-major du F.L.N. algérien.

L'ALLEMAGNE REFUSE LES FUSEES AMERICAINES

● A dix jours de la grande réunion atlantique, il est déjà certain que la principale question à débattre entre alliés ne sera pas résolue : le stationnement en Europe continentale de fusée américaines portant à 2.500 kilomètres.

La Norvège et le Danemark ont fait savoir qu'ils n'accepteront en aucun cas ces engins. Lundi dernier, le gouvernement de Bonn ajoutait que le stationnement de fusées intermédiaires en Allemagne était « totalement exclu » pour le moment : « Cette question, a-t-il précisé, ne deviendra actuelle que dans deux ans », lorsque les fusées américaines seront au point.

En fait, les positions allemandes sur ce point se sont raidies à la suite des récentes conférences radiodiffusées par la B.B.C. de M. Kennan, ancien chef de la planification diplomatique américaine. M. Kennan, appuyé par deux éditoriaux du « Times » de Londres, préconise le retrait d'Europe centrale de toutes les forces étrangères et armes atomiques.

Les Allemands, qui avaient assuré à M. Dulles, il y a dix jours, qu'ils accepteraient des bases de fusées si elles étaient réellement nécessaires à la défense occidentale, souhaitent maintenant que toutes ces bases soient concentrées en Italie du Nord, en Grande-Bretagne, en Turquie et éventuellement en France.

LE JAPON MENACE LE CARTEL DU PETROLE

● L'accord pétrolier avec le Japon, qui doit être ratifié prochainement par le roi Séoud d'Arabie, contient des clauses pour le moins aussi révolutionnaires que le récent accord italo-iranien. Il ouvre une seconde brèche dans le contrôle du pétrole arabe par le Cartel Mondial.

Première innovation de l'accord nippo-séoudite : les Japonais s'engagent à verser aux souverains d'Arabie et de Koweit 56 % des bénéfices qu'ils réaliseront sur l'exploitation de gisements dans les hauts fonds du golfe Persique. L'ensemble des compagnies du Cartel Mondial ne verse que 50 %.

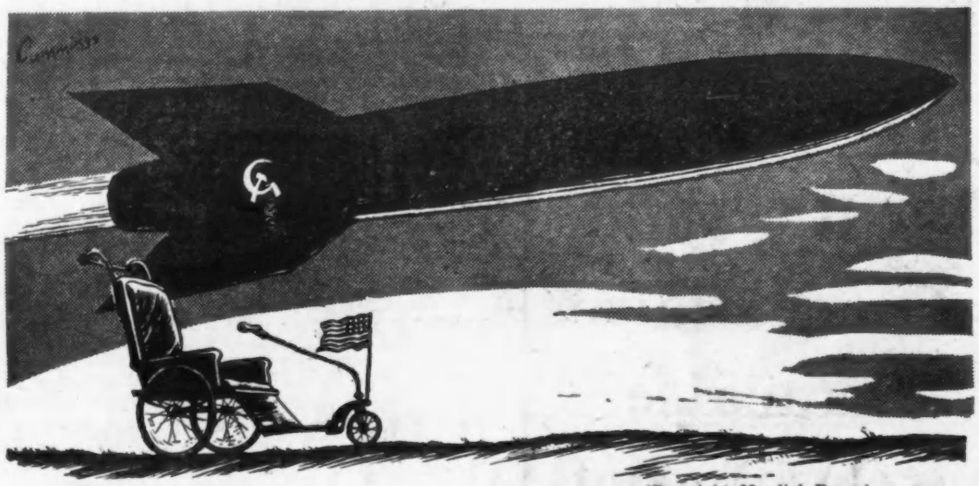
Seconde innovation : les 50 % versés par les membres du Cartel ne portent que sur les bénéfices réalisés lors de la vente du pétrole brut. Les 56 % offerts par les Japonais portent également sur les bénéfices des transporteurs, raffineurs et distributeurs de produits pétroliers. Or ces bénéfices sont plusieurs fois plus élevés que ceux résultant de la vente du brut. En fait, les Japonais offrent ainsi des royalties deux à trois fois plus fortes que le Cartel.

Troisième innovation : au sein de la nouvelle compagnie nippo-arabe, les Séoudiens détiendront un tiers des postes du conseil d'administration et la moitié des postes de la commission d'investissements. Jusqu'à présent aucun droit de représentation n'a jamais été consenti aux gouvernements arabes par les compagnies du Cartel.

Dès la ratification de l'accord, l'Irak sera en droit de revendiquer des avantages égaux à ceux consentis par les Japonais.

LE DESSIN LE PLUS CRUEL DE L'ANNEE

(« Daily Express » - Conservateur - Londres.)



La course. (Copyright Mondial Press.)

SOLEIL ET NEIGE
pour les Fêtes de fin d'Année !

VOYAGES DE PROPAGANDE A PRIX TRES REDUITS

Jours		Prix depuis
8	LA COTE D'AZUR et la RIVIERA ITALIENNE	18.500
8	NOEL et le NOUVEL AN A ROME	24.900
	L'ITALIE en 8 JOURS	33.900
	et	
14	LE PORTUGAL avec NUIT DE NOEL à Saint-Jacques-de-Compostelle (de Bayonne à Bayonne)	67.825

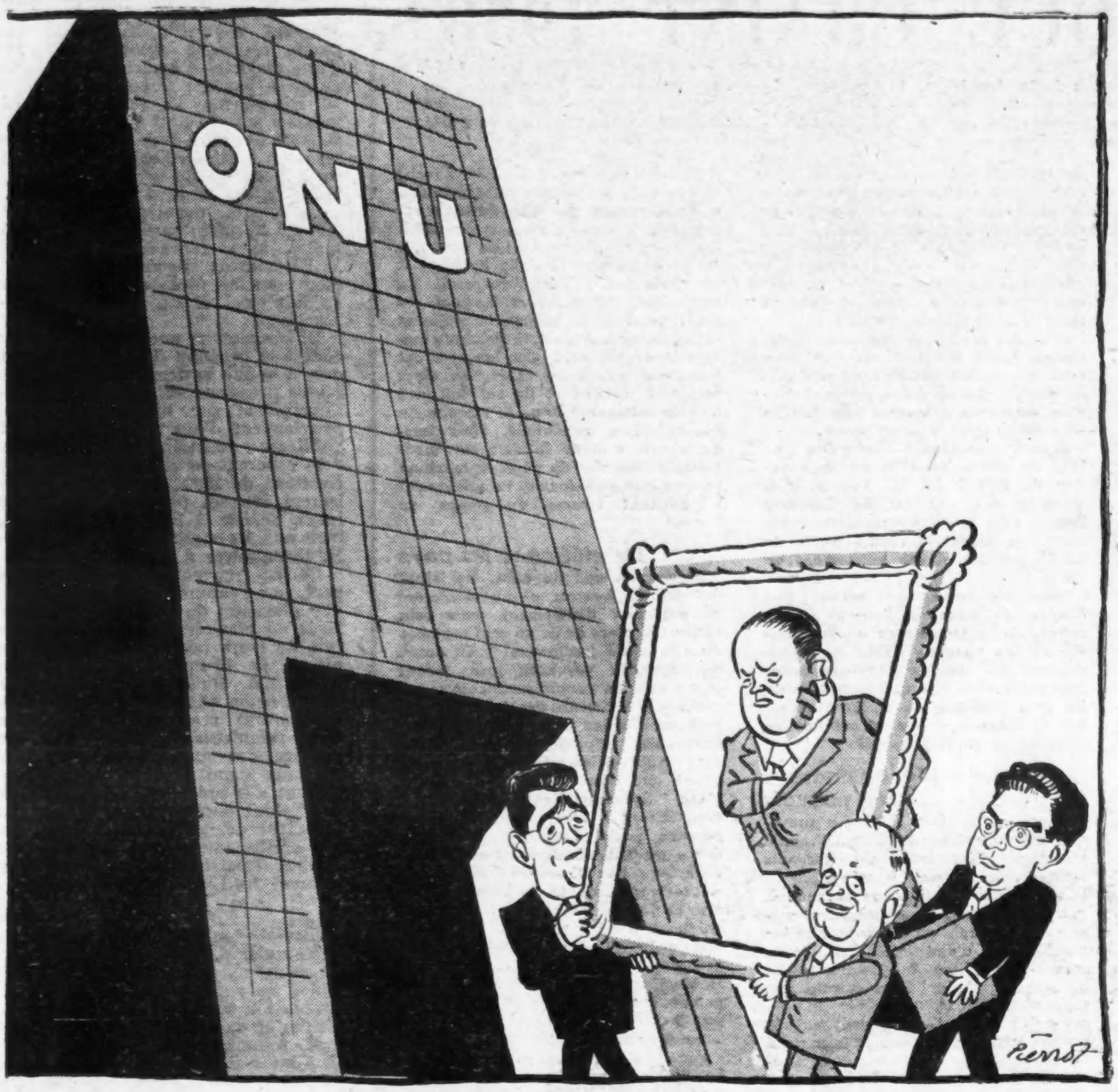
SPORTS DE NEIGE EN EUROPE
Séjours dans les **80 Stations** les plus en vogue
FRANCE-ITALIE
FRANCE-AUTRICHE
Départs par trains spéciaux les 21, 22, 23 déc. Retours les 2 et 3 janvier
Prix depuis .... 15.200 francs

ET VOUS POUVEZ AUSSI FETER JOYEUSEMENT NOEL ET LA SAINT-SYLVESTRE DANS LES 15 REVEILLONS-SURPRISES QUI REVELERONT CETTE ANNEE DES NOUVEAUTES INEDITES

COMPAGNIE FRANÇAISE DE TOURISME
14, BOULEVARD DE LA MADELEINE - OPE. 97-93
Ouvert de 9 à 21 heures, même dimanche

Jean Été
BIJOUTIER - ORFÈVRE - HORLOGER
DE PÈRE EN FILS DEPUIS 1852

Cadeaux sélectionnés
Cadeaux de bon ton
Cadeaux de qualité
Cadeaux précieux
spécialiste de la bague
de 3.000 frs à 2.000.000 de frs
85, av. du Général Leclerc, Paris



LE DESSIN DE PIERROT

UNE TACHE TROP LOURDE

par ANEURIN BEVAN

M. Aneurin Bevan, qui dirigera la diplomatie britannique quand le parti travailliste reviendra au pouvoir, se prépare activement aux tâches qui l'attendent. Après s'être rendu en Asie puis en U.R.S.S., il vient d'effectuer un séjour en Amérique.

ANEURIN BEVAN

IL y a quelques semaines, j'ai passé près d'une heure avec le président Eisenhower dans son bureau de la Maison-Blanche, à Washington. En le quittant, j'ai déclaré aux journalistes qu'il m'avait paru en bonne forme.

En disant cela, cependant, je faisais quelques restrictions mentales. J'avais été frappé, en effet, par une certaine « transparence » du président, par une absence de vitalité évidemment compréhensible chez un homme qui avait été si durement frappé par la maladie.

Mais je ne pouvais m'empêcher de regretter que l'état de santé du président retienne à ce point l'attention des Américains. Le problème qui se pose à eux n'est pas celui de l'aptitude d'Eisenhower à assumer ses fonctions. Il est beaucoup plus important que cela.

Un géant n'y suffirait pas

La véritable question est la suivante : existe-t-il un homme qui soit capable d'assumer correctement les charges de la présidence des Etats-Unis ? La réponse est non, et plus tôt les Américains s'en apercevront, mieux cela vaudra pour eux et pour le reste du monde.

Le président doit cumuler trois sortes de fonctions :

— celles de chef d'Etat (avec les pertes de temps qu'elles impliquent en cérémonies officielles) ;

— celles d'inspirateur de la politique nationale, intérieure et extérieure ;

— celles de directeur de l'exécutif et de commandant en chef des forces armées.

Il suffit d'énumérer ces charges pour comprendre qu'aucun homme, fût-il un géant physique et intellectuel, ne pourrait les assumer convenablement à lui seul.

Il y a peu de chances, cependant, pour que les Américains s'attaquent aux délicats problèmes que poserait la révision de la Constitution dans ses paragraphes relatifs aux pouvoirs et aux charges du président.

Si l'avenir du peuple américain était seul en cause, nous pourrions nous désintéresser de ce problème. Mais il nous concerne directement dans la mesure où nous sommes liés aux Etats-Unis par une alliance d'un caractère fondamental.

Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les bombardiers américains tournent dans le ciel de notre pays, montant la garde contre une éventuelle attaque de l'U.R.S.S. On nous apprend aujourd'hui qu'ils transportent des bombes à hydrogène.

Nous ne devons jamais oublier qu'il s'agit là d'armes sans rémission. Il est dramatiquement certain que si l'une ou l'autre des deux grandes puissances lance une de ses bombes sur son adversaire, la troisième guerre mondiale sera déclenchée. Et les savants nous ont déjà avertis de ce qu'elle serait.

La guerre « par erreur »

Ce dont nous devons nous protéger, par conséquent, c'est d'une erreur de transmission, d'une mauvaise interprétation d'un ordre, d'une défaillance humaine qui suffirait à déclencher la guerre mondiale.

A cette fin, les puissances occidentales devraient s'engager : premièrement, à ne pas embarquer de bombes H sur les appareils effectuant de simples patrouilles ; deuxièmement, à ne jamais faire décoller des appareils porteurs de bombes H d'une base quelconque sans l'accord de tous les pays de l'alliance.

Aucune nation ne doit, en effet, avoir le droit de prendre seule une décision qui entraînerait inévitablement la destruction des autres nations. Cette considération est également valable dans le cas des fusées balistiques intercontinentales.

Certains diront que l'adoption de telles garanties empêcherait une riposte immédiate en cas d'attaque russe. Je répondrai que la rapidité des moyens de communication modernes écarte un tel danger.

Il est déjà tragique que l'espèce humaine soit en mesure de s'anéantir elle-même délibérément. Il serait d'un grotesque atroce qu'une telle calamité puisse être provoquée « par erreur ».

A. B.

O. N. U.

Un conciliabule secret à New York

● ***Dans l'atmosphère américaine de l'O.N.U. M. Christian Pineau a trouvé tout naturel de négocier avec deux « amis ». Paris était loin...***

DEPUIS le vote par le Parlement français d'une loi-cadre pour l'Algérie M. Christian Pineau respire. A Washington et à New York il se montre en grande forme. Il accepte toutes les invitations et, plusieurs fois par jour, il adresse au président du Conseil les témoignages de son optimisme.

Tout, assure-t-il, se déroule comme il l'avait souhaité. Successivement, les Anglais, les Italiens et les Espagnols, sont venus devant la Commission politique des Nations Unies, apporter leur soutien aux positions françaises. Chacun a déclaré voir dans la loi-cadre une preuve de la bonne volonté française et un effort dans le sens d'un règlement du conflit algérien. Quant aux Américains ils seraient, selon M. Pineau, surtout sensibles à la stabilité ministérielle que le vote de la loi-cadre a sauvegardée en France.

Les ombres

Sans doute y a-t-il quelques ombres au tableau. Par exemple, tout le monde était prévenu contre le délégué syrien aux Nations Unies. Cette prévention a été justifiée par les outrances inutiles de son discours ; mais lorsque ce délégué a adjuré les Etats-Unis de *« ne pas perdre l'Occident en voulant sauver l'Algérie française »* il a été écouté avec attention.

Il y a aussi ce fait que M. Nixon est devenu le vrai président des Etats-Unis. Et les délégués arabes disent à qui veut les entendre dans les couloirs de l'O.N.U. que M. Nixon au cours de son récent périple africain leur avait confié son admiration pour les chefs de la Tunisie et du Maroc. Et cette admiration est militante : à Washington, on en sent les effets. La nouvelle politique américaine pour le monde arabe sera axée sur l'Afrique du Nord, cela est devenu incontestable.

Or, précisément, les Tunisiens et les Marocains se sont distingués aux Etats-Unis cette année. Non seulement le roi Mohammed V connaît un succès de prestige sans précédent, mais les interventions de M. Balafrej, ministre des Affaires étrangères du Maroc, et de M. Mongi Slim, ambassadeur de Tunisie aux U.S.A., sont louées dans la presse américaine pour leur modération et leur efficacité — qualités qu'on oppose aux imprécations des hommes du Moyen-Orient arabe.

Aussi M. Christian Pineau a-t-il décidé de jouer, au-delà de l'O.N.U., désormais inoffensive, une partie très serrée. Trop serrée peut-être, puisqu'elle vient de le contraindre à un pénible démenti.

Contre-proposition

Samedi dernier, le ministre français des Affaires étrangères acceptait une invitation du chef de la délégation iranienne, président de la Commission politique de l'O.N.U., qui réunissait M. Balafrej, M. Mongi Slim et le délégué du Pérou. L'idée de cette réunion était d'examiner un compromis que le Pérou aurait la charge de présenter à la Commission politique des Nations Unies et qui aurait consisté dans une reconsidération de l'offre tuniso-marocaine de « bons offices ».

M. Pineau déclarait qu'il était absurde de penser que la France refusait à la légère l'aide de pays amis, mais qu'il fallait bien s'entendre sur la forme de cette aide. M. Mongi Slim n'avait-il pas lui-même reconnu la veille que *« la Tunisie n'était pas neutre »* dans l'affaire algérienne ? Dans le communiqué de Rabat, le terme de « souveraineté » ne préjugeait-il pas le résultat des négociations ? Mais sur le fond même de la question il n'était que de se reporter au discours de M. Gaillard, et à l'interpellation à la Chambre du président du groupe socialiste pour se rendre compte que la France accepterait la collaboration tuniso-marocaine pour un cessez-le-feu en Algérie *et même pour l'organisation d'élections libres.*

M. Christian Pineau savait bien

→

L'AMÉRIQUE CRAINT 1958

Les Cahiers de la République (1) ***publient dans leur numéro de fin d'année une analyse de l'économie américaine. Son auteur est un homme d'affaires français dont l'entreprise a de nombreux intérêts aux Etats-Unis.*** **L'Express** ***donne ici d'importants extraits de cette analyse :***

OCTOBRE-NOVEMBRE semblent être les mois de prédilection pour les diagnostics économiques, notamment aux Etats-Unis. C'est à ce moment, en effet, que les dirigeants de l'industrie américaine étudient leurs budgets et prennent les décisions qui vont gouverner leurs entreprises pour 1958 et une bonne part de 1959. Après cela, les jeux sont faits et ils peuvent aller chercher le soleil en Floride.

Cette année, les prévisions de la majorité des industriels pour les chiffres d'affaires de 1958 sont au maximum égales ou légèrement inférieures à 1957. Les marges de profit se resserreront et les bénéfices diminueront donc proportionnellement davantage. Dans l'ensemble de l'industrie, les budgets d'investissement seront nettement inférieurs à ceux de 1956 et 1957. L'ordre de grandeur de la diminution doit être de 10 à 20 %.

Trois signes inquiétants

Le seul fait que tous ces hommes, chacun dans son secteur, établissent des chiffres en baisse, a déjà entraîné, par une sorte de prémonition, une mévente sérieuse dans l'industrie des machines-outils. Il n'est pas contestable que les deux mamelles de l'incroyable prospérité américaine des douze dernières années ont été l'automobile et la construction de maisons, fondations des deux industries-clefs de l'acier et du pétrole. Or les aciéries ne travaillent qu'à 80 % de leur capacité et les puits de pétrole du Texas ne produisent que treize jours par mois.

Sommes-nous en présence d'une nouvelle période d'ajustement dans un cycle de croissance et d'expansion ou est-ce le début d'une crise plus sérieuse parce que le début d'un changement plus durable du cycle ?

Trois ordres de phénomènes inconnus en 1949 et 1953 ne portent pas à l'optimisme : la baisse brutale de Wall Street, la hausse du loyer de l'argent et la présence des Républicains au pouvoir jusqu'en 1960.

La récente baisse de Wall Street est d'un autre ordre que celles de 1946 ou 1949. Le volume des transactions, la brutalité des secousses successives, le désir panique des professionnels d'échanger sans discrimination leur papier contre du « cash », tout cela n'avait pas été connu de toute une génération, la nôtre. Il faut en effet avoir 60 ans pour conserver dans sa chair le traumatisme de 1929.

Tous les lundis, la Trésorerie américaine place des bons à trois mois pour un nombre variable de milliards de dollars. Le taux auquel la Trésorerie emprunte détermine en fait le taux de l'argent à court terme.

Depuis Roosevelt, c'est-à-dire de 1932 au début de 1954, ce taux variait de 0.75 à 1.5 %. Depuis 1954, le taux des « 3 months Treasury Bills » s'est tendu de manière continue. Il a atteint le chiffre record de 4.2 % cet été et est aujourd'hui de 3.4 %.

Tous les keynesiens savent l'influence du loyer de l'argent sur le rythme de l'expansion en régime capitaliste. Les banques d'Etat en Russie donnent des intérêts créditeurs variables mais elles prêtent aux industriels au taux uniforme de 2 %. Ce n'est pas si différent de ce qu'ont fait les Démocrates de 1932 à 1952.

Le « big business » au pouvoir

Même au sommet du boom provoqué par la guerre de Corée, Truman tempêtait dans tous ses discours contre l'inflation mais il se gardait de laisser monter le taux de l'argent. Il y a à cet égard un changement majeur depuis trois ans, l'administration républicaine ayant laissé monter ce taux pour réduire la demande. Ce changement de politique affecte non seulement les industries et la demande en biens d'équipement mais la construction des maisons et le marché des hypothèques, les ventes à tempérament et le crédit à la consommation. Toute l'économie américaine est touchée. Cela ne suffit pas, en soi, à provoquer une crise tant que le public a confiance, mais cela replace l'économie américaine dans le cycle classique libéral.

Ce n'est pas tout à fait par hasard que le taux de l'argent a recommencé à fluctuer sous une administration républicaine, après vingt ans de stabilité. Les Républicains ont en effet mis au gouvernement le « big business », les chefs des grandes entreprises. En particulier, Humphrey et Burgess, représentants de la grande industrie et de la banque, dirigent la politique monétaire depuis 1952. Ces hommes ont beaucoup appris au cours des vingt dernières années et ils ont fait des progrès immenses dans la science de l'organisation industrielle. Mais lorsqu'ils sont enlevés à leurs responsabilités et chargés de gérer la machine économique américaine, ils raisonnent et pensent comme du temps de Hoover.

La méfiance du pays

Certes, en cas de crise, ils feront des grands travaux et augmenteront les dépenses d'armement, mais cela suffira-t-il, alors qu'ils se sont replacés dans le cycle traditionnel ? En outre, les éléments psychologiques jouent contre eux. Le peuple américain a fait confiance à Eisenhower pour faire la paix en Corée ; il ne fera pas confiance aux Républicains pour lutter avec la foi et les moyens nécessaires contre une crise.

Les Spoutniki changent-ils ces perspectives ? L'administration républicaine parle d'accroître le budget des « guided missiles » d'un milliard de dollars. Les Démocrates demandent de réviser toute la politique défensive et de porter les augmentations de crédits à 3 ou 4 milliards de dollars. Mais pour que les dépenses du gouvernement soutiennent efficacement le circuit monétaire et réamorcent la pompe, il est sûr qu'un milliard ne fait pas le poids, et il n'est pas sûr que 3 ou 4 milliards suffisent.

Pour l'Amérique, en cet automne de Spoutnik, le problème grave est de savoir si l'administration républicaine empêchera la déflation de s'installer.

(1) Le sommaire de ce numéro des « Cahiers », qui sera en vente cette semaine, est indiqué en p. 2.

→

qu'il toucherait ses interlocuteurs en tenant pareil langage. Le matin même il s'était entretenu seul avec M. Balafrej pour lequel il a une estime particulière. Le Quai d'Orsay ne dissimule pas d'ailleurs en ce moment un penchant pour le Maroc, dont il sait jouer à l'occasion. Or M. Balafrej lui avait déclaré :

> *« Le communiqué Mohammed V-Bourguiba n'est pas intangible ; le F.L.N. n'est pas nécessairement le seul interlocuteur possible. Le mot « souveraineté du peuple algérien » vous choque ? D'autres peuvent être trouvés. Nous vous avons proposé nos bons offices. Cela ne signifie pas que nous voulions nous immiscer dans la négociation. Notre seul objectif est de vous mettre enfin en rapport avec vos adversaires. »*

C'était là évidemment une déclaration de portée considérable. En fait, M. Christian Pineau savait bien qu'elle répondait habilement à toutes les objections de M. Gaillard et aux siennes propres, contre la proposition tuniso-marocaine. Les deux hommes convinrent de se revoir, mais le contenu de leur conversation devait être révélé par M. Michael James, correspondant du *New York Times* aux Nations Unies. Ce dernier assurait qu'une entente franco-tuniso-marocaine était sur le point d'aboutir.

Remise en question ?

M. Mongi Slim développa tous les thèmes de son discours à l'O.N.U. : Est-ce que la France avait eu besoin d'élections pour traiter avec la Tunisie et le Maroc ? En demandant le préalable du cessez-le-feu avant les négociations au moment même où le F.L.N. abandonnait le préalable de l'indépendance, est-ce que ce n'était pas la France qui faisait preuve d'une déroutante intransigeance ?

Cependant que M. Balafrej faisait observer qu'il y avait une contradiction essentielle entre le premier article de la loi-cadre et un important passage du discours de M. Pineau. Le premier article déclare que *« l'Algérie fait partie intégrante de la République française »*. Or, M. Pineau devait le plus clair de son succès à la démonstration du caractère « évolutif » de la loi-cadre. Celle-ci, assura-t-il, prévoit le mécanisme d'évolution des institutions algériennes en sorte qu'il n'est pas question d'un statut octroyé. *« Une libre discussion pourra s'instaurer entre la France et les représentants valablement désignés des populations algériennes sur le contenu même de leurs institutions. »* Or, remarquait M. Balafrej, si l'on prévoit qu'il y aura discussion sur les institutions, pourquoi décider au départ qu'il y a intégration dans la République ?

C'était une objection importante et que M. Pineau avait souvent entendue de la part de ses interlocuteurs américains. La motivation essentielle en relève, il le savait, de simples nécessités de politique intérieure. Mais devant les Tunisiens et les Marocains, selon un journaliste anglais, M. Pineau déclara :

> *« Les représentants élus du peuple algérien seront libres de remettre en question cette intégration même. »*

C'était évidemment un pas important.

Si important que lorsque l'article du *New York Times* fut connu à Paris, il provoqua les réactions immédiates de la présidence du Conseil et M. Christian Pineau démentit, officiellement, avoir jamais songé à une négociation tripartite quelconque...

J. D.

Albert Ducrocq vient de terminer pour les éditions Julliard, un ouvrage scientifique dans lequel il étudie tous les aspects présents et futurs de la conquête de l'espace :

LA ROUTE DU COSMOS (1)

« L'Express » publiera, en exclusivité, de larges extraits de ce document dans un prochain numéro.

(1) « La Route du Cosmos » paraît en librairie cette semaine.

ÉTATS-UNIS

Le conseil de régence

● ***En l'absence du Président Eisenhower, qui gouverne à Washington ?***

« NOUS avons le choix entre le président Nixon et pas de président du tout. Dans l'intérêt du pays, de ceux qui l'aiment, et pour son propre bien, le président devrait démissionner. Il honorerait ainsi sa promesse. »

Ces lignes du *New York Post*, organe démocrate qui a pourtant violemment combattu M. Nixon l'an passé, résument crûment l'opinion d'une majorité d'Américains. La promesse à laquelle il est fait allusion, M. Eisenhower l'a faite solennellement, il y a dix-huit mois : « La présidence des Etats-Unis, dit-il alors, ne sera pas négligée. Lorsque je me sentirai incapable de m'acquitter de ma tâche, je disparaîtrai de la scène ».

La semaine dernière, pourtant, interrogé au sujet d'une démission éventuelle, le secrétaire de presse de M. Eisenhower répondit : « Le président vous fait dire que cette question l'a fait rire. Il n'a pas eu d'autre réaction ».

M. Eisenhower aurait peut-être déjà cédé à la pression de l'opinion publique et donné sa démission si de puissantes pressions en sens contraire ne s'exerçaient sur lui. Ces pressions proviennent d'une part du parti républicain : au moins trois de ses leaders espèrent courir leur chance aux élections de 1960. Or, ils seront fatalement éclipsés par M. Nixon si celui-ci accède à la présidence pour trois ans. Ils engagent en conséquence M. Eisenhower à rester.

Ils se trouvent appuyés, d'autre part, par l'entourage du président et par plusieurs de ses ministres. L'arrivée au pouvoir de M. Nixon priverait de leurs postes bon nombre de piliers de l'administration Eisenhower : MM. Dulles (Affaires étrangères), Benson (Agriculture) et Folsom (Education) seraient presque sûrement remplacés, de même que bon nombre des vingt et un « adjoints spéciaux » qui, officiellement, « conseillent » le président, mais, pratiquement, font leur propre politique. Le principal de ces adjoints, celui qui les coiffe tous, c'est M. Sherman Adams. Il passe pour l'homme le plus influent des Etats-Unis.

« O. K./S. A »

Glacial, toujours débordé et l'air impassible, M. Adams assiste à toutes les réunions du Cabinet et préside toutes les conférences de travail. A l'exception de M. Dulles, tous les ministres et conseillers rendent compte à M. Adams, et non au président. M. Adams arbitre leurs conflits et ne saisit le président d'un problème que lorsqu'il a déjà fait l'objet d'une décision de principe. Les débats, souvent agités, entre les hommes les mieux informés d'Amérique, ne parviennent au président que sous forme de « memos », longs d'un feuillet dactylographié au plus. Ces memos sommaires informent le président de la décision de principe proposée par M. Adams au nom de la majorité des ministres et conseillers. Ils passent nécessairement sous silence les décisions alternatives, défendues par une minorité et rejetées en cours de discussion par l'arbitrage de M. Adams. A une exception près, M. Eisenhower a toujours contresigné les memos revêtus du « O.K/S.A. » de M. Sherman Adams. Mais cette méthode de travail expéditive fait que le président ne connaît jamais qu'une seule face d'un problème complexe : celle que lui présente M. Adams.

On sait depuis peu, par exemple, que M. Adams n'a jamais jugé bon d'informer le président d'un rapport du général Norstad (commandant suprême de l'O.T.A.N.), insistant sur l'imminence du lancement d'un « spoutnik » russe et faisant grand cas de la portée psychologique de cet exploit. La raison de la discrétion de M. Adams s'est révélée depuis : le lendemain du spoutnik, il déclara que le satellite russe était *« un simple hochet scientifique »*. M. Eisenhower lui fit écho en déclarant le même jour : *« Le satellite russe ne me cause pas l'ombre d'une inquiétude »*.

Une solution boiteuse

Lors des précédentes maladies de M. Eisenhower, c'est M. Adams qui le remplaça en fait. M. Nixon, estimant que son heure n'était pas venue, s'effaça ostensiblement. Cette fois-ci, il en va autrement : les pouvoirs du président sont en fait assumés par un « conseil de régence » composé de trois hommes : MM. Adams, Dulles et Nixon.

Il est évident, pourtant, comme le souligne Walter Lippmann, que ce genre d'administration collégiale *« ne peut fonctionner que lorsque aucune décision urgente ne s'impose. Mais ce système est totalement incapable de formuler des politiques nouvelles et de répondre aux exigences de la période critique que nous traversons »*.

M. Eisenhower en est conscient ; aussi, songe-t-il à déléguer ses pou-

voirs, pour une période indéterminée, au vice-président Nixon, quitte à reprendre ses fonctions lorsque les médecins l'y autoriseront. Cette solution, pourtant, n'est pas moins boiteuse que la direction collégiale. En tant que président temporaire, M. Nixon ne jouira jamais de l'autorité nécessaire pour imposer une nouvelle politique aux bureaucraties de la Maison-Blanche et du Département d'Etat et aux puissants lobbies des grands intérêts. Les hommes mis en place par M. Eisenhower résisteront au vice-président, dans l'espoir qu' « Ike », une fois guéri, leur donnera raison.

Aucun Président des Etats-Unis n'a jamais démissionné. Pourtant, seule la démission de M. Eisenhower peut permettre à son remplaçant de gouverner efficacement.

MICHEL BOSQUET.

U.R.S.S.

Les musulmans soviétiques sont-ils colonisés ?

● ***Les Russes, eux aussi, ont eu leur « problème algérien » et ils n'ont pas fini de le résoudre.***

Nous donnons ici les principales thèses que Vincent Monteil, l'un des meilleurs spécialistes français des problèmes de l'Islam, expose dans son livre Les Musulmans soviétiques (1).

ILS sont sans doute près de trente millions de musulmans en U.R.S.S. et nous les connaissons depuis longtemps. Montesquieu nous a présenté les Uzbeks et Gobineau les Turcomans. Le général Dourakine nous a ouvert la vieille Russie et nous avons échappé aux Kirghizes avec Michel Strogoff... Ils étaient déjà musulmans, s'ils n'étaient pas encore soviétiques.

Comme les Américains vers le Far-West, les Russes ont marché tout au long de leur histoire vers le Sud et l'Est. Kazan tombe en 1552. Les Turcs sont chassés de Crimée en 1783. Le Caucase est atteint au début du XIXe siècle. Entre 1847 et 1881, au moment même où la France s'installe en Algérie, les armées du tsar s'emparent du Turkestan... Chaque conquête est l'occasion d'une véritable « colonisation de peuplement ». Les Bashkirs, les montagnards du Caucase, les Tatars de Crimée sont chassés de leurs meilleures terres au profit des Cosaques et des colons russes libérés du servage.

« Pacification » et « ralliements »

Les premières années de la révolution socialiste n'améliorent pas la situation des minorités musulmanes: les colons russes font front commun avec les bolcheviks contre les indigènes, et Lénine doit reconquérir les « marches de l'empire ».

Les Bashkirs, au nom de l'indépendance, se révoltent et fondent une « république ». Les musulmans du Turkestan créent un gouvernement « nationaliste » : il est déclaré « contre-révolutionnaire ». C'est là que se développe la grande insurrection musulmane connue sous le nom de « Mouvement Basmatchevo »...

Tout comme *fellagha*, *basmatchi* signifie brigand, coupeur de routes. Et les Soviétiques, de 1918 à 1928, se trouvent devant une situation « algérienne ». Un homme domine l'insurrection : Enver Pacha, ancien officier turc, qui signe modestement : *« Commandant en chef de toutes les armées musulmanes, gendre du khalife et représentant du Prophète. »*

L'armée rouge, appuyée par l'aviation et les chars, lance des opérations de grande envergure... qui ne donnent rien. Les effectifs russes sont de loin supérieurs, mais ils ont à combattre « un ennemi entièrement nouveau : les basmatchi sont insaisissables et se dissolvent parmi les populations ».

En février 1920, les Russes mettent au point une véritable politique de pacification en provoquant des « ralliements » temporaires et en organisant des détachements de « basmatchi soviétiques »...

La mort d'Enver Pacha, tué dans une embuscade, et de larges concessions politiques, économiques et sociales ont finalement raison des rebelles, mais leur mouvement reflambera en 1930 pour s'opposer aux mesures de collectivisation forcée...

Le pouvoir soviétique central à ses débuts alterne habilement, dans toutes ses possessions musulmanes, répression et concessions. Il lui faut lutter contre ses ressortissants européens (qui prétendent utiliser le régime naissant à leur profit exclusif, transformant la « dictature du prolétariat » en un « néo-colonialisme prolétarien »), tout en se servant d'eux contre les tendances séparatistes des nationalistes musulmans.

Il lui faut en même temps renforcer son contrôle sur de vastes territoires que guette l'anarchie et justifier les principes théoriques du droit à l'autodétermination des entités nationales... Et c'est ainsi que le système fédéral, force « centrifuge » sous les tsars, devient un lien « centripète » au moment où l'empire s'effrite...

Aujourd'hui, les présidents du Conseil des républiques « musulmanes » sont musulmans, mais ils sont toujours doublés par un premier vice-président russe. Les conseils des ministres ont une forte majorité musulmane, mais les postes-clés sont généralement réservés aux Russes. Ainsi le directeur de la Sûreté d'Etat est toujours Russe, ainsi que la majorité des officiers de l'armée rouge stationnée sur ces territoires.

Pourtant, ces républiques existent, et les « nationaux » participent à la gestion de leurs affaires.

Les directives communistes allient socialisation et russification. Le russe devient langue scolaire obligatoire, tout au moins dans l'enseignement secondaire et supérieur. L'alphabet arabe est supprimé : il est « aristocrato-médiéval ». Les langues nationales s'écriront en caractères cyrilliques. Les cultures nationales, l'histoire sont révisées. Un écrivain tâdjik du XIIe siècle se transforme de « grand progressiste » en « porte-parole du clergé réactionnaire ». L'Avesta, la Légende kirghize de Manas sont décrétés contre-révolutionnaires.

NÉGOCIATIONS ENTRE LES BOLCHEVIKS ET LES BASMATCHI
Des interlocuteurs valables pour Staline

Un communisme pan-islamique

Aujourd'hui, cependant, la Russie semble s'orienter vers de nouvelles voies. Le danger de voir s'unir les musulmans en un vaste Etat « turk » unifié et indépendant — ce que l'on appelait le courant « pan-touraniste » — est maintenant écarté. La régression de l'Islam, de l'arabe, des traditions orientales, ainsi que les progrès de la socialisation dans de multiples républiques et le resserrement des liens concrets avec Moscou laissent aux dirigeants russes une plus grande liberté de manœuvre. Ceux-ci songeraient-ils à revenir aux théories de Sultan Galiev ? Qui était ce dernier ? Un musulman tatar de Kazan, proche collaborateur de Staline au Commissariat aux nationalités, épuré en 1923 et exécuté en 1937.

Rêvant d'un communisme « pan-islamique », voire « pan-asiatique », Sultan Galiev se fit le théoricien de la révolution dans les pays colonisés et prétendit que la grande chance du socialisme se trouvait en Orient : « *Le communisme,* écrivait-il en 1919, *a commis une erreur stratégique grave en s'occupant en priorité du mouvement révolutionnaire en Europe occidentale, oubliant que le point faible du monde capitaliste est l'Orient.*

Galiev allait plus loin encore. Selon lui, les marxistes classiques étaient incapables de concevoir une révolution qui n'aurait pas le cadre d'une société industrialisée. Il faut créer, disait-il, une Internationale coloniale, totalement indépendante du Komintern : *« Le triomphe de la révolution en Europe signifierait seulement pour les colonisés l'accession au pouvoir d'un nouveau maître... »*

Quel est le plan pratique de Galiev ? Il l'indique clairement : *« Création d'un Etat communiste musulman de Russie, sur la moyenne Volga. Inclusion dans cet Etat de tous les peuples turcs d'abord, puis de tous les musulmans de Russie. Propagation du communisme en Orient par ces musulmans. »*

Galiev luttait au grand jour dans le parti bolchevik, s'efforçant de faire adopter officiellement son programme. Il échoua. A sa demande d'autonomie culturelle pour les musulmans de Russie, Staline répondit qu'il s'agissait là *« d'une invention contre-révolutionnaire destinée à aggraver la haine raciale entre les peuples ».* On l'arrêta sous l'accusation *« d'empêcher les colonies de se libérer du joug impérialiste » !* Après lui, les chefs communistes nationaux se bornèrent à réclamer une plus grande autonomie des Soviets de République à l'égard de Moscou et la priorité aux cadres « indigènes ».

A cheval sur un tigre

« Montrez à tout l'Orient, disait déjà Staline aux communistes tâdjiks, *ce que nous avons fait ».* Ce rôle redevient plus que jamais celui de toutes les républiques musulmanes, et la *Pravda* exhumait récemment une note de Lénine datant de 1922 : *« Ce serait un opportunisme sans excuse qu'à la veille de l'essor de l'Orient, nous ruinions notre prestige à ses yeux par la moindre violence envers nos allogènes. »*

Les persécutions sanglantes semblent aujourd'hui révolues (2), mais les musulmans soviétiques demeurent, selon l'expression vietnamienne, *« à cheval sur un tigre ».* Assimilation, indépendance ? Le dilemme est là.

Les colonies européennes qui cohabitent dans les républiques musulmanes, loin de vouloir se fondre à elles, souhaitent les assimiler. Les musulmans considèrent, quant à eux, qu'ils sont pourvus d'une culture nationale et de cadres suffisants pour se passer de leurs mentors. Ce qui fait que plus ils deviendront communistes, plus ils voudront en un sens être seuls: on a l'impression que les progrès du marxisme auprès des minorités musulmanes ne peuvent qu'encourager et qu'accroître, pour ces dernières, le désir d'obtenir leur indépendance.

(1) Editions du Seuil. 192 pp. 650 fr. 10 planches, 5 cartes.

(2) Bagirov, musulman de Bakou et premier secrétaire depuis vingt ans du parti communiste de l'Azerbaïdjan, a pourtant été exécuté en avril 1956.

jack Romoli
EXCLUSIVITÉS MASCULINES
PARIS
PARDESSUS ET AUTO-COATS
IMPORTATION ANGLAISE ET ITALIENNE
38-40, avenue Victor-Hugo
POL. 36-72

LES AMATEURS AVISÉS...
... profitent des ANCIENS STOCKS DE TAPIS PERSANS garantis d'origine des Galeries Barbès 55, Bd. Barbès, Paris, qui ne subissent pas l'augmentation récente du cours des devises et des droits de douane. Plus que jamais, LE TAPIS PERSAN EST UN MERVEILLEUX PLACEMENT, surtout quand il est acheté aux Galeries Barbès à prix de propagande.
Magasins ouverts le lundi

UNIVERSITÉ

« Maurice Audin est-il là ? »

« *MAURICE AUDIN est-il là ? Non ? Dans ces conditions, conformément aux instructions de M. le doyen de la Faculté des sciences, la soutenance de thèse va avoir lieu. Je donne la parole à M. de Possel, qui a dirigé les travaux de M. Audin.* »

Ainsi a débuté lundi dernier, à 10 h. 30, à la Sorbonne, l'un des cours de mathématiques les plus extraordinaires qui aient jamais été donnés à Paris.

La femme et la mère de Maurice Audin a la Sorbonne
Une minute de silence
(Charpentier.)

Arrêté le 11 juin dernier à Alger par les parachutistes et considéré depuis comme « disparu », Maurice Audin a été régulièrement convoqué par la Faculté pour soutenir, dans les délais réguliers, sa thèse de docteur ès sciences.

Lorsque ses amis eurent l'idée de le remplacer au cours de cette soutenance, le ministère de l'Education nationale ne s'y opposa pas. Il déconseilla.

Le doyen de la Faculté des sciences persista. La Faculté, unanime, décida que la soutenance aurait lieu et que le directeur de thèse de Maurice Audin pourrait présenter les deux travaux du jeune mathématicien de vingt-cinq ans disparu : « *Equations linéaires dans un espace vectoriel* » et « *Cycles limites dans les systèmes différentiels* ».

Etaient présents, parmi trois cents personnes silencieuses, l'épouse, la mère et le père de Maurice Audin, François Mauriac (*voir le « Bloc-Notes », page* 44), Etiemble, les professeurs Massignon, Lichnerowicz, Chatelet, Meyer, Duverger, MM. Francisque Gay, Edouard Depreux, Châtelain, Marceau Pivert, Louis Vallon.

Et M. de Possel se mit à couvrir le tableau noir du plus grand amphithéâtre de la Faculté des sciences, de signes accessibles aux seuls initiés, sous le regard impassible du jury, présidé par M. Favart et composé de MM. Schwartz et Dixmier.

Après une courte délibération, le président du jury prit la parole pour rendre hommage à l'importance des travaux de Maurice Audin, exposés par M. de Possel, et ajouta :

« *Le doyen de la Faculté veut apporter son témoignage à Mme Maurice Audin et à M. et Mme Audin, ses parents, qui sont ici présents. A l'unanimité, le jury décide que le doctorat ès sciences mathématiques est accordé à M. Maurice Audin.* »

Un frisson parcourut l'assistance.

« *N'applaudissez pas,* demanda le professeur Favart. *Je vous demande d'observer seulement une minute de silence.* »

L'Université française venait, à sa manière, avec une ferme dignité, de se substituer à la défaillante Commission de sauvegarde des libertés et droits individuels.

MÉDECINE

Voir et entendre « par le cerveau »

LE docteur Button, de Los Angeles, est parvenu, il y a quelques semaines, à faire « *voir avec son cerveau* » une aveugle de 35 ans, Miss Betty Corstorphine dont l'appareil oculaire, irrémédiablement lésé, était incapable de remplir ses fonctions.

Avant même de rendre compte de son expérience, le docteur Button a écrit à un médecin français, le professeur Djournau, pour lui en faire le récit ; il tenait ainsi à rendre hommage aux travaux des chercheurs français qui ont permis sa propre tentative.

C'est sur un sourd et non sur une aveugle que les Français ont fait leur expérience, mais le principe de l'opération est le même. Le 25 février dernier, le professeur Djournau, assisté du docteur Valencian et du docteur Eyries, eut à opérer un malade qui était voué à un silence total (oreilles internes détruites) : ils avaient son accord pour tenter l'expérience déjà réalisée sur des animaux.

Ils placèrent contre le nerf auditif un « *induit* » qu'un courant électrique *inducteur* pouvait exciter, le nerf étant ainsi stimulé.

La plaie cicatrisée, on tenta d'exciter l'induit et le miracle se produisit ; le sourd entendait pour la première fois de sa vie.

Dès qu'il était sorti de chez son médecin et privé de l'appareil émetteur, le silence se refermait sur lui. Mais le résultat était là : dans certaines conditions, il pouvait entendre. A son propos, le professeur Djournau a précisé que l'opéré pouvait reconnaître, après quelques séances, des mots élémentaires. Une rééducation semble donc possible.

Dans le cas de Miss Corstorphine, le docteur Button a implanté dans le cerveau de la patiente, là où aboutit le nerf optique, des fils d'acier plus fins qu'un cheveu. Ces fils furent reliés à un amplificateur à transistors, lui-même relié à une cellule photo-électrique que l'aveugle tenait à la main.

Ce dispositif mis en place, Miss Corstorphine fut introduite dans une pièce obscure, puis on alluma une lampe en un point donné. L'aveugle s'en aperçut aussitôt et put préciser d'où venait cette lumière.

Aux Etats-Unis comme en France, il s'agit d'expériences à leur début. Les progrès seront sûrement très lents. Et ce n'est pas demain que des appareils portatifs fondés sur ce principe permettront aux aveugles de voir par leur nerf optique, et aux sourds d'entendre par leur nerf auditif. Mais ce principe est trouvé. Un nouvel espoir est offert aux sourds et aux aveugles.

PRESSE

Des lecteurs fidèles

LES quotidiens n'ont que peu d'influence sur les opinions des catholiques pratiquants. C'est ce qui ressort d'une enquête menée par *La Vie catholique illustrée* (600.000 exemplaires), dans 362 paroisses auprès de 63.000 Français (90 % de provinciaux).

A la question « *Votez-vous comme le suggèrent vos journaux ?* » la réponse unanime a été « non », bien qu'un catholique sur cinq ait choisi son « quotidien habituel » en fonction des opinions qu'il défend.

59 % des catholiques pratiquants interrogés lisent chaque jour un quotidien, et 28 % « de temps en temps ».

Mais que lisent-ils dans ces quotidiens ? 35 % les articles politiques, 29 % les comptes rendus de catastrophes, les sports et le feuilleton. Contre toute attente, le crime ne paie pas : 2 % de lecteurs avoués. Les critiques de cinéma sont très suivies : 9 % des lecteurs vont voir les films conseillés par les critiques, 41 % suivent parfois leurs avis.

Les catholiques pratiquants, nul ne s'étonnera de l'apprendre, restent fidèles à leur presse : les périodiques chrétiens (64 titres) vendent chaque mois douze millions d'exemplaires.

Ils lisent assez peu, en revanche, les hebdomadaires parisiens : 3 % seulement lisent *Confidences* et *Nous-Deux*, 4 % *France-Dimanche* et *Ici-Paris*, 18 % *Paris-Match*, 19 % *Jours de France*.

RADIO

N'écoutez pas, messieurs

POUR la première fois au monde une émission de radio va être payante. Europe N° 1 va demander à ses auditeurs d'acquitter le prix d'une place de 50 à 500 francs pour écouter la retransmission du super-gala de Pont-aux-Dames qui aura lieu le 7 décembre dans un théâtre parisien avec un extraordinaire plateau : plus de 50 vedettes de tout premier plan, Maurice Chevalier en tête.

Comment faire payer le prix des places ? Mille représentants d'Europe N° 1, dans la France entière, vont recevoir des billets, accompagnés d'une lettre de Fernand Gravey. Ils les vendront aux auditeurs qui en feront la demande. A Paris, ce sont les vedettes elles-mêmes qui vendront les places. Une semaine avant le gala les speakers feront appel à la conscience des auditeurs : « Payez votre place pour écouter cette émission. Si vous ne le faites pas, écoutez autre chose, nous vous le demandons instamment. »

La recette dépassera sans doute largement celle du spectacle le plus cher qu'on ait produit à ce jour. Elle sera versée à la maison de retraite des artistes de Pont-aux-Dames.

TV

La fin des tiroirs

CINQ metteurs en scène de la télévision (Stellio Lorenzi, Marcel Bluwal, Claude Barma, François Chatel et William Magnin) s'attaquent au problème de la coordination des programmes : jusqu'à présent la soirée télévisée ressemblait à un spectacle à tiroirs, ouverts un peu au hasard; après le tiroir-catch, on ouvrait parfois le tiroir-science, ou le tiroir-histoire. La transition était gênante.

Dorénavant, le crescendo sera respecté et le mélange des genres banni. Faire valoir les émissions en les assemblant dans un spectacle unique : tel est le but des metteurs en scène, responsables à tour de rôle, pendant une semaine, de l'ensemble des programmes.

Leur première ambition est de donner un style aux enchaînements. L'annonce classique de la suite du spectacle par une speakerine, même souriante, devient fastidieuse. Jean-Claude Bringuier est chargé de rédiger des textes originaux et d'imaginer, avec le metteur en scène, des astuces de présentation.

Deuxième préoccupation : limiter les dégâts en cas de panne, en continuant à intéresser les spectateurs. L'horripilant panneau d'excuse annonçant « la suite du spectacle dans quelques instants », doit disparaître. On essaiera de le remplacer par des images plus vivantes.

Exemple: pour la retransmission de France-Angleterre de football, la semaine dernière, la Télé avait préparé un montage sur les précédents France-Angleterre, le stade de Wembley, l'équipe de France, etc., qui devait être diffusé pendant les pannes éventuelles.

Ce système sera étendu petit à petit à toutes les émissions.

Un extraordinaire « Fossile » de l'homo religiosus...

Les Manuscrits de la Mer Morte

COMMENT L'A-T-ON DECOUVERT ?
QU'A-T-ON DECOUVERT ?
QU'APPORTENT CES DECOUVERTES ?

Le numéro de Noël de « FETES ET SAISONS » vous apporte le panorama de ces 3 questions en 28 pages d'articles et de photos

Le numéro : 50 francs

FETES ET SAISONS

29, boulevard de Latour-Maubourg - PARIS (7e)
C.C.P. Paris 6.977-01

LA NOUVELLE VAGUE

La fidélité est-elle essentielle ?

(Cartier-Bresson - Magnum.)

RAPPORT NATIONAL SUR LA JEUNESSE

(L'enquête de l'Institut Français d'Opinion Publique)

POUR la première fois en Europe, une enquête nationale sur l'état d'esprit de la nouvelle génération — face à ses problèmes personnels et aux problèmes nationaux — vient d'être effectuée selon les techniques modernes et avec toutes les garanties d'objectivité qu'apporte un organisme comme l'Institut Français d'Opinion Publique, auquel les gouvernements comme les entreprises privées confient le soin de les informer régulièrement.

Sur l'initiative de « L'Express », cette enquête a été déclenchée le 3 octobre dernier par la publication et la diffusion d'un questionnaire reproduit, à des millions d'exemplaires, dans plusieurs journaux. Parallèlement, l'I.F.O.P. procédait à une étude systématique auprès d'échantillons représentatifs de toutes les couches de la population française ayant de 18 à 30 ans, selon les nouvelles méthodes d'enquête d'opinion appuyées d'une série d'investigations psychologiques approfondies.

Les réponses individuelles que nous avons publiées (1) en attendant les résultats collectifs de l'enquête ont déjà provoqué un intérêt tel que, de tous côtés, des Français et des étrangers de haute renommée nous ont fait savoir qu'ils suivaient ces travaux avec attention et qu'ils retenaient plusieurs exemplaires du document final.

« L'Express » n'a, dans cette entreprise, que le mérite de l'avoir suscitée et financée. L'intérêt des résultats réside dans leur substance. C'est pourquoi nous pouvons nous permettre de dire qu'il s'agit là d'un document capital, tel qu'il n'en a encore jamais existé en France.

Rappelons à nos lecteurs que la « Nouvelle Vague », c'est-à-dire la fraction des Français qui est en train de s'engager dans le présent et sur laquelle se fonde l'avenir de la nation, se compose d'environ 8 millions d'hommes et femmes de 18 à 30 ans, qui se répartissent à peu près ainsi :

HOMMES :	
● Ouvriers	44 %
● Agriculteurs	14 %
● Salariés agricoles	9 %
● Employés et cadres moyens	14 %
● Commerçants, cadres de l'industrie et professions libérales	9 %
● Etudiants et sans profession	10 %
	100 %
FEMMES :	
● Sans profession	46 %
● Ouvrières	19 %
● Employées	15 %
● Cultivatrices	11 %
● Divers ou étudiantes	9 %
	100 %
SITUATION DE FAMILLE :	
● Mariés, avec enfants	36 %
● Mariés, sans enfant	11 %
● Célibataires	53 %
	100 %

Le document que nous publions dans les pages suivantes est intégralement rédigé par l'Institut Français d'Opinion Publique, qui a effectué le dépouillement et l'analyse de tous les résultats.

Nous nous sommes volontairement abstenus de tout commentaire qui aurait pu risquer de dénaturer un texte qui doit garder son caractère strictement scientifique.

Voici donc ce que pensent les 8 millions de jeunes Français de la « Nouvelle Vague ». →

(1) Voir « L'Express » des 10, 17, 24 et 31 octobre, des 7 et 14 novembre.

I. - LES JEUNES ET LEUR

Question : *Êtes-vous heureux ?*

Très heureux	**24 %**
Assez heureux	**61 %**
Pas très heureux	**14 %**
Sans réponse	**1 %**
	100 %

Beaucoup de jeunes ont du mal à expliquer pourquoi ils se sentent heureux. Le bonheur est un état d'âme; ses raisons ne sont pas clairement conscientes.

● « *Oui, je suis heureux. Pourquoi ? Je ne sais pas. En tout cas, je ressens ce sentiment* » (agriculteur).

Les raisons invoquées sont variées et contradictoires, mais le plus souvent superficielles.

● « *Oui, je crois que je suis heureuse. La vie en elle-même est plutôt moche, mais quand on n'est pas pessimiste, on est plutôt heureux* » (secrétaire femme).

● « *Oh oui ! je suis heureuse, j'ai un mari très gentil. Notre situation n'est pas mauvaise, nous avons deux enfants qu'on a beaucoup désirés et des parents épatants qui font tout pour nous rendre la vie rose. Et mon mari est appelé à monter encore dans sa situation* » (ménagère).

● « *Je suis heureux. J'ai un naturel optimiste, je ne me fais pas de bile* » (électricien).

● « *Heureux ? Je vis, quoi. Je m'emmerde pas trop* » (militaire)..

● « *Heureux ? Content de vivre ?... C'est pas parce qu'on a des ennuis que ça empêche d'être heureux... Ma femme et mes gosses, cela me cause des soucis, mais cela me rend heureux* » (enseignant).

● « *Que j'explique pourquoi je suis heureux ? Ça... je ne sais pas. On mange tous les jours, on dort tranquilles, alors qu'il y en a tant qui n'arrivent pas à se loger. Et puis, on n'est pas heureux quand on pense qu'on se donne beaucoup de mal. Et puis le bébé-lune, vous savez ?... Ma femme, depuis, elle ne se couche plus avant de regarder par la fenêtre ; c'est pas qu'elle est curieuse, mais elle a peur. Alors, si vous croyez qu'on peut être heureux dans ces conditions-là !...* (commis dans l'alimentation).

Proportionnellement, les femmes sont un peu plus heureuses que les hommes et les personnes mariées plus heureuses que les célibataires.

PARMI...	SONT TRÈS HEUREUX
les hommes	18 %
les femmes	31 %
18 à 19 ans	20 %
20 à 24 ans	24 %
25 à 30 ans	26 %
Célibataires	21 %
Mariés	29 %

Mais pratiquement, et dans les deux sexes, les motifs concernant le bonheur ne sont le plus souvent explicités que lorsqu'il se trouve précisément en défaut. Dans les cas positifs, la formulation du bonheur est vague ou conformiste.

Ceux qui ne sont pas heureux rattachent parfois leur état à une expérience douloureuse ou insatisfaisante de la vie.

● « *Non, je ne suis pas heureux à cause des conditions sociales et politiques* » (étudiant, militant de gauche).

● « *Je ne suis plus heureux : mon service militaire, par la découverte des autres, de la société, a bouleversé mon existence. La connaissance d'autrui m'a écœuré* » (décorateur).

Est-ce que l'amour a de l'importance pour vous ?

Beaucoup d'importance	**48 %**
Assez d'importance	**32 %**
Peu d'importance	**13 %**
Pas du tout d'importance	**5 %**
Sans opinion	**2 %**
	100 %

Entre 18 et 20 ans l'intérêt apparent pour l'amour est moindre qu'à partir de 20 ans.

La justification de l'importance de l'amour est assez mince sur le plan intellectuel, elle reste justifiée sur le plan sentimental, affectif, qui l'emporte nettement sur toute espèce de rationalisation.

● « *Sans amour, autant se tuer... Et puis l'amour, c'est tout de même une chose bien agréable quand c'est bien fait...* » (ménagère 27 ans).

● « *L'amour c'est tout, c'est la seule chose, la dernière à laquelle je crois* » (infirmière, 26 ans).

● « *L'amour ? Je ne sais pas ce que c'est, mais ça doit être formidable pour qu'on en parle tant !* » (secrétaire, 18 ans).

● « *L'amour, évidemment : c'est aussi important que la vie ! Vous vous rendez compte, c'est presque le seul luxe qu'on puisse s'offrir* » (instituteur, 28 ans).

● « *Ben oui, c'est important. Si on s'aime pas dans une maison, c'est pas vivable* » (commis, 24 ans).

● « *L'amour tient une grande place : il permet d'échapper à la réalité* » (étudiant lettres, 22 ans).

Le romantisme est assez combattu, bien que la plupart des jeunes interviewés se comportent, en fait, comme des romantiques, faisant une large part à l'illusion et à l'absolu.

● « *Je ne crois pas que la jeunesse actuelle ne soit plus romantique. On a tendance à croire que les jeunes ne cherchent qu'à s'amuser et ne voient pas l'amour comme autrefois. Je crois qu'on se trompe. A mon avis, le romantisme existe, et existera toujours* » (ménagère rurale, 24 ans).

● « *La jeunesse actuelle n'est plus romantique. Le romantisme en amour c'est un luxe, une rêverie... ça n'aboutit généralement à rien ou à des mariages du type tout à fait traditionnel. Mais dans la mesure où le romantisme est le goût de l'infini, du dépassement, on ne voit pas pourquoi la jeunesse actuelle en serait privée* » (étudiant, 24 ans).

● « *La jeunesse n'est plus romantique : le temps des bouquets de fleurs est dépassé* » (ouvrier, 24 ans).

Cette persistance du côté affectif et idéalisé des relations s'accompagne d'une très relative émancipation des idées concernant la liberté sexuelle.

De fortes restrictions morales sont encore enregistrées, notamment dans le milieu ouvrier et rural.

● « *Les fiançailles à l'essai, c'est pas utile, c'est du sabotage du mariage. Il y a davantage de « couchages » qu'avant; il faut le déplorer* » (ouvrier).

● « *Les fiançailles à l'essai ? C'est assez utopique... La jeunesse est plus saine ; beaucoup de gens vivent ensemble avant de se marier* » (professeur).

● « *La jeunesse est plus saine, surtout en ce qui concerne les garçons. Ils peuvent coucher avec des filles qui ne sont pas des « poules », ça réduit la prostitution et les dangers vénériens. D'un point de vue physique, c'est plus sain. Mais pour les filles, ça dépend, c'est pas pareil* » (employé P.T.T.).

● « *Les relations hors du mariage sont contraires à la morale* » (agriculteur).

● « *La « jeune fille à marier » n'a pas cette générosité des sentiments : elle se troque contre la sécurité. Il faut plus de courage et de qualités morales dans l'attitude qu'on appelle affranchie* » (professeur femme).

● « *Ça n'a pas changé : les mœurs ne sont pas plus libres* » (étudiants sciences).

● « *La jeunesse est plus saine, parce que les relations hors du mariage ne sont plus considérées comme une opprobre* » (étudiant lettres).

● « *Il y a un peu de relâchement, je trouve, mais la jeunesse est plus clairvoyante, moins étriquée* » (agriculteur).

Cette restriction des relations libres, notamment pour la jeune fille, est soutenue par une tendance très forte à considérer la fidélité comme essentielle en amour pour les deux sexes.

Est-ce que la fidélité vous paraît essentielle ?

Pour les deux également ? Pour la femme surtout ? Ou n'est-elle pas essentielle ?

La fidélité est essentielle.		**91 %**
Pour les deux également.	**82 %**	
Pour la femme surtout	**9 %**	
Elle n'est pas essentielle		**5 %**
Sans opinion		**4 %**
		100 %

La fidélité partagée semble aussi importante dans les différentes classes sociales, à quelques différences près, d'ailleurs négligeables.

● « *C'est important, la fidélité, parce que cela entraîne la confiance et, dès l'instant où il n'y a plus de confiance, c'est l'écroulement du ménage. Ce qu'il y a, c'est qu'on ne sait jamais ce qui peut se produire. On peut être attiré par quelqu'un contre sa volonté. Il faut de la compréhension. Cet emballement ne doit pas se répercuter sur un ménage. Cela nous arrive de causer de ça, mon mari et moi. On ne sait pas ce qui peut arriver. Quand on a vécu longtemps ensemble, il y a des choses qu'on doit comprendre avant d'écrouler tout* » (ménagère).

● « *Maintenant, la fidélité... si vous croyez que ça me ferait plaisir d'être chef de gare ! Pour les hommes c'est pas pareil : une escapade, ça va pas loin. De toute façon, avec quatre gosses, on n'a plus 18 ans, ça se tasse...* » (commerçant, 28 ans).

● « *C'est essentiel : quand on n'est plus fidèle à son mari, c'est qu'on ne l'aime plus* » (ménagère rurale).

● « *L'amour, ça ne se multiplie pas, on ne peut pas aimer plusieurs à la fois. Et puis quoi, il y a du pain à la maison : je ne vais pas au boulanger* » (instituteur, 27 ans).

A l'égard des moyens anticonceptionnels, on note que leur diffusion est souhaitée par les couches plus évoluées sur le plan social et culturel, mais qu'elle est combattue par les autres groupes et par les sujets de formation catholique assez rigoureuse.

L'avortement légal est pratiquement réprouvé par toutes les catégories de jeunes.

L'éducation sexuelle des enfants rencontre autant de partisans que de détracteurs. En fait, ce problème paraît laisser assez indifférents les sujets interrogés.

VIE PERSONNELLE

Sur le plan matériel, y a-t-il des choses dont vous vous sentez privés ?

Vacances	**42 %**
Moyen personnel de transport	**39 %**
Distractions	**35 %**
Appareils ménagers	**33 %**
Logement	**27 %**
Mobilier	**22 %**
Vêtements	**18 %**
Nourriture	**2 %**
Autre chose	**10 %**
Rien	**10 %**

Les privations apparentes portent sur cinq secteurs essentiels : les loisirs, vacances et distractions ; les moyens personnels de transport; l'appareillage ménager; enfin, en cinquième position seulement, le logement.

Cette constatation globale prend un jour nouveau si on analyse, par secteurs socio-professionnels, les catégories de privations ressenties.

On note d'une part qu'il existe des constantes de privation dans plusieurs groupes, dont les moyens financiers présumés sont cependant très différents.

En second lieu, que les « femmes au foyer » ressentent des privations qui ne relèvent pas seulement du facteur économique mais des conditions psychologiques propres à une vie plus confinée.

La traduction des privations ressenties peut être résumée sous la forme du tableau suivant :

Groupe A	Agriculteurs	Cadres Professions libérales	Commerçants
Biens dont ils se sentent le plus privés. (Par ordre d'importance décroissante.)	1. Vacances. 2. Distraction. 3. Appareils ménagers. 4. Moyen personnel de transport. 5. Logement. 6. Mobilier. 7. Vêtements. 8. Nourriture.	1. Vacances. 2. Logement. 3. Distractions. 4. Mobilier. 5. Moyen personnel de transport.	1. Vacances. 2. Appareils ménagers. 3. Distractions. 4. Vêtements. 5. Moyen personnel de transport. 6. Logement. 7. Nourriture.
Groupe B	**Employés**	**Ouvriers**	**Ménagères**
Biens dont ils se sentent le plus privés. (Par ordre d'importance décroissante.)	1. Moyen personnel de transport. 2. Vacances. 3. Distractions. 4. Logement. 5. Appareils ménagers. 6. Mobilier. 7. Vêtements. 8. Nourriture.	1. Moyen personnel de transport. 2. Vacances. 3. Logement. 4. Distractions. 5. Appareils ménagers. 6. Mobilier. 7. Vêtements. 8. Nourriture.	1. Moyen personnel de transport. 2. Appareils ménagers. 3. Distractions. 4. Vacances. 5. Logement. 6. Mobilier. 7. Vêtements. 8. Nourriture.

Les groupes A et B situent le problème des vacances à peu près au même niveau.

Les groupes A et B situent également le problème des distractions dans la même zone.

Les deux groupes repoussent en queue de liste les préoccupations vestimentaires, mobilières et alimentaires.

Les différences entre les divers milieux sont également significatives :

Les groupes Cadres, Professions libérales et Ouvriers sont ceux qui accordent le plus d'importance au problème du logement.

Les groupes Commerçants et Ménagères sont ceux qui manifestent le plus la privation de l'appareillage ménager.

Le groupe Cadres, professions libérales est le seul qui accorde une importance particulière au mobilier.

Seconde observation générale : l'étendue des secteurs de privations est plus importante pour les employés, ouvriers, femmes au foyer.

Cette extension paraît devoir être liée, d'abord, aux revenus financiers plus limités, du moins pour les ouvriers et les employés ; pour les ménagères, le phénomène ressort peut-être d'un contact plus étroit avec les difficultés quotidiennes.

La privation de vacances est un peu plus marquée chez les jeunes de 18 à 24 ans et chez les célibataires. Elle prend plus de relief dans les communes rurales et dans les villes de moins de 20.000 habitants.

La privation de distractions est également plus marquée en habitat rural ou dans les petites villes, mais elle est surtout signalée par les femmes.

La privation d'un moyen personnel de transport est plus souvent avancée par les hommes que par les femmes ; elle est plus notable chez les célibataires; elle est plus manifeste chez les employés et chez les ouvriers.

La privation d'appareils ménagers est beaucoup plus sensible chez les femmes, surtout pour la fraction des jeunes de 25 à 30 ans, mariés et ayant des enfants.

La privation du logement est davantage le propre de la fraction des jeunes de 25 à 30 ans, célibataires ou mariés sans enfants; elle prend plus de relief en milieu urbain, notamment pour les cadres, professions libérales, employés et ouvriers.

La privation de nourriture n'est sensible, dans un très faible rapport d'ailleurs, que pour le milieu des employés et, bien après lui, pour celui des ouvriers.

● *« Je n'ai pas de gros soucis d'argent, je m'organise avec ce que j'ai, je ne me prive de rien. Mais j'aurais besoin de 15.000 francs de plus par mois pour envisager l'achat d'un logement à construire »* (ouvrier).

● *« Ce qui me manque le plus ? C'est l'argent. Si j'en avais assez, je me mettrais tout de suite à mon compte. Maintenant, se priver... On se prive de beaucoup de choses : la voiture, les sorties. Mais on bouffe bien. Mais la toilette, ça passe après* (il s'agit de celle de sa femme) *»* (commis).

● *« Je suis célibataire et je vis avec mes parents. Mes besoins d'argent sont égaux à mes revenus, je peux dire que je ne me prive de rien, sauf de pouvoir rallonger mes vacances »* (ouvrier).

● *« Me priver ? Cela peut aller. Je vais déménager pour avoir un petit appartement meublé et confortable à Clamart. J'ai acheté quelques disques en 1956* (employée).

Le niveau de vie moyen des jeunes Français leur permet de reléguer au dernier plan les biens élémentaires : nourriture, vêtements, mobilier.

Le logement lui-même, malgré l'urgence avec laquelle ce problème se pose sur le plan national, n'est ressenti comme privation qu'à un degré secondaire par la fraction des jeunes de 18 à 30 ans.

● *« Sur le plan matériel, il ne nous manque pas grand-chose. Une voiture ne nous emballe pas tellement et puis, on arrive à raisonner ses besoins. Nous n'avons pas envie de tout ce qui existe sur terre. Nous arrivons à avoir tout ce qu'il faut; évidemment, à condition de ne pas toujours acheter les choses dont on a envie »* (ménagère).

● *« Jusqu'à présent, je ne m'intéressais pas aux questions d'argent. Je voudrais m'acheter un électrophone et, naturellement, une voiture; disons une Vespa, en attendant, pour être plus modeste »* (fonctionnaire).

Cependant un quart des jeunes de 18 à 30 ans sont à la recherche d'un logement. Dans les grandes villes, parmi les ouvriers et les employés, le besoin de logement est proportionnellement plus aigu encore.

	Cherchent un logement
Ensemble	27 %
Campagnes	14 %
Grandes villes	35 %
Agriculteurs	10 %
Employés	26 %
Ouvriers	33 %

Il convient toutefois de rappeler que ce groupe de la population française comprend 53 % de célibataires et 11 % de ménages sans enfants d'une part; d'autre part, que beaucoup de jeunes sont encore dépendants de leur famille, de son logement et de son aide financière. Mais aussi qu'il existe parmi eux 47 % de jeunes mariés dont 36 % sont déjà chargés de famille.

CONCLUSION

EN RESUME, les jeunes de 18 à 30 ans aspirent fortement au bonheur. Au présent, ils sont en général assez heureux.

L'amour est considéré par eux comme essentiel. L'intérêt qu'ils lui accordent est primordial en raison de leur âge et des besoins affectifs et instinctifs propres à cet âge. L'amour comprend une large part de romantisme, cela malgré le « modernisme » supposé des jeunes en 1957.

L'émancipation des mœurs est très relative : on note d'importantes restrictions morales sur la liberté sexuelle et la persistance indiscutable d'une double morale sexuelle, plus tolérante pour les garçons, plus restrictive pour les filles.

Dans le cadre de l'union, spécialement dans le cadre du mariage, la fidélité reste essentielle aux yeux des deux sexes, et ce pour les deux conjoints. L'état du mariage est d'ailleurs défini en termes de valeurs traditionnelles : unité - durée - réciprocité. Il est régi par un certain nombre de principes qui conduisent à prendre position, de façon également traditionaliste, sur des questions annexes : acceptation mitigée des procédés anticonceptionnels, refus de l'avortement légal, notamment pour les femmes mariées, adhésion très relative à l'éducation sexuelle des enfants, refus et répression de la prostitution et de l'homosexualité.

Sur le plan matériel, l'émancipation familiale et économique des jeunes n'étant que partiellement faite, leur participation à la vie économique reste modérée et les besoins les plus urgents sont, pour l'instant, les moins vitaux.

En contrepartie, les satisfactions personnelles conservent, dans les attitudes des jeunes, une part assez importante, les loisirs étant d'autant plus soulignés par le sujet qu'il appartient à la fraction la plus juvénile de son groupe. De ce fait, il convient d'y voir non seulement l'effet d'un mode de vie moderne et évolué, mais aussi le reflet de l'ordre des valeurs lié à cet âge.

Les femmes au foyer, les femmes « inactives », présentent une échelle de privation liée à leur état social :

- **urgence des moyens personnels de transport, par besoin de déplacement et de contacts : voiture et scooter comptent, en définitive, plus que la machine à laver ;**
- **urgence de l'appareillage ménager, car il allégerait infiniment leur tâche ;**
- **urgence des distractions, car leur vie est monotone et confinée.**

Parmi toutes les catégories socio-humaines envisagées dans ce chapitre, les femmes « inactives » sont celles qui manifestent des privations liées à un ordre de valeurs plus essentielles.

L'observation capitale qui se dégage à propos des privations ressenties touche à l'immaturité apparente de ces jeunes. Les privations concernent surtout les satisfactions immédiates et personnelles. Celles qui seraient liées à des problèmes plus profonds projetés dans l'avenir, tels que le toit familial et le cadre de la vie intime, sont, tout bien pesé, minimisées.

Page suivante : ***Les jeunes et la vie nationale.*** →

II. - LES JEUNES ET

Pensez-vous que vous pouvez avoir une influence sur les destinées de la France ?

ou avez-vous le sentiment d'être entièrement à la merci des événements ?

— Pensent avoir une influence réelle	4 %
— Pensent avoir une influence relative	16 %
— Ne pensent pas avoir d'influence.	25 %
— Dépendent en partie des événements	17 %
— Entièrement à la merci des événements	35 %
— Sans opinion	3 %
	100 %

Il faut souligner le nombre très important de ceux qui se sentent entièrement à la merci des événements ; ce sentiment augmente nettement avec l'âge et il est à peu près aussi répandu dans tous les groupes professionnels.

● *« Je suis une trop petite chose, sans argent, sans influence, pour pouvoir modifier les événements : il me serait impossible, par exemple, d'empêcher une guerre »* (ménagère).

● *« Je ne m'occupe pas du tout de politique, ça ne me rapporterait rien. Les événements, c'est pas mes oignons »* (ouvrier).

● *« Une influence, les gens comme nous ? Oh ! non. On ne s'en occupe pas suffisamment, justement »* (mère de famille).

● *« Je n'ai pas voté en janvier 1956 ; je m'en foutais. J'étais avec une petite amie... je ne me suis pas dérangé. Je ne m'occupe pas des événements »* (militaire).

● *« Si je pensais que les gens comme moi peuvent avoir une influence, je descendrais dans la rue, même si je n'y croyais pas beaucoup. Si je pouvais faire quelque chose, je prendrais des risques »* (instituteur).

Dans le fond, l'attitude de passivité est faite à la fois d'indifférence et d'un sentiment d'impuissance. L'indifférence est plus marquée chez les plus jeunes. Une certaine impuissance amère chez ceux qui approchent de trente ans est plus perceptible.

Mais il convient de noter que, dans les deux cas, l'ignorance ou l'indifférence pour les problèmes politiques proprement dits est fréquemment associée à cette passivité et à cette inaction.

● *« Mais quoi faire ? Des pétitions ? C'est de la foutaise. Mon bulletin de vote ? C'est une goutte d'eau. Et que peut-on faire contre un parti organisé avec une propagande bien faite ? »* (enseignant).

● *« Je ne fais pas de politique, je n'aime pas en parler, je n'y connais rien, je ne lis aucun journal, seulement « France-soir » quand il me tombe sous la main »* (militaire).

● *« Moi, ce sont des choses dont je ne m'occupe pas tellement »* (ménagère).

● *« Je suis la politique, mais je n'adhère à aucun parti. Je ne veux pas me disputer pour des idées. Je ne veux pas me diviser, pour des idées, d'avec des gens qui sont comme moi »* (agriculteur).

● *« Je ne m'occupe pas de politique et je ne suis inscrit à aucun parti. Je n'en ai jamais senti la nécessité pour des raisons qui ne me sont pas claires à moi-même »* (professeur).

● *« Je ne m'occupe pas du tout de politique. Je lis juste « France-soir » pour Chéri-Bibi »* (ouvrier).

● *« A mon âge, c'est le bal et les filles qui comptent »* (ouvrier).

On constate donc que les jeunes se considèrent à la merci des événements, estimant avoir peu d'influences sur eux. Toute modification du politique ou du social semble leur paraître hors de portée.

Quel est pour les Français, le problème national n° 1 ?

— L'Algérie	28 %
— Trouver un gouvernement stable	24 %
— Les finances de l'Etat et la stabilité du franc	15 %
— Le standard de vie	11 %
— La paix	8 %
— Les problèmes économiques (exportations, pétrole du Sahara, Marché commun, etc.)	4 %
— Le logement	4 %
— Le prestige national	3 %
— Autres	3 %
— Sans réponse	5 %
	(1)

(1) Le total est supérieur à 100 %, certaines personnes interrogées ayant donné plusieurs réponses.

Dans l'indifférence politique que manifeste la Jeunesse, l'Algérie est un domaine spécialement sensibilisé.

Les réactions sont très parlantes, non seulement au point de vue statistique, mais également au point de vue des contenus psychologiques.

● *« Tout passe par l'Algérie. Il faut résoudre en faisant la paix. Mais faire la paix, cela suppose déjà un gros problème de résolu : l'union des gauches »* (professeur).

● *« Le problème n° 1 ? Je pense que c'est l'Algérie pour le moment, parce que c'est là qu'on se bat. C'est un problème national parce que l'argent utilisé pour cette guerre est celui de tous les « miteux » de la métropole, plus que celui des gros colons d'Algérie. Leur argent se trouve déjà bien planqué en Amérique du Sud »* (ménagère).

● *« Pour le moment, c'est bien de conserver l'Algérie, non ? C'est cela le problème n° 1 »* (ménagère).

● *« Le problème n° 1, c'est l'Algérie. Je ne suis pas partisan de laisser tomber, mais il faut trouver une solution, discuter avec les rebelles »* (ouvrier).

Les finances préoccupent également un certain nombre de jeunes, mais souvent en liaison avec la guerre d'Algérie.

● *« Le problème n° 1, c'est le franc, parce que peu importe qu'on augmente les salaires : la dévaluation va plus vite que le rajustement ; et puis c'est une cause de désordre économique et de misère nationale. On ne fait pas de la bonne politique avec de la mauvaise finance »* (instituteur).

● *« Le problème n° 1 : les impôts ! Nous sommes mangés par les impôts. Si on travaille pour rien, c'est pas la peine de travailler »* (commerçant).

● *« L'Algérie est un gouffre : elle paralyse l'économie et la reconstruction »* (ouvrier).

Le problème algérien est non seulement sensibilisé, mais encore éprouvé comme un non-sens des dirigeants.

● *« Oui, il faut rendre la liberté aux colonies, mais seulement quand ces pays montrent les dents, comme à présent »* (employée).

● *« Je ne vois pas en quoi l'avenir de la France serait compromis si on perdait l'Algérie : on a bien perdu l'Indochine, et on ne manque pas de riz pour cela »* (ouvrier).

● *« Je souffre d'être Français quand je vois reconstitués en France les bidonvilles que la civilisation avait offerts à notre « colonie ». Je voudrais que la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 soit aussi valable pour l'Arabe »* (ménagère).

Le refus de la guerre d'Algérie va jusqu'au point d'admettre, en partie, le refus du service armé pour cette cause.

● *« Les jeunes qui refusent d'aller en Algérie, je pense qu'ils ont raison. La situation est grave : les forces rebelles représentent, à mon avis, l'opinion du peuple algérien »* (professeur).

● *« Je comprends les jeunes qui refusent d'aller en Algérie ; on répète partout que les Algériens sont nos frères, que l'Algérie c'est la France. Ils peuvent refuser de faire une « guerre civile »* (ouvrier).

● *« Il y a une escroquerie : quand on envoie les jeunes en Algérie, c'est un sacrifice inutile, une mystification au nom de la France »* (étudiante).

● *« On ne devrait avoir le droit d'envoyer personne en Algérie sans avoir expliqué au préalable ce qu'ils vont y faire. Et, une fois expliqué, s'ils refusent, je crois qu'ils sont libres : on devrait accepter leur refus »* (agriculteur).

Une fraction s'incline pourtant devant des obligations indiscutées.

● *« Ils auraient tort de refuser de servir en Algérie. Quand on est attaché à un char, il faut bien tirer. On peut avoir l'idée qu'on veut sur l'Algérie, mais on est obligé de suivre les volontés de la majorité, même si on considère la majorité comme mauvaise, ou alors on n'a qu'à quitter le pays »* (employé).

● *« Ceux qui refusent d'aller en Algérie n'ont pas entièrement raison, car nous avons peut-être le droit de légitime défense »* (étudiant).

Le dénouement de la guerre d'Algérie les préoccupe naturellement ; mais la plupart des sujets interrogés se sentent incapables de lui assigner dans le temps un terme approximatif.

T LA VIE NATIONALE

A votre avis est-ce que la guerre d'Algérie va durer encore longtemps ?

— Ne savent pas	52 %
— Pensent qu'elle va durer environ six mois	6 %
— Environ un an	13 %
— Deux ans ou davantage	29 %
	100 %

Ceux qui entrevoient une fin prochaine fondent leurs espoirs sur les possibilités de négociations rapides ou de lassitude chez les rebelles.

Les pessimistes ne voient aucune issue possible.

● *« L'issue de ces événements ? C'est l'indépendance du peuple algérien certainement, mais il n'est guère possible de préciser quand et comment »* (étudiant agrégatif).

● *« La guerre d'Algérie ? Oh ! alors, je n'en sais absolument rien. Je n'aurais jamais cru que les partisans là-bas puissent tenir le coup aussi longtemps. J'espère que ça ne se terminera pas comme en Indochine »* (ménagère).

● *« On ne perdrait pas l'avenir pour avoir perdu l'Algérie. Pourquoi ne pas rendre l'indépendance ? Il faudrait trouver assez d'Algériens capables de prendre les responsabilités que laisseraient les Européens. Mais on ne peut pas laisser ce peuple seul du jour au lendemain »* (agriculteur).

D'autre part, la plupart des jeunes estiment que la situation s'est aggravée.

● *« La situation est grave en Algérie : tortures, terrorisme... Il faut accorder l'indépendance »* (étudiant).

● *« La situation est toujours aussi grave : je n'y vois aucune amélioration »* (ouvrier).

● *« La situation en Algérie ne s'améliore pas. Quant à moi, je suis persuadé que le fossé se creuse tous les jours de plus en plus »* (agriculteur).

● *« La guerre va durer autant de temps que va durer l'indécision du gouvernement. Il faudrait savoir ce que l'on veut et le faire. Il y aura une issue, mais laquelle et quand ? En tout cas, le gouvernement peut faire quelque chose, soit qu'il décide une bonne fois d'abandonner, soit qu'il mette les moyens, psychologiques et matériels, pour en finir. Nous avons des amis et des ennemis, et nos amis sont encore plus dangereux que les autres »* (enseignant).

Abandonner l'Algérie, lui accorder l'indépendance, paraît être la formule le plus communément adoptée. Mais cette position est souvent mêlée de regrets, d'ambivalences confuses qui traduisent un conflit latent.

● *« D'abord, on ne perdra pas l'Algérie parce qu'elle n'est pas à nous : ce n'est pas une propriété. Ensuite, la relation France-Algérie est une relation coloniale, donc pas éternelle »* (professeur).

● *« Je ne crois pas que le peuple algérien soit complètement avec les rebelles : ils marchent un peu par crainte, par peur ; dans leur for intérieur, ils ne demandent qu'à être tranquilles, en paix »* (ouvrier).

● *« De toute manière, on ne peut pas demander aux Français d'Algérie de quitter un pays où sont enterrés leurs pères et où ils ont toujours vécu. Par ailleurs, je ne crois pas que cela serait souhaitable, même pour les Algériens »* (instituteur).

● *« En Algérie, la situation n'est pas fameuse, mais il y a tout de même moins d'attentats, il y a du changement en bien, je crois... je n'en suis pas certain »* (militaire).

● *« Je ne crois pas que le peuple algérien soit assez évolué pour avoir une opinion : je les juge incultes. Mais je connais quand même des Algériens de valeur »* (agriculteur).

Pour quelques sujets, l'indépendance est inacceptable. L'Algérie doit rester française et ils en indiquent les moyens :

● *« Ça peut durer encore un moment en Algérie, si on continue à ne pas empêcher les communistes de fournir des armes aux fellagha par la Tunisie et le Maroc. Ce qu'il faudrait, c'est fermer les frontières, empêcher les Egyptiens de les ravitailler, et y mettre le paquet. C'est pas les hommes et les armes qui manquent. Ce qui manque, c'est un gouvernement fort qui décide »* (commis crémier, 28 ans).

● *« La guerre durera encore longtemps. Parce que seuls le prestige et la force sont capables de contrebalancer la terreur organisée par les fellagha. Or, pour le moment, la France a perdu tout prestige et toute force »* (ingénieur chimiste, 25 ans).

● *« La guerre durera si on n'emploie pas les grands moyens : ratissage de l'Algérie, fusiller tous les rebelles sans exception, leur famille s'il le faut. Sinon, cela recommencera éternellement »* (études d'ingénieur, 20 ans).

Les attitudes à l'égard de l'Algérie, notons-le, sont très souvent de caractère affectif. Elles procèdent parfois d'une « mauvaise conscience », en tout cas d'un certain malaise intérieur.

Ce malaise comprend une certaine part de racisme et, en retour, une certaine culpabilisation de ce racisme.

● *« Je préférerais que ma sœur épouse un Français plutôt qu'un noir ou un Algérien. Il y a un problème racial en France, du fait surtout de la civilisation. Nous n'avons pas les mêmes façons de réagir devant les mêmes problèmes »* (agriculteur).

● *« Si ma sœur épousait un noir, j'irais au mariage. Je trouverais ça possible. Mais si ma sœur épousait un Algérien, je me sentirais drôlement engagé »* (professeur).

● *« Oui, il y a un problème racial en France et en Algérie »* (étudiant agrégatif).

● *« J'accepterais dans ma famille un nègre, mais avec beaucoup de surprise et cela ne me serait pas agréable. Un Algérien, cela m'ennuierait moins, c'est une question de couleur de peau »* (architecte).

● *« Si ma sœur épousait un nègre, je n'en penserais rien : on n'est pas en Amérique ici. Pour un Algérien, c'est pareil »* (ouvrier).

● *« Je ne suis pas raciste, mais si ma sœur avait épousé un Algérien, ça m'aurait embêté »* (ouvrier).

● *« Un Algérien dans ma famille, ça serait embêtant, quoique dans la quantité, il y en a qui ne sont pas mal. S'il y a un problème racial en France, c'est par rapport aux événements d'Algérie »* (agriculteur).

● *« Je crois que les gens sont terriblement racistes, même ceux qui essayent de s'en défendre »* (employée).

Nous pouvons donc observer une sensibilisation particulière du problème algérien, et une dramatisation qui le fait apparaître, à l'enquête, comme un fait dominant.

Placés face à une situation qu'ils jugent grave ou très grave, les jeunes se sentent, la plupart du temps, incapables d'en fixer le dénouement dans le temps. L'issue leur paraît être fatalement l'indépendance, mais celle-ci comporte un aspect préjudiciel qui est une autre facette du conflit.

A bien des égards, ils se sentent en conflit, coupables, sacrifiés et perdants.

Si vous aviez à dire ce qui va bien ou mal en France...

Ce qui va bien :

— Les P. T. T.	85 %
— La liberté	77 %
— La S. N. C. F.	64 %

Ce qui va mal :

— La politique	96 %
— Le régime	90 %
— La situation économique	87 %
— Le logement	86 %
— Les débouchés pour les jeunes ..	64 %

La critique des jeunes l'emporte sur l'éloge : ce qui va mal en France dépasse, de loin, ce qui va bien. La sévérité des jugements est absolue.

Seuls trois faits trouvent grâce devant ce feu roulant : les P. T. T. vont bien (85 %), ainsi que la S. N. C. F. (64 %), la liberté est préservée (77 %).

Mais l'analyse des réponses montre que l'on a le plus souvent affaire à des réactions « sloganisées », clichées, sans grand contenu personnel.

● *« Ce qui va bien en France ? Je ne vois rien, parce que tout pourrait être mieux : la reconstruction pourrait être terminée depuis longtemps. Les écoles manquent de maîtres et de place. La Sécurité sociale n'a pas évolué depuis 1945. La France est toujours en guerre depuis 1939. Manque de tolérance à l'égard des neutralistes, des communistes, des Algériens. Vouloir la paix, c'est être un danger public. L'instabilité gouvernementale ne permet pas de grandes réalisations »* (maîtresse de maison).

● *« Ce qui va mal ? Tout : le gouvernement, les irresponsabilités, la perte des colonies. On n'a pas d'autorité, c'est l'anarchie. Il faut un homme fort au gouvernement »* (commerçant).

● *« Ce qui va bien, c'est la liberté. Ce qui va mal, c'est le gouvernement ; on en change trop souvent et ils sont trop nombreux ; il y a trop de partis ; les difficultés, ce sont les finances, on n'a plus d'argent »* (ouvrier).

Le gouvernement et la politique polarisent le maximum de critiques, mais cette majoration correspond souvent à une façon commode de répondre à une question sur laquelle on manque, en fait, d'informations réelles.

● *« Ce qui va bien ? Ce qui va mal ? Ce sont des choses qui ne m'intéressent pas tellement. Dans l'ensemble, cela ne va pas mal, mais pas particulièrement bien. Vous savez, moi, je ne m'occupe pas beaucoup de ces histoires. Je ne prends aucun intérêt à lire cela dans le journal »* (ménagère).

● *« Ce qui va bien ? D'abord l'histoire : ça me donne des regrets. L'histoire de France est la plus belle, c'est merveilleux. Le pays est beau, la cuisine est bonne et les vins... Ce qui va mal ? Tout le reste, en commençant évidemment par le haut »* (instituteur).

● *« Il y a de quoi être dégoûté. Il n'y a rien de bien dans les partis. Tout va mal, la politique et tout. La politique désastreuse du gouvernement en Algérie, le traité de l'Euratom, la fascisation du régime, le monde est mené par la finance, le pétrole, la politique, les trusts, les capitaux, tous ces machins-là...* (étudiante).

● *« Ce qui va mal ? Tout, la politique, le gouvernement... Mais vous savez, je suis comme toutes les filles, je ne m'intéresse pas à ces questions »* (téléphoniste).

Le fait de vivre dans un pays où « tout va mal » n'entraîne nullement chez les jeunes qui cultivent cette opinion le désir de le fuir, de s'expatrier. →

LES JEUNES ET LA VIE NATIONALE (suite)

Est-ce que vous croyez que vous seriez plus heureux si vous viviez ailleurs qu'en France ?

— Non	57 %
— Peut-être	20 %
— Sans opinion	10 %
— Oui	13 %
	100 %

Ceux qui sont tentés par l'émigration pensent surtout aux Etats-Unis (5 %).

● *« Oui, je serais plus heureux ailleurs qu'en France, n'importe où, à condition de trouver quelque chose à quoi m'attacher autant que je le suis à ce qui est bien en France »* (instituteur).

● *« Oh non ! Je serais ailleurs moins heureuse qu'en France. On rouspète toujours, mais on a quand même la liberté. Nous connaissons une personne qui revient de Pologne. Là, c'est différent. D'ailleurs, il n'y a qu'à comparer avec les Italiens, les Espagnols : on a quand même une autre vie ! »* (maîtresse de maison).

● *« Je ne me plais pas tellement en France. Je n'aimerais pas émigrer, mais je voudrais que ça change »* (étudiant).

● *« Je me plais en France, je n'ai jamais eu l'idée d'émigrer. Le climat me plaît ici »* (agriculteur).

● *« Je suis très bien en France, c'est mon pays. J'y ai mes habitudes, ce sont mes mœurs »* (ouvrier).

● *« On y vit bien, on ne s'y ennuie pas. La vie est très agréable en France : culture, amitié, relations humaines »* (architecte).

● *« Je me plais en France, je me plairais aussi bien ailleurs. Ici, tout va mal. »* (étudiante).

● *« Si je pouvais déménager en emportant Paris, j'irais très volontiers dans un pays où on ne craint pas la guerre ou la faim : Tahiti me conviendrait »* (mère de famille).

● *« Ah non ! surtout pas émigrer. Je suis allé quelques années au Canada, je ne m'y ferai plus prendre »* (décorateur).

En bref, malgré tous ses défauts, la France est le pays où l'on vit le mieux.

Attachez-vous de l'importance à la manière dont les gens se sont comportés pendant la dernière guerre ?

(Résistance, collaboration, indifférence)

— Beaucoup d'importance	23 %
— Une certaine importance	37 %
— Pas d'importance	34 %
— Ne répondent pas	6 %
	100 %

● *« La période 1940-1945, c'est enterré : on se fait une raison »* (employée).

● *« Ça m'est égal qu'ils aient collaboré. Ils ont pu être de bonne foi. Mais à condition qu'il n'y ait eu aucun acte de violence, aucune délation ; ceci est valable pour toutes les causes »* (ménagère).

● *« Quant à l'époque 1940-1945 et ce que les gens ont fait, cela n'a aucune importance. L'esprit a changé depuis : elle n'a rien à voir avec le présent »* (agriculteur).

● *« Ce que les gens ont fait pendant l'occupation, moi, je n'y attache pas tellement d'importance. Ceux qui ont fait de la collaboration ont cru bien faire, peut-être. Maintenant, tout est rentré dans l'ordre »* (employée).

● *« Oui, j'attache de l'importance à la période 1940-1945. La signification des attitudes de l'époque est encore vivante et les hommes qui ont pris ces attitudes sont vivants aussi »* (étudiant).

● *« J'y ai attaché de l'importance, parce que j'avais des opinions plus avancées que maintenant, et même maintenant encore »* (instituteur).

● *« Quand je vois Pierre ou Paul, je ne peux m'empêcher de me demander ce qu'ils faisaient en ce temps-là »* (ouvrier).

L'attachement affectif au comportement des personnes durant l'époque 1940-1945 est plus sensible chez les sujets qui présentent, par ailleurs, un intérêt ou une activité de type politique ou syndical. L'indifférence augmente avec la distance prise actuellement à l'égard des problèmes d'engagement actif.

Est-il souhaitable que l'union politique et économique des pays d'Europe comporte :

	L'Allemagne	L'Angleterre	Les Pays de l'Est (Par ex. Pologne)
	%	%	%
— Oui	66	69	47
— Non	9	7	18
— Sans opinion	25	24	35
	100	100	100

● *« L'Union européenne ? C'est un autre problème, ça encore. Je pense que la France n'a rien à voir avec l'Est, avec des voisins qui nous haïssent, nous jalousent ou nous méprisent. Je crois qu'il vaudrait mieux se tourner vers la Méditerranée, vers une union avec les pays latins et l'Afrique. Et puis, il y a beaucoup de soleil par là-bas »* (instituteur).

● *« L'Angleterre, peut-être ; mais, l'Allemagne, ils veulent encore s'enrichir sur notre dos. Nous en avons assez comme ça »* (commis).

● *« L'Europe, c'est un tout : il n'y a pas de raison pour laisser l'Allemagne et les pays de l'Est de côté »* (ouvrier).

● *« La France est une petite puissance qui se ridiculise en voulant être grande, et l'Europe n'est pas mieux. Il faudrait faire la révolution »* (étudiante).

● *« Je suis favorable à l'Europe, si ce n'est pas une grande « fantaisie » pour alimenter les caisses de quelques industriels marchands de canons. Aucun pays ne devrait être exclu »* (ménagère).

● *« Ce qui me préoccupe le plus, c'est la création de l'Europe »* (cultivateur).

● *« Je suis pour l'union, avec l'Angleterre et l'Allemagne »* (employée).

● *« Je suis contre la petite Europe (des Six), et évidemment pour une Europe qui comprendrait précisément toute l'Europe. Mais je crois que, devant le slogan de l'Europe unie, il y a beaucoup d'angoisse devant l'avenir et que cela se présente un peu comme une solution de fuite »* (professeur).

On voit que plus des deux tiers des jeunes gens se tournent vers l'Europe Unie, mais sans trop savoir pourquoi, un peu comme vers un espoir d'amélioration.

Croyez-vous que la société française se transformera en société de forme socialiste ?

— Le croient	27 %
— Ne le croient pas	28 %
— Ne savent pas	45 %
	100 %

Fait remarquable, 45 % des jeunes n'ont aucune idée sur cette question.

Outre cet intérêt faible, on note une lacune importante de l'information et des connaissances socio-économiques élémentaires. Bien des réponses sont simplement basées sur une impression récente ou sur des clichés.

● *« Un avenir socialiste ? Je l'espère, mais je ne le crois pas actuellement. Je crois la France trop dépendante de l'Amérique. Il faut fréquemment lui demander l'autorisation de faire telle ou telle politique »* (maîtresse de maison).

● *« Forme socialiste ? Mais nous y sommes dans le régime communiste : on a déjà bazardé nos colonies, les grèves paralysent le pays ; si ça continue, on est foutus »* (commerçant).

● *« Un avenir socialiste ? Le socialisme va bon train, mais je ne le crois pas inéluctable, je ne crois pas au sens de l'Histoire »* (instituteur).

● *« Je suis confiant dans l'avenir de la France à long terme : il y aura nécessairement une transformation vers le socialisme, je ne sais sous quelle forme »* (étudiant).

● *« L'avenir est au fédéralisme et non au socialisme. Le fédéralisme est la mise en valeur d'une région sous tous ses aspects. C'est un gouvernement à la taille de l'homme où les élus connaissent bien les problèmes de l'ensemble de la population, un Etat où chacun peut s'exprimer avec ses coutumes, ses traditions, en ayant l'impression qu'il est compris de tout le monde »* (agriculteur).

● *Le socialisme français actuel repose sur un paradoxe, vouloir appliquer des mesures de gauche dans une société capitaliste. Je crois plutôt que la France tend vers le communisme »* (professeur, femme).

Les réponses les plus affirmatives émanent de jeunes gens qui militent dans des partis de gauche, ouvriers et étudiants. La classe intermédiaire et, surtout, la classe rurale sont assez réfractaires à cette évolution.

Souhaitez-vous une société de forme socialiste ?

— Oui	25 %
— Non	28 %
— Ne savent pas	47 %
	100 %

Ici, de nouveau, les indifférents l'emportent sans peine.

● *« Je ne vois pas pourquoi on changerait de régime, celui-là va. Mais je vois l'avenir de la France d'un œil inquiet à cause de la perte des colonies et des protectorats »* (militaire).

● *« Je ne suis pas inscrite à un parti, mais je me tiens au courant. Je discute, je fais des tracts, je manifeste, je me fais taper sur la gueule. Il n'y a rien de bien dans les partis, il y a à redire partout. Mais je continue par espoir. Je désire une vraie démocratie : Tito, Gomulka, c'est ce qui se rapproche le plus »* (étudiante).

● *« Je souhaite le socialisme parce que je le crois capable d'améliorer le standing de l'ouvrier, de lui donner sa fierté de vivre, de le dégager de toutes les servitudes actuelles, en permettant la réalisation de grandes œuvres sociales »* (ménagère).

● *« Je crois que la jeunesse penche nettement pour le christianisme du fait que les chrétiens ont formé beaucoup plus d'élites que les marxistes. Dans les départements de l'Ouest, les futurs dirigeants (syndicaux) sont tous formés par la jeunesse catholique »* (cultivateur).

● *« Non, je ne le souhaite pas ; mais enfin, si ça venait, j'estime qu'on devrait rester à peu près comme maintenant, mais avoir un gouvernement plus stable »* (employée).

● *« Je souhaite le socialisme, mais pas les bureaucrates et les purges : question de liberté »* (ouvrier).

● *« Il faut faire un régime socialiste : ce ne sera pas les lendemains qui chantent, mais ça donne des possibilités »* (étudiante - militante de gauche).

● *« Un avenir socialiste n'est pas souhaitable à cause de cette subordination absolue de l'individu à une idée politique, à l'Etat »* (instituteur).

Le caractère superficiel de certaines attitudes se dévoile assez nettement lorsqu'il s'agit de savoir si l'avènement d'un régime communiste modifierait en bien ou en mal la situation personnelle des sujets interrogés.

S'il y avait en France un régime communiste, votre situation personnelle s'en trouverait-elle modifiée ? Dans quel sens ?

— Situation pas modifiée	31 %
— Situation aggravée	33 %
— Situation améliorée	8 %
— Ne savent pas	28 %
	100 %

On observe donc un phénomène par lequel le groupe des indifférents est diminué en faveur du groupe des inquiets, d'une part ; d'autre part, il ne reste que 8 % des jeunes pour voir dans le socialisme une cause directe d'amélioration de leur situation personnelle.

En d'autres termes, les positions prises devant le souhait d'un avenir socialiste ne se recoupent pas exactement avec l'image que les sujets se font des conséquences, pour leur vie personnelle, d'un régime socialiste éventuel.

Le rapprochement des deux questions a pour effet de faire sortir un certain nombre de sujets de leur indifférence et de les ranger auprès des inquiets ou des opposants.

Au mieux, nous pourrions dire que l'opération est souhaitée par certains, à condition qu'elle ne change rien, ou pas grand-chose, à la manière de vivre de chacun.

● *« Avec un régime communiste, ma situation personnelle n'en serait pas modifiée. Non, mais enfin, ça ne serait pas drôle, tout au moins par ce que l'on connait des communistes actuels »* (ménagère).

● *« C'est pas une question, on serait tous des esclaves. C'est à craindre que ça se produiso. Mais il y a encore du ressort chez les Français. Si ça devait arriver, ça n'irait pas tout seul, je vous l'assure »* (commis crémier).

● *« Je ne crois pas que le régime communiste modifierait beaucoup ma situation actuelle : je n'ai aucun compte en banque, je ne suis pas propriétaire, mais j'y perdrais sans doute une grande partie de ma liberté d'opinion et de la liberté d'information. Mon pouvoir d'achat ne serait pas tellement modifié. Ceci, dans le cas d'un communisme dirigé par la clique actuelle du parti »* (ancienne employée de la S.S.).

● *« En régime communiste, ma situation personnelle se trouverait probablement changée. J'éprouve toujours beaucoup de mal à me mettre à l'unisson. Il est un certain nombre de valeurs auxquelles je tiens qui n'auraient plus cours, qui seraient méprisées. Pourtant, je ne peux aller contre les bienfaits d'un communisme idéal. Je ne lutterai pas contre ses chances de réalisation... »* (future psychotechnicienne).

● *« Je pense qu'au point de vue bien-être, il pourrait y avoir amélioration. Toutefois, l'homme ne vit pas que du passé, et le régime le ferait payer trop cher. Ce qui m'épouvante le plus, ce ne sont pas les purges massives, ni la manière un peu trop dure avec laquelle ils imposent leurs idées ; j'aurais peur d'abdiquer de moi-même toute liberté, d'arriver à penser comme eux. J'aurais peur de devenir communiste. Et franchement, je me méfie des gens qui veulent rendre les gens heureux malgré eux. L'Etat n'est pas fait pour apprendre à penser aux citoyens. Et puis, le communisme est une société matérialiste »* (enseignant).

● *« Je ne sais pas ce que c'est, la « droite », la « gauche »... ou le « milieu ». Alors, le communisme ? Mais j'aimerais pas que ça aille trop mal en France »* (employée).

● *« Je pense que ça irait mieux. Mais il faudrait que le régime s'adapte aux habitudes des Français »* (ouvrier).

On constate donc que, face à un problème crucial de notre temps, l'avènement d'une éventuelle société socialiste, la moitié des jeunes n'ont pas d'opinion, près d'un tiers repoussant cette évolution politique.

Sur ce point, la majorité des positions sont à l'image du milieu ou de la famille.

CONCLUSION

En résumé, quelles sont les attitudes caractéristiques des jeunes à l'égard de la vie nationale ?

1) Les jeunes s'estiment grandement incapables de détourner le cours du temps auquel ils appartiennent. Ils se considèrent à la merci des événements, sans influence sur eux. Toute modification de la vie nationale semble hors de leur portée ; cette vie nationale n'est pas leur domaine.

2) Alors que, pour tous les problèmes nationaux, l'indifférence apparente est assez généralisée, la guerre d'Algérie vient au premier plan des préoccupations, sensibilisant les jeunes, les désorientant souvent et créant, chez beaucoup, un conflit.

Les buts de cette guerre apparaissent de plus en plus confus et les sacrifices exigés semblent manquer d'une justification suffisante. Si l'indépendance algérienne paraît être pour un certain nombre la seule issue possible, cette issue ne satisfait pas complètement, en particulier en raison du malaise lié à des attitudes racistes non négligeables. Les jeunes qui entrevoient une fin prochaine fondent leurs espoirs sur des possibilités de négociations rapides et sur la lassitude des rebelles.

3) Lorsque l'on demande aux jeunes ce qui va bien en France et ce qui va mal, les critiques l'emportent sur les éloges et cela très nettement, mais une analyse des réponses montre qu'on a le plus souvent affaire à des réactions ayant forme de clichés, sans grand contenu réfléchi. De plus, on doit noter que cette attitude n'entraine nullement chez les jeunes le désir de fuir ou de s'expatrier.

Dans la majorité, indifférente ou opposée en apparence à l'introduction du socialisme en France, la jeunesse est surtout ignorante du fait politique ainsi représenté. Elle répond aux questions posées moins par critique personnelle du socialisme qu'en reprenant les jugements et positions morales ou politiques de ses aînés, surtout ceux du milieu familial.

Cependant, la jeunesse est attirée par l'idée d'une Europe unie, moins, semble-t-il, par raison que par sympathie.

Dans le prochain numéro de L'Express

- **La vie professionnelle.**
- **La génération précédente.**
- **Le sentiment d'injustice.**
- **Les maîtres à penser.**
- **L'idéal qui anime la jeunesse.**
- **Et les conclusions générales de l'I.F.O.P.**

Nous rappelons que ce document est entièrement rédigé par l'Institut Français d'Opinion Publique, à partir d'une enquête effectuée par cet organisme, et ne comporte aucun commentaire de la part de la rédaction de L'Express.

éditions Gallimard

ROMANS

MAX ALDEBERT
Les Iles désertes
590 F
JACQUES-STEPHEN ALEXIS
Les arbres musiciens
990 F
MADELEINE ALLEINS
Les mangues vertes
590 F
LÉON ARÉGA
Pseudonymes
590 F
FRANÇOIS BERNADI
Le vin de lune
620 F
CH. BERNTSEN ET R. SOULAT
Un viking chez les bédouins
700 F
VÉRONIQUE BLAISE
Le temps de notre vie
750 F
MAURICE BLANCHOT
Le dernier homme
390 F
JEAN BLANZAT
La Gartempe
590 F
HENRI BOSCO
Sabinus
750 F
JACQUES DE BOURBON-BUSSET
Le Silence et la joie
300 F
SOPHIE CATHALA
Meurtre d'un serin
450 F
L.-F. CÉLINE
D'un château, l'autre
850 F
HENRY CERTIGNY
Le Bal masqué de Montparnasse
950 F
JEAN-PIERRE CHABROL
Fleur d'Épine
790 F
JACQUES DEBU-BRIDEL
Frère esclave
550 F
BERTRAND DEFOS
Simon le Superbe
950 F
DUBOIS LA CHARTRE
Le journal d'Hercule
870 F
JACQUES DUCHEMIN
Le chemin de Poitiers
590 F
RAYMOND DUMAY
Vanina, mon amour
850 F
JEAN DUVIGNAUD
L'Or de la République
1 200 F
P.-A. EKMAN
Ariane des Tropiques
700 F
MARIE FORESTIER
Le Détour
590 F
JEAN FORTON
La Cendre aux Yeux
590 F
MAUD FRÈRE
L'Herbe à moi
550 F
PIERRE GASCAR
L'Herbe des rues
450 F
M.-J. GAUTHIER
Orages désirés
790 F
JEAN GIONO
Le bonheur Fou
980 F
JEAN GOUDAL
De mer et d'amour
650 F
JEAN GRENIER
Les grèves
1 150 F
PHILIPPE HÉRIAT
Les Grilles d'Or (les Boussardel III)
750 F
ROGER JUDRIN
Boa-Boa
390 F
ALFRED KERN
Le Clown
1 400 F
NADINE LEFÉBURE
Les sources de la mer
650 F
ROBERT MARGERIT
Les Amants
390 F
SUZANNE MOITIER
Le dragon du lac
890 F
MARCEL MOULOUDJI
Les larmes
550 F
ÉLISABETH DE NEYRAT
Les buissons de septembre
750 F
JACQUES PERRET
Rôle de Plaisance
650 F
MICHEL PLANCHON
Compagnons de Silence
800 F
PAULE RÉGNIER
Fêtes et Nuages
650 F
SILVAIN REINER
Le Caporal marche nu-tête
850 F
PIERRE ROUVE
L'homme à la Colombe
(sous presse)
NATHALIE SARRAUTE
Portrait d'un inconnu
590 F
C.-G. SOLORE
Comme une odeur de nuit
550 F
NELLY STÉPHANE
Les Chercheurs
850 F
GERMAINE THÉRON
Le secret merveilleux
550 F
ELSA TRIOLET
Le Monument
550 F
ROGER VAILLAND
La Loi
750 F

BIBLIOTHÈQUE BLANCHE

LIVRES POUR ENFANTS
HENRI BOSCO
Barboche
500 F
JEAN FORTON
Cantemerle
500 F

CONTES ET NOUVELLES

ALBERT CAMUS
L'Exil et le Royaume
490 F
FELICIEN MARCEAU
Les Belles natures
650 F
HENRI POURRAT
Le Trésor des Contes, tome VIII
(sous presse)

ÉTUDES

JEAN CAZENEUVE
Les Dieux dansent à Cibola
(Le Shalako des indiens Zunis)
1 150 F
JEANNE CUISINIER
Le Théâtre d'ombres à Kélantan
1 250 F

POÉSIE

ALAIN BOSQUET
Premier testament
200 F
RENÉ CHAR
Poèmes et prose choisis
650 F
PIERRE DALLE NOGARE
Cellules
200 F
JEAN FOLLAIN
Tout instant
300 F
J.-FREDERIC FRIÉ
Si peu de temps
(sous presse)
RAYMOND LAFAYE
Pour Monia
200 F
PATRICE DE LA TOUR DU PIN
Pépinière de Sapins de Noël (illustré)
(sous presse)
ARMEN LUBIN
Les hautes terrasses
300 F
ROBERT MALLET
Lapidé lapidaire
190 F
PIERRE OSTER
Solitude de la lumière
(sous presse)
ROGER PARISOT
Nature vive
200 F
SAINT-JOHN PERSE
Amers
1 200 F
CLAUDE VIGÉE
L'Eté indien
(sous presse)

ESSAIS & CHRONIQUES

ALAIN
Propos d'un normand tome III
(1906-1914)
700 F
ROBERT ANTELME
L'Espèce humaine
850 F
GEORGES BATAILLE
La littérature et le mal
650 F
SIMONE DE BEAUVOIR
La longue marche
1 000 F
MARC BERNARD
La bonne humeur
390 F
LEON BOPP
Paris
1 200 F
PIERRE BRISSON
Propos de théâtre
550 F
R. CAILLOIS ET G. PICON
Panorama des Idées contemporaines
1 500 F
ANDRÉ CHAMSON
Discours de réception à l'Académie Française et réponse de M. Jean-Louis Vaudoyer
300 F
MICHEL COURNOT
Le premier spectateur
590 F
JEAN DELAY
La jeunesse d'André Gide, tome II
1 650 F
ALEXANDRE DUMAS
Mes mémoires, tome II
950 F
MIRCEA ELIADE
Mythes, rêves et mystères
750 F
ETIEMBLE
Le péché vraiment capital
450 F
PIERRE FLOTTES
L'Éveil de Victor Hugo
750 F
STANISLAS FUMET
Paul Claudel
JEAN GRENIER
Sur la mort d'un chien
(sous presse)
L'existence malheureuse
(sous presse)
RENE GUENON
La Grande Triade
200 F
Esotérisme de Dante
590 F
MARTIN HEIDEGGER
Qu'est-ce que la philosophie ?
190 F
MARCEL JOUHANDEAU
Carnets de l'écrivain
GEORGES LAMBRICHS
Les fines attaches
500 F
E. DE LA ROCHEFOUCAULD
Pluralité de l'être
300 F
Pr HENRI MONDOR
La précocité de Valéry
(sous presse)
HENRY DE MONTHERLANT
Carnets (années 1930-1944)
950 F
JACQUES PERRET
Salades de Saison
590 F
MARTHE ROBERT
Kafka
(sous presse)
CLAUDE ROY
Descriptions critiques, tome III : L'Amour de la Peinture
750 F
JULES ROY
L'homme à l'épée
590 F
JACQUES SCHERER
Le " livre " de Mallarmé
850 F
Mme SIMONE
Sous de nouveaux soleils
690 F
JEAN TARDIEU
L'espace et la flûte (variations sur 12 dessins de Picasso)
(sous presse)
ALEXIS DE TOCQUEVILLE
Œuvres complètes, tome V : Voyages en Sicile et aux États-Unis
1 200 F
GERAUD VENZAC
Jeux d'ombre et de lumière sur la jeunesse d'André Chénier
750 F

THÉATRE

ARTHUR ADAMOV
Paolo-Paoli
700 F
JACQUES AUDIBERTI
La mégère apprivoisée
(sous presse)
MARCEL AYMÉ
La mouche bleue
(sous presse)
ETIEMBLE
L'ennemie publique
650 F
MICHEL DE GHELDERODE
Théâtre, tome V
790 F
MARGUERITE LIBERAKI
L'autre Alexandre
500 F
LOPE DE VEGA
Le Chevalier d'Olmedo (texte français d'A. Camus)
490 F
FÉLICIEN MARCEAU
L'Œuf
450 F
ROBERT MERLE
Théâtre. tome II
700 F
HENRY DE MONTHERLANT
La Ville dont le prince est un enfant
650 F
LUIGI PIRANDELLO
Théâtre, tome VIII
(sous presse)
DOMINIQUE ROLIN
L'pEouvantail
750 F
JULES ROY
Le fleuve rouge
590 F
ARMAND SALACROU
Théâtre, tome VII
650 F

CORRESPONDANCES

J.-P. FLORIAN
Lettres au Marquis A. de Florian (1779-1793)
690 F
MAX JACOB
Lettres aux Salacrou
(sous presse)
JULES RENARD
Lettres inédites
850 F
P. VALÉRY ET G. FOURMENT
Correspondance 1887-1933
750 F
SIMONE WEIL
Écrits de Londres et dernières lettres
650 F

MUSIQUE

HENRY BARRAUD
La France et la musique occidentale
750 F
MARCEL BEAUFILS
Le lied romantique allemand
950 F
REYNALDO HAHN
Du chant
850 F
JOSEPH SAMSON
Musique et Chants sacrés
750 F

DESSINS

MAURICE HENRY
Dessins
(sous presse)

SCIENCES

ROGER GODEL
Vie et Rénovation
980 F
HUBERT LARCHER
Le sang peut-il vaincre la mort
950 F
Dr. GEORGES VALENSIN
La Fécondation artificielle et naturelle de la femme
990 F

nrf nrf nrf nrf

livres parus en 1957

HISTOIRE

P. BARBIER & F. VERNILLAT
Histoire de France par les Chansons
(tome I)
950 F
(tome II)
900 F
(tome III)
(sous presse)
(tome IV)
(sous presse)

CHOMBART DE LAUWE
La Genèse de la IVe République
(sous presse)

MAURICE HEIM
Le vrai visage du Comte de Saint-Germain
650 F

GILBERT LELY
La vie du Marquis de Sade, tome II
(sous presse)

GÉOGRAPHIE

AUBERT DE LA RUE
Brésil aride
990 F

JACQUES BESANÇON
L'homme et le Nil
1 950 F

PIERRE DEFFONTAINES
L'homme et l'hiver au Canada
990 F

PIERRE DEFFONTAINES ET M. JEAN BRUNHES-DELAMARRE
Atlas aérien, tome II
2 500 F

PAUL RIVET
Les origines de l'homme américain
650 F

AIR DU TEMPS

sous la direction de Pierre Lazareff

ALEXANDRA DE YOUGOSLAVIE
Pour l'amour de mon roi
850 F

A. AYCARD & J. FRANCK
La réalité dépasse la fiction BIS
800 F

LUCIEN BODARD
La Chine de la douceur
(sous presse)

PETER BULL
La mer sur une passoire
(sous presse)

MICHEL CHRESTIEN
Esprit es-tu là ?
(sous presse)

J. KEATING ET R. CARTER
Meurtres sur la 10e Avenue
850 F

J. KESSEL
Hong-Kong et Macao
690 F

RANDAL LEMOINE
La maison des sept destins
720 F
Drôles comme quatre, les frères Jacques
750 F

MAC HYMAN
Pas d'avenir pour le sergent
600 F

ANDRÉ MAUROIS
La France change de visage
550 F

J. PERRY ET J. CHABERT
L'Affaire Petiot
750 F

ERIC PIQUET-WICKS
Quatre dans l'ombre
790 F

RENÉ PUISSESSEAU
Quelqu'un mourra ce soir aux Caraïbes
650 F

JEAN QUÉVAL ET JEAN THÉVENOT
T.V.
950 F

HENRY TORRÈS
Accusés hors-série
790 F

ALEXANDER WERTH
La France depuis la guerre (1944-1957)
1 500 F

SÉRIE NOIRE

sous la direction de Marcel Duhamel

Soixante volumes nouveaux, du N° 348 au N° 407

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

SERGE AKSAKOV
Une chronique de Famille, tome II : L'Enfance de Serge Bagrov
950 F

MARIA-LUISA BOMBAL
La femme au linceul (Angl.)
550 F

JORGE-LUIS BORGES
Enquêtes (1937-1952) (Esp.)
750 F

HERMANN BROCH
Les Somnambules, tome III
Huguenau ou le Réalisme (All.)
1 100 F

Y. COMPTON-BURNETT
Des hommes et des femmes (U.S.A).
(sous presse)

ILYA EHRENBOURG
Le Dégel
950 F

C.-L. FALLAS
Marcos Ramirez (Esp.)
750 F

WILLIAM FAULKNER
Requiem pour une nonne préface d'A. Camus)
750 F

RAFAEL SANCHEZ FERLOSIO
Inventions et pérégrinations d'Alfanhui (Esp.)
590 F

LOUIS FISHER
Retour à Moscou (U.S.A.)
900 F

C.-S. FORESTER
Bergers sur la mer (Angl.)
750 F

JUAN GOYTISOLO
Jeux de mains (Esp.)
750 F

IOURI IANOVSKI
Les Cavaliers (U.R.S.S.)
490 F

FRANZ KAFKA
Préparatifs de Noce à la campagne (All.)
900 F

SOEREN KIERKEGAARD
Journal - Extraits IV (Dan.)
990 F

KHUSHWANT SINGH
Train pour le Pakistan
(sous presse)

TOMMASO LANDOLFI
La pierre de lune (It.)
450 F

ANDRAS LASZLO
Le Muchacho (Esp.)
550 F

TRYGVE LIE
Au service de la Paix (Angl.)
1 650 F

MELNIKOV-PETCHERSKI
Dans les forêts (U.R.S.S.)
1 500 F

HERMAN MELVILLE
Journaux de voyage (U.S.A)
690 F

GEORGE MIKES
La révolution hongroise (Angl.)
750 F

HENRY MILLER
Les livres de ma vie (U.S.A.)
950 F

KOUO MOJO
K'iu Yuan (Chine)
600 F

ED. O'CONNOR
La dernière fanfare
(sous presse)

J.-R. OPPENHEIMER
L'Esprit libéral (Ang.)
500 F

GIOSE RIMANELLI
Tir au pigeon (It.)
750 F

M. O. SILVA
Maisons mortes
(sous presse)

EDMUND-W. SINNOTT
La biologie de l'esprit (U.S.A.)
690 F

NATSUMÉ SOSEKI
Le pauvre cœur des hommes (Kokoro) (Jap.)
850 F

A. TOYNBEE
Le monde en mars 1939
(sous presse)

IOURI TYNIANOV
Le disgracié (U.R.S.S.)
950 F

K.-M. WALLENIUS
Le chasseur de l'Arctique (Angl.)
650 F

C. WEIZMANN
Naissance d'Israël
(sous presse)

EUDORA WELTY
Mariage au Delta (U.S.A.)
790 F

ANONYME
Hymnes spéculatifs du Véda
800 F

BIBLIOTHÈQUE DE LA PLEIADE

GUILLAUME APOLLINAIRE
Œuvres poétiques
3 300 F

PAUL CLAUDEL
Œuvre poétique
3 094 F

BENJAMIN CONSTANT
Œuvres
3 043 F

VALERY LARBAUD
Œuvres
3 094 F

CHARLES PÉGUY
Œuvres en prose (1909-1914)
3 094 F

Mme DE SÉVIGNÉ
Lettres, tome III
2 785 F

PAUL VALÉRY
Œuvres, tome I
(sous presse)

ENCYCLOPÉDIE DE LA PLEIADE

sous la direction de Raymond Queneau

Histoire des Littératures, tome II : Littératures occidentales
3 610 F

Histoire Universelle, tome II : De l'Islam à la Réforme
4 022 F

Histoire de la Science
4 200 F

GALERIE DE LA PLEIADE

ANDRÉ MALRAUX
La Métamorphose des Dieux, tome I
Maquette Paul Bonet
5 950 F
Reliure toile
4 950 F

LIVRES RELIÉS

GEORGES BERNANOS
Le Crépuscule des Vieux
1 380 F

HENRI BOSCO
Sabinus
1 580 F

R. CAILLOIS ET G. PICON
Panorama des Idées Contemporaines
2 000 F

ALBERT CAMUS
La Chute
1 280 F

ALBERT CAMUS
L'Exil et le Royaume
1 280 F

ROMAIN GARY
Les Racines du Ciel
1 500 F

JEAN GIONO
Le Bonheur Fou
1 780 F

ERNEST HEMINGWAY
Romans (illustré)
5 250 F

FRANZ KAFKA
Lettres à Milena
1 450 F

PHILIPPE HÉRIAT
Les Grilles d'Or (Les Boussardel III)
1 550 F

STEPHANE MALLARMÉ
Poésies
1 300 F

HENRY DE MONTHERLANT
Brocéliande
1 280 F

HENRI POURRAT
Le Trésor des Contes, tome VII
1 680 F

JACQUES PRÉVERT
Paroles
1 450 F

SAINT-JOHN PERSE
Amers
2 350 F

JOHN STEINBECK
Les Raisins de la Colère
1 950 F

PAUL VALÉRY
Les Bucoliques
1 300 F

ÉMILE ZOLA
Chefs-d'Œuvre (illustré)
4 900 F

COLLECTION "SOLEIL"

HENRI BOSCO
Sabinus
1 350 F

ALBERT CAMUS
L'Exil et le Royaume
1 150 F

JEAN GIONO
Le Bonheur fou
1 650 F

PHILIPPE HÉRIAT
Les Grilles d'Or (Les Boussardel III)
1 350 F

HENRY DE MONTHERLANT
Carnets
1 450 F

JACQUES PERRET
Rôle de Plaisance
1 250 F

ROGER VAILLAND
La Loi
1 350 F

REVUES

la nouvelle revue française
revue mensuelle de littérature et de critique

Tarif d'abonnement :
France et Union Française
six mois : 1.000 frs ; un an : 1.950 frs
Etranger
six mois : 1.250 frs ; un an : 2.450 frs

diogène

revue mensuelle publiée sous les auspices du Conseil International de la Philosophie et des Sciences humaines et avec l'aide de l'UNESCO

Prix du Numéro : 200 frs
Abonnement annuel (4 numéros) :
France : 700 frs ; Etranger : 875 frs

La NOUVELLE REVUE FRANÇAISE, LIBRAIRIE GALLIMARD, est heureuse de vous présenter la liste complète de ses publications de l'année 1957.
Cette page constitue un catalogue pour vous guider dans le choix de vos cadeaux et celui de vos achats personnels.
Dès à présent demandez à votre libraire habituel *nos catalogues " Etrennes " et " Pléiade ".*
Abonnez-vous au Bulletin de la N.R.F. qui, chaque mois, vous informera de nos nouvelles publications. Pour bénéficier de cet abonnement gracieux, il vous suffit de remplir et de nous adresser le Bon inséré ci-dessous.

BON d'abonnement gracieux à découper et à adresser à la Librairie Gallimard, Service Commercial, 5, rue Sébastien-Bottin, PARIS (7e).

M ____________________
Adresse ____________________
____
EX

Pour toute communication, écrivez à la Librairie Gallimard, Service Commercial, 5, rue Sébastien-Bottin, PARIS (7e) ou téléphonez à LITtré 28-91 et 66-42.

nrf nrf nrf nrf

ALORS... RACONTE.

SCIENCES

La chanson du passé

LE siège de la mémoire aurait été localisé. En l'affirmant, le docteur Wilder Penfield, directeur de l'Institut de Neurologie de Montréal, a passionné les savants de toutes les disciplines réunis à l'occasion du congrès annuel de l'Académie Nationale des Sciences américaine.

D'après le docteur Penfield la mémoire se situerait au niveau du cortex dans une zone qui s'étendrait sur la partie antérieure du cerveau.

Le docteur Penfield a fait cette découverte en stimulant à l'aide d'un faible courant électrique cette zone du cerveau :

> *Lorsqu'un certain point de cette région,* dit-il, *était stimulé, le patient entendait tout à coup une chanson qu'il avait depuis longtemps oubliée.*

Ce patient a déclaré : « Ce n'était pas comme si j'imaginais entendre une chanson, je l'entendais réellement... Ce n'était pas une de mes chansons favorites et j'ignorais pourquoi je l'entendais soudain. »

Dans d'autres cas, les patients ont « revécu » des épisodes de leur enfance, également oubliés.

La stimulation répétée de la même région faisait resurgir le même épisode, non comme un souvenir, mais comme un événement se produisant dans le présent. Le patient avait pourtant conscience, en même temps, que cet épisode venait de son passé.

De nombreux sujets ont déclaré au docteur Penfield qu'ils demeuraient toujours conscients de la situation présente bien que l'épisode ranimé par la stimulation électrique ait été beaucoup plus intense qu'un souvenir.

Certains sujets n'ont pu retenir des cris d'étonnement quand ils ont *entendu* ou *vu* des amis qu'ils savaient être au loin.

ELECTRONIQUE

La machine à critiquer

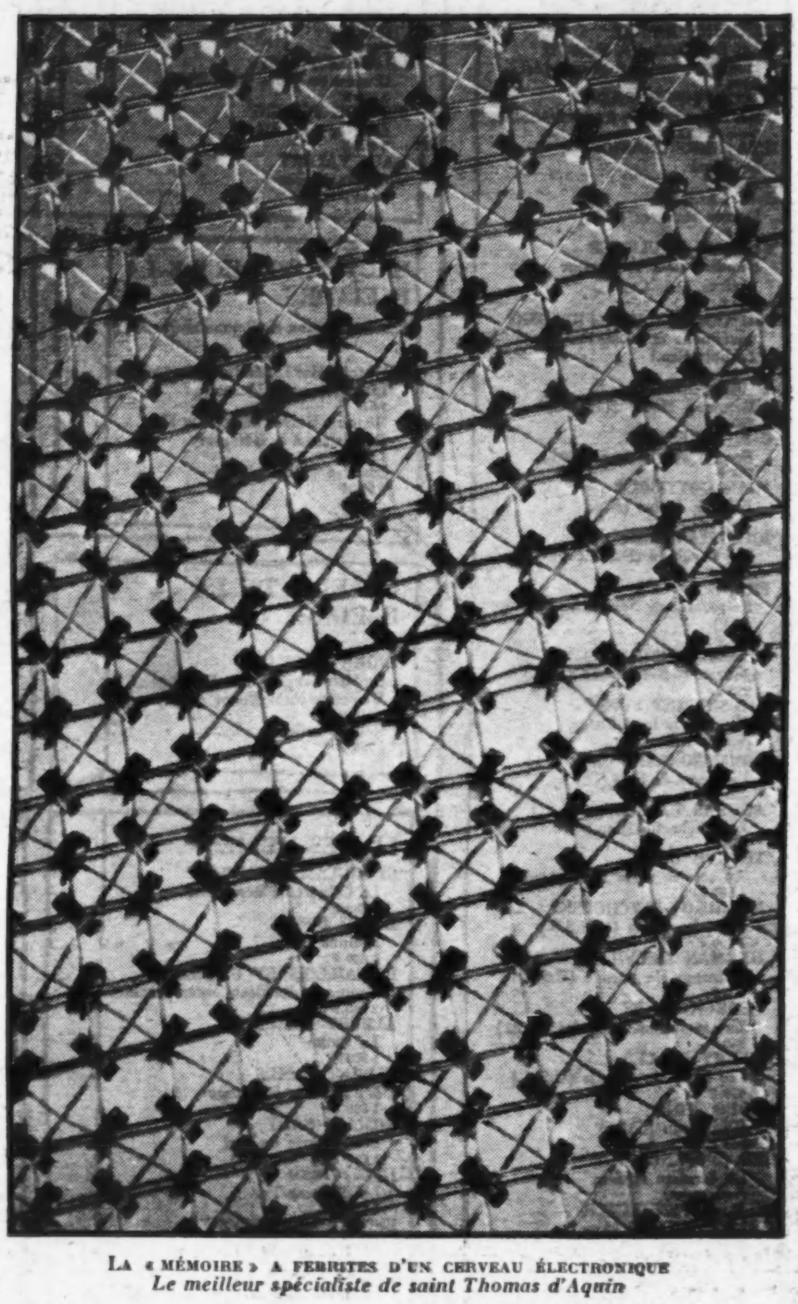
– *POUR toute question concernant le texte des œuvres complètes de saint Thomas d'Aquin,* répondit il y a quelques semaines le père Robert Busa, membre de la Faculté de Philosophie de Gallarate, près de Milan, à un philologue allemand, *adressez-vous au plus grand cerveau du monde. Vous aurez la réponse dix mille fois plus rapidement que si j'essayais de vous la donner.*

Venant du père Busa, qui a consacré sa vie à saint Thomas, cette réponse était surprenante.

— *Ce cerveau,* explique le père Busa, *couvre, à New York, une superficie de plusieurs dizaines de mètres carrés, c'est un ordinateur, le « I.B.M. 705 », il connaît saint Thomas d'Aquin par cœur.*

Par cœur, à l'endroit comme à l'envers, de toutes les façons possibles et même autrement. Cet ordinateur — dont il existe seulement quelques exemplaires aux U.S.A. — est une machine à calculer qui ne se limite pas au calcul pur et simple, elle tire elle-même des conclusions grâce à ses multiples mémoires magnétiques. Elle a appris et enregistré sur des fiches perforées les 13 millions de mots contenus dans les œuvres complètes de saint Thomas d'Aquin. Ce qui aurait demandé à 50 étudiants quarante ans de travail. Ce qui lui permet de dire, par exemple, combien de fois saint Thomas d'Aquin a utilisé le mot « in » dans ses écrits. Ce qui lui permet sur une simple citation de quatre mots de retrouver le contexte de la phrase.

L'I.B.M. 705 va plus loin. Elle a « lu » les manuscrits de la mer Morte. Des rouleaux illisibles par endroits et comportant des passages ajoutés. En tenant compte de la fréquence, de l'emploi et de l'enchaînement des mots dans le contexte, l'I.B.M. 705 a complété les phrases morcelées par les mots qui « devaient » être utilisés. Elle a même permis de déceler les tournures étrangères qui avaient sans doute été rajoutées: elles étaient anormales dans le cadre de l'œuvre.



LA « MÉMOIRE » A FERRITES D'UN CERVEAU ÉLECTRONIQUE
Le meilleur spécialiste de saint Thomas d'Aquin

Le problème le plus délicat dans l'utilisation de cette machine miracle — dont la version française ne sera pas construite avant le début de 1959 — est celui de la codification. Le premier objectif des ingénieurs a été de trouver une méthode pour analyser mécaniquement n'importe quel texte et le classer de la façon la plus simple : par mots.

C'est grâce au père Busa que la « Somma theologica » de saint Thomas d'Aquin s'est transformée en un million six cent mille cartes perforées. Le père Busa, au moment où il posa le problème de la « philologie mécanique » aux ingénieurs américains, était sur le point d'abandonner ses recherches.

Adapter l'ordination aux besoins de l'analyse littéraire n'est pas la dernière utilisation de l'I.B.M. 705. Les techniciens de l'I.B.M. préparent actuellement la transcription de documents dans d'autres domaines : ceux de la jurisprudence, de la chimie, de la médecine, de la science enfin.

ENSEIGNEMENT

Snarky, Gargle et le zéro

LES mathématiques peuvent être aussi amusantes que les bandes dessinées des journaux d'enfants. Le professeur Howard Fehr, qui forme des professeurs de mathématiques à l'Université de Columbia, en fait la démonstration. Pas au tableau noir. Mais à la télévision.

Depuis longtemps M. Howard Fehr assure que les mathématiques sont enseignées en dépit du bon sens. Et quand on lui a demandé comment on pourrait stimuler le goût des enfants pour cette discipline, il a proposé de faire une série d'émissions comiques à la télévision.

Son idée a été acceptée. Et depuis quelques jours les principales chaînes de télévision américaines diffusent les « Aventures dans le nombre et l'espace » qui retracent, avec la collaboration de marionnettes, l'histoire des mathématiques.

Le personnage central de cette émission est un homme, le comédien Bill Baird, qui raconte comment comptaient les hommes des cavernes (« 1, 2 ; 1, 2, et le reste... »), décrit les premiers systèmes numériques, explique l'origine du système décimal, parle de la théorie de la probabilité et termine par le célèbre $E = MC^2$ d'Einstein.

Tout ce qu'il dit est illustré par des exemples pratiques et par des dialogues entre l'acteur (celui qui sait), la marionnette Snarky (celui qui veut savoir) et la marionnette Gargle (celui qui ne comprend pas).

Ainsi lorsque Baird parle de la découverte du zéro, Gargle intervient : « Qu'est-ce qu'il ne faut pas entendre! Zéro signifie rien, et vous osez dire que la découverte de rien a été un événement mondial. »

Les interventions cocasses des marionnettes et le vocabulaire volontairement simple de Baird transforment l'enseignement des mathématiques en une série de sketches clownesques.

Dès le lendemain de la première émission, le producteur et le réalisateur ont reçu d'innombrables lettres de félicitations, provenant aussi bien de scientifiques que de jeunes gens qui, jusqu'à présent, n'avaient rien compris aux mathématiques.

DENTS

Gaz contre sucre

LA carie dentaire, provoquée par la décalcification ?

Cette théorie, généralement admise, a été réfutée au cours des journées dentaires internationales de Paris.

La dernière guerre et les restrictions ont permis aux spécialistes de faire une surprenante découverte : dans l'humanité affamée et décalcifiée de 1945, la carie dentaire était en voie de disparition. Maintenant les dentistes accusent un seul « grand coupable » : le sucre. Mais comme ils savent bien qu'on n'empêchera jamais les enfants de sucer des bonbons, ils cherchent surtout à guérir le mal.

Ont-ils trouvé la panacée qui reléguera dans les musées la roulette, voire la brosse à dents ? Certains spécialistes américains l'affirment.

Dans une petite ville du Texas, où les dentistes faisaient faillite les uns après les autres, on s'est aperçu, en effet, il y a quelques années, que l'eau consommée par la population contenait une forte proportion de fluor. Fallait-il attribuer à ce gaz l'exceptionnelle santé dentaire des habitants ? Les Américains le croient et assurent que 65 % des caries disparaîtraient si l'on généralisait la consommation d'eau fluorisée.

Sans mettre en doute l'influence bénéfique du fluor, les Français et les Allemands sont beaucoup moins catégoriques : « Le fluor, disent-ils, n'est pas un remède mais un préventif. Il ne peut avoir des influences sur la denture des hommes de plus de quinze ans. Puis, on peut se demander s'il n'est pas étranger à certaines maladies de la vésicule biliaire... »

RECHERCHES

Dans une tour de Londres

LE savant atomiste Klaus Fuchs, emprisonné depuis sept ans à Wakefield, pour avoir communiqué des documents à l'U.R.S.S., ne demeure pas inactif dans sa cellule : il consacre ses journées à résoudre les problèmes mathématiques et théoriques que pose le lancement de fusées à longue portée et de satellites artificiels. Il pense résoudre toutes les difficultés que les Russes ont eu à surmonter.

S'il poursuit ainsi ses recherches, c'est qu'il craint que sa retraite prolongée ne lui ait fait perdre contact avec l'actualité scientifique.

Prisonnier-vedette, bénéficiant de privilèges spéciaux, il espère travailler de nouveau pour la Grande-Bretagne, dès sa libération, en novembre 1959.

Le docteur Fuchs tient également à faire profiter ses codétenus de ses connaissances scientifiques.

Un prisonnier récemment libéré de Wakefield déclare : « *Le Dr Fuchs dirige presque entièrement le programme éducatif de la prison, organise des conférences et prépare les prisonniers aux examens scientifiques afin qu'ils puissent trouver une situation à leur libération.* »

Raymond FREIHER

le sympathique professeur diplômé de l'Ecole de Ski de MEGEVE, ex-champion de France militaire, vous conseillera dans le choix de votre équipement

RAYMOND FREIHER

se tient actuellement à votre disposition aux nouveaux rayons de Sports d'Hiver des GRANDS MAGASINS DU LOUVRE, place du Plais-Royal

Grâce à sa grande expérience des choses de la « MONTAGNE », il vous conseillera utilement et vous aidera à solutionner tous les problèmes pratiques et techniques que pose le choix parfait de votre équipement pour les Sports d'hiver.

Vêtements étudiés avec soin, matériel perfectionné et toutes les nouveautés pour le ski et l'après-ski, voilà ce que vous êtes assurés de trouver au LOUVRE en même temps que les meilleurs prix de la Place.

Raymond FREIHER vous attend chaque jour au premier étage, centre du Magasin.

Il vous réservera son meilleur accueil et ses conseils hautement qualifiés.

LE SUICIDE PREVOYANT

C. Zurres, le poète chéri des caves existentialistes, a tenté de mettre fin à ses jours en laissant ouvert le robinet de son fourneau à gaz. Plein de prévoyance pour son prochain, il avait suspendu à sa porte un écriteau sur lequel on pouvait lire : « Danger d'explosion. Ne pénétrer qu'avec un boîtier Wonder ». La pile Wonder ne s'use que si l'on s'en sert.

C'EST DANS LE 12e...

C'est dans le 12e arrondissement que vous trouverez le tailleur de classe que vous cherchez depuis longtemps

C. HUTMAN

10, rue de Wattignies - DOR. 59-52

Parking assuré

BOUCHER

CÉZANNE

GAUGUIN

PICASSO

263 tableaux français : aucun à Paris, ni où que ce soit en France.

LA SEMAINE

LAURENT DE BRUNHOFF a repris, comme on le sait, le crayon de son père pour continuer de raconter en images les aventures de Babar. Il ne limite cependant pas ses activités à la fabrication de ce « romancero » cocasse qui n'en finit pas d'émerveiller l'enfance. C'est aussi un dessinateur au talent singulier. A cause des « Animaux vus par leurs hommes », on songe à un Grandville qui aurait abandonné les cols empesés de la seconde moitié du XIX[e] siècle pour le costume moderne : d'où son allure détendue, mais aussi un esprit plus âpre, plus narquois et, tout compte fait, plus gai (1).

Côté peinture, Charchoune, injustement méconnu, fait une heureuse réapparition (2).

Avec lui, le ton sensible — le meilleur — du cubisme est remis à l'honneur. Ses toiles ne « datent » pas. Elles paraissent au contraire beaucoup plus actuelles, dans leur conception, que celles d'un Domoto dont le jeune informalisme est déjà à bout de souffle (3).

Côté brio, on peut également voir, cette semaine, les peintures de Yankel (4), qui mélange habilement — trop habilement peut-être — les procédés du cubisme et de l'impressionnisme pour aboutir à une sorte de néo-réalisme qui lui est propre.

Côté histoire, l'exposition des précurseurs polonais du cubisme (5) est d'un intérêt certain. Comme, dans un tout autre domaine, celle consacrée à la Jeune Parque et à la création poétique (6), ou les étonnantes peintures préhistoriques relevées au Sahara par Henri Lhote (7).

(1) Jacques Massol, 12, rue La Boétie.
(1) J.-C. de Chaudun, 36, rue Mazarine.
(3) Stadler, 51, rue de Seine.
(4) Romanet, 18, avenue Matignon.
(5) Denise René, 124, rue La Boétie.
(6) Musée pédagogique.
(7) Musée des Arts décoratifs.

PEINTURE

Manuel Viola

Galerie Claude Bernard, 5, rue des Beaux-Arts.

● *Un homme « que la peur mange » rêve de sortir du chaos.*

ENTRE la « lumière grise » du Nord — dont il a besoin pour peindre, mais qui le gêne pour vivre, et la lumière brutale du Sud — dont il a besoin pour vivre mais qui le gêne pour peindre — Manuel Viola demeure profondément divisé, inquiet.

Quand, en 1953, l' « inventeur » du baroque, Eugenio d'Ors, et l'écrivain Camillo José-Céla le prirent chacun d'un côté pour l'enfermer à double tour dans un appartement madrilène, avec des toiles, des pinceaux et des tubes de toutes les couleurs, ils ne savaient pas encore que Manuel Viola ferait, cette année-là, une exposition qui constituerait la première manifestation — triomphale — de l'art d'avant-garde en Espagne, depuis la fin de la guerre civile.

Depuis six ans pourtant, il avait cessé de peindre. Après avoir fait figure d' « outsider » dans l'écurie de l'École espagnole de Paris (Picasso, Clavé, Dorès, Dominguez, etc.), un invincible besoin de revoir son pays l'avait poussé, en 1947, vers cette frontière qu'à dix-sept ans à peine il franchissait avec la horde lamentable et glorieuse de l'armée populaire vaincue.

En retrouvant son pays, il reprend ses rêves où ils en étaient, au moment de troquer son plumier d'écolier pour un fusil. Il avait voulu devenir torero. Il le devient. Mais c'est plutôt un torero de salon. « *Très artistique,* disent les journaux lorsqu'il se produit en public. *Mais on sent que la peur le mange.* »

Le peuple gitan, auquel il appartient un peu par sa mère, l'adopte. Il tape dans ses mains pour scander les mélopées « flamenco » et les danses furieusement inspirées de ses frères. Il travaille aussi avec eux, vend des tapis, des tissus dans les villages les plus reculés et devient finalement forgeron près de Malaga.

Un peintre canadien de passage, qui connaît le nom de Manuel Viola, le retrouve par hasard et le ramène à Madrid où, après son exposition, Eugenio d'Ors lui mettra dans la poche un billet de chemin de fer pour Paris parce qu'il faut, dit-il, se remettre dans le bain, être dans le courant.

Mais Manuel Viola n'a pas d'atelier à Paris. Maintenant qu'il a retrouvé sa véritable vocation, il ne peut plus peindre. On lui prête une masure à moitié abandonnée, dans une ferme de la Mayenne, Ses toiles s'y couvriront des feux confus qui s'entrecroisent comme un filet ramenant pêle-mêle le roc, la mer, le ciel et quelques herbes féroces au pied du voyageur lorsqu'il aperçoit, pour la première fois, la côte andalouse.

Au contraire, quand il retourne à Madrid, c'est la luxuriante exubérance des bocages mayennais qui renaît spontanément sous son pinceau.

Reprendre le dialogue

Où qu'il soit, cependant, « la peur le mange » : peur de n'être pas assez abstrait. Peur de n'être pas réaliste alors que son habileté, toute gitane, lui permettrait de l'être (comme il le fut à son début) sans tomber en aucune façon dans le pompiérisme.

Pour se rassurer, il montre naïvement un tableau de lui en disant :

— *Ça c'est du travail consciencieux, bien fait. C'est compliqué.*

Mais le fond de la question n'est pas là. Ce Gitan qui ressemble à un torero castillan et dont on a dit qu'il était le seul peintre « flamenco », s'est donné une mission : domestiquer les hasards de la technique, organiser pour son propre compte le chaos dans lequel se débat actuellement la peinture. Aller jusqu'au bout de l'informel, rejoindre ce point idéal où les « coins de tableaux » classiques ou romantiques démesurément agrandis, tragiquement isolés, tendent à se rejoindre pour composer de nouveaux visages, de nouveaux paysages, de nouvelles formes avec lesquels le dialogue, un moment interrompu, pourrait reprendre.

Dans cette perspective, sa première grande exposition à Paris marque une étape importante.

JEAN-FRANÇOIS CHABRUN.

MUSÉES

L'art français à Leningrad

par Charles Sterling. Ed. du Cercle d'Art, 240 pages, 263 illustrations, 7.900 fr.

● *Plus de Cézanne à Leningrad qu'à Paris.*

QUEL musée peut offrir à ses visiteurs plus de 50 Picasso, 53 Matisse, 26 Cézanne, 30 Gauguin, 20 Monet et 22 Corot ? Aucun, hélas ! à Paris, ni où que ce soit en France. Le musée de l'Ermitage, à Leningrad, et son homologue moscovite, le musée Pouchkine, sont à même de le faire...

En feuilletant l'ouvrage que Charles Sterling vient de faire paraître sur les collections soviétiques, on reste confondu.

Corneille de Lyon, Le Nain, Poussin, Watteau, David, Delacroix furent acquis tour à tour par Pierre le Grand, Catherine, tel ou tel de leurs successeurs sur le trône de l'empire. Les pièces modernes, nationalisées au lendemain de la Révolution, appartenaient à deux collectionneurs exceptionnels: Stchoukine et Morozov. L'un et l'autre, Parisiens d'adoption plusieurs mois par an, surent reconnaître avant 1914 le génie de ceux qui sont aujourd'hui nos plus grands peintres.

Grâce à eux, la longue analyse que Charles Sterling consacre aux toiles de l'Ermitage se transforme tout naturellement en une histoire de la peinture contemporaine. Et bien que malheureusement trop « forcées », les nombreuses reproductions en couleurs sont pour l'amateur une perpétuelle invitation au voyage...

LA COTE

Sur la rive gauche

● *Vierges du XVI[e] et « garçonnes » 1925.*

CETTE semaine l' « Amateur Express » a fouillé quelques rues de Saint-Germain-des-Prés à la recherche d'objets (moins de 20.000 fr.) :

● Une Vierge à l'Enfant en buis, du XVI[e] : 16.500 fr.

● Un ange Renaissance, style populaire : 8.500 fr.

(*A la Recherche du Temps perdu, 13, rue de Beaune.*)

● Deux tableaux d'oiseaux entièrement réalisés en plume, époque 1880. La paire : 18.000 fr.

(*Claude Gero, 16, rue de Beaune.*)

● Des têtes de « garçonnes » en faïence autrichienne pouvant être montées en lampe, époque 1925 : 4.000 fr.

(*Aux Courtines de Lisette, 12, rue de Beaune.*)

● Des poignées et marteaux de porte Directoire : entre 2.000 et 5.000 fr.

(*Antiquités, 33, rue Jacob.*)

GALERIE ROMANET
La plus belle galerie de Paris
YANKEL
18, Av. MATIGNON

Galerie KLEBER, 24, avenue Kléber, Paris - 16[e]
MARCELLE LOUBCHANSKY

GALERIE LOUISE LEIRIS
47, rue de Monceau (8[e]) - LAB. 57-35
E. DE KERMADEC
Peintures 1927 - 1957
Ts l. j. ouv. sf lundi de 10 à 12 h. et 14 h. 30 à 18 h.

LAGRANGE
Peintures :
G. VILLAND-GALANIS
127, boulevard Haussmann
Aquarelles :
GALERIE SAINT-AUGUSTIN
122, boulevard Haussmann

Galerie CLAUDE BERNARD
5, rue des Beaux-Arts - DAN. 97-07
Manuel VIOLA
A partir du 3 décembre

GALERIE D'ART DU FAUBOURG
47, Faubourg-Saint-Honoré
DORIAN
Du 2 au 22 décembre

GALERIE DU COLISEE
40, rue du Colisée
M. T. G. MOLENE
et ALVY - J. L. VERGNE
Marc PETIT

Galerie Marcel BERNHEIM
35, rue La Boétie
AÏVAZIAN
Du 6 au 19 décembre

MARCEL BERNHEIM, 35, rue La Boétie
MARTIN - ROLLAND. F
Compositions et portraits
Vernissage le 6 décembre 17 heures

GALERIE FURSTENBERG
Maurice BASKINE
Peintures et sculptures
FANTASOPHALES
4, rue Furstenberg - Du 3 au 16 déc.

Galerie Gérard MOURGUE
9, avenue de l'Opéra - OPE. 52-07
JANSEM
Jusqu'au 16 décembre

CALENDRIER
DES GALERIES D'ARTS

Galerie HEIM - TURCAT
42, rue de Varenne
Paysages de Corse du 6 au 21 déc.
Pierre Bach

Galerie J. BUCHER, 9 ter, bd Montparnasse
HAJDU

RIVE GAUCHE - 44, rue de Fleurus (6[e])
TIMOTHY HENNESSY

Galerie DINA VIERNY - 36, rue Jacob - PARIS
Jean LEPPIEN
PEINTURES RECENTES
Du 19 novembre au 10 décembre

Studio Paul FACCHETTI - 17, rue de Lille
KEMENY

GALERIE MAEGHT
KANDINSKY
Gouaches et aquarelles
1910 - 1941

LA SEMAINE

Chacun son métier

C'EST une vilaine affaire.

M. le Préfet de Police n'a vu aucun inconvénient préalable à ce que Mme Alice Cocéa joue du Robert Brasillach. Mais il tiendrait pour subversif que Mme Marie Bell joue du Jean Genêt.

Aussi, *Le Balcon* dont les répétitions devaient commencer au théâtre Antoine, dirigées par Peter Brooks, ne sera pas représenté à Paris. Seulement à Londres, à Berlin, à Zurich, à Stockholm, à Varsovie et à New-York.

Jean Genêt pourra donc librement « troubler l'ordre » dans le monde entier, mais pas à Paris.

M. Roger Genebrier passe pour être un homme qui sait s'informer. Il semble cependant :

1) qu'il n'ait pas lu la pièce de Jean Genêt.

2) qu'il ait été mis au courant de son contenu par un collaborateur singulièrement ignorant de la place qu'occupe Jean Genêt dans les lettres françaises.

Qu'il y ait incompatibilité entre les poètes maudits et la police, nul n'en doute. Aussi serait-il souhaitable de voir chacun faire son métier.

M. Genêt fait le sien, et de telle sorte que les plus illustres parmi ses pairs le tiennent aujourd'hui pour le plus grand.

M. le Préfet de Police fera le sien en maintenant l'ordre si *Le Balcon* crée du désordre et en s'abstenant de donner des conseils aux directeurs de théâtre, même si ceux-ci ont le mauvais goût de lui en demander.

Jusqu'à ce jour, il n'existait pas de censure préalable en France, même sous cette forme insidieuse qui se nomme « l'avertissement ».

Il est infiniment grave qu'elle s'exerce pour la première fois au détriment d'un grand écrivain, d'une grande tragédienne et d'un grand metteur en scène étranger qui en a tiré la conclusion suivante :

« *Je n'accepterai plus jamais de contrat pour Paris, puisque dans cette ville, le théâtre et la police entretiennent de si étranges relations.* »

Une pièce inédite de Maïakovsky

VLADIMIR MAIAKOVSKY, pièce de Vladimir Maïakovsky, est la première que le grand poète russe écrivit, en 1913, alors qu'il avait tout juste vingt ans. Encore jamais jouée, ni en Russie ni ailleurs, elle est créée cette semaine sur la scène du benjamin des théâtres parisiens : le théâtre du Ranelagh.

Maïakovsky, qui était le fils d'un capitaine forestier, a exprimé dans cette pièce, antérieure même, semble-t-il, à ses premiers poèmes, toute l'horreur de l'homme naturel en face de la civilisation urbaine et machiniste. C'est un cri de protestation qui, d'après Armand Robin, l'auteur de l'adaptation, préfigure certaines œuvres d'Ionesco.

La salle du Ranelagh, qui depuis plusieurs années servait de cinéma, retrouvera en fait sa destination primitive : c'est en effet dans cette salle qu'à la fin du siècle dernier fut créé *L'Or du Rhin*, de Wagner.

Cette résurrection est l'œuvre d'un ancien assistant d'André Reybaz, Gérard Vergez, récemment engagé dans la troupe du T.N.P.

Cinéma : moins de spectateurs

UNE chute nette de la fréquentation des salles de cinéma a été enregistrée depuis la rentrée, dans les salles d'exclusivité parisiennes.

Les meilleures recettes sont les suivantes (1) :

Pot-Bouille : 113 millions en 5 semaines.

Un roi à New York : 103 millions en 3 semaines.

(1) Communiquées par notre confrère *Le Film Français*.

(Bernand.)

UNE DANSEUSE DES BALLETS NOIRS
Moins timide.

Porte des Lilas : 102 millions en 8 semaines.

A pied, à cheval et en voiture : 96 millions en 4 semaines.

Ces recettes atteignent presque celles qui ont été encaissées l'an dernier par les films vedettes. Mais, entre temps, les prix des places ont augmenté. Elles traduisent donc une baisse assez sensible du nombre de spectateurs.

La comparaison du nombre d'entrées entre *Notre-Dame de Paris*, film vedette de l'année dernière, et *Pot-Bouille*, film vedette de cette année, pendant la première semaine d'exclusivité accuse en effet les différences suivantes (2) :

	N.-D de Paris	*Pot-Bouille*
Au Moulin-Rouge ..	27.000	13.000
Au Normandie	32.000	18.000
Au Rex ..	64.000	27.000

Les enfants porte-chance

UN jeune réalisateur, Michel Mocky, 27 ans, avec seulement quinze millions et une petite camera, a réalisé un long métrage qui sortira pour Noël sous le titre *Un jour à Paris*. Les prises de vues ont duré sept mois. La vedette est un petit garçon de trois ans qui se perd dans la capitale le jour de la visite de la reine d'Angleterre. Après Albert Lamorisse et son *Ballon rouge*, un enfant donne de nouveau sa chance à un jeune cinéaste.

(2) Chiffres communiqués par *L'Exploitation cinématographique.*

AU THÉATRE

LA PHARISIENNE RESPECTUEUSE

par ROBERT KANTERS

LES PAS PERDUS
de Pierre Gascar, au théâtre Fontaine

DANS une sombre et vétuste boutique du Palais-Royal, une famille bourgeoise est aux abois. Le père est mort, l'affaire commerciale (une sorte d'annuaire de publicité à l'usage des coloniaux) au bord de la faillite, la veuve, Mme Durafour, et ses grands fils végètent sans espoir. Devant la porte, sous les arcades, va et vient une de ces filles dont les pas ne sont pas perdus pour tout le monde. Elle est gentille, crédule. Les Durafour lui feront miroiter un espoir de s'en sortir, et la délesteront de 400.000 francs d'économie.

Après quelques hésitations, la pieuse Mme Durafour accepte. Pendant quelques mois les misérables, derrière leur façade de respectabilité, dilapideront les économies de la malheureuse Justine, et l'un des fils ajoutera même la duperie sentimentale à l'abus de confiance. Quand la vérité éclatera, il ne restera à Justine qu'à repartir, en criant son mépris, sans même s'apercevoir que le plus honnête des trois Durafour lui avait voué une passion sincère.

C'est à peu près le résumé de la nouvelle *La Mère* que M. Pierre Gascar a publiée dans son recueil *Les Femmes*, et de la pièce *Les pas perdus* qu'il vient de faire jouer. Avec cette histoire qui pourrait être la matière d'un sombre drame, il a fait une comédie parfois amère, souvent gaie, toujours brillante.

Notre seule hésitation tient à la pièce elle-même et à la nature du plaisir que M. Gascar nous propose de prendre : il y a des parties de mélodrame et des parties de comédie-farce, qui ne sont pas toujours très bien liées. Sommes-nous à l'Ambigu, ou au Palais-Royal (côté Létraz) ?

Courtisane anachronique

De mélodrame ou de farce, et non de drame ou de comédie, parce qu'il est évident que cette intrigue est un peu forcée, ce milieu un peu caricatural, ces caractères peu vraisemblables. Justine est exagérément naïve ; elle a des mots sublimes comme Balzac aimait en prêter aux courtisanes dont il évoquait la splendeur et les misères, mais cette parenté avec Esther Gobseck contribue à la rendre anachronique.

La mère, qui a trois grands fils sur les bras, nous pourrions la reconnaître aussi, c'est l'héroïne du *Sexe faible* que l'on reprenait l'autre jour, et la pièce de M. Gascar, c'est en un sens la pièce d'Edouard Bourdet ramenée du palace international à la boutique. Mais justement, le personnage de Bourdet est tout d'une pièce, il a un cynisme, un abattage que l'on ne peut pas prêter à cette bourgeoise hypocrite et pieuse, à cette pharisienne.

Dans la nouvelle, cela passait encore : les discussions duraient deux heures ou dix pages. Au théâtre, il a fallu resserrer et grossir, le caractère de Mme Durafour ne pourrait devenir vrai qu'en devenant odieux à force de noirceur, il ne pouvait devenir drôle qu'en devenant sans importance.

M. Gascar a penché vers ce côté. Il a développé le personnage d'une voisine, dame sur le retour un peu follette comme Mme Madeleine Barbulée en joue souvent ; il a ajouté une ganache, un garde du Palais-Royal qui se prendrait volontiers pour Sherlock Holmes, il a multiplié les mots qui font rire et les scènes burlesques allant jusqu'à ridiculiser le militant de gauche dont il avait pourtant pris la précaution de faire un des rares personnages sympathiques.

Au total, le dosage de la farce et du drame, ou de la vérité et du théâtre ne me semble pas tout à fait réussi : mais il est cependant fait d'une main dont tout porte à espérer qu'elle deviendra une main de maître.

Mme Valentine Tessier joue le rôle principal avec ces prodigieux secrets de naturel et de crédibilité qu'elle détient. Elle arrache des applaudissements, non par des prouesses spectaculaires, mais par la parfaite justesse d'une intonation ou d'un geste. Mais les autres (Mme Rosy Varte, M. Claude Rich, M. Guy Bedos, etc.) sont également fort bons, et on ne peut que louer la mise en scène de M. Jacques Mauclair, le décor de M. Claude Catulle. Depuis *L'Œuf* de M. Félicien Marceau, et un peu dans le même ordre de littérature, voici probablement la meilleure soirée que nous devions à un nouvel auteur français.

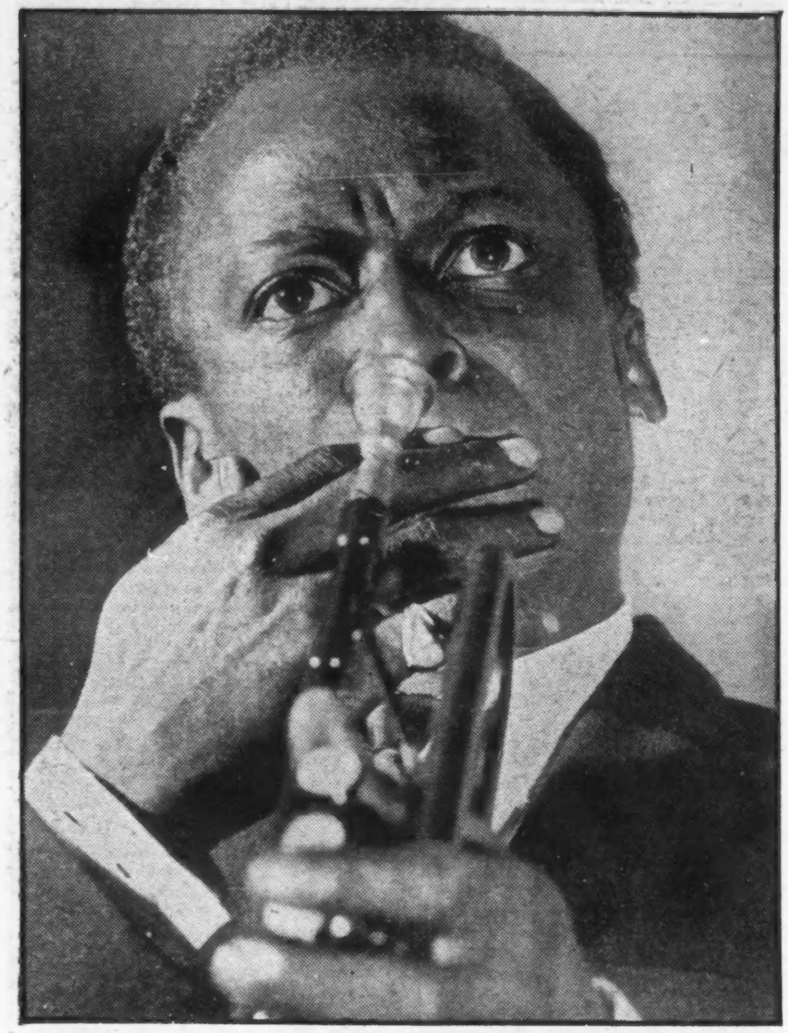
R. K.

Attention !
LOCATION OUVERTE
pour les
Représentations de fin d'année
et les
Week-ends
de
NOËL et du NOUVEL AN
au
TNP

LOUEZ VOS PLACES
LAB 32-04
EUR 40-43
OMNIUM-THEATRES
5, Cour de Rome - Gare Saint-Lazare
Les meilleurs prix de tout Paris

FOLIES-BERGÈRE
Pour nos clients venant à Paris
LOCATION PAR CORRESPONDANCE
Même pour les Réveillons
Ecrire 8, RUE SAULNIER

Tous les jeudis et samedis à 14 h. 30
Maurice Jacquemont présente et joue
GEORGE DANDIN
à la Comédie des Champs-Elysées



(Jean-Pierre Leloir.)

LE TROMPETTE MILES DAVIS
Moins froid.

JAZZ

Miles Davis,

● *Un archange de la trompette.*

AU Festival International de Jazz de 1949, qui eut lieu en France, salle Pleyel, un jeune trompettiste noir, beau comme un dieu et aussi discret que la musique qu'il improvisait, se fit à peu près huer. Le même public devait d'ailleurs, quelques jours plus tard, interdire la scène aux meilleurs espoirs du jazz français, simplement parce qu'ils avaient la malchance d'être programmés immédiatement après Sidney Bechet, idole vingt fois rappelée.

Tel fut le premier contact de Miles Davis avec les *jazzfans* parisiens.

Mais à l'Olympia, samedi dernier, la salle était comble, et chaque soir de cette semaine, le Club Saint-Germain a refusé du monde.

Il faut dire qu'en 1949, la guerre des styles battait son plein, attisée par les excommunications ubuesques de M. Panassié. En France, Claude Luter, copieur sympathique, et Sidney Bechet, survivant talentueux des temps héroïques en passe de devenir une gloire nationale, éclipsaient aux yeux du grand public l'évolution réelle du jazz, celle qui se poursuivait aux Etats-Unis sous la bannière de ce qu'on appelait encore le *be-bop.*

Cette nouvelle syntaxe, mise au point vers 1941 par quelques habitués du « Minton's », un cabaret de la 52e rue, avait en fait presque épuisé le vocabulaire de son renouvellement mélodique et harmonique, et révélé déjà, outre Dizzy Gillespie, Bud Powell et Kenny Clarke, une de ces voix sublimes mais desséchantes en un sens, parce qu'il ne reste plus qu'à les imiter, celle du saxophoniste-alto Charlie Parker.

Le jazz moderne piétinait. Il fallait aller plus loin, dépasser en l'intégrant la révolution *bop,* sortir d'une ornière qui, huit ans plus tôt, avait été la seule planche de salut : Miles Davis devait être l'artisan de cette seconde révolution musicale.

Pour son anniversaire

Né en 1926 dans l'Illinois, mais élevé à East St. Louis, il « soufflait » depuis le jour de son treizième anniversaire, pour lequel son père lui avait fait cadeau d'une trompette. Comme beaucoup, il avait fait ses débuts dans l'orchestre de son collège. Il jouait depuis deux ans dans la formation d'Eddie Randall, à Saint-Louis, quand Dizzy Gillespie et Charlie Parker, de passage dans cette ville avec l'orchestre de Billy Eckstine, le remarquèrent et lui conseillèrent de venir à New York.

Dès lors, il joint le timbre insolite de sa trompette aux chœurs bruyants et hachés des *boppers.* Il participe surtout, avec Charlie Parker, à des sessions demeurées célèbres. Quand ses premiers disques sortent en France (*Ornithology, A Night in Tunisia, Scrapple from the Apple, Don't Blame Me*), les amateurs sans préjugé et les critiques musicaux les mieux avertis subodorent qu'un nouveau créateur de style vient de se manifester (1).

Alors qu'un Dizzy Gillespie, en dépit des grandes audaces de ses découpages mélodiques, s'inscrivait très logiquement dans la tradition des trompettistes « dynamogènes » de la lignée Armstrong-Eldridge, Miles Davis, le premier, rompait avec l'attaque brutale et le vibrato expressif, proposant une sonorité quasi linéaire, d'une suavité et d'une neutralité sans exem- →

(1) Par exemple, André Hodeir, in *Jazz-Hot,* avril 1949.

D'AUTRES PIÈCES

Amuseurs d'hier et d'aujourd'hui

LE SOLDAT O'FLAHERTY. LE VRAI BLANCO POSNET
de Bernard Shaw, au Petit-Marigny.

LA PETITE FEMME DE LOTH
de Tristan Bernard et Claude Terrasse.

LES TAUREAUX
d'Alexandre Arnoux et Jean Wiener, au théâtre La Bruyère.

CLÉO DE PARIS
d'A. Fabre-Luce, au théâtre de l'Œuvre.

LES élèves du théâtre-école de M. André Voisin ont eu l'idée de monter deux petites pièces peu connues de Bernard Shaw. *Le Soldat O'Flaherty* n'est qu'une pochade assez plaisante sur les rapports traditionnellement mauvais entre Anglais et Irlandais. Mais *Le Vrai Blanco Posnet* est un western de poche, avec shérif, voleurs de chevaux, tête brûlée et fille incandescente échappée de quelque saloon. Il y a même, hélas ! comme dans trop de films, un peu de prêchi-prêcha. M. Tony Taffin est superbe en voleur innocent. Et les élèves, eh bien ! ce sont des élèves.

M. Georges Vitaly a eu la bonne idée de reprendre un de ses anciens spectacles. On a donc retrouvé avec amusement cette *Petite Femme de Loth* qui est au chapitre de la Bible qui raconte la destruction de Gomorrhe ce que *La Belle Hélène* d'Offenbach est à l'Iliade. A la parodie biblique, metteur en scène et interprètes ajoutent une sorte de parodie de l'opérette 1925 (bien que la pièce soit plus ancienne) qui aiguise encore notre plaisir. Bref, texte et musique rivalisent d'esprit (et cela vaut aussi pour *Les Taureaux*), la mise en scène de M. Vitaly est riche de « gags », Mme Jacqueline Maillan est pleine d'abattage, et si les moyens vocaux des autres sont un peu limités, ils les compensent par la drôlerie (M. Dufilho) ou la prestance (M. Guérin).

Avec *Cléo de Paris,* M. Fabre-Luce s'est, lui aussi, essayé dans la gaieté (et il a lui aussi trouvé, en Mlle Claude Gensac, une excellente interprète). Malheureusement si sa petite histoire de prétendue réincarnation de Cléopâtre exploitée par un journaliste du genre de celui que M. Sartre mettait en scène dans *Nekrassov* tient à peu près pendant deux actes, elle tombe ensuite dans une sorte de délire incohérent

R. K.

A voir au théâtre

CREATIONS

● **Les Pas perdus** (farce et mélo) ● **La petite femme de Loth** (Tristan Bernard en musique) ● **Inquisition** (un drame théologique) ● **La Famille Hernandez** (bonne humeur et folklore algérois) ● **Maria Pineda** (une romance populaire) ● **Ouragan sur le Caine** (une tempête morale) ● **Mangeront-ils ?** (Hugo pour rire) ● **Romanoff et Juliette** (divertissant) ● **La Mégère apprivoisée** (d'après Shakespeare) ● **Périclès** (un roman en images) ● **Le Journal de Anne Frank** (un document poignant) ● **Histoire de Vasco** (un conte de tendresse et de mort).

NOUS VOUS RAPPELONS

● **Requiem pour une nonne** (une tragédie de Faulkner) ● **L'Œuf** (insolite) ● **Patate** (Achard retrouvé) ● **La Cantatrice chauve** (pour faire connaissance avec Ionesco) ● **Bobosse** (Périer chez lui) ● **Irma la Douce** (L'Opéra de quat'sous de Marguerite Monnot).

BALLETS

Keita Fodeba et ses danseurs

LORS de leur première visite à Paris, l'année dernière, les Ballets noirs de Keita Fodeba avaient encore un petit air mi-scolaire, mi-amateur ; ils nous reviennent cette fois en ayant perdu leur timidité. Ils osent vraiment, à présent, laisser intactes la superbe sauvagerie, la magnifique impudeur qui se manifestent surtout dans leurs danses d'initiation sexuelle. A côté de cela, quelques « scènes de village » un peu naïves et un peu longuettes, quelques chansons aussi, trop visiblement placées devant le rideau pour permettre les changements de décors, font évidemment remplissage. Ces décors, tous très beaux, sont d'un Blanc très blanc, qui est un bel artiste, plein de goût, de style et d'invention : Bernard Daydé.

A. G.

P. S. — *Un accident d'imprimerie nous a fait parler la semaine dernière d' « accords de ré bémol majeur » dans la musique sérielle, ce qui est absurde, évidemment.*

3e mois
les NUITS de CABIRIA
BROADWAY V.O. TRIOMPHE V.O. VENDOME V.O.

ERMITAGE V.O. MAX-LINDER V.F. LES VEDETTES V.F. IMAGES V.F.
UNE POIGNÉE DE NEIGE
3 Prix à Venise
• Coupe Volpi de l'interprétation masculine
• Prix des critiques italiens
• Prix de l'Office Catholique International du Cinéma
EVA MARIE SAINT
DON MURRAY
ANTHONY FRANCIOSA
LLOYD NOLAN
CINEMASCOPE
Prod. BUDDY ADLER
Réal. FRED ZINNEMANN
Scén. MICHAEL VINCENTE GAZZO et ALFRED HAYES

BERLITZ OPÉRA
LE PARIS CH-ÉLYSÉES
WEPLER - PATHÉ PLACE CLICHY
MICHEL SAFRA présente
HENRI VIDAL
MYLENE DEMONGEOT
ISA MIRANDA
dans une réalisation de HENRI VERNEUIL
une manche et la Belle
CINEDIS
INTERDIT AUX MOINS DE 16 ANS

STUDIO 43 - 43, Faubourg Montmartre
NOBLESSE OBLIGE
Alec Guinness
Film anglais V. O.

Cabarets Dancings

CLUB CH. ELYSEES Thé et soirée tous les jours avec les orch. RENATO et LE SENECHAL

HELIO MOTTA A LA ROMANCE 11, rue Monsieur-le-Prince

Le Rêve 3, bd Poissonnière - Air conditionné 2 GRANDS ORCHESTRES

STUDIO PUBLICIS
131, Champs-Elysées

SAHARA D'AUJOURD'HUI
UN FILM DE PIERRE SCHWAB - MISE EN SCENE DE PIERRE GOUT

Un grand texte INÉDIT

DE LA DÉCADENCE DE LA PEINTURE ITALIENNE AU XVIe SIÈCLE

par

ROMAIN ROLLAND

Préface de JEAN CASSOU

Un vol. in-16

ÉDITIONS ALBIN MICHEL

Le GÉNIE, selon Voltaire, n'aurait-il qu'un SIÈCLE?

CONCERTS

GAVEAU Samedi 14 décembre à 17 h. 30 (Kiesgen)

DOMAINE MUSICAL
BERG - STRAWINSKY - SCHONBERG STOCKHAUSEN - HENZE (1re audit.)
Quatuor PARRENIN
M. Mercenier - G. DEPLUS

LOUEZ VOS PLACES aux Agences LA MADELEINE

14, Bd DE LA MADELEINE - OPÉ. 97-93
34, Av. des Champs-Élysées - ELY. 78-62
14, Bd Beaumarchais - ROQ. 00-92
16, Avenue de l'Opéra - RIC. 56-65

AU CINÉMA

DÉFENSE DE L'ALCOOLISME

par JEAN-PIERRE VIVET

M. PUNTILLA ET SON VALET MATTI
un film de Cavalcanti (Ursulines).
UNE MANCHE ET LA BELLE
un film de Henri Verneuil (Berlitz, Paris, Wepler).
LE BAL DES CINGLÉS
un film de Richard Quine (Lord-Byron).
LA FAMILLE TRAPP
un film de Wolfgang Liebeneiner (Biarritz, Madeleine, Gaumont-Palace).

SI vous ne l'avez pas déjà fait, il est encore temps d'aller voir le curieux film qu'Alberto Cavalcanti a tiré de la pièce de Bertolt Brecht : Monsieur Puntilla et son valet Matti. **Une pièce ? Plutôt une succession de tableaux centrés autour de ce Monsieur Puntilla, un insolent propriétaire terrien qui ne devient un être humain que lorsqu'il est saoul, ce qui lui arrive, il est vrai, six jours par semaine. Alors il se sent l'âme compréhensive, il vagabonde en forêt, il courtise les demoiselles de la poste, il s'entiche de son chauffeur et lui offre même la main de sa fille. Mais M. Puntilla a beau être un ivrogne, sa fille reste une fille de bourgeois et, plutôt que de l'épouser, le valet-chauffeur préfère trousser la servante.**

Monsieur Puntilla **n'est pas un film qui « accroche » de bout en bout. Cavalcanti a-t-il voulu suivre à la lettre la fameuse théorie brechtienne de la « distantiation », ou plus simplement a-t-il cédé aux facilités du théâtre filmé ? A l'exception de Puntilla, magnifiquement interprété par Kurt Bois — c'est un Monsieur Pinay saisi par l'alcoolisme — les personnages n'ont guère de réalité. Ce sont des marionnettes. Mais Cavalcanti en tire les ficelles avec beaucoup d'entrain. Tout le film baigne dans un burlesque tantôt bon enfant, tantôt révolutionnaire, comme dans la scène du marché aux valets de ferme, d'une violence qui fait penser à Beckett. Et même si les images parfois cessent d'amuser, le texte de Brecht ne laisse jamais d'intriguer, de fouailler, de provoquer.**

Mais on hésite à formuler ces réserves, au terme d'une semaine où on a eu successivement à subir Une Manche et la Belle, Le Bal des cinglés, La Famille Trapp...

Grisaille

Une Manche et la Belle, **c'est, dix ans trop tard, une insipide ressucée de ces films psychologico-policiers sur lesquels Dmytryk et Billy Wilder ont planté leur drapeau noir. Il y a le beau garçon sans scrupules qui épouse l'Américaine couverte de rides et de bagues ; il y a la petite secrétaire, blonde, aguichante et vipérine qui lui fait mijoter un crime presque parfait ; il y a, et c'est le coup de théâtre, le grand fils de l'Américaine qui, en raflant l'héritage, prouve une fois de plus que le meurtre est un mauvais placement.**

Henri Verneuil, le réalisateur d'Une Manche et la Belle, **sait peut-être manier une caméra. Mais son film est tristement dépourvu d'atmosphère. Une voiture lancée à cent à l'heure sur une route de corniche ou le visage tuméfié d'Isa Miranda ne suffit pas à créer un climat de violence, ni l'apparition de Mylène Demongeot, sortant des flots telle Vénus, un climat d'érotisme. Un film noir ? Tout juste de la grisaille.**

Le Bal des cinglés **est une comédie américaine humoristico-militaire qui se passe en Normandie, au moment du débarquement. L'intrigue : les soldats d'un hôpital de campagne parviendront-ils ou non à organiser un bal pour leurs infirmières ? Ce n'est pas seulement un film d'un goût douteux, du moins pour le public français ; c'est aussi peu drôle que possible. Et l'on est tout surpris d'apprendre que Richard Quine, qui en a signé la mise en scène, fut aussi le réalisateur d'**Une Cadillac en or massif.

La Famille Trapp, **enfin, est avec** Sissi **un de ces films inoffensifs qui ont permis à l'Allemagne de reprendre en quelques mois une place prépondérante sur le marché européen. C'est, avec son père de famille, ex-héros de la dernière guerre, sa mère de famille échappée d'un couvent et ses sept enfants, futurs petits chanteurs à la croix de fer, une vraie sucrerie rose et bleue qui dispense d'acheter des berlingots à l'entracte.**

→

ple dans l'histoire du jazz. Son jeu souple et détendu, d'une sensibilité totalement introvertie, rappelait surtout certains aspects du style de Lester Young, impliquait du moins le même goût de la relaxation à tout prix et le même dédain de la « chauffe à blanc » du jazz dit *hot*.

On nomma *cool*, c'est-à-dire fraiche, rafraîchissante, cette nouvelle manière de traiter la matière sonore, et le mot comme l'esprit qu'il représentait firent fortune.

En 1949 et 1950, Miles Davis réunit dans les studios d'enregistrement de « Capitol » une formation de neuf ou dix musiciens, dont un tuba et un cor anglais, et, sur des arrangements de John Lewis, Gerry Mulligan et Gil Evans, réalisa des faces qui marquèrent le début de l'ère du *jazz cool* (*Jeruh, Budo, Goldschild, Venus de Milo*, etc.).

Goût du risque

Quant à Miles Davis, il n'a cessé depuis lors d'approfondir et d'enrichir sa personnalité musicale. Son style s'est peu à peu modifié, devenant moins froid, plus lyrique, et intégrant des effets expressifs auxquels il répugnait auparavant (aigu, arrachés, demi-pistons).

Toujours très inspiré, il est un des rares *jazzmen* actuels à prendre le plus de risques dans ses improvisations, tentant parfois plus qu'il ne peut et refusant toujours la facilité du cliché ou du chorus préparé. Cette liberté, jointe à son extraordinaire sonorité, à la discrétion de son lyrisme et à son goût sans défaillance, fait de lui le soliste le plus passionnant à écouter, celui qui donne le mieux l'impression de se jeter à l'eau à chaque instant, de se lancer sans réticence dans l'aventure de la création mélodique.

Au Club Saint-Germain, Miles Davis a trouvé en France des accompagnateurs à sa mesure, à commencer par Kenny Clarke, que beaucoup tiennent pour le meilleur *drummer* du monde, et rencontré chez les trois musiciens français qui complètent son quintette, Barney Wilen, René Urtreger et Pierre Michelot, une compréhension totale. Ces sessions, qui dureront jusqu'au 17 décembre, sont devenues des moments de grand jazz.

— *A voir au cinéma* —

EN EXCLUSIVITE :

● **Monsieur Puntilla et son valet Matti** (Brecht à l'écran) ● **La Femme modèle** (tradition et new-look) ● **Drôle de frimousse** (magie de la couleur) ● **Les Nuits de Cabiria** (tendre Fellini) ● **La Nuit des Forains** (inquiétant Bergman) ● **Porte des Lilas** (poésie des faubourgs) ● **Sahara d'aujourd'hui** (pour les images de Pierre Gout) ● **Le Tour du monde en 80 jours** (pour petits et grands enfants).

NOUS VOUS RAPPELONS :

● **Les Temps modernes** (Astor) ● **Hellzapoppin** (Hollywood) ● **Noblesse oblige** (Studio 43) ● **Les Aventures d'Arsène Lupin** (Acacias) ● **Boudu sauvé des eaux** (Cardinet) ● **Guerre et Paix** (Agriculteurs) ● **Les Espions** (Cinévog Saint-Lazare) ● **Les sept Samouraïs** (Ranelagh) ● **La Règle du Jeu** (Champollion) ● **L'Insoumise** (Noctambules) ● **L'extravagant Mr Deeds** (Studio Bertrand) ● **Chronique d'un amour** (Studio Parnasse) ● **La vie criminelle d'Archibald de la Cruz** (Studio Raspail).

VOUS CONNAISSEZ ?

● LE PLUS JOLI BLUFF DE LA SEMAINE,

M. Paul Braffort, ingénieur atomiste dont la presse a signalé largement les talents musicaux. Paul Braffort a débuté vendredi à la Fontaine des Quatre-Saisons. Ce physicien compositeur ne vaut pas, comme il le laissait espérer, les autres ingénieurs renégats : Boris Vian ou Guy Béart. Il met des paroles dans le genre de : « Quand j'ôte mon phalzar, si vous voyiez ce bazar » ou fait rimer gnôle avec guignol sur des airs de java, de menuet ou de blues, qui ne sont qu'aux autres.

● JACQUES-HENRI DUVAL, 38 ans. Un grand garçon mince très charmant et très comique, qui faisait avec Sophie Desmarets un couple irrésistible au concours du Conservatoire de 1944 où ils obtinrent tous les deux un premier prix de comédie. Pourquoi ne le voit-on plus qu'à l'entracte, sur l'écran des cinémas où se vendent les caramels Dupont d'Isigny ?

● LE CENTRE CULTUREL AMÉRICAIN,

bibliothèque inaugurée ce mois-ci pour diffuser en France la culture américaine. Salon de repos, plastiques, néon, canapés ultra-modernes, c'est New York dans la vieille rue du Dragon. Une exposition des photographes américains, merveilleusement présentée sur des bandes de tulle, est installée dans une cave propre comme un sou neuf. Conférences et concerts suivront.

● LE CLUB DE LA LICORNE, rue de Ponthieu, qui succède au Club de la Tortue où, l'année dernière, se retrouvaient tous ceux qui sortent le soir. A la *Licorne*, on peut rencontrer du joli monde, danser et boire un verre. C'est à la mode.

LE SUPER **Electrophone**

2 HAUT-PARLEURS 4 vitesses

18.500 F. AU LIEU DE 35.000 F.

Appareil complet indépendant de votre radio
- 2 haut-parleurs détachables
- Prise haut-parleur supplém.
- Entrée stéréophonique
- Ampli 3 lampes
- Cellule piezo réversible
- 2 pointes en saphir
Bras extra-léger 10 gr.
- Courbe rép. high-fidelity 40 à 15.000 hertz

et GRATUITEMENT 6 chefs-d'œuvre sur Microsillon haute fidélité

MOZART - Symphonie n° 26 en mi-bémol. Orch. Philharm. Néerlandais. Dir. Otto Ackermann.
BEETHOVEN - Sonate n° 24 en fa dièse "A Thérèse". Grant Johannesen, piano.
BACH - Toccata en fa. Orgue : A. Schreiner
VIVALDI - Concerto en ut pour 2 trompettes. Orch. Philharm. Néerland. Dir. Otto Ackermann.
BERLIOZ - Carnaval Romain. Orch. Philharmonique Néerlandais. Dir. Walter Goehr.
CHOPIN - Fantaisie Impromptu. Robert Goldsand, piano.

Cet appareil d'avant-garde vous est offert au-dessous de son prix de revient, pour vous encourager à avoir, vous aussi, une belle collection de disques. *Pour faire connaître et apprécier la beauté et les joies de la musique à un nombre toujours plus grand d'adhérents (il y en a déjà près de 2 millions dans le monde entier), la Guilde Internationale du Disque doit mettre à leur disposition, à un prix exceptionnel, un électrophone de haute fidélité, muni des tout derniers perfectionnements, sans quoi ses somptueux enregistrements risqueraient d'être trahis.*

Un appareil de grande classe. Ce nouvel électrophone vous permet d'écouter tous les disques, 33, 45, 78 et même... 16 tours, avec une fidélité, une pureté, une "présence" tenant du prodige. Il comporte, en outre, deux haut-parleurs dans un couvercle détachable et deux prises spéciales : l'une pour un troisième haut-parleur mobile, l'autre pour un microphone et les procédés stéréophoniques de demain.

18.500 F au lieu de 35.000 F. 35.000 F, c'est le prix normal d'un appareil de cette qualité. La différence est due à la puissance mondiale de la Guilde, à son principe de vente directe et à sa fabrication de précision en très grande série. Les 16.500 F que vous économisez sur cet appareil ne sont qu'un début : vous recevrez gratuitement, avec votre électrophone, six magnifiques chefs-d'œuvre et une documentation sur les avantages dont vous pourrez bénéficier lors de l'achat de vos disques.

Aucun risque : Garantie - Droit de retour. Si vous n'êtes pas entièrement satisfait, retournez le tout dans les 5 jours qui suivront la réception et vous serez immédiatement remboursé. Passez votre commande aujourd'hui (nous risquons de manquer d'appareils).

BON DE COMMANDE

Guilde Internationale du Disque 222 r. de Rivoli PARIS

Veuillez m'envoyer avec les 6 enregistrements, votre électrophone 4 vitesses aux conditions que j'indique en cochant l'une des formules.

☐ **Super Electrophone, paiement comptant** : 18.500 F (+ 500 F de frais d'envoi). Ci-joint 19.000 F. Il est bien entendu que mon versement me sera immédiatement remboursé si, après essai, je retourne appareil et enregistrements dans les 5 jours qui suivront la réception.

☐ **Super Electrophone en 2 versements** : 18.700 F : ci-joint acompte 6.000 F (+ 500 F de frais d'envoi) soit 6.500 F. Le solde : 12.700 F suivra 8 jours après réception (sauf si je renvoie le tout).

☐ **Electrophone standard, 33, 45, 78 tours, comptant** : 16.500 F (+ 500 F de frais d'envoi). Ci-joint 16.000 F

Je règle ci-joint (Cochez ci-dessous) par ☐ chèque ☐ mandat-lettre ☐ virement postal 3 volets C.C.P. 7.120.00 Paris.

☐ **Documentation gratuite sur vos disques**

NOM ____________

ADRESSE ____________ EX112

Adressez les bons de commande à la **GUILDE INTERNATIONALE DU DISQUE** : 222, rue de Rivoli. **Visitez-nous à PARIS** : 20, rue de la Baume ★ 4, rue de Vienne ★ 49, rue Vivienne ★ 90, rue de Vaugirard (St-Placide) ★ **BORDEAUX** : 123, cours Alsace-Lorraine ★ **GRENOBLE** : 1, place de l'Etoile (rue Lesdiguières) ★ **LILLE** : 9, place de Béthune ★ **LYON** : 23, place des Terreaux ★ **MARSEILLE** : 26, rue de l'Académie ★ **NANTES** : 5, rue J.-J. Rousseau ★ **NICE** : 12, rue Chauvain ★ **ROUEN** : 59, rue Jeanne d'Arc ★ **STRASBOURG** : 52, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons ★ **TOULOUSE** : 58, rue Bayard.

ESSAIS

LA TRAJECTOIRE DE GIDE

LA JEUNESSE D'ANDRÉ GIDE
par *Jean Delay*. Prix de la Critique 1957.

par MAURICE SAILLET

L'ÉTUDE monumentale de M. Jean Delay sur *La Jeunesse d'André Gide* (1) est sans conteste la meilleure explication de celui qui fut et demeure à tant d'égards notre « contemporain capital » — et ce n'est pas un mince paradoxe qu'elle nous vienne d'un docteur en médecine.

Car le premier mérite de M. Jean Delay, spécialiste éminent des maladies mentales, est d'accepter le défi que lui jette, par la bouche du « grand Valentin Knox », l'auteur de *Paludes* : « *La santé ne me paraît pas un bien à ce point enviable. Ce n'est qu'un équilibre, une médiocrité de tout ; c'est l'absence d'hypertrophies... Ce qui importe en nous, c'est ce que nous seuls possédons, ce qu'on ne peut trouver en aucun autre, ce que n'a pas votre* homme normal — *donc ce que vous appelez maladie.* »

Cette singulière théorie, qui prend le contre-pied de toute tradition humaniste et médicale, M. Jean Delay la refuse sans doute en tant que clinicien — de là l'ambiguïté et la relative inutilité de la consultation qu'il accorde, vers la fin de l'ouvrage, au chantre des *Nourritures terrestres* — mais il en fait implicitement la clé de son étude.

En d'autres termes, l'objet de l'essayiste est moins d'établir un diagnostic redressant après coup, en quelque manière, la destinée d'André Gide, que de décrire la trajectoire de cet irrégulier, de cet instable de génie qui tire vertu de ses hypertrophies — entendez : de ses anomalies — et se compose « *un équilibre hors du temps, une santé artificielle* » par le moyen de l'œuvre d'art.

Le grain précaire

Pour édifier sa psychobiographie d'André Gide, c'est-à-dire « *la mise en parallèle des événements de son histoire avec l'évolution de sa psychologie et la genèse de ses créations* », M. Jean Delay dispose de la riche documentation originale (lettres à sa mère, notes autobiographiques, fragments de journaux intimes, etc.) conservée par le mémorialiste de *Si le grain ne meurt* en vue d'on ne sait quel jugement dernier.

Le parti qu'il en tire est digne de la confiance que lui témoignait son modèle.

Analyse minutieuse et vaste synthèse — aussi remarquable par la distribution lucide du détail que par la domination magistrale de l'ensemble — son ouvrage résout le difficile problème de reconstituer un corps à partir de ses membres épars, et d'y faire circuler la vie.

Corps chétif et « *nerveux faible* », l'enfant Gide connaît une vie tôt désencadrée par la mort d'un père chéri, puis par le zèle d'une mère douée de plus de vertus que de bon sens. De quelque côté qu'il se tourne, ce « *grain précaire* » se voit écrasé par la meule de la bourgeoisie victorienne et protestante dont il est issu. Contraint aux semblants et aux simagrées, il découvre l'échappatoire de la maladie et en fait un large usage jusqu'à sa vingtième année, date à laquelle échoue son projet de mariage avec sa cousine Madeleine.

C'est dans cet état de profonde division intérieure qu'il publie *Les Cahiers d'André Walter*. L'angélisme apparent de ce premier livre recouvre le drame d'une âme mal incarnée : « *Allain est fou, je ne le suis pas encore* », constate le porte-parole du jeune écrivain, qui a lui-même besoin d'un double romanesque pour conjurer le sort. Enfin, des symptômes de tuberculose aggravent cette situation traquée. Pour en sortir, il lui faut accélérer sa « *course à la folie* », c'est-à-dire entrer délibérément en révolte contre l'autorité familiale et celle qui l'exerce.

« Je deviens violent et déréglé »

A la faveur d'une longue convalescence en Algérie, le jeune homme de vingt-cinq ans qui, la veille encore, se comporte en petit garçon à l'égard de sa mère, lui signifie soudain que la conduite de sa vie et de son œuvre ne relève plus que de lui. Cette rébellion, il faut le reconnaître, est la seule réponse possible à « *l'inquiet besoin d'intervenir* » de Mme Gide : non seulement elle s'oppose à l'union d'André et de sa cousine, mais découvrant les frasques de son fils, qui tente bravement de se « *normaliser* » avec la belle Arabe Mériem, elle a l'insigne maladresse d'étaler une réprobation confinant au désespoir...

ANDRÉ GIDE.
La vertèbre protestante.

Or, au printemps 1895, ce n'est plus Mériem, mais Mohammed, Bachir et Athmam qui requièrent les soins d'André Gide. L'exemple contagieux d'Oscar Wilde — déjà rencontré et beaucoup admiré par l'auteur des *Cahiers d'André Walter* lors de son incursion dans les milieux symbolistes — vient confirmer sa vocation pédérastique.

A ce propos, M. Jean Delay note que, « *pour protester de son hérésie sexuelle* », le jeune huguenot retrouve, au contact de l'immoraliste anglais, « *la légendaire* vertèbre protestante *que lui avaient transmise ses aïeux, mais en l'utilisant à des fins insolites* », et tout d'abord contre sa mère.

« *Mon caractère change* », lui mande-t-il au lendemain de son équipée avec Oscar Wilde, « *je deviens violent et déréglé ; ne t'effraie pas de ces aveux dont je m'amuse ; ce mot* déréglé *n'est là que pour* te faire peur ».

Devant cette explosion de cynisme, on voit pourquoi la pieuse Mme Gide consent tout à coup au mariage de son fils avec sa cousine, la très pure Madeleine, et « *le souhaite à s'en rendre malade* », car il y va d'une âme à sauver !

Précipité par la mort inattendue de la pauvre femme, cet événement a lieu quelques mois plus tard : avec lui s'ouvre le périlleux passage de la jeunesse à la maturité de notre auteur.

La part de Madeleine

Ce qu'il est convenu d'appeler, depuis *Et nunc manet in te*, le « *drame conjugal* » d'André Gide, suggère à M. Jean Delay cette remarque pleine de sens : « *On dirait qu'après avoir dû cesser la lutte contre le moralisme de la mère, il avait besoin de recommencer la même lutte, mais contre sa femme, car il aimait en elle la* vertu, *et c'était la vertu qu'il combattait.* »

Mais ici, André compte sans la sagesse de sa compagne, car tirant leçon de l'échec maternel, Madeleine refuse le combat : par la force de son seul regard, par un miracle continu de tact et de psychologie, cette frêle femme fait en sorte que le « bateau ivre » garde un port d'attache, et qu'il n'y ait pas, à proprement parler, de drame conjugal.

Quant au drame personnel de l'épouse, il réside peut-être moins dans son « *mariage blanc* » que dans ce sentiment de responsabilité et d'insécurité que Roger Martin du Gard tente de définir en disant qu'avec Gide tout allait parfois comme si l'on avait eu « *la garde d'un enfant sur le point de commettre les pires imprudences, ou d'un malade en plein accès de fièvre chaude* ».

Cependant, il faut la croire sur parole lorsqu'elle déclare à son conjoint : « *Ma part a été très belle. J'ai eu le meilleur de ton âme, la tendresse de ton enfance et de ta jeunesse. Et je sais que, vivante ou morte, j'aurai l'âme de ta vieillesse.* »

Au vrai, la part de Madeleine paraît non seulement très belle mais il ressort du passionnant ouvrage de M. Jean Delay qu'elle a été providentielle pour notre auteur. En dressant autour de lui un invisible garde-fou, en différant autant que possible le message de *Corydon*, en évitant de rompre le fil conjugal, cette moderne Ariane aura permis à Gide-Trésée l'exploration du labyrinthe. Et ce chef-d' uvre littéraire et humain qu'est le déploiement de son propre personnage mérite bien d'être considéré comme l'œuvre de la longue patience et du très haut amour de Madeleine Gide.

M. S.

(1) Tome I : *André Gide avant André Walter*, 1869-1890 (608 p., 1.500 fr.). Tome II : *D'André Walter à André Gide*, 1890-1895 (684 p., 1 650 fr.). Gallimard.

PRIX FEMINA
CHRISTIAN MÉGRET
LE CARREFOUR DES SOLITUDES
JULLIARD

PRIX Grand favori depuis le mois de juin, Roger Vailland est arrivé premier au poteau. *La Loi* est son septième roman. Les Goncourt lui ont accordé six voix contre quatre. Déclaration de Gérard Bauer: « Ce choix ne doit pas être interprété comme une manifestation anti-Butor. »

Michel Butor a obtenu quatre voix chez les Goncourt, et la majorité absolue dès le premier tour au Renaudot. *La Modification* est son troisième roman.

Dernier prix de la série d'automne, l'Interallié, décerné lundi prochain à un roman écrit par un journaliste. Favoris : Christine de Rivoyre (*La Mandarine*) et Paul Guimard (*Rue du Havre*).

Tentative de critique objectale

par JEAN C.

Alain Robbe-Grillet, auteur de La Jalousie *et directeur littéraire des Ed. de Minuit, commence à faire figure de chef de file d'une nouvelle école littéraire dont l'un des membres — fût-il souvent infidèle par rapport aux enseignement de son maître — vient d'être couronné par le jury Renaudot.*

Un des impératifs de cette école est de plonger le lecteur dans un monde où les objets sont décrits avec un luxe de détails infini et une précision souvent géométrique, alors que le rôle du personnage romanesque est plus que restreint. Il n'est souvent désigné que par des initiales.

Jean Cau a cru honnête, pour rendre compte de La Jalousie, *d'appliquer à la critique littéraire les procédés que Robbe-Grillet préconise pour le roman de demain. Voici le résultat.*

LE livre est posé sur le coin gauche de la table de C... La lumière émise par une ampoule électrique de 120 volts tombe à plat sur la couverture. La position du livre est telle — par rapport à C... — que celui-ci ne peut pas savoir si la lumière frappe la tranche supérieure située dans un plan vertical. A vingt centimètres environ du livre, à droite, un pot de colle, un encrier et une boite d'allumettes forment — le pot de colle ayant chu — un trapèze curviligne du côté de C... Derrière le livre il y a un chausse-pied de corne claire dont la couleur est celle du pus et une gomme à machine en forme de disque sur laquelle mord l'ombre projetée par la tranche sur laquelle sont imprimés le titre du livre, le nom de l'auteur et celui de la maison d'édition.

La main droite de C... décrit un mouvement plongeant vers le livre et s'en saisit entre le pouce, l'index et majeur. Le livre est maintenant devant C... et ses quatre tranches sont parallèles aux quatre faces du rectangle formé par le plan horizontal de la table. C... extrait du tiroir de la table un mètre - ruban déroulé jusqu'au nombre 26 et mesure le livre dont les dimensions sont : 12 cm en largeur et 19 cm en longueur. Si le livre reposait en équilibre sur sa tranche inférieure, ces 19 cm en longueur deviendraient 19 cm en hauteur. Un fin liséré bleu court à 1,30 cm — à droite et à gauche — et à 2 cm — en bas et en haut — pour former un rectangle situé à l'intérieur de la couverture. Le nom de l'auteur se compose en tout de 17 lettres. Son nom patronymique est formé de deux noms séparés par un trait d'union de 2 mm environ. Au-dessous du nom est imprimé le titre de l'ouvrage composé de dix lettres imprimées en bleu. Plus bas se trouve la désignation du livre en cinq lettres. A égale distance de cette désignation et du nom de la maison d'édition — imprimé au-dessous du liséré bleu inférieur, il y a un signe : une étoile à cinq branches. A la pointe de la branche inférieure droite est accolé un M.

Le livre compte 218 pages. L'exemplaire qu'a acheté C... pour la somme de 600 francs dans une librairie de la rive gauche de la Seine située à l'angle de la rue Saint-B... et du boulevard Saint-G... est un exemplaire ordinaire et n'est pas l'un des cinq exemplaires hors commerce sur vélin Arches numérotés de HC.1 à HC.5 ou l'un des cinq exemplaires hors commerce sur pur fil numérotés de HC.6 à HC.10. N'étant pas ce qu'il n'est pas, l'exemplaire de C... n'est que ce qu'il est, c'est-à-dire ordinaire. La catégorie de son être rejoint alors celle de son étant et donc son étant-ordinaire n'est rien d'autre que son être-tout-à-fait-ordinaire. L'être-étant du livre surgissant dans le monde comme pur objet impressionne la surface rétinienne des deux yeux de C... Les signes imprimés — noir sur blanc — dans le livre maintenant ouvert à la page 1 impressionnent ensuite la surface rétinienne des deux yeux de C... qui se ferment progressivement pour se rejoindre dans un embrassement des cils des paupières supérieures et inférieures jusqu'à occlusion complète masquant iris, cornée et cristallin. Si bien que le livre ouvert à la page 11 est, jusqu'au lendemain matin, rejeté par C... — en même temps que ce monde — au néant du monde et de la nuit.

VIENT DE PARAITRE :

LE PREMIER NUMERO (DECEMBRE 1957) DE LA NOUVELLE REVUE TRIMESTRIELLE D'IDEES, D'ART ET DE LITTERATURE

LE TEMPS DES HOMMES

Directeur : Marcel LARGEAUD

Comité de rédaction : Ladislas GARA, René ROUGERIE, Jean ROUSSELOT

Contre tous les dogmatismes
Pour un humanisme libéré.

Le problème de l'Homme contemporain cerné par des écrivains « dégagés ».

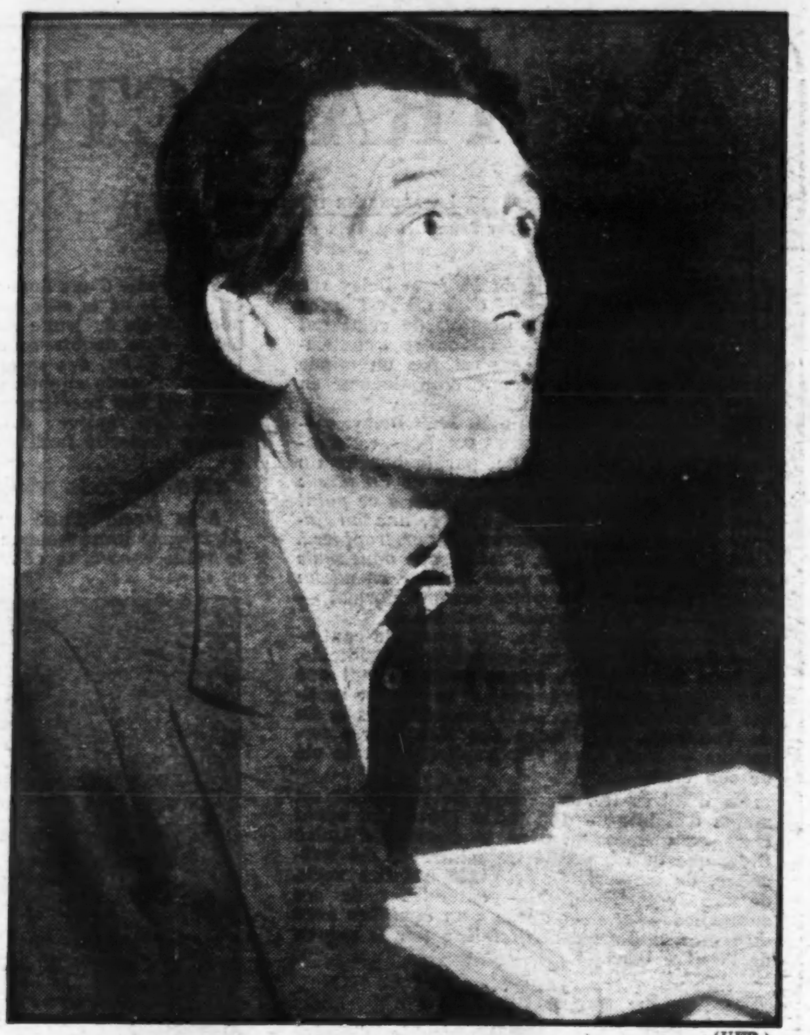
avec Robert SABATIER, Jean-Claude IBERT, Miklos MOLNAR, Charles AUTRAND, J.-M.-A. PAROUTAUD, Maurice TOESCA, Marcelle DELPASTRE, Renée RIVET, Norbert LELUBRE, Nicolas BAUDY, Louis GUILLAUME, Jean-Louis AUDIN, etc.

●

Le numéro de 100 pa[illegible]) .... 300 francs
L'abonnement d'un an .... 1.000 francs

(A adresser à Marcel LARGEAUD, ORADOUR-sur-VAYRES (Haute-Vienne) compte de chèques postaux n° 624.08 LIMOGES)

ROUGERIE, éditeur



(UFP.)

ROGER VAILLAND.
Le goût de l'aristocratie.

LE GONCOURT

Roger Vailland

UN jeune homme de cinquante ans, maigre et vif, à l'œil aigu, dont l'existence agitée s'inscrit en creux, en bosses et en sillons sur un visage mince.

De profil, un aventurier; de face, un intellectuel, ainsi se présente le dernier Prix Goncourt : Roger Vailland.

Les uns l'ont connu petit garçon de province, en révolte contre ses parents et dévorant Baudelaire.

Les autres, poète surréaliste, épuisant jusqu'au bout tous les plaisirs, y compris celui de s'encanailler.

Postulant journaliste, à *Paris-soir*, bien avant la guerre, on lui confia pour l'essayer le compte rendu d'un match de boxe. Sur six feuillets rédigés dans une belle langue classique selon les règles de la dissertation telle que l'entendent les professeurs de lettres, il écrivit une excellente composition française, qu'il eut la prudence de montrer d'abord à son ami le poète Robert Desnos.

Dans l'un des bars où s'écoulait leur vie nocturne, Desnos lut l'article de Vailland — qui avait choisi alors de s'appeler Robert François — en coupa les deux tiers, reconstruisit ce qu'il en restait et donna au débutant une éclatante leçon de journalisme, ce genre littéraire qui se situe à l'opposé de la dissertation.

Des seigneurs

L'article fut accueilli à *Paris-soir* avec des félicitations étonnées. L'élève était doué : il n'oublia jamais la leçon et en fit largement profit, tout au long d'une longue carrière de journaliste, à laquelle il doit l'art de voir, de se faire lire, et d'écrire court.

Son premier roman, *Drôle de Jeu*, signé Roger Vailland, marquait déjà une maîtrise du style concis et de la conduite d'un récit qui doit tout à son expérience de la presse.

Alors on vit l'homme des ballets nocturnes à travers les boîtes de nuit se transformer en fermier austère, s'enfermer neuf mois de l'année dans une petite maison haut située dans les Alpes et entreprendre une œuvre romanesque.

La Loi en est le couronnement (1).

Il y a, chez ce communiste, un goût de l'aristocratie qui explique assez bien sa haine de la bourgeoisie à laquelle il appartient cependant totalement.

Ses héros sont toujours des « seigneurs », à l'usine ou au champ, et il évoque singulièrement cette parole de Nietzsche selon laquelle ce qu'un homme exprime dans son œuvre est ce qui lui manque, non ce qu'il possède.

La décision des Goncourt est critiquable dans la mesure où Edmond de Goncourt demandait, dans son testament, *« que ce prix soit donné à la jeunesse, à l'originalité du talent, aux tentatives nouvelles et hardies de la pensée et de la forme ».*

Mais nul lecteur conduit par leur choix à acheter *La Loi* ne leur tiendra rigueur d'avoir manqué à leur tâche.

Et il reste les jurés du prix Renaudot pour faire le métier que les Goncourt n'ont plus le courage d'accomplir.

(1) La critique de « La Loi » et un long entretien avec l'auteur ont été publiés dans le numéro 316 de « L'Express ».

LE RENAUDOT

Michel Butor

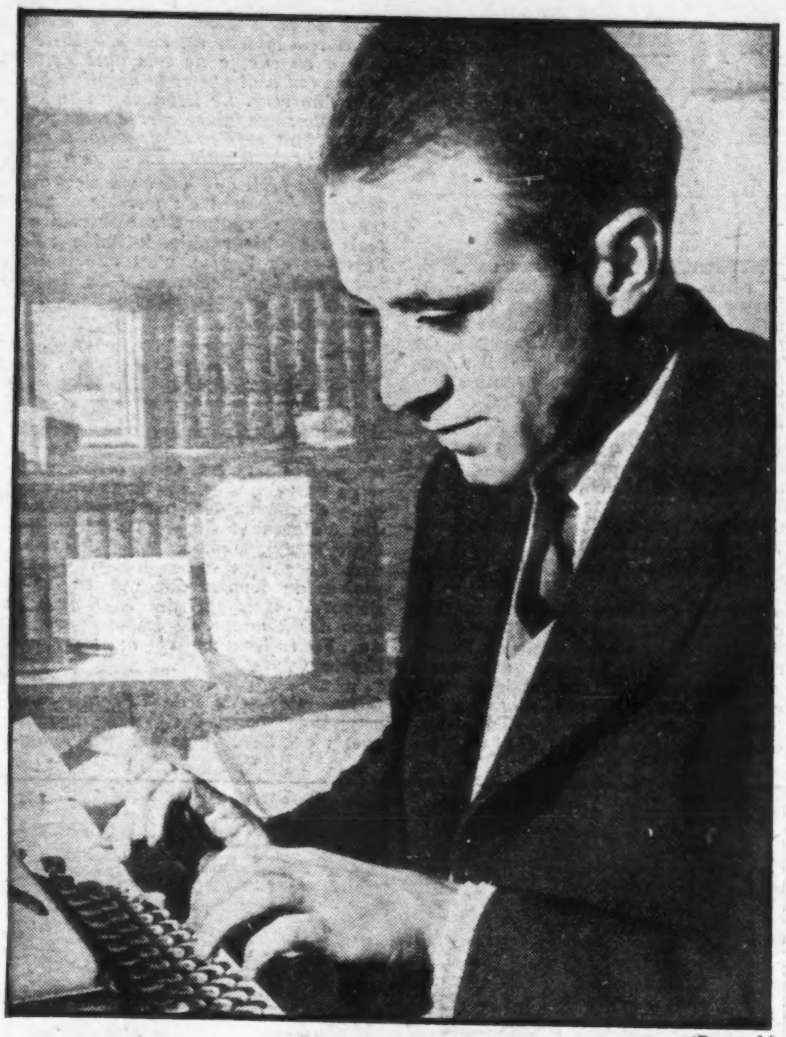
AUJOURD'HUI célèbre, Michel Butor, prix Renaudot 1957, demeure un inconnu. Il n'est pas mystérieux — on sait de lui tout ce qui peut s'apprendre — il est secret. Et ceux qu'il intéresse seront bien obligés d'en passer par le seul vrai chemin pour qui veut connaître un auteur : lire ses livres.

Il est né dans les faubourgs de Lille, il y a 31 ans. Son père, employé dans les chemins de fer, est aujourd'hui inspecteur à la S.N.C.F. C'est chez lui, à Paris, qu'habite actuellement Michel Butor, vivant et travaillant dans une chambre à peine séparée de l'appartement familial par une cloison vitrée.

Un voyageur

Licencié de philosophie, ce jeune homme à la vie qui paraît si calme et transparente, a profité de son métier pour voyager : il fut successivement professeur en Haute-Egypte, à Manchester, à Salonique, et l'année dernière en Suisse. Il y a bien des façons de résider à l'étranger. D'après ce qu'on en devine dans ses livres, ce qu'il en dit parfois lui-même, celle de Michel Butor fut passionnément curieuse. Là où il se trouve, il lui faut tout explorer, tout connaître, n'ayant de cesse qu'il n'ait reconstitué en lui la carte des lieux, et aussi leur histoire.

Il prête en particulier son attention aux œuvres d'art, aux monuments, à tout ce qui garde la trace d'une création ou d'un recueillement. Extrême-



(Bernand.)

Michel Butor
La réflexion du poète.

ment sensible à la peinture, il va de musée en musée voir tous les tableaux d'un même peintre, jusqu'à ce que cette œuvre lui parle, qu'il en comprenne la langue. Il aime aussi visiter les monuments, les places, les grands lieux de passage, et, comme il en parle, on comprend que devant un cadre il rêvera à son influence sur ceux qui l'habitent.

Il est professeur mais qu'on ne s'y trompe pas: la nature de sa réflexion, de son appétit de connaître, est celle d'un poète. Il en a, du reste, la présence douce et déroutante.

Il est apparu récemment à la télévision entre des personnages autrement cuirassés, autrement voyants. Pourtant, bien qu'il ne portât pas encore couronne, Michel Butor n'est pas passé inaperçu : gêné mais souriant, c'était lui qui mettait les autres à l'aise !

Lauréat du Prix Renaudot, qui est le prix de la critique, le voici poussé devant le grand public. On va le photographier beaucoup, l'interviewer souvent. Ce n'est pas ainsi, probablement, qu'il livrera son secret d'écrivain ; s'il en cache un, celui-ci doit se trouver dans son œuvre, selon la formule de Henry James, telle « une image dans le tapis ».

Du reste, tout ce qu'on dit sur Michel Butor s'éclaire et se prolonge à la lecture de ses trois livres, *Passage de Milan, L'emploi du temps, La Modification* (1), romans riches et complexes qui se développent loin dans l'espace et le temps — éléments abondamment, volumineusement nécessaires pour que l'esprit de leur auteur prenne toute sa mesure.

Qui les lit ne se dit pas : *« C'est bien, il est jeune »*, mais : *« C'est si bien, est-il vrai qu'il soit jeune ? »* C'est affirmer un vrai pouvoir d'écrivain.

POUR LES PRIX

Les ennemis publics

de Patrick Kessel (Julliard). 300 pages. 780 francs.

● ***Le journalisme ne mène pas à tout.***

LES ennemis publics, que nul n'en ignore, ce sont les journalistes. Et l'on peut en croire l'auteur : il en est.

Son roman — le second — est un long cri d'amour déçu : celui d'un jeune homme qui aborde la presse comme on entre en religion, et qui découvre lentement à quels impératifs ceux qui la dominent la soumettent.

Ainsi, ce n'est pas pour défendre la veuve et l'opprimé que de grands hommes d'affaires montent de grands magazines. Il y a quelque naïveté dans l'étonnement douloureux de l'auteur.

Et quelque suffisance dans la certitude où se complaît son héros malheureux, le reporter Etienne Pella, d'avoir quelque chose à dire, et les moyens de communiquer au public ce « quelque chose ».

D'abord indigné avec lui, le lecteur est insidieusement envahi par l'impression que ce journaliste humilié l'est d'abord par lui-même.

Un censeur

A ce titre, le roman de Patrick Kessel est un assez bon reportage sur les mouvements d'âme d'un « jeune homme de gauche » qui se croit promis au plus grand avenir au sein d'une société qu'il méprise, et qui s'étonne de ne pas voir cette société lui offrir poliment toutes facilités pour la combattre.

C'est aussi un livre courageux pour un auteur qui fait en même temps profession de journaliste. Il lui faudra montrer à l'avenir beaucoup de talent pour que les portes des journaux riches s'ouvrent devant un censeur acharné à refuser la complicité dans la petite lâcheté quotidienne, celle où s'ensevelissent chaque année, la conscience mauvaise mais le confort assuré, tant de journalistes partis pour refaire le monde et arrivés à condition de n'y point toucher. C'est tout de même un livre raté.

S'il est difficile de ne pas reconnaître le magazine qu'il stigmatise dans la description que Patrick Kessel fait du lieu principal des malheurs de son héros (d'autant qu'il en fut un collaborateur régulier), il est en même temps difficile de reconnaître, dans ses personnages falots, quelques-uns des « monstres » de la presse. A aucun moment, le lecteur n'entre dans leur intimité, ne pénètre les mécanismes d'un grand journal ni d'un grand patron.

Et l'on déplorera que Patrick Kessel, riche du courage nécessaire pour les dévoiler, n'ait pas su les montrer.

→

(1) La critique de « La Modification » a été publiée dans le n° 332 de « L'Express ».

CAMILLE BOURNIQUEL
LES ABOIS
roman
600 Fr. SEUIL

RENÉ REMBAUVILLE
LA BOUTIQUE DES REGRETS ETERNELS
roman
" On hésite d'abord devant l'œuvre compacte de cet inconnu ; puis on en lit quelques chapitres, et le sortilège ne tarde guère à jouer : on est pris. Je l'ai été. Je le suis encore."
ROGER MARTIN DU GARD (PRIX NOBEL)
denoël

Nouveautés DEL DUCA

Paul Vialar
LA BOUTIQUIÈRE
Le cinquième roman de la célèbre CHRONIQUE FRANÇAISE DU XX° SIECLE.

Henri Amouroux
UNE FILLE DE TEL-AVIV
Un roman d'amour pendant la guerre d'Egypte.

Maurice Guy
LE SOUFFLE DE L'ALIZÉ
Ombres blanches dans les mers du Sud. Par l'auteur de l'ENSEIGNE.

Yan Balinec
LE FAUX PLI DU DRAPEAU
Le journal d'un jeune Breton en "occupation" outre-Rhin

Dr G. Durtal
LE JOURNAL D'UN PSYCHIATRE
...par un célèbre médecin parisien qui préfère cacher son nom.

Alec Mellor
TROIS AFFAIRES DE CHANTAGE
Athènes, an 400 av. J.-C. A l'époque de la Brinvilliers. Sous Napoléon III.

del DUCA PARIS

LES BOURGEOIS CONQUÉRANTS

PAR CHARLES MORAZÉ

le monde au XIXe siècle

nouvelle Collection d'histoire DESTINS DU MONDE

A. COLIN

La presse américaine juge LIEUTENANT EN ALGÉRIE de J.J. SERVAN-SCHREIBER

Même ceux qui étaient les plus violents critiques de Servan-Schreiber, au début, reconnaissent maintenant que ce qu'il décrit devait être connu... Ce livre ne concerne pas seulement l'Algérie, mais la France et, à travers la France l'Occident tout entier.

NEW-YORK TIMES (Thomas Brady)

"Lieutenant en Algérie" montre quelques soldats mémorables... des idéalistes qui sentent ardemment la profondeur de la tragédie humaine dont ils sont témoins et qui sont prêts à sacrifier leurs propres carrières, même leurs vies, pour apporter la justice et la paix en Algérie, la dignité et le triomphe à la France...

BUFFALO EVENING NEWS (Walter B. Greenwood)

L'appel de "Lieutenant en Algérie" est pour le triomphe des éléments de valeur dans l'armée, actuellement étouffés, et contre une intervention de l'étranger.

HERALD TRIBUNE (August Heckscher)

C'est un livre important. Nous y trouvons l'odeur, le goût, l'ambiance de l'Algérie. Nous y découvrons la vraie complexité de ce problème que le Sénateur Kennedy avait cru pouvoir balayer en quelques mots anti-colonialistes.

LOUISVILLE COURRIER-JOURNAL (Barry Bingham)

Ce livre est fait pour provoquer chez les Français un sursaut de générosité et d'intelligence qui permette de retrouver l'audience des musulmans.

TIME MAGAZINE

"Lieutenant en Algérie" suggère qu'il ne s'agit pas d'une situation où des interventions extérieures puissent faire grand chose. La nature même de la lutte exclut toute autre solution que de faire confiance à la France...

WALL STREET JOURNAL (William H. Fitzpatrick)

Dans toutes les librairies Un vol. 690 Fr.

JULLIARD

REVUES

Sartre et la peinture

● *A travers le Tintoret la condamnation de la beauté.*

INTERROMPANT ses travaux littéraires et philosophiques, Jean-Paul Sartre se consacre à son tour au monde des images. Il publie dans *Les Temps modernes* la biographie du Tintoret, peintre pour lequel il a toujours marqué une vive prédilection. Il l'a déjà exprimée dans *Qu'est-ce que la littérature ?*

La fascination que semblent exercer sur les grands esprits de ce temps les œuvres d'art et leur exégèse est en soi un phénomène qui mériterait d'être analysé. Mais il convient de noter que Sartre emprunte, dans ses travaux, une tout autre voie qu'André Malraux.

Sur les quelques rares documents contemporains que nous possédons, Sartre bâtit une biographie du Tintoret à la fois précise, romancée, philosophique et sociologique, qui compose un étonnant morceau de bravoure. Qu'il parle de Baudelaire, de Jean Genêt ou cette fois-ci du Tintoret, la construction qu'il dresse, sans s'éloigner jamais des faits, dépasse à tel point notre connaissance ou plus exactement notre compréhension de l'homme et de l'œuvre étudiés, qu'on reste saisi par ce genre nouveau qu'il crée de toutes pièces. Il l'a baptisé lui-même : « Psychanalyse existentielle ».

Tintoret était fils de Venise, issu d'une bourgeoisie moyenne. Sartre l'oppose au Titien, cet « étranger » qui venait du continent pour conquérir la Cité des Doges.

« Capricieux Vénitiens ! Bourgeois inconséquents ! Le Tintoret est LEUR peintre : il leur montre ce qu'ils voient, ce qu'ils sentent : ils ne peuvent pas le souffrir; le Titien se moque d'eux : ils l'adorent. »

Beauté, mon vilain souci

Au XVIe siècle, Venise est au seuil de de la décadence. Le Tintoret, selon Sartre, l'étale, alors que le Titien la masque.

« Bourgeois et patriciens l'admirent ; aux technocrates de Venise il donne un alibi ; il parle de bonheur, de gloire... au moment où ils font les efforts les plus louables pour se masquer leur déchéance. »

Le moyen par lequel le Titien atteint son objectif constitue *« la plus grande trahison, la Beauté »*. C'est elle qui trompe, en procurant une quiétude factice : *« Ils veulent la Beauté, ces inquiets, parce qu'elle rassure. Je les comprends : j'ai pris l'avion deux cents fois sans m'y habituer, je suis trop vieux rampant pour trouver normal de voler ; de temps en temps la peur se réveille... mais il suffit qu'une belle jeune femme soit du voyage ou un beau garçon ou un couple charmant et qui s'aime : la peur s'évanouit ; la laideur est une prophétie : il y a en elle je ne sais quel extrémisme qui veut porter la négation jusqu'à l'horreur. Le Beau paraît indestructible : son image sacrée nous protège ; tant qu'elle demeurera parmi nous, la catastrophe n'aura pas lieu »*.

Rilke a écrit que *« le beau n'est que le commencement du terrible »*. Sartre semble vouloir le contredire : mais cette biographie, intitulée : *Le Sépulcre de Venise*, n'est que le début d'une étude plus vaste où Sartre formulera une esthétique attendue avec curiosité.

JE, TU, IL...

● LE PRÉSIDENT EISENHOWER reçoit tous les quatre ans les deux cents meilleurs livres publiés aux Etats-Unis. Ce cadeau lui est offert par l'Association des éditeurs et libraires américains. Cette fois-ci, le président a demandé deux cent deux volumes. Deux exemplaires du dernier don ont en effet disparu. Il s'agit de *Tant qu'il y aura des hommes*, de James Jones, et du *Vieil Homme et la mer*, de Hemingway.

● LA COMMÈRE de *France-soir* écrit (26 novembre) : *« S. Exc. Aloys Vollgruber, ambassadeur d'Autriche, qui recevait en l'honneur de la parution du livre de son compatriote Robert Musil* L'Homme sans qualité, *a dit à celui-ci :* « En ma qualité d'ambassadeur, je me permets de vous féliciter pour la qualité de *L'Homme sans qualité* ».

Horrible détail, pour emprunter le vocabulaire de la Commère : Robert Musil est mort depuis quinze ans.

● ERSKINE CALDWELL vient d'émettre un point de vue un peu particulier sur la ségrégation raciale aux Etats-Unis. A ses yeux, ce problème sera rapidement résolu grâce à l'instinct sexuel : *« Les deux races vont se fondre dans le Sud du pays. La nature ne connaît de distinction entre les êtres humains quels que soient leur langage ou la couleur de leur peau. Les conflits raciaux dans le Sud disparaîtront tranquillement par la procréation. »*

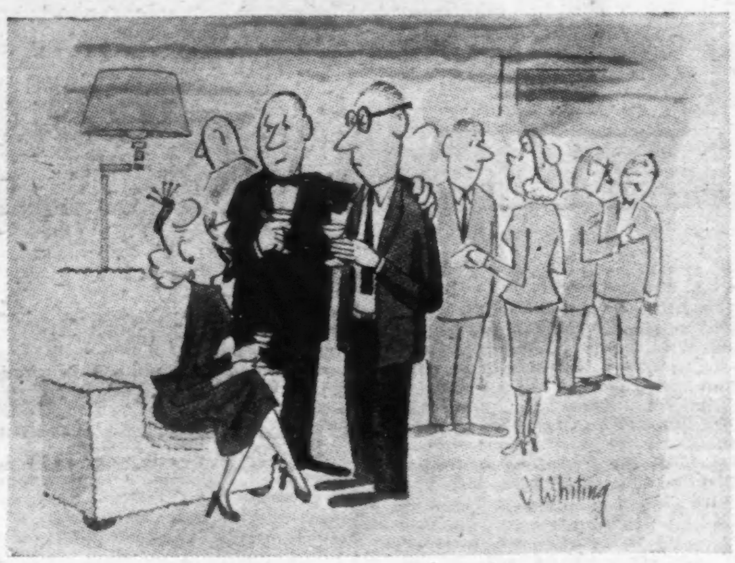
● BORIS PASTERNAK écrit dans le *Docteur Jivago* qui paraît en Italie et reste pour le moment banni d'U.R.S.S. :

« Je ne connais pas de pensée plus isolée et plus éloignée des faits que le marxisme. »

« Je méprise la politique. Je n'aime pas des hommes qui n'aiment pas la vérité. »

« Je crois que la collectivisation était une erreur et qu'elle s'est soldée par un échec, bien que l'erreur n'ait pu être publiquement reconnue. Pour dissimuler l'échec par tous les moyens du terrorisme, il est nécessaire que le peuple désapprenne à penser. »

Boris Pasternak vit tranquillement en Russie.



(Saturday Evening Post.)

— Parlez-moi de votre roman, cher monsieur. C'est si bête de dépenser de l'argent pour des livres.

CADEAUX

Les deux verres à dents.

La brosse de vestiaire.

Combien pouvez-vous mettre dans un cadeau ? Moins de 1.500 francs ?... Vous trouverez une longue liste d'objets charmants dans notre numéro du 28 novembre. Un peu au-dessus ? Très au-dessus ? Voici 93 objets également sélectionnés par Djénane Chappat. Et nous vous souhaitons de recevoir le plus somptueux. Enfin, si vous n'habitez pas Paris, vous trouverez ici la semaine prochaine une sélection de cadeaux que l'équipe de Madame Express a opérée dans votre ville. (Sont précédés d'une étoile (au lieu d'un point) les objets dont la photo figure dans ces pages-cadeaux.)

POUR LA MAISON

● *Les objets qui servent.*

★ Les deux verres à dents en opaline blanche. Celui de Monsieur s'orne d'une conquérante moustache, et celui de Madame de lèvres rouges bien dessinées : 1.780 fr. (Photo 1.) (*Jacques Franck*, 372, rue Saint-Honoré.)

★ L'élégante petite brosse de vestiaire à capuchon de métal doré, suspendue à un nœud Louis XV également doré : 1.800 fr. (Photo 2.) (*Dona Carlotta*, 22, rue François-Iᵉʳ.)

● Le classeur d'écoute pour les trois dimensions de microsillons : 1.950 fr. (*Carline*, 8, bd de la Madeleine.)

● La pince à spaghetti en métal argenté : 2.200 fr. (*La Boutique de Fauchon*, 26, place de la Madeleine.)

★ Les accessoires de cuisine amusants, en poterie provençale blanc mat et noir. Beurrier : 2.250 fr. Boite à sel : 2.100 fr. Entonnoir glou-glou : 750 fr. (Photo 3.) (*Strich*, 5, rue d'Arcole.)

● Les grands carafons à liqueur verts ou rouges, en verrerie italienne. Un litre : 2.340 fr. (*Georges Pesle*, 19, rue de l'Arcade.)

● Le porte-bûches en fer peint très léger, qui peut être utilisé en porte-revues durant la belle saison: 3.500 fr. (*Page*, 79, rue du Bac.)

● Le réchaud à fondue en cuivre et fer forgé, amusant pour faire la cuisine à table : 4.900 fr. (*Le Grillon*, 24, bd des Batignolles.)

● Le valet muet, porte-habits déshabilloir pour hommes : depuis 4.950 fr. (*Innovation*, 104, Champs-Elysées.)

● Le porte-manteau-porte-chapeaux de style anglais en cuivre et box piqué sellier : 5.000 fr. (*Michel Perrier*, 134, Faubourg-Saint-Honoré.)

● Les porte-couteau raquette, conçus pour que fourchette et couteau aient un emplacement différent : la douzaine, 5.200 fr. (*Modèle Christofle*, chez De Rotherens, 85, rue de Courcelles.)

★ L'applique de cuivre mobile, qui peut s'accrocher sur un bois de lit : 5.000 fr. (Photo 4.) (*Nohalé*, 16, avenue Mozart.)

● Le panier à disques pour rangement horizontal, en fer forgé plat laqué noir mat : 6.200 fr. (*La Turquoise*, 134, avenue de Clichy - place Clichy.)

● L'armoire à clefs, décor de roses romantiques sur un habillage plastifié. Fermeture automatique magnétique : 7.500 fr. (*Art Décor*, 54, avenue Victor-Hugo.)

● Les accessoires à feu en fer forgé et cuivre sur leur support rond : 7.500 fr. (*Gross*, 225, avenue de Neuilly.)

● La table en fer forgé noir et dessus de plastique réversible jaune et rouge. Sous le plateau un rayonnage vertical, permet de classer 60 microsillons : 8.000 fr. (*Dissonances*, 64, bd Malesherbes.)

● La table de lit, réglable, très stable, pouvant s'incliner, parfaite pour travail, lecture ou repas lorsqu'on reste couché : 8.900 fr. (*Caruelle*, 8, rue de Maubeuge.)

● La brosse électrique « Bravo », véritable petit aspirateur à main : 9.270 fr. (*Tous rayons électro-ménagers des Grands Magasins.*)

Les accessoires de cuisine.

● Le gaufrier électrique qui permet de faire en quelques minutes, et sur la table, gaufres, galettes ou croque-monsieur. Modèle très soigné Calor : 11.500 fr. (*Le Grillon*, 34, bd des Batignolles et *Grands Magasins.*)

● La desserte roulante à trois plateaux, dont un amovible. Dessus plastique stratifié : 14.800 fr. (*E.F.A.*, 68, rue de Rennes.)

L'applique de cuivre mobile.

★ La table-plateau en acajou, style anglais avec des charnières de cuivre qui permettent de replier les bords. Le plateau est posé sur un X pliant : 29.000 fr. (Photo 5.) (*Maison et Jardin*, 38, rue de Courcelles.)

● La table roulante pour électrophone, dont le plateau inférieur supporte un casier classeur à disques. Très anglaise de style, ne détonne pas, même dans un intérieur ancien : 31.000 fr. (*Au Temps des Rois*, 80, rue de Rennes.)

● *Les objets qui décorent.*

● Le thermomètre à mercure décoratif, parce qu'encastré dans une grande palme de bois doré : 1.650 fr. (*Don Quichotte*, 35, rue du Colisée.)

● Le lustre-tambour pour chambre d'enfant, amusant avec ses baguettes : 2.500 fr. (*Esquerré*, 156, bd Pereire.)

● La lanterne d'antichambre, en forme de bec de gaz : 2.500 fr. (*Chambord*, 12, bd Malesherbes.)

★ La lampe ultra-moderne « Sophie » : 2.500 fr. (Photo 6.) (*Gross*, 225, avenue de Neuilly.)

● Le bouton de porte (ou la béquille) en cristal taillé et bronze doré, très élégant et raffiné : 2.630 fr. (*Raymond*, 100, Faubourg-Saint-Honoré.)

● Le baromètre de cuivre se détachant sur un fond de feutre rouge vif. Quatre petits dauphins de cuivre ciselé enjolivent les quatre coins : 4.850 francs. (*Mowgli Martin*, 15, avenue Paul-Doumer.)

● La lampe romantique, en forme de lampe à pétrole, entièrement en opaline, y compris l'abat-jour : 5.500 francs. (*Argine*, 37, avenue Marceau.)

POUR EUX

● *Les objets qui parent.*

● Les boutons de manchette petites boules d'argent: 2.000 fr. (*Jean Eté*, 70, Faubourg-Saint-Honoré.)

● Le col Claudine de cuir noir qui habille un pull-over : 2.400 fr. (*Lilo*, 5, rue de Miromesnil.)

● Le cardigan de lit en fine laine de tons pastels, maille shetland: 2.400 francs. (*Jeanne d'Arc*, 5, avenue Victor-Hugo.)

● La longue écharpe écossaise de tons très fondus, tissée dans de la fine laine à cravate : 2.450 fr. (*Monty*, 23, avenue Victor-Hugo.)

● La cravate pour homme « personnalisée », portant le prénom du destinataire finement tissé dans de la soie naturelle: 2.500 fr. (*Jean d'Ahetze*, 250, rue de Rivoli.)

● Le parapluie de nylon à long manche italien, qui peut se dévisser pour entrer dans une valise : 2.500 fr. (*Mérival*, 30, rue La Boétie.)

★ Le « Multisac » à combinaison

→

MONTY
TAILLEUR-CHEMISIER
vous offre une sélection de
CADEAUX INEDITS
MAGNIFIQUES CHEMISES en POPELINE D'ALSACE, SOIE et NYLON
PYJAMAS rayures exclusives
ECHARPES importation anglaise
CEINTURES nouveau style à votre chiffre
ROBES DE CHAMBRE façon tailleur
CRAVATES et ARTICLES EN DAIM
23, av. Victor-Hugo (PAS. 83-19)

CADEAU DE FIN D'ANNEE
du CLUB des DISQUES de NEUILLY
10, rue du Château - MAI. 79-65
et du CLUB des DISQUES de PARIS
50, rue des Martyrs (9ᵉ) - LAM. 93-41
6.000 fr. de disques GRATUITS
pour l'achat d'un électrophone VISSEAUX
4 vitesses : 16, 33, 45 et 78 tours
Prix détail : 31.068 fr. T.T.C.
Reprise de tourne-disques

Calypso

LE NOUVEAU TRIOMPHE DE
ROBERT PIGUET
PARIS

L'Art du Cuir
TOUT CE QUI CONCERNE
la MAROQUINERIE et le VOYAGE
●
Remise : 10 % aux lecteurs de « L'Express »
18, boulevard Saint-Michel
PARIS

JE REVIENS...

...PARFUM DE
WORTH

CHEZ AGNÈS
24, RUE TRONCHET (8e)
UNE SELECTION TRES ETUDIEE DE SACS EN AGNEAU, BOX, LEZARD ET CROCODILE —
ET TOUTE LA GAMME DES PORTEFEUILLES, PORTE-MONNAIE, ETC.

POUR VOS CADEAUX :
COQ BABETH
LE FER-COQ DE TOUS LES MENAGES
3 modèles :
3.200 fr., 3.950 fr., 4.400 fr.

VAPO-BABETH
le « PRESSING CHEZ SOI »
Prix : 9.440 francs
AUTRES FABRICATIONS :
FER AUTOMATIQUE
FER A TUYAUTER - FER A FRISER
Grands Magasins, Electriciens et
BABETH, 9-16, rue du 4-Septembre
Tél. 13-85 BOURG (Ain)

CE QU'IL NE FAUT

SOYONS réalistes. Tous les cadeaux ne viennent pas du cœur, et ne s'offrent pas dans un envol de rubans roses et de tourterelles à la manière des dessins de Peynet.

Il existe aussi tous les cadeaux-politesse, les cadeaux-remerciements, les cadeaux-avancement, les cadeaux-honoraires, les cadeaux-chiffre d'affaires. Ils ne sont pas seulement les moins poétiques, mais souvent aussi les moins amusants, présentant le double inconvénient d'être difficiles à choisir et lourds à payer.

Ça n'est pas une raison pour oublier qu'ils manquent leur but, s'ils sont mal choisis.

Voici, à l'usage de ceux qui sont dans l'obligation de penser à cette catégorie de cadeaux, un petit résumé des erreurs à éviter.

DISTRAIT :
Le peigne à un chauve.

Le cadeau distrait

Pour faire plaisir, un cadeau doit être en quelque sorte la preuve de l'intérêt que porte le donneur à la personnalité de celui à qui il offre. Personnalité physique, habitudes, personnalité morale, tout a son importance pour qu'on soit sûr de faire plaisir. Il est intéressant de constater d'ailleurs que le cadeau raté ne laisse par seulement indifférent, mais irrite la personne qui l'a reçu envers celui qui l'a donné. Quelques exemples d'inattention dans ce domaine : le briquet offert à un non-fumeur ; le foulard, les bijoux, le colifichet qui jurent avec le ton des yeux ou des cheveux de la femme à qui l'on voudrait faire plaisir : poussons les choses au pire : le monsieur chauve à qui l'on offre un ravissant peigne en écaille dans un étui en crocodile.

MALADROIT :
La balance à l'obèse.

HUMILIANT :
L'achat au rabais.

Le cadeau leçon

S'il est parfois amusant, entre intimes, il est franchement déplacé dans bien des cas. Quelques exemples : un patron qui offre un agenda à une secrétaire inexacte, une femme qui offre une brosse à habit à un monsieur dont les revers sont traditionnellement douteux, etc...

Le cadeau à l'économie

Curieusement, ce sont en général les personnes ayant le plus de moyens financiers qui présentent le plus souvent la fâcheuse habitude d'aimer acheter au rabais, en gros.

→

dont l'anse peut se détacher, le transformant ainsi en pochette plus habillée : 2.990 fr. (Photo 7.) (*Agnès*, 34, rue Tronchet.)

● Le gros clips-épingle composé d'un médaillon ovale de corne ton ivoire. Cerclé d'or et prolongé par trois petites boules dorées en forme de framboises : 3.600 fr. (*Lola Prussac*, 93, Faubourg-Saint-Honoré.)

● La pochette du soir pour jeune fille, en ottoman de soie de tons pastels, rebrodé de ganse ton sur ton : 3.800 fr. (*Roger et Gallet Boutique*, 62, Faubourg-Saint-Honoré.)

● Les gants d'autruche blancs piqués sellier, lavables, pour femme : 4.800 fr. (*Elysées Soieries*, 55, Champs-Elysées.)

● L'écharpe pour homme 70 % cachemire. Chaude et souple : 4.950 fr. (*Barnett*, 19, avenue Victor-Hugo.)

★ Le long sautoir de couleur opale ou turquoise, détachable en trois parties, pouvant être porté en un, deux ou trois rangs : 5.000 fr. (Photo 8.) (*Casty*, 3, rue de Castiglione.)

● L'ensemble écharpe-cravate pour homme, très élégant parce que confectionné dans le même lourd foulard de soie naturelle à dessins cachemire extrêmement fondus. L'écharpe : 7.500 francs. La cravate : 1.700 francs. (*Romoli*, 30, avenue Victor-Hugo.)

● La robe de chambre pour femme, très confortable, forme classique, en chaud tissu des Pyrénées de tons pastels, bordée de satin ton sur ton : 10.800 fr. (*Anne Valois*, 130, Faubourg-Saint-Honoré.)

● Le pull-over de cuir ou de daim pour homme : 10.900 fr. (*Holmès*, 22, avenue Victor-Hugo.)

● Le cardigan de cuir décolleté en V ou ras-du-cou, dos tricot, pour femme : 11. 000 fr. (*Royal-daim*, 74, rue de Rennes.)

● La cravate de fourrure composée de deux peaux de kolinsky ressemblant à s'y méprendre à du vison : 12.000 fr. (*Empire Fourrure*, 8, avenue de Wagram.)

● Le sac à main de la femme d'affaires. Très importante pochette de box noir s'ouvrant comme un livre et découvrant deux poches profondes à fermeture à glissière : 12.900 fr. (*La Bagagerie*, 21, Champs-Elysées.)

● Le col de lynx à la mode. Mobile, il peut être porté sur différents manteaux : 18.000 fr. (*Courcelles Fourrure*, 104, bd de Courcelles.)

La table-plateau en acajou.

La lampe « Sophie ».

● *Les objets qui servent.*

● L'étui pour papiers d'identité à voyants de plastique transparent portant des onglets de couleurs différentes : 1.795 fr. (*Icare*, 2, rue de Châteaudun.)

● L'étui pour carnets de chèques postaux, en box de toutes couleurs : 1.800 fr. (*Mérival*, 30, rue La Boétie.)

● Le bloc-râtelier à pipes en céramique gainée de peau de porc : 2.250 francs. (*Innovation*, 104, Champs-Elysées.)

● Le porte-monnaie de cuir rouge dissimulant un paravent pour plusieurs photographies (8×10 environ) : 2.300 fr. (*Au Grand Siècle*, 402, rue Saint-Honoré.)

★ La pince à tout faire du monsieur bricoleur, en acier inoxydable, étui de box : 2.450 fr. (Photo 9.) (*Innovation*, 104, Champs-Elysées.)

● L'agenda de cinq ans permettant de faire des prévisions à longue échéance ou de garder cinq ans de souvenirs : 2.500 fr. (*Modèle Quercis chez Lemaire*, 49, aven. Victor-Hugo.)

● La boîte à fiches avec son casier spécial pour les trombones, punaises ou timbres, portant un crayon à bille magnétique : 2.900 fr. (*Chalmette*, 17, bd Malesherbes.)

● La boîte à cachets en forme de cœur à poser sur la table lorsqu'on prend des médicaments. Métal argenté : 3.300 fr. (*Jansen*, 9, r. Royale.)

● Le pot à tabac, gravure anglaise sur bois, intérieur faïence : 3.500 fr. (*Kirn et Wingate*, 88, aven. Raymond-Poincaré.)

● Le vaporisateur de voyage absolument hermétique, dans sa housse de maroquin rouge. Modèle Marcel Franck : 3.500 fr. (*Mademoiselle Aissé*, 4, avenue Pierre-Ier-de-Serbie.)

● Le porte-documents à poignée escamotable, en peau de porc-fleur : 3.990 fr. (*Icare*, 2, rue de Châteaudun.)

● Le poudrier en forme de tabatière ancienne, métal argenté gravé : 4.450 fr. (*Mademoiselle Aissé*, 4, avenue Pierre-Ier-de-Serbie.)

★ Le porte-clefs boîte à pilules, en argent finement travaillé en croisillons : 6.700 fr. (Photo 10.) (*Jean Eté*, 70, Fg Saint-Honoré.)

● Le photomètre miniature, antichoc, étanche, à lecture facile malgré ses petites dimensions : 9.950 fr.

Le Cadeau de Madame choisi par Monsieur...
CHEZ TALMA
10, rue des Saints-Pères
Tous les jours jusqu'à 20 heures
(porcelaine blanche - Opaline)

Pour vos Cadeaux de Noël... OFFREZ
une jolie boîte de chocolats
de la plus belle collection de Paris
(SUCHARD, KOHLER, MENIER, etc.)
Confiserie R. GESSLER
41, rue Beaubourg - PARIS
ARC. 01-24 et 25

Les Cadeaux de
JACQUES FRANCK
372, Rue St-Honoré

PAS DONNER...

ou en solde les cadeaux qu'elles ont à faire. Inutile d'insister sur le côté désobligeant de ces emballages grossiers, de ces étiquettes souvent oubliées, et démarquées, de ces objets sans marque dont on se demande en les recevant s'ils sont un reliquat d'un récent mariage ou la « bonne affaire » obligatoire faite dans une vente de charité.

Le cadeau série

Ils sont surtout fréquents lorsque plusieurs personnes travaillent dans le même bureau. Ce sont les paires de gants identiques venant de la même boutique, offertes à quatre ou cinq personnes différentes et dont on s'est dit en les achetant : « Oui ! voilà cinq pierres d'un coup ».

DÉSINVOLTE :
La cravate en série.

FAMILIER :
La pièce de lingerie.

Le cadeau compromettant

Celui qui suggère une intimité, bien entendu inexistante, entre deux personnes de sexe différent. Attention, messieurs, à la lingerie !

Le cadeau gâchis

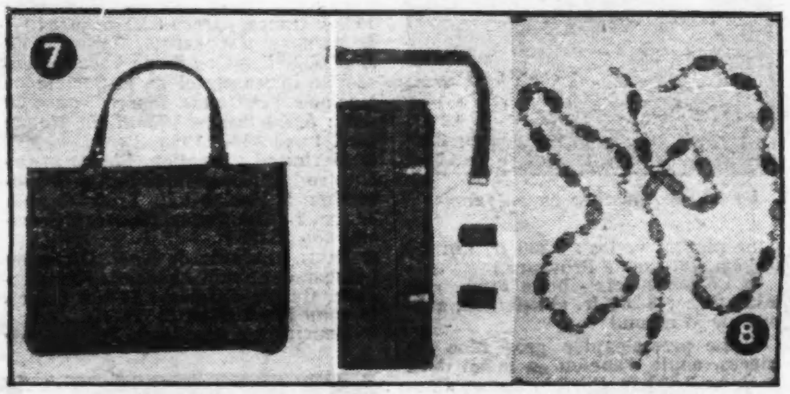
Un exemple l'illustre parfaitement : un médecin que nous connaissons a l'habitude de partir chaque année huit jours pour se reposer au moment des fêtes. Chaque année cependant, des malades reconnaissants envahissent la loge de la concierge pour y déposer des fleurs qui s'y faneront tranquillement en l'absence du destinataire. Au retour, il reste la corvée des remerciements, c'est tout.

Le cadeau riche

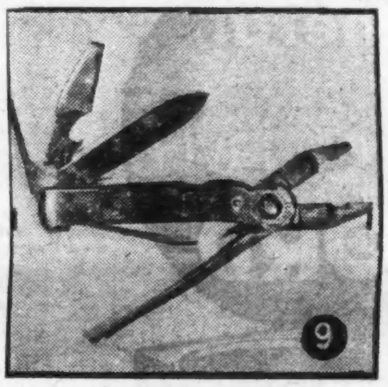
Nous l'avons gardé pour la fin, parce qu'il est le plus difficile. Non seulement il irrite, mais il risque de blesser.

Si vous avez des moyens supérieurs aux ressources de la personne à qui vous voulez faire plaisir, il vous faut redoubler de tact et d'imagination pour éviter la gaffe. Surtout, jamais de cadeau utilitaire. Offrez ce qui manque le plus : le luxe. Si vous avez des moyens inférieurs, n'essayez pas de vous saigner à blanc pour rivaliser avec les objets dont elle dispose déjà. On se sentirait gêné par votre générosité disproportionnée. Songez que les personnes dont on pense : « Il ou elle a tout » manquent le plus souvent de cet objet stupide, évident, simple et facile à découvrir si l'on y réfléchit, et qui leur fera beaucoup plus plaisir que l'objet futile qu'elles pourraient s'offrir si elles en avaient vraiment envie.

INUTILE :
Les fleurs aux absents.



Le multisac. *Le sautoir en trois parties.*



La pince à tout faire.

Le porte-clefs - boîte à pilules.

(*Modèle Orly, chez Natkin*, 15, avenue Victor-Hugo.)

● La montre de poche - réveille-matin. Commode en voyage ou au bureau pour rappeler à l'automobiliste occupé que l'heure limite de stationnement est proche : 21.250 fr. (*Horlogerie Suisse*, 4, avenue de Wagram.)

● La camera du cinéaste amateur. Très précise, quoique d'une utilisation simple. Paillard C.8, objectif Cinor Berthiet 1,9 de 12,5 : 48.175 fr. (*Natkin*, 15, avenue Victor-Hugo.)

● Le poste de radio voiture Radiauto, d'un réglage commode, même en conduisant. Prix suivant modèles : de 36.000 à 55.000 fr. (Ces prix s'entendent taxes et pose comprises.) (*Appareils Firevox, chez Froger-Bressel*, 48, rue Croix-des-Petits-Champs.)

● Les objets précieux.

ENFIN, le bijou, signé par un grand joaillier, existe désormais à des prix élevés, certes, mais moins qu'on ne le croit généralement. Et, pour une femme aimée, c'est tout de même « le » cadeau... même si elle affirme qu'elle aurait préféré un aspirateur.

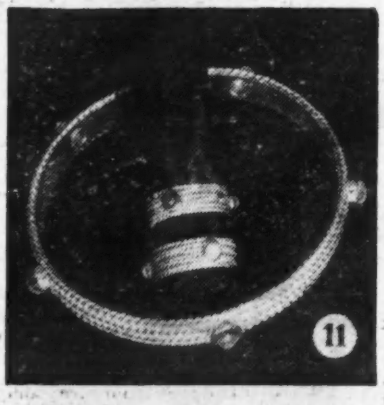
Pour une femme

★ L'anneau de petit doigt en or tressé orné de trois cabochons en pierre fine (émeraude, turquoise, cornaline, etc.) : 25.000 fr. (Photo 11.) (Il existe également un bracelet assorti.) (*Sterlé*, 43, avenue de l'Opéra.)

★ La bague en or très joliment travaillée, tout en bâtonnets : 34.000 fr. (Photo 12.) (*Van Cleef et Arpels*, place Vendôme.)

Pour un homme

★ Les boutons de manchette ronds en onyx, ornés d'une feuille d'or jaune ou blanc, chaîne de monture en or : 7.500 fr. (Photo 13.) (*Sterlé*.) →



L'anneau de petit doigt et le bracelet assorti.

Bar portatif escamotable

ART - DÉCOR
CADEAUX DECORATION
INSTALLATIONS COMPLETES D'INTÉRIEURS
INSCRIPTIONS POUR LISTES DE MARIAGES
54, av. V.-Hugo - PAS. 76-16

Jouets inattendus et de classe sélectionnés pour vos enfants

par le

BERCEAU DE FRANCE

Jouets éducatifs, poupées, jouets animés, nouveautés étrangères, bibelots décoratifs pour la chambre d'enfant, lustres, lampes, cadres, petits sièges, vanneries, céramiques, vaisselle ; et pour les tout petits : jouets du premier âge, peluche, caoutchouc, plastique, bois. Cadeaux layette sélectionnés

LE BERCEAU DE FRANCE, 1, rue Gozlin, Paris-6e (angle 145, boulevard Saint-Germain) ODE. 00-12
Documentation n° 44 contre 35 francs en timbres

ARGENTERIE
POUR LA TABLE
Plats, Couverts, Services à thé, etc.
Maison spécialisée Neuf, Occasion :
SUSSEL - HAYEM
76, RUE DE PROVENCE
(près rue de Mogador)

POUR 1.000 FR... Réussir vos photos est facile grâce au meilleur livre de Marcel Natkin : « Pour Réussir vos Photos en Noir et en Couleurs » : 45 illustrations en couleurs ; 248 en héliogravure ; 244 pages.

UN BIJOU : ORLY... le plus petit et le plus précis des photomètres, indique instantanément le temps de pose juste en photo et en ciné. Trois mensualités de 3.400 fr.

PHOTOGRAPHIEZ NOEL... Chez vous, c'est très facile, avec le Rectablitz, le plus petit et le plus élégant des flashes électroniques ; comptant 23.000 fr. ou acompte 10.000 et 5 versements de 2.800 fr.

Vous trouverez ces merveilleux cadeaux et beaucoup d'autres à partir de 580 fr. chez Grenier et Natkin. Demandez dès aujourd'hui le fameux Photo-Ciné-Guide des deux grands spécialistes ; il vous sera adressé gratuitement avec son supplément « Noël ».

GRENIER
27 bis, rue du Cherche-Midi
Paris-6e

NATKIN
15, av. Victo-Hugo
Paris-16e

Vous serez sûr de trouver chez
Maurice VISSOT
Maître Fourreur à Paris
le cadeau somptueux toujours envié
Grand choix d'astrakans, castors et visons aux meilleurs prix dans les meilleures qualités
15, rue Fontaine (9e) TRInité 28-76

UN TRAIN ELECTRIQUE
SE CHOISIT CHEZ
LE SPECIALISTE

qui, toute l'année, sera à votre disposition. Le R.M.A., 6, cité du Midi, PARIS (18e), est le seul établissement présentant un choix inégalé de Trains et Décors miniatures, à des prix imbattables. Demandez d'urgence, le catalogue. Ses clients et leur famille ont accès gratuitement, toute l'année et en exclusivité, au Réseau-Spectacle de démonstration, avec vue panoramique sur 80 m2.

Parfumez-vous "moderne"
avec la
"Diffusette"
ANTILOPE
ZIBELINE
Parfums
WEIL
PARIS

Scientifique,
DENICOTEA
retient nicotine et goudrons et PERMET
de FUMER à LOISIR et SANS CRAINTE
OFFREZ fume-cigarettes et pipes DENICOTEA
Cadeaux très appréciés de renommée universelle
EN VENTE : TOUS BUREAUX DE TABAC

★ Vous aussi, Madame, vous pouvez réaliser ce rêve pour Noël ou le Jour de l'An, car il y a une CONORD adaptée aux besoins de chaque ménage.

La "CADETTE" idéale pour 3 personnes.

La "NORINE" pour une famille de 4 personnes.

La "VAILLANTE" ou la "VESTALE" pour les familles plus nombreuses.

repos, loisirs, confort

CONORD 3 USINES - 5.000 CONCESSIONNAIRES

2 fers qui sortent... de l'ordinaire

Lancés cet hiver par CALOR les fers MATIC et CADET sont révolutionnaires,

— par leur forme. A côté d'eux tous les autres fers paraissent démodés,

— par leur commodité : semelle fine (exclusive !) à grande surface, chauffage rapide, chaleur précise pour chaque tissu.

Faites du repassage un vrai plaisir, offrez les nouveaux fers CALOR

CALOR

★ Les boutons de manchette bâtons en or massif : 24.000 fr. (Photo 14.) (*Van Cleef et Arpels.*)

" NÉS CADEAUX "

CERTAINS objets, ravissants ou amusants, sont vraiment nés pour faire des cadeaux. Personne ne songerait à les acheter autrement que pour les offrir. Mais c'est leur caractère superflu qui fait leur charme, surtout lorsque, à l'usage, on découvre qu'ils ne sont pas inutiles.

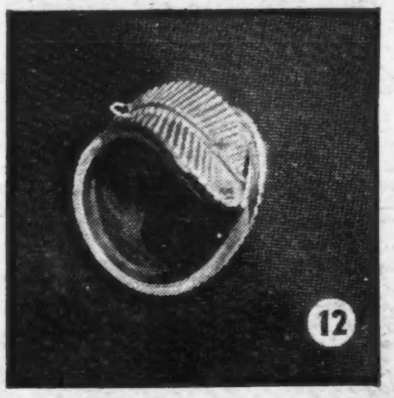
● Le porte-lettres petit basset de fer forgé portant en guise de queue une plume d'oie stylo-bille : 2.270 fr. (*Carville*, 13, rue d'Artois.)

● L'étui de velours bordé d'un galon d'or, qui dissimule trois boîtes d'allumettes : 2.500 fr. (*Jansen*, 9, rue Royale.)

● La table 421, composée d'un plateau-cuvette de plastique rouge monté sur un trépied de fer forgé. Dans le rebord du plateau sont ménagées deux encoches à couvercle transparent pour les jetons et les dés : 2.900 fr. (*Argine*, 37, avenue Marceau.)

● Le plaid de voiture dans sa housse plastique qui le transforme en coussin : 2.950 fr. (*Innovation*, 104, Champs-Elysées.)

● Le rafraîchissoir copie d'ancien en métal argenté, élégant cache-pot pour plantes vertes : 3.200 fr. (*Sussel Hayem*, 76, rue de Provence.)



La bague travaillée en bâtonnets.

● Le porte-clefs - boîte à musique miniature : 3.200 fr. (*Mustel*, 16, avenue de Wagram.)

● Le presse-papier gros bloc de pièces, copie d'ancien en métal doré patiné : 3.800 fr. (*Strich*, 5, rue d'Arcole.)

● La boîte à ficelle en cuir piqué sellier et ses ciseaux : 3.800 fr. (*La Boutique de Fauchon*, 26, place de la Madeleine.)

● La règle plate graduée en cuir vert frappé au fer à l'or fin, encastrée d'une loupe ; sur le dessus, un étui fixe pour le coupe-papier de bronze doré : 3.950 fr. (*Nohalé*, 16, avenue Mozart.)

● La pince à papier très élégante, en métal argenté gravé, mat et brillant : 4.000 fr. (*Jansen*, 9, rue Royale.)

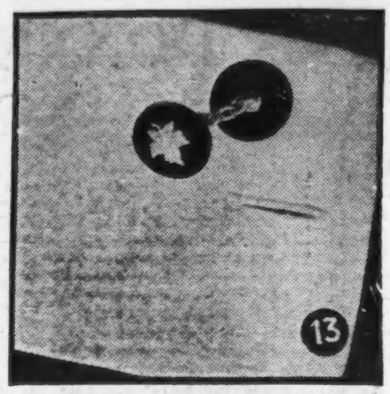
● Le miroir de table à encadrement de bois doré monté sur chevalet à l'ancienne : 4.800 fr. (*Leclerc*, 50, avenue Victor-Hugo.)

● Le très grand bol à punch en verre fumé ou de couleur : 5.000 fr. (*La Boutique Danoise*, 142, Champs-Elysées.)

● Le porte-invitations de box rouge avec indication des jours frappés à l'or fin : 5.300 fr. (*Georges Pesle*, 18, rue de l'Arcade.)

● La badine géante, portant un chausse-pied à une de ses extrémités et une main gratte-dos à l'autre: 5.600 francs. (*Androdias*, 5, avenue Mozart.)

● L'étui à bijoux très souple en daim, qui peut se glisser dans un grand sac à main lorsqu'on veut emporter ses bijoux vrais ou faux en voyage : 8.200 fr. (*Chalmette*, 17, bd Malesherbes.)



Les boutons de manchette en onyx.

● La grande amphore d'albâtre montée en lampe, pure de ligne : 20.000 fr. (*Talma*, 10, rue des Saints-Pères.)

(*Tous prix indiqués au 1er décembre.*)

● *Les grands albums de disques.*

SI vous êtes sûr d'adresser votre cadeau à l'heureux propriétaire d'un électrophone, vous êtes assuré de faire plaisir en offrant ce que l'on achète rarement soi-même : un album de plusieurs disques. Un seul inconvénient, qui dans certains cas peut être un avantage : c'est un cadeau sur lequel on peut mettre immédiatement un prix.

Quelques bons albums :

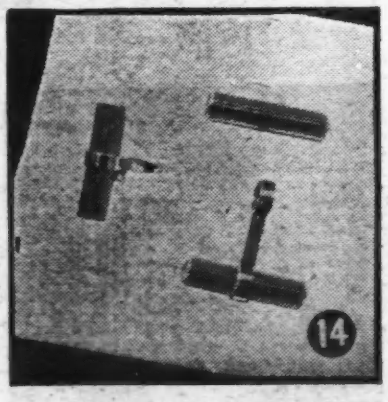
● WAGNER, *Le Crépuscule des Dieux.* Direction Fjeldstadt, solistes Flagstad, Svanholm. Cinq disques 30 cm : 13.000 francs. (*Decca* LXT 5180/84.)

● MUSIQUE D'AUTREFOIS, *XVe et XVIe siècles.* Solistes : groupe vocal et ensemble instrumental de la Société de Musique d'Autrefois. Deux disques 30 cm : 5.200 francs. (*Chant du Monde* LDX Luxe 8180-8181.)

● HAYDN : La Création. Chœur et Orchestre Philharmonique de Berlin, direction I. Markevitch. Trois disques 30 cm. : 7.800 francs. (*Deutsch Grammophon* 551/3.)

● BACH, *Oratorio de Noël.* Direction Lehmann et Arndt Akademie Kammerchor. Quatre disques : 13.200 francs. (*Archiv Produktion* 14051/4.)

● BEETHOVEN, *Quatuors.* Quatuor de Budapest. Trois albums, dix disques : 26.000 francs. (*Philips*, L3L 1005/7.)



Les boutons de manchette bâtons.

● ALBUM LIPATTI (*tous ses disques : Schubert, Grieg, Chopin, Bach, Ravel, Enesco, Scarlatti, Schumann, Liszt.*) Cinq disques, luxe: 13.000 francs; cinq disques, standard : 10.500 francs. (*Columbia* FCX 491/5.)

● MOZART, *Don Giovanni.* Direction Busch, soliste Glynenbaum, trois disques : 7.800 francs. (*Voix de son Maître.*)

ll n'est pas trop tard !

Les fêtes approchent et vous n'avez pas réglé la question des cadeaux à vos clients. Pourtant, cette année encore, votre présent doit être original... et bien accueilli.

Rassurez-vous, les excellents vins d'Alsace vous déchargeront de ce travail supplémentaire. Magnifiques ambassadeurs de votre courtoisie, partout ils sont reçus avec joie.

Nous joindrons vos cartes de visite aux envois. Mieux, au delà d'une certaine quantité, les étiquettes peuvent être personnalisées à votre nom ou à celui du destinataire. N'attendez plus, demandez-nous sans engagement notre tarif. Et vous verrez combien les remerciements de vos clients seront sincères !

Attention ! Remise réelle de 5 % en se recommandant de l'Express.

VINS D'ALSACE GEYL & BASTIAN, négociants à VENDENHEIM (Bas-Rhin)

(Vero).

CINQ ENFANTS « HABILLÉS »
Achetés pour les fêtes mais portés toute l'année

ENFANTS

Pour les « exposer »

ARBRES de Noël, visites de fin d'année, réunions de famille. Décembre est le moment de l'année où les parents « exposent » leur progéniture... et sont donc désireux de la mettre en valeur.

A l'intention des mères pressées, Madame Express a fait le tour des magasins spécialisés dans les vêtements d'enfants. Elle a constaté que :

Pour les garçons

Le costume habillé *n'existe pas*. Les mères fuient le genre communiant gominé, et surtout se refusent à dépenser une somme forcément importante pour un ensemble que l'enfant n'usera pas.

● POUR LES GRANDS : la formule la plus élégante : le complet de flanelle grise, ou le pantalon gris avec un blazer qui serviront toute l'année.

Sur notre photo : Blazer droit importé d'Angleterre, existe en différents coloris, le 8 ans, 6.750 francs. (*Old England*, boulevard des Capucines).

Pantalon de flanelle grise, le 8 ans 4.950 francs, le 15 ans 8.900 francs (*Old England*).

● POUR LES PETITS : Pas de veston qui donne un air d'homme-nain, mais un pantalon court ou long avec un chemisier.

Sur notre photo : Pantalon de serge grise avec ceinture et bretelles amovibles. Le 6 ans : 3.800 francs. (*Halphen*, 52, rue de Passy).

Chemisier en popeline blanche à manches longues et volants plissés, avec une ceinture smoking en popeline assortie, le 4 ans, 4.200 ; le 8 ans, 5.500 francs (*Halphen*).

Pour les filles

La robe empesée et juponnée de cérémonie est détrônée par la robe de velours ou de lainage plus facile à entretenir et à porter le jeudi et le dimanche.

Notre photo :

● 4 ANS : Robe de velours côtelé lavable, blanc, ciel, nattier, le 4 ans, 4.790 francs (de 1 à 4 ans). (*Au Printemps*.)

● 8 ANS : Robe plissée en tergal écossais vert et bleu. Lavable sans repassage, se rallonge par la taille, le 4 ans, 7.400 francs (de 1 à 4 ans). (*Jones*, avenue Victor-Hugo.)

● 12 ANS : Robe en velours lavable Velcorex avec guimpe plissée de linon, 9.200 francs (de 2 à 12 ans). (*Colinette*, 63, rue Lauriston.)

BUDGET

L'année ménagère

« LES EDITIONS DE L'EPARGNE », 174, boulevard Saint-Germain, viennent de publier une brochure à l'usage exclusif des maîtresses de maison raisonnables : « Mon Budget ». Le slogan de ce carnet de comptes de la femme moderne destiné à rendre « l'opération budget » attrayante, claire et efficace : « Penser avant de

→

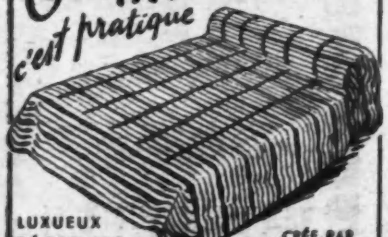
maigrir
une formule révolutionnaire du PROFESSEUR ROQUE
Récemment, un savant professeur de biologie constatait l'action polyvalente et efficace d'extraits de plantes, de planctons marins et de colsamine sur les tissus imprégnés de graisse et de cellulite.
Les laboratoires GANDHOUR ont réussi à incorporer ces éléments dans une lotion liquide, permettant une efficacité et une osmose totale qu'ils n'avaient pu obtenir avec une crème ou une gelée. Des résultats constants ont été vérifiés par de nombreux tests et des milliers d'attestations écrites notamment de membres du corps médical.
Ainsi Mme M..., de Toulon nous écrit : « Avec la Lotion GANDHOUR. J'ai maigri de 15 kilos en un mois et j'ai rajeuni de dix ans, cela sans drogue ni privations. Mon mari, médecin, est émerveillé. Il m'avait fait suivre dix traitements divers sans résultat. »
Documentation intéressante sous pli fermé
ECHANTILLON GRATUIT
Joindre cette annonce et 30 f. de timbres p. frais
Lab. GANDHOUR, 8, Rue Michodière, Paris-2e
FAITES CET ESSAI A NOS FRAIS
AUCUN RISQUE NI ENGAGEMENT

Pour le SKI
TUNMER
CHAUSSURES Ski rembourrage mousse, fabric. LE TRAPPEUR,
pour Dames 5.950
pour Hommes 6.600
et tous les pulls KORRIGAN-LESUR
CATALOGUE FRANCO
Magasin ouvert lundi après-midi
TUNMER VOUS EQUIPE
5, PL. SAINT AUGUSTIN PARIS

Régalez votre famille et vos amis avec les PATES DE GRIVES TRUFFEES de
« La Mère Mouret »
HOSTELLERIE DES CEDRES
CABRIERES-D'AVIGNON
(Vaucluse) Tél. : 19
10 boîtes contre remboursement de 1.800 francs

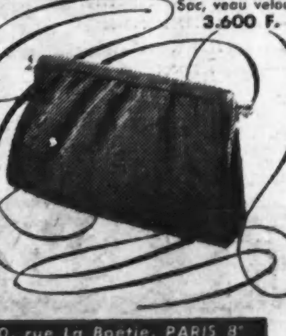
MARIE-MARTINE
Robes cocktail
8, rue de Sèvres, Paris-6e
BAB. 18-44

NOEL A LA NEIGE
Le Comité d'Accueil Parisien, 16, rue de la Banque, Paris-2e, Gut. 29-80, organise, comme chaque année, des séjours à la montagne pour les enfants et les adolescents sous le contrôle de moniteurs spécialisés.
Il reste encore quelques places disponibles :
Pour les enfants de 6 à 12 ans,
AUTRICHE : Saint-Anton du Montafon, logement en bon hôtel : 20.900 francs.
SUISSE : Monthevon (800-1.200 m.), bon hôtel : 23.900 francs.
Pour les enfants de 13 à 17 ans, FRANCE : Saint-Gervais, logement en châlet : 26.500 fr.
AUTRICHE : Seefeld (1.200-1.800 m.), très bon hôtel : 26.800 francs.
ITALIE : Breuil-Valtournanche (1.500-3.500 mètres), bon hôtel : 25.800 francs.

Oui Madame... c'est pratique

LUXUEUX DÉCORATIF
CRÉÉ PAR Overwear Candlewick
LE FAMEUX
COUVRE LIT CANDLEWICK
LAVABLE
LE LIT NATIONAL
2, Place du Trocadéro - PARIS
PARIS CONFORT
5, Rue Lafayette - PARIS

QuiLichini
CHAUSSURES
« FESTIVAL », escarpin fait main, créé en exclusivité pour les fêtes. Tous coloris .... 8.500 fr.
Sac assorti.
Pour hommes, nos formes anglaises et italiennes, depuis .... 6.000 fr.
En décembre, ouvert le dimanche après-midi

CAMP DE SKI
Centre des Jeunes, 4, rue N.D. des Victoires
Paris 2e - CEN. 25-09
SEJOUR EN SUISSE pour enfants et adolescents israélites pour 21.500 francs. Départ : 21 décembre. Retour : 2 janvier. Sont compris : voyage, excursions, loisirs, leçons de ski

MAROQUINIER
Merival
Sac, veau velours 3.600 F.

30, rue La Boétie, PARIS 8e
BAGAGISTE

DROZ
PERLES
PROVENANT DIRECTEMENT DES CULTURES SOUS-MARINES
Le plus grand choix de colliers à tous les prix
16, RUE HALÉVY . PARIS (OPÉRA CH.D'ANTIN)

Royaldaim
Cannes - Paris - Deauville
COUTURE
EN DAIM ET PEAU
GRAND CHOIX
de 17.000 à 67.000
74, rue de Rennes - LIT.44-84
et au quartier Latin
L'ANTILOPE 34, rue des Ecoles DAN. 09-53 (5e)

EMPIRE-FOURRURES
8, avenue de Wagram (PL. DE L'ETOILE)
CAR. 22-82
MAISON FONDEE EN 1924
Actuellement
VISONS
CASTORS
ASTRAKANS
RATS d'AMÉRIQUE
à des prix sans concurrence pour la qualité proposée

CETTE SEMAINE MADAME EXPRESS A :

● ***Enlevé*** une tache d'encre sur une moquette claire avec du jus de citron. Les résultats ont été excellents. Une condition : ne pas lésiner sur le citron.

● ***Conseillé*** à ses amis partant aux sports d'hiver de prendre garde au problème des bâtons. La nouvelle méthode de « godille » demande des cannes extrêmement longues (arrivant sous l'aisselle). Elles sont presque impossibles à louer dans les stations, et la dépense qu'elles représentent (2.000 à 4.000 francs) vaut largement la peine pour les skieurs consciencieux.

● ***Reçu*** la nouvelle crème de traitement « Skin Life » d'Helena Rubinstein. La maison annonce que ce produit est une « révolution » dans le domaine de la cosmétologie. Comme son nom l'indique, c'est une crème nourrissante apportant aux cellules de la peau les éléments nécessaires à sa vie. Elle permet, paraît-il, d'éviter les rides. Sur ce point, ne nous engageons pas. Mais après trois jours d'essais, deux constatations: la crème a une odeur extrêmement agréable, elle est d'un emploi facile parce qu'elle s'absorbe très bien et rafraîchit le visage en donnant l'impression de raffermir l'épiderme.

● ***Envoyé*** à quelques-uns de ses amis les cartes de Noël signées Jean Cocteau. Elles ont été spécialement dessinées par Cocteau au format même de leurs reproductions, ce qui les rend plus harmonieuses que les réductions d'œuvres d'art habituellement utilisées pour ce genre de cartes. (Brentano's, 37, avenue de l'Opéra).

● ***Admiré*** les formes dépouillées et la qualité des matériaux des meubles modernes nordiques, italiens et français présentés à l'exposition d'ouverture du « mobilier international », 166, rue du Faubourg-Saint-Honoré. Une nouveauté intéressante : les fauteuils en mousse dont le tapissage entièrement « déshabillable » peut être donné à nettoyer, sans pour cela avoir l'aspect d'une housse.

Des vœux signés Jean Cocteau.

● ***Découvert*** le «Club des Jeunes Amis du livre » créé par la Compagnie des Libraires et Editeurs Associés.

Ces derniers se sont donné pour tâche de réaliser une collection d'œuvres de qualité destinées aux adolescents de 14 à 18 ans.

Cette collection composée des meilleurs textes d'auteurs tant classiques que modernes est parfaitement bien présentée. Les volumes sont reliés pleine toile, ornés de fers, avec des pages de garde illustrées, imprimés sur papier de luxe, en caractères corps 12 (c'est-à-dire suffisamment gros pour ne pas fatiguer la vue).

Seuls les membres du club (cotisation annuelle 200 fr) ont la possibilité d'acquérir ces livres (édition numérotée).

Ils sont tenus au courant de la parution des nouveaux volumes par la revue « Les Cahiers des Jeunes » qu'ils reçoivent tous automatiquement.

Le prix de chacun des ouvrages varie suivant l'importance du texte (de 1.000 à 1.600 fr. environ).

Pour faire partie du Club des Jeunes Amis du livre, jeunes et... moins jeunes peuvent s'adresser à leur libraire habituel, ou écrire directement (253, rue Lecourbe, Paris-XVe) en envoyant un mandat de 200 fr.

→

dépenser ». Il se présente sous l'aspect d'un cahier de 52 pages illustré de dessins, égayé de tableaux, truffé de bons conseils d'ordre pratique précédant les pages réservées aux colonnes des dépenses et recettes mensuelles : comment choisir vos légumes (endives courtes et serrées, carottes fermes et colorées...); comment détacher vos vêtements (entourer la tache d'un bâti pour ne pas la perdre de vue, attaquer sur l'envers...) ; comment classer vos papiers.

Le schéma du budget familial est réparti en trois catégories :

● CHARGES FIXES : impôts, loyer, chauffage, téléphone.
● DÉPENSES COURANTES : nourriture, produits d'entretien, transports, etc.
● DÉPENSES EXTRAORDINAIRES : vêtements, appareils ménagers, frais médicaux, etc., etc.

Une quatrième partie est destinée aux RÉSERVES = vacances, imprévu, etc., etc.

A la fin de la brochure deux tableaux permettent de récapituler les recettes et les dépenses de l'année écoulée ; ainsi, une maîtresse de maison ayant rempli scrupuleusement « Mon Budget » pendant les 12 mois de « l'année ménagère » aura sans doute fait des progrès en matière de gestion, et sûrement acquis le droit d'avoir la bonne conscience d'un devoir bien accompli. Et elle n'aura grevé son budget que de 180 francs.

RECETTES

La galette vaudoise

— *800 gr. de pommes de terre.*
— *100 gr. de saindoux.*
— *100 gr. de gruyère râpé.*
— *Sel et poivre.*

● Cuire les pommes de terre en robe des champs ● Les peler une fois bien cuites ● Ecraser les pommes de terre à la fourchette sans trop insister ● Incorporer le râpé à cette fausse purée ● Faire chauffer le saindoux dans une grande poêle ● Verser dans cette poêle la pulpe de pomme de terre ● Saler, poivrer et bien mélanger pulpe et saindoux ● Réchauffer le tout, puis baisser le feu ● Laisser la purée de pommes de terre se caraméliser lentement sur sa face intérieure ● Retourner la poêle sur un plat ● Servir ce gâteau joliment coloré sur un plat rond.

Les pommes à la romaine

— 1 *paquet de pâte brisée vendue dans le commerce.*
— 4 *belles pommes.*
— 1 *tasse à thé de miel.*
— 1 *œuf.*

● Creuser les pommes comme pour faire des pommes au four ● Les remplir de miel ● Envelopper chaque pomme dans une abaisse de pâte brisée ● Dorer à l'œuf ● Faire cuire à four doux 30 minutes environ ● Servir chaud ou tiède.

Elégance d'aujourd'hui aux prix d'hier

PIEDGANTÉ
décolleté, bout ouvert ou fermé façon daim noir
4 larg. par pointure et 1/2 pointure...
2.995 Fr.
SURBOOM
Coupe Italienne
fabrication française
Box noir 37 au 46...
3.690 Fr.
PILLOT
MAGASINS PRINCIPAUX
11, Boulevard Saint-Denis
88, Rue de Rivoli, tél. ARC. 44-13 - 49-38
2, Boulevard Haussmann, tél. PRO. 77-21
Cabinets de Pédicures
SUCCURSALES
13, Av. d'Italie
109, Faub. S-Antoine
107 bis, Av. du Gen. Leclerc
16, Pl. de la République
141, Bd Sébastopol
137, Faub. du Temple
90, Av. Ledru-Rollin

B. WASER
COUTURE EN GROS
32, rue du Sentier - PARIS (2e)
GUT. 68-95

présente sa collection à partir du 3 décembre tous les jours de 9 à 17 heures

Votre réputation d'homme de goût tient au choix de vos cadeaux
"la boutique" de
VAN CLEEF & ARPELS
joailliers
22, Place Vendôme
PARIS
Grand choix de 10.000 à 300.000 frs

L'EXPRESS

DIRECTION :
Françoise Giroud
J.-J. Servan-Schreiber

DIRECTEUR DE LA REDACTION :
Philippe Grumbach
REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES :
Pierre Viansson-Ponté
Jean Daniel
INFORMATIONS : Sylvain Zegel
PARIS EN PARLE : Jean-Pierre Vivet
LETTRES : François Erval
PAGES AU FEMININ : Christiane Coblence
SECRET. DE REDACTION : Robert Namia.

REDACTION :
Michel Bosquet, J.-F. Chabrun, Djenane Chappat, Sophie Daniélou, André Dieboid, Jean Ferniot, Léone Georges-Picot, André Gobert, Danielle Heymann, Claude Krief, Serge Lafaurie, Sylvie Leblanc, Thomas Lenoir, Maurice Leroux, Florence Malraux, Michèle Manceaux, Evelyne Reyre, Anne-Marie de Vilaine.

(Suite de la page 2)

Nous ne sommes pas fonctionnaires

M. Chapuis, sans doute fonctionnaire lui-même, prend la défense des fonctionnaires, ce qui est son droit le plus absolu. Malheureusement, son argumentation repose sur une monumentale erreur que l'on ne peut commettre de sang-froid. *En effet, ni en droit ni en fait, les agents de l'Electricité de France et du Gaz de France ne sont des fonctionnaires* et ne sauraient y être assimilés. En particulier, ils n'ont absolument aucune obligation envers l'Etat qui n'en a aucune envers eux. Leur vocation n'a jamais été d'être des fonctionnaires, mais des industriels et des commerçants.

A l'exception de ceux d'entre eux entrés dans les industries électriques et gazières depuis 1946, et qui sont en petit nombre, il ne faut point oublier que les cadres et spécialistes de l'Electricité de France et du Gaz de France, notamment, *viennent du secteur privé* au sein duquel ils ont effectué, pour la plupart, une fraction importante de leur carrière. Réquisitionnés à la nationalisation, en 1946, pour une durée d'un an, il leur a été, à ce moment, promis d'une façon formelle le maintien de leur statut antérieur, aussi bien sur le plan de leurs rémunérations que sur celui de leurs responsabilités. La loi du 8 avril 1946 précise d'ailleurs que l'Electricité et le Gaz de France sont « des établissements publics à caractère industriel et commercial ». C'est pourquoi on ne saurait s'étonner de la volonté inébranlable des cadres de l'Electricité de France et du Gaz de France, depuis le grade le plus modeste jusqu'au sommet de la hiérarchie, de conserver à leur profession les caractères indispensables à son développement, à la continuité du service public et à la satisfaction des besoins économiques primordiaux de la nation.

E. R.,
Paris.

L'esprit cheminot

Permettez à un inspecteur S.N.C.F. de vous donner son avis qui, je crois, est partagé par de nombreux cheminots.

Ces nombreux accidents n'ont qu'une seule cause profonde, c'est la diminution sinon la perte de l' « esprit cheminot » chez beaucoup d'entre nous.

L' « esprit cheminot », c'est un ensemble de valeurs morales, comprenant l'amour d'un métier passionnant, l'esprit de sécurité, etc.

Pourquoi cet esprit tend-il à disparaître ?

Pour de multiples raisons, dont les principales sont les suivantes :

Raisons générales non imputables à la S.N.C.F. Les unes proviennent du bouleversement continuel du monde moderne et par cela même sont impossibles à éviter ; il s'agit :

— De l'automatisme, qui en enlevant à beaucoup d'exécutants le sentiment de faire quelque chose d'utile, les transforme en robots. Je ne parle pas ici des mécaniciens, mais l'application du freinage automatique dont on parle tant pourrait eux aussi les toucher. C'est la rançon du progrès.

— De la situation de nos finances qui tendent à chercher des économies partout. C'est ainsi que les déposes de voies ainsi que les transformations de double voie en voie unique sont à mon sens indispensables, quand le trafic ne le justifie plus, pour la bonne administration d'une société telle que la S.N.C.F.

D'autres raisons générales, qui, elles, sont imputables à tous nos gouvernements depuis longtemps : la destruction de tout idéal chez les Français.

On veut nous faire croire que seule la force compte (Egypte, Algérie), que par contre les valeurs morales sont très secondaires (intellectuels rétrogrades, situation matérielle lamentable de notre enseignement et de nos enseignants ». « L'esprit cheminot » est un idéal qui, comme les autres, est touché (...)

J. G.,
Brunoy.

Et encore dans notre courrier :

— Mme S. Hébrard, de Toulouse, *pense que notre choix parmi les lettres de la* « Nouvelle Vague » *n'est pas assez objectif :* « Je veux bien croire que l'Algérie soit un souci pour tous. Comment s'en désintéresser ? C'est un problème économique et humain. Cependant, ne croyez-vous pas que les Français, et en particulier la classe ouvrière, aient des préoccupations plus graves ? ».

— *Soixante-quatorze élèves de l'Ecole normale supérieure de jeunes filles nous prient de signaler qu'elles ont adressé à M. René Coty une pétition contre la condamnation de Djamila Bouhired :* « Nous vous rappelons qu'elle a été ignoblement torturée pendant plus d'une semaine avant d'être présentée au juge d'instruction ; qu'elle n'a rien avoué ; qu'elle a été condamnée à mort sur un seul témoignage obtenu sous la torture et venant d'une personne dont on a refusé l'examen psychiatrique. »

— *Soixante-deux professeurs du lycée Hélène-Boucher,* « très inquiètes du sort tragiquement incertain de leur collègue, M. Audin, souhaitent qu'une enquête sérieuse soit faite sur cette affaire. »

— *Cent cinquante-cinq membres des Enseignements supérieur, secondaire, primaire et technique, ont signé une affiche demandant que le rapport de la Commission de sauvegarde des droits et des libertés individuelles* « soit immédiatement publié, que des sanctions soient prises contre ceux qui ont commandé, couvert ou approuvé des actes illégaux. »

L'Association professionnelle des externes et anciens externes des hôpitaux de Paris nous communique :

Quelque usage qu'il ait été fait dans la presse des déclarations, en général tronquées, de membres de l'Association des externes des hôpitaux de Paris, le bureau de l'association avec son président tient à s'insurger totalement et violemment contre les menaces de suppression pure et simple du concours de l'externat.

Il apparaît en effet de plus en plus probable que, faute de crédits et d'audace, la fameuse réforme des études médicales se bornera à cette mesure démagogique et inconstructive.

L'Association des externes propose de nouveau les améliorations suivantes :

— large augmentation du nombre des places d'externes ;
— modernisation du programme du concours ;
— rajeunissement de l'externat.

Ces mesures simples, pratiques, peu coûteuses et applicables sans délai correspondent aux objectifs essentiels d'une adaptation de l'enseignement médical aux besoins actuels et contribuent à améliorer la qualité de la médecine française tout en constituant la base d'une véritable « réforme ».

Et maintenant NOËL

Qu'allez-vous offrir à vos amis ?
Un petit objet qui leur fera plaisir **une fois** ? ou un cadeau **à répétition** qui leur fera plaisir toute l'année, qui se renouvellera **52 semaines de suite** ?

Pour **3.000 francs** seulement, vous pouvez leur offrir chaque jeudi, 52 fois de suite, un cadeau qui vienne **de vous**, qui entre chez eux **grâce à vous**, que le facteur leur apporte **de votre part** :
un abonnement à « L'EXPRESS ».

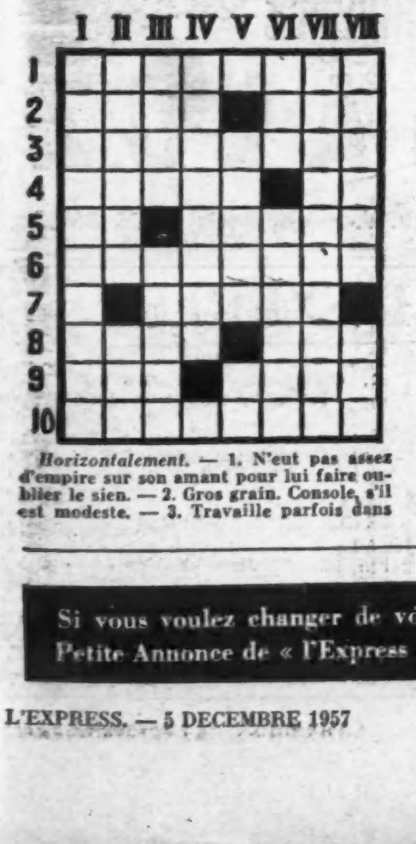
Ecrivez-nous simplement en nous donnant :
— leurs noms,
— leurs adresses,
et en joignant un chèque, ou virement postal de 3.000 francs pour chaque abonnement.

Le premier numéro de l'abonnement parviendra chez vos amis pour Noël, avec une carte de vœux **de votre part** (ou anonyme, si vous le désirez, et si vous nous le précisez).

52 cadeaux... pour 3.000 francs.

M. ....
Adresse : ....
désire souscrire les abonnements suivants, au prix de :
- 3.000 francs un an
- 1.600 francs six mois (1)
au bénéfice de :
1° Nom : ....
Adresse : ....
2° Nom : ....
Adresse : ....
3° Nom : ....
Adresse : ....
Je vous envoie ci-joint la somme de francs
par chèque
par virement à notre C.C.P. 7378-19 Paris (1)
Je désire que l'abonnement soit précédé de l'envoi d'une carte de vœux qui sera adressée - anonymement - de ma part (1)
(1) Rayer la mention inutile.

Mots croisés n° 112



Horizontalement. — 1. N'eut pas assez d'empire sur son amant pour lui faire oublier le sien. — 2. Gros grain. Console, s'il est modeste. — 3. Travaille parfois dans les wagons. — 4. Boîte mal fermée à ses débuts. Imité Figaro, dans sa manifestation préventive. — 5. Dans le baratin, comme dans le bla-bla-bla. Savait bien mener sa barque. — 6. Ignoré de l'endurci. — 7. Encadrent des portes. — 8. Fait remonter en tombant. L'un danse et l'autre vole. — 9. Pénétras. Appelé à quitter la carrière. — 10. Double tâche d'un professeur de médecine.

Verticalement. — I. Résonne harmonieusement sur les canaux. — II. Ce que fait le relieur, le graveur, le maraîcher. Le camp adverse. — III. Fut moulu. Ce que fit le feu. — IV. Frappent. — V. S'oppose à l'être. Plus apprécié que le mousseux. — VI. Deux bras peuvent l'entourer. Peut qualifier un frère. — VII. Beauté qui n'est pas sans prix. — VIII. Son coup ne fait pas mal mais peut étourdir. Suit parfois le numéro.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	T	E	M	E	R	I	T	E
2	U	R	A	T	E	■	A	D
3	T	I	R	E	L	I	R	E
4	O	C	T	■	I	R	I	S
5	I	■	I	S	T	R	E	S
6	E	M	E	U	■	I	R	E
7	M	A	N	E	T	T	E	■
8	E	J	■	Z	O	E	■	R
9	N	O	M	■	P	N	E	U
10	T	R	I	P	E	T	T	E

SOLUTION DU N° 111

Si vous voulez changer de voiture, vendez-la grâce à une Petite Annonce de « l'Express ». Elle aura 300.000 lecteurs

LES PETITES ANNONCES DE L'EXPRESS

29, rue de Marignan - PARIS (8°)
Tarif : 700 fr. la ligne (+ taxes 8,52 %)
Minimum 5 lignes encadrées. Chaque ligne compte un maximum de 42 lettres, signes ou espaces.
Chaque ligne en caractères gras compte pour deux lignes (maximum 20 lettres, signes ou espaces).

OFFRES D'EMPLOIS (cadres)

Centre National d'Etudes télécommunications cherche pour Etudes optique électronique et tubes hyperfréquences INGENIEUR de moins de 30 a., formation E. N. S. T. ou E. S. E., de préférence. Ecrire HAVAS 1643-590, rue Vivienne, 17.

OFFRES D'EMPLOIS

SITUATION D'AVENIR
DIAMOBIL-FRANCE - 77, boulevard Malesherbes demande COURTIER de première force pour nouvelle publicité lumineuse dans les théâtres

DIVERS

L'ŒUVRE FAMILIALE
MARIAGES 1er ordre. Sélection. Hte réputation (23e année) de RUSSEL, 53, rue Legendre, Paris

chez votre Tailleur :
Jeunesse
de
LAJEUNESSE
la draperie qui tient

DANSE Apprenez SEUL chez VOUS ou en notre studio
Méthode R du Professeur PASCAUD
Ecrire : 60, rue Saint-Antoine - PARIS (4e)

CONSTRUCTIONS CRÉDIT

EN PLEIN SOLEIL à une minute de la future AUTOROUTE-SUD
LIGNE DE SCEAUX
Appartements 2 à 5 p. tout confort, asc. PARC 100.000 m2 - Prêts, prime maxima. Conditions spéciales avec 250. Début travaux. Livr. fin 58-59
SOC RIChelieu 40-33
92, rue de Richelieu - PARIS (2e)

PROPRIÉTÉS

LAGRANGE 34, rue Pasquier PARIS - ANJ. 77-65
achète comptant PAVILLONS, VILLAS
Propriétés en tous genres

IMMEUBLES

LE CAPITAL que représente votre IMMEUBLE ne produit plus son revenu normal. H. XENARD, le mieux outillé vous garantit la VENTE TOTALE de vos immeubles en bloc ou par appartements. Adressez-vous à un spécialiste : H. XENARD, 3, r. Vézelay (8e) - LAB. 26-80 et 89-39

CAPITAUX

NE GARDEZ PAS VOTRE ARGENT IMPRODUCTIF. POSSIBILITES DE GROS BENEFICES SANS CHANGER VOS OCCUPATIONS. CAPITAL RESTANT EN MAINS. MENSUALITES IMPORTANTES. NECESSAIRE DISPOSER UNE OU PLUSIEURS UNITES. ECRIRE EN INDIQUANT CAPITAL DISPONIBLE

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

30 NOVEMBRE.

UNE grande séance parlementaire; mes confrères ont été, sur ce point, unanimes. Du style de celles que nous avons connues à la veille de Dien-Bien-Phu. Je ne suis pas superstitieux. Je veux croire que toutes ne sont pas annonciatrices de désastres, que toutes n'ont pas la fatalité des signes.

Je me souviens pourtant : la même fureur déferlait des mêmes travées vers la Cassandre éternelle qui voit tout sans rien pouvoir conjurer.

OUI, une grande séance. Qu'à l'extrême-droite, des forcenés aient crié « à mort », la majesté des débats n'en a pas été atteinte, aux yeux de nos confrères : et il est vrai que Pierre Mendès France tenait une bombe entre ses mains. C'est assez sa coutume : il disait la vérité — ce qui ne signifie pas qu'il ait toujours raison, mais que son analyse des faits n'est pas fonction de l'arithmétique parlementaire, ni des intérêts particuliers en jeu, ni des puissances redoutables qu'on a peur de déchaîner dans les rues d'Alger, ailleurs peut-être.

Son crime est moins de dire ce qu'il dit que d'analyser honnêtement une situation politique donnée devant cette Assemblée qui ne veut rien entendre parce qu'elle ne veut rien voir. L'idée qu'il se fait d'un ensemble franco-maghrébin, cette construction longue et difficile, offense ces politiciens de l'immédiat et les rend furieux, eux qui, derrière un écran de mots, sont bien résolus à attendre que les militaires aient gagné la partie — et qui n'attendent rien d'autre — et celui qui désire, qui prépare autre chose est un traître.

SE trouvait-il quelqu'un sur les travées, ou au banc des ministres, pour croire que la loi-cadre a la moindre chance d'être appliquée un jour ? Ou nous en viendrons finalement à des pourparlers et, quels que soient nos interlocuteurs, ils exigeront comme entrée de jeu que tout soit biffé de ce qui a été imposé au peuple algérien, de ce qui lui a été *octroyé* ; ou les rebelles devront céder à la force et se soumettre. Dans ce cas, je ne donnerais pas cher de la loi-cadre, ni même de ce que les Européens d'Algérie en laisseraient subsister sur le papier.

Nul n'en doute, et peut-être Pierre Mendès France est-il le seul à prendre cette loi-cadre au sérieux. Le vrai débat demeure entre ceux qui ne croient qu'à la force, malgré tous les démentis que les faits leur apportent depuis douze ans, et ceux qui acceptent de courir les risques, en Afrique, d'une fédération de peuples libres.

JE dis bien : les risques — dont le plus grave est que nos partenaires ne sont pas sûrs, ou plutôt ne sont pas libres. Que Habib Bourguiba, quand on parle avec lui, exprime sa vraie pensée, ceux-là seuls qui ne le connaissent pas en peuvent douter. Mais il y a loin de l'homme d'Etat qu'il est, au chef de parti qu'il est aussi. Nous devons sur ce point parler net. Que Habib Bourguiba agisse d'abord et avant tout en Tunisien, c'est son devoir : à lui et à nous de résoudre les divergences d'intérêts qui nous opposent dans l'immédiat, sans compromettre ce que, les uns et les autres, nous cherchons à édifier en Afrique du Nord. Il reste que la loi qui frappe certains Tunisiens d'indignité nationale, même limitée aux actes de collaboration commis entre le 18 janvier 1952 et le 21 juillet 1954, demeure offensante et va infecter une plaie mal cicatrisée. Il n'y a pas de commune mesure entre les règlements de comptes au lendemain d'une occupation ennemie comme chez nous en 1945, et ceux qui suivent le passage d'un régime à un autre. Dans le premier cas, on peut parler de fautes, d'erreurs et, à la limite, de trahison — non dans le second. La fidélité à la nation protectrice que nous fûmes, si vous la considérez comme un crime, que répondrons-nous à ceux qui ne cessent de dénoncer en vous notre ennemi ? Toute politique comporte un postulat. La nôtre repose sur un acte de confiance dans la jeune Tunisie, dans le jeune Maroc. « Il faut que cette mesure soit rapportée ! », Pierre Mendès France l'a déclaré hier à la tribune de l'Assemblée.

Mais enfin, que s'est-il donc passé entre le 18 janvier 1952 et le 21 juillet 1954 ? Nous pourrions là-dessus demander à M. Maurice Schumann de rédiger ses souvenirs, lui qui a une si bonne plume et qui, pour n'être pas de gauche, est tout de même un intellectuel.

2 DÉCEMBRE.

A 10 heures et demie, ce matin, dans un amphithéâtre de l'Académie des Sciences, soutenance de thèse *in absentia* de Maurice Audin, disparu. Nous sommes si accoutumés à vivre dans le cercle restreint de notre spécialité qu'il ne nous arrive pour ainsi dire jamais de connaître ce qui, durant cet exposé, m'a été départi : cette sorte de repos que donne l'inintelligence absolue. Repos qui procède de l'infini, face à ce tableau noir où ce qui fut la recherche de Maurice Audin s'exprimait dans des signes pour moi indéchiffrables. Mais repos propice à la contemplation : derrière ces équations vertigineuses, un jeune homme était étendu — mort ? vivant ? Le saurons-nous jamais ? Il a été torturé, on a tiré sur lui : cela seul est sûr.

Par-delà le tableau noir, la foule muette qui se pressait sur les travées regardait ce corps criblé de balles. C'était lui qu'entouraient le doyen, les nombreux professeurs qui, ce matin, avaient renoncé à faire leur cours, ces étudiants.

Nous autres écrivains, qui exprimons dans des mots notre foi et notre espérance, nous ne sommes que trop tentés de nous en tenir à cette libération par l'écriture. Ce jeune savant, lui, a peut-être cru qu'il ne pouvait donner d'autre témoignage que celui qu'il a donné. Si nous n'entendions rien à ce qui s'inscrivait à la craie sous nos yeux, nous mesurions pourtant ce que Maurice Audin avait consenti à jouer : les promesses d'une vie consacrée à la recherche, à la découverte.

UN intellectuel, un intellectuel de gauche... Je songe avec quel mépris ces mots sont imprimés dans une certaine presse. Maurice Audin était l'un d'eux. Il appartenait à ce qui subsiste chez nous de plus noble, de plus pur. Qu'avez-vous fait de lui ?

F. M.

Teilhard de Chardin
Tome 4 des ŒUVRES :
LE MILIEU DIVIN
"... œuvre admirable où semblent revivre la flamme d'un Paul de Tarse et l'ardeur d'un Jean à Patmos"
Francis Ferrier (ECCLESIA) 1 vol. 600 fr.
Tome 1 : Le Phénomène humain
Tome 2 : L'Apparition de l'homme
Tome 3 : La Vision du passé
SEUIL

POUR VOS TRICOTS
100% pure laine

EXIGEZ
INTEXA
tricots de qualité

FOURRURES
GALUZ
71, av. V.-Hugo, Paris - KLE. 86-03

L'EXPRESS
DIRECTION, RÉDACTION :
91, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. ELY. 88-61
ADMINISTRATION
Abonnements, publicité, vente
29, rue de Marignan - Paris (8e)
(angle Champs-Elysées)
Tél. : BAL. 19-68
PRIX DE VENTE AU NUMERO :
France et Afrique du Nord : 100 francs.
Suisse : 1 fr. 80.
Belgique : 18 francs.
Italie : 250 lires.
Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 73 78-19 Paris.
Administrateur : J.-P. Coblence